NTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9591 | 44 PAGES | — SAMEDI 22 NOVEMBRE 1975

Les journées d'action ont débuté en Corse ns un climat d'incertitude et de confusion

LIRE PAGE 39



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 11 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. dir.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 770-91-29

Aucun chef d'État européen n'assistera aux obsèques de Franco

M. Giscard d'Estaing se rendra à Madrid pour l'intronisation de Juan Carlos Ier

L'Espagne vit, ce vendredi 21 novembre, sa première journée de deuil public, en attendant, le 22, la prestation de serment du prince Juan Carlos Ier. La dépouille mortele du Caudillo, veillée par les dignitaires du régime, est exposée dans l'ancien palais des rois d'Espagne à Madrid. Un public nombreux défile dans le recueillement. Un grand calme régnait ce 21 novembre dans tout le pays, y compris au Pays basque.

Seul, un très petit nombre de chefs d'Etat ou de gouvernement devraient assister aux obsèques du Caudillo. Les pays européens de l'Ouest seront représentés par des ministres ou par des ambassadeurs. En revanche, un certain nombre d'Etats marquaient leur espoir de voir des changements accompagner en Espagne l'accession au trône de Juan Carlos, en envoyant des délégations de haut niveau lors du « Te Deum » d'intronisation qui aura lieu le 26 au 27 novembre. Dès à présent, M. Giscard d'Estaing a décidé d'y représenter lui-même la France. Aucun chef d'Etat français ne s'était rendu en Espagne depuis la première guerre mondiale.

Dans les milieux politiques antifranquistes, la prochaine accession de Juan-Carlos à la tête de l'Etat suscite des réactions, qui vont de l'espoir nuancé au scepticisme le plus complet, sur les chances d'une libéralisation de régime et d'une réconciliation des Espagnols.

Le protocole et l'espérance

s réactions suscitées dans le de entier par la mort de co ne sont pas seulement radictoires, allant du soula- nt avoué et parfois joyeux regret sincère. Elles témoi- t surtout, une dernière fois, a double nature de celui qui, la prudente formule de Giscard d'Estaing, mi-consta- n mi-éloge, a « depuis près de ante ans dominé l'histoire de pays ». Des hommes et des nes, à Madrid et ailleurs, nt pleuré sincèrement un homme qui était le chef de t et avait si longtemps dis- leurs peurs et satisfait leur in de stabilité et d'ordre. s les prisons et dans l'opposi- intérieure ou en exil, d'autres nt senti, au terme d'une rminable attente, la bouffée poir si grisante qu'on la prend r le bonheur.

Il représentait l'Espagne de ort », dit, de son exil romain, rand poète Rafael Alberti. Le ral de « pronunciamiento » nu une institution respectée, fusilleur implacable, l'obligé tler et de Mussolini, va dor- avec ses adversaires, dans la e des Morts. Au-delà de cette parente réconciliation, nul blie qu'il a peuplé — pour la e de Bernanos et de tant tres — les grands cimetières la lune.

moment où le général Pino- accourt aux obsèques, les mages officiels sont donc . Il faut chercher parmi les s d'Etat autoritaires quelques s pour cette tombe, et c'est échu qui prononce, par la de M. Nixon, l'éloge vibrant homme qui « fit l'unité e nation divisée et montra justice à ceux qui l'avaient battu ». Certes, quelques mé- s lui sont reconnus. Pour le i de M. Strauss, il a « pré- vé son pays du communisme litaire ». Le « Jerusalem t » rappelle, avec raison, qu'il protégé et sauvé des juifs. lio-Vatican laisse quelques nes sur les roses déposées ant « un homme aux apti- es politiques extraordinaires, a forgé l'Espagne d'aujour- ui avec un équilibre inhabituel la part de chefs de régimes litaires ». On fait difficile- t mieux dans l'art de ne trer, comme le conseille le imes » avec un flegme tout annique, « ni satisfaction in- nte ni douleur excessive ».

es messages et les manifesta- s de condoléances européens , eux aussi, à l'honneur de rit d'invention des diplo- es qui les ont rédigés. La e Elizabeth — dont le pre- r ministre reste officiellement — « évoque le chef de l'Etat gnol qui a dirigé son pays uis si longtemps ». Les dra- ux allemands seront en berne, me l'exige le protocole, mais, s son télégramme, le chan- r Schmidt invite Madrid à rapprocher de la commu- té des autres Etats euro- s ». Seuls les Nordiques, ont leur franc-parler, disent haut ce que chacun pense, peu partout, de la fin du dic- ur. N'étant pas tenus à une omatique réserve, les pays munistes assurent, avec la avda », que sa disparition a rifié la scène politique », ou, l'agence officielle yougoslave youg, qu'il fut « le dernier ateur fasciste ». Dans le tiers- de, où la lointaine guerre pagne a laissé moins de sou- rs amers, les messages sont proches du ton habituel, et président Sadate assure re- ter un « ami sincère ».

ans le concert européen de le courtoisie lourde d'arrière- ées, la France tient bien son Le chef de l'Etat assistera personne à l'intronisation de n-Carlos et le ministre de la nse assurera aux obsèques de nco une représentation qu'on it souhaitée plus discrète re. Le « peuple fier » auquel Giscard d'Estaing adresse ses doléances sera-t-il flatté de égards nuancés ?

u-delà des condoléances de eur et des subtilités de proto- , rarement une mort aura été n tout cas — aussi lourde pérances.

Un climat de trêve

De notre envoyé spécial

Madrid. — Mort et transfiguration ! En attendant qu'un jugement plus serein puisse être porté sur un régime absolu de près de quarante années, les Espagnols rendent un dernier hommage au général Franco. Depuis ce vendredi 21 novembre, à 8 heures du matin, la dépouille du généralissime repose dans la salle des Colonnes du palais royal, où une chapelle ardente a été dressée. Du balcon central du palais, dont les jardins descendent en larges terrasses vers le maigre filet d'eau du Manzanares, Franco s'était, le 1er octobre dernier, adressé pour la dernière fois aux dizaines de milliers d'Espagnols massés sur la place d'Orient. Ils seront, sans doute, encore plus nombreux à défiler, jusqu'à dimanche, devant le lourd cercueil ouvert.

Le Caudillo a été embaumé. Son visage figé par la mort ne semble pas avoir souffert de la lutte menée pendant plus d'un mois contre la maladie. La dépouille mortelle est revêtue du grand uniforme de capitaine-général des armées. Un cérémonial précis a été mis au point pour l'accès au palais. Tout le secteur proche de la place d'Orient a été déclaré « zone de silence ». Aucune circulation automobile n'est autorisée dans le vaste périmètre délimité par la Puerta des Sol, la rue de Bailen et la calle Mayor. Le maire de Madrid a lancé jeudi un appel solennel à la population de la capitale lui demandant de saluer une dernière fois le Caudillo et d'assister à la messe en plein air qui doit avoir lieu dimanche sur cette même place d'Orient.

Pendant les cinquante heures que doit durer l'exposition au public de la dépouille mortelle, les membres du gouvernement, les chefs de l'armée, les personnalités des différents corps constitués du régime vont se relayer pour monter une garde d'honneur dans la chapelle ardente.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 2.)

Coup de main à Mayotte

Un ministre comorien débarque avec un détachement non armé

Une nouvelle étape a été franchie vendredi 21 novembre dans le conflit qui oppose, depuis quatre mois, le gouvernement de Moroni et les autorités françaises, qui souhaitent faire respecter la volonté exprimée par les habitants de l'île de Mayotte de rester français.

M. Saïd Mohamed Jaffar, chef de l'Etat comorien, a lancé un appel au secrétaire général et au Conseil de sécurité des Nations unies informant que « *le Conseil exécutif national a organisé ce jour dans l'île de Mayotte, partie intégrante de l'Etat comorien, membre de l'ONU, une marche pour l'intégrité territoriale, la réconciliation et la paix* ». Le chef de l'Etat prie l'Organisation internationale de « *prendre toute disposition nécessaire afin d'éviter tout affrontement sanglant* ».

Cette initiative a pour objectif principal, précise le texte, d'établir l'autorité légitime du Conseil exécutif national dans cette île, où s'exerce illégalement l'autorité française depuis la proclamation d'indépendance nationale.

(Lire la suite page 11.)

La réconciliation franco-guinéenne

La visite à Conakry de MM. Lecanuet et Jarrot prépare l'échange d'ambassadeurs

MM. Jean Lecanuet, ministre de la justice, et André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, sont partis vendredi 21 novembre, pour la Guinée, où ils assisteront aux fêtes anniversaires de la tentative de débarquement de 1970, au cours de laquelle des dissidents avaient, avec l'aide du Portugal, tenté de renverser le régime de M. Sekou Touré. Ils sont accompagnés par M. Georgy, directeur de l'Afrique au Quai d'Orsay, et seront rejoints par Mr André Lewin, qu'on s'attend à voir nommer ambassadeur à Conakry. M. Lewin est actuellement chargé de mission auprès du secrétaire général des Nations unies.

La mission des deux ministres français constitue une reprise de contact, les négociations entre les deux pays devant être menées, dit-on à Paris, par les futurs ambassadeurs.

Quatre mois après l'annonce par le président Sekou Touré de la « normalisation » des relations franco-guinéennes, le voyage à Conakry de MM. Lecanuet et Jarrot consacre une évolution qui devrait aboutir, avant la fin de l'année, à un échange d'ambassadeurs. M. Beavogui, premier ministre guinéen, avait déclaré en juillet, au cours de sa visite en France, que M. Sekou Touré comptait « *signifier au chef de l'Etat français combien il avait été sensible à son action, et lui apporter sa confiance totale* ».

Depuis l'accession de M. Giscard d'Estaing au pouvoir, les principaux motifs du ressentiment guinéen ont été éliminés. Le secrétariat général pour les affaires africaines, que dirigeait M. Foccart, n'existe plus. L'organe des dissidents guinéens en France — *Guinée-Perspectives nouvelles* — s'est vu frapper d'interdiction. Le contentieux financier, qui reste appréciable, a été allégé au profit de la Guinée. Le gouvernement français semble, d'autre part, ne plus exiger la libération des quatre ressortissants français (qui ont la double nationalité) encore emprisonnés à Conakry. Enfin, c'est à la vive satisfaction du président guinéen que la France a engagé une politique d'aide et de coopération avec la jeune République de Guinée-Bissau.

Du côté français, on se félicite d'une réconciliation qui n'avait que trop tardé, et l'on tend à minimiser l'importance du contentieux qui reste à régler (il s'agit notamment des avoirs français gelés en Guinée et du versement par la France des arriérés de pensions aux anciens combattants et fonctionnaires guinéens qui ont servi la France avant l'indépendance).

On met davantage l'accent sur les perspectives économiques qui s'offrent aux industriels français. Les réserves de bauxite de la Guinée sont les secondes du monde et d'importants gisements de fer. D'ambitieux projets sont à l'étude, et la France, qui a conservé, envers et contre tout, des intérêts sur place, compte proposer sa participation.

O. P.-V.

Pour un pouvoir provincial

La prochaine semaine sera marquée par plusieurs temps forts pour la régionalisation et l'aménagement du territoire. Le lundi 24 novembre, à Dijon, M. Valéry Giscard d'Estaing parlera de l'organisation des régions devant les membres de la conférence interrégionale, qui groupe les six régions intéressées par la liaison fluviale Rhin-Rhône.

Le lendemain, le chef de l'Etat présidera deux conseils de planification sur les façades maritimes et les objectifs de l'aménagement du territoire. Enfin, le président de la République devrait, avant la fin du mois, prononcer une allocution radiotélévisée sur la réforme régionale.

M. Alain Peyrefitte, ministre des réformes administratives d'avril 1973 à février 1974, avait été chargé de la mise en place des institutions régionales nées de la loi de 1972. Il proposa ensuite au président de la République, M. Georges Pompidou, un plan d'ensemble pour une meilleure déconcentration et une décentralisation du pouvoir, notamment au niveau des départements. C'est ce plan que M. Alain Peyrefitte expose ci-dessous dans une série d'articles.

I. — RÉGIONALISATION OU DÉCENTRALISATION ?

par ALAIN PEYREFITTE (*)

Le débat sur la régionalisation est un des plus confus auxquels donne lieu l'évolution de notre société.

Certains, que l'on rattache à la tradition girondine, réclament — à juste raison — une décentralisation massive ; ils préconisent à cet effet — à tort, nous semble-t-il — un « pouvoir régional », exercé par une assemblée élue au suffrage universel direct et un exécutif régional élu.

D'autres, en qui l'on reconnaît des jacobins, dénoncent — à juste titre, selon nous — les risques de démembrement, ou en tout cas de tensions excessives, que pourrait faire courir à notre pays un tel « pouvoir régional ». Ils en concluent — à tort — qu'il ne faut rien changer aux structures territoriales.

On peut envisager plusieurs niveaux de décentralisation : ou la commune, ou le groupement de communes, ou le canton, ou l'arrondissement, ou le département, ou la région, ou encore deux d'entre eux simultanément. Pourquoi en privilégier un seul, le plus éloigné des citoyens ? C'est confondre l'un des *moyens* possibles : le pouvoir régional avec la *fin*, l'émancipation de la province entière par rapport à Paris, et des citoyens par rapport au phénomène bureaucratique, c'est-à-dire une meilleure participation des Français à leur destin. La *fin* est indiscutable ; ce moyen-là est pour le moins discuté. A la notion un peu simpliste de pouvoir régional, nous proposons de substituer celle, plus riche et plus réaliste, de pouvoir provincial.

Il semble qu'un large consensus pourrait être réuni sur les observations suivantes :

1) La décentralisation de la gestion est plus urgente que jamais.

Depuis une quinzaine d'années, la plupart des analystes de la société française en ont critiqué l'excessif centralisme. Ce phénomène plusieurs fois séculaire, jusque-là plus ou moins docilement admis, commence à être ressenti comme inadmissible. Le développement de l'urbanisation et des services collectifs a provoqué le foisonnement des interventions de l'Etat.

A chaque mission nouvelle que les pouvoirs publics sont amenés à assumer, à chaque pas nouveau qu'ils effectuent vers une « socialisation » progressive de la société, la puissance tentaculaire des administrations centrales s'alourdit. Des fonctionnaires anonymes sont de plus en plus nombreux à exercer, hors de tout contrôle démocratique réel, un pouvoir discrétionnaire. L'élévation du niveau économique et surtout culturel des populations provinciales rend odieuse la prétention du pouvoir central à la prépondérance. Les progrès même de l'aménagement du territoire encouragent à dénoncer ce qui reste de concentration parisienne : comme il arrive souvent, les débuts d'une évolution font mieux prendre conscience de ce qui s'oppose encore à elle. Chacun dénonce le manque d'efficacité et le faible rendement de l'action administrative. Le citoyen en envahi d'un sentiment diffus de frustration et d'aliénation. Tous les mécontentements d'origine locale se polarisent sur l'Etat et ses dirigeants.

(Lire la suite page 37.)

(*) Ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou, ancien secrétaire général de l'U.D.R.

AU JOUR LE JOUR

L'EXEMPLE

Evidemment, le Portugal est le Portugal et la France est la France. On ne cesse de nous le dire, mais il est à craindre que l'exemple ne soit contagieux.

Quand un gouvernement se met en grève, cela peut donner des idées aux ministres. Ne peut-on craindre de voir un jour M. Lecanuet, laissant les sceaux à la garde d'un huissier, aller crier devant l'Elysée : « Ponia en prison ! », ou M. Soisson, abandonnant les universités à leur triste sort, aller brandir devant l'hôtel Matignon une pancarte dénonçant les abus d'Haby ?

ROBERT ESCARPIT.

QUATRE JOURS APRÈS LE PRIX

Ajar refuse le Goncourt

Deux péripéties viennent de faire rebondir le « mystère » Ajar. Selon notre correspondant, à Toulouse, son véritable nom est Paul Pavlovitch : il a fait ses études secondaires au lycée Gambetta de Cahors, et des études supérieures à l'université de Toulouse. Il a épousé la fille de l'ancien directeur de la caisse d'allocations familiales du Lot, dont il a une petite fille ; il y a quatre ans, après une vie aventureuse, il a acheté une ferme à Cagnac-du-Causse, dans le Lot, où il aurait écrit ses livres : *Gros Câlin* et *la Vie devant soi*. Il est le cousin par alliance de l'écrivain Romain Gary.

D'autre part, vendredi matin, Me Gisèle Halimi, conseil juridique d'Emile Ajar, confirmait que l'écrivain avait refusé le prix Goncourt ainsi qu'elle l'avait annoncé la veille et elle publiait la déclaration suivante : « *M. Emile Ajar a rendu visite à son avocat, Me Gisèle Halimi, jeudi soir, et lui a remis la lettre manuscrite aux termes de laquelle il confirme sa décision irrévocable de renoncer au prix Goncourt.*

« Me Gisèle Halimi a fait parvenir, vendredi matin, cette lettre au président du prix Goncourt. Les éditions du Mercure de France ont été également informées de la même manière, et par courrier, par Me Halimi. »

Dans cette lettre, Emile Ajar donne les raisons de son refus : « *L'attribution du Goncourt à mon dernier roman a multiplié ces deux derniers jours les difficultés que je rencontre, depuis sa publication, à ne communiquer avec tous qu'à travers mon livre.* »

Le lendemain du prix, le mardi 18 novembre, Emile Ajar avait appelé au téléphone la directrice du Mercure de France, Mme Simone Gallimard, sans manifester le moindre mécontentement du résultat. Il avait même pris avec elle des dispositions pratiques consécutives au couronnement de son livre.

(Lire la suite page 30.)

APRÈS LA MO

Climat de trêve

(Suite de la première page.)

Fidèles parmi les fidèles, les anciens des combats de la guerre civile et des « *années noires* » pendant lesquelles l'Espagne franquiste était mise en quarantaine par les puissances occidentales, seront au premier rang.

Dimanche, ils retourneront vers la lourde basilique de la Vallée des morts (Valle de los caidos) au nord-ouest de Madrid, pour assister aux obsèques solennelles. Le cercueil sera descendu dans une crypte proche de celle où a été inhumé José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange. C'est seulement à ce moment-là qu'une page aura été réellement tournée, bien que le prince Juan Carlos doive, dès samedi à midi, prêter serment devant les Cortès et être proclamé chef de l'Etat avec le titre de roi d'Espagne. Jeudi, un décret lui a accordé le grade de capitaine-général dans les trois armes.

Comme il est naturel après la disparition d'un chef d'Etat quel qu'il soit, les premiers jours de deuil sont consacrés à faire l'éloge du défunt. Les lauriers, l'émotion, les rappels et les glorifications n'ont pas manqué tout au long de la journée de jeudi : pas une seule note discordante dans les multiples interviews réalisées dans la rue par la radio et la télévision d'Etat, qui ont fait un effort exceptionnel depuis la mort de Franco à l'hôpital La Paz.

C'est l'image d'une Espagne soudain orpheline que les reporters de la télévision ont trouvée dans la capitale comme dans toutes les villes de province. La lecture par le chef du gouvernement, M. Arias Navarro, du testament spirituel du général Franco : « *J'ai voulu vivre et mourir en catholique...* », avait donné le ton.

Ce message, qui est, pour l'essentiel, un appel à la loyauté à l'égard du nouveau roi d'Espagne, aurait été écrit par Franco, qui se savait par conséquent condamné, entre le 17 octobre, jour de sa première indisposition, et le 21 octobre, où il subit une grave attaque cardiaque. Il aurait été confié par le chef de l'Etat à sa fille Carmen, marquise de Villaverde, qui ne devait le remettre qu'après le décès au chef du gouvernement. Ce dernier, qui avait déjà enregistré son allocution à la nation, aurait dû, en conséquence, le remanier au dernier moment.

Pas une note discordante, non plus, dans les déclarations recueillies auprès de très nombreuses personnalités de la classe politique. De M. José Antonio Giron, chef de file de l'extrême droite, à M. Ruiz Jimenez, leader de la gauche démocrate-chrétienne, les jugements sur l'homme d'Etat disparu, le politicien, le chef de guerre, sont assez semblables. Les aigreurs, les critiques nombreuses qui fusaient dans la classe politique depuis l'été 1974, sont oubliées, comme il est naturel pendant ces journées de trêve.

Les évêques, qui étaient sérieusement en froid avec le régime ces derniers mois, ont repris le chemin du Pardo. C'est Mgr Tarancon, archevêque de Madrid, leader de l'Eglise postconciliaire, qui a célébré la messe jeudi matin dans la petite chapelle de la résidence de Franco. Seuls la famille, le prince Juan Carlos, sa femme et les membres du gouvernement assistaient à ce premier acte des différentes cérémonies, qui se termineront par le Te Deum en l'honneur du nouveau roi, en l'église de Geronimos.

Un choc évident

Tout a été calme jeudi dans la capitale, qui a cependant vécu à un rythme nettement plus ralenti. Attendue et considérée comme inévitable, la mort de Franco, devenue réalité, a provoqué un choc évident. Les kiosques ont été pris d'assaut au fur et à mesure que les nombreuses éditions des journaux espagnols apparaissaient. La foule était plus grave, chacun retenant ses sentiments pour rester à l'unisson de cette sérénité teintée d'une vague anxiété.

Drapeaux en berne au fronton des édifices officiels, officiers et fonctionnaires portant un brassard de crêpe noir, salles de spectacles fermées, manifestations sportives suspendues jusqu'à dimanche : les images du deuil officiel ne manquent pas dans la capitale.

Les banlieues ouvrières sont paisibles, les usines ont ouvert leurs portes ce vendredi comme de coutume. Seule la journée de samedi sera d'ailleurs fériée, en raison de la cérémonie de prestation de serment de Juan Carlos devant les Cortès et le conseil du royaume. Les dirigeants des organisations de l'opposition démocratique affirment avoir donné des consignes de calme total. Plusieurs ont préféré quitter leur domicile pour le moment. Ainsi M. Raul Morodo, avocat, membre du parti socialiste populaire, a-t-il choisi depuis quarante-huit heures une retraite clandestine qu'il espère provisoire. M. Tierno Galvan, leader de la même formation, plusieurs fois menacé ces dernières semaines, s'est également résolu à quitter son domicile.

D'autres dirigeants de l'opposition de gauche affirment redouter des incidents à l'issue des obsèques du général Franco. Ils pensent que les manifestants convoqués par les associations d'anciens combattants de la guerre civile pourraient être tentés de « faire quelque chose ».

Mais les remous et les interrogations au sein même des organisations de gauche membres de la Junte démocratique ou de la Plate-forme de convergence démocratique ne manquent pas non plus d'intérêt. Les regards se tournent vers Juan Carlos à la veille d'être proclamé roi. Que veut-il ? Que peut-il ? Que fera-t-il ? Jusqu'où ira cette libéralisation annoncée depuis des semaines par les conseillers du palais de la Zarzuela ? Le parti communiste va-t-il sortir de son ghetto et quand ? Il est apparu ces derniers jours, que même les éléments les plus modérés du franquisme excluaient, à court terme, toute légalisation du parti communiste. Le prince lui-même a récemment eu l'occasion de faire des confidences, il est vrai démenties par sa maison civile. Il a fait comprendre qu'il ne pensait pas aller jusqu'à cette légalisation du P.C.E. Selon certaines indications, il s'efforcerait, une fois chef de l'Etat, de persuader discrètement les dirigeants du parti communiste de faire preuve d'un peu de modération.

La tâche d'un Front de la gauche

Ces spéculations ne facilitent pas la tâche d'un Front de la gauche qui a déjà eu bien du mal à se constituer. L'accord conclu le 30 octobre dernier entre les délégués de la Junte démocratique et ceux de la Convergence n'a pas, semble-t-il, dissipé toutes les préventions, les suspicions et les arrière-pensées. Certains partis figurant dans la Junte soupçonnent des formations ou des personnalités de la Convergence d'être à peu près disposées à un éventuel compromis avec le prochain gouvernement de Juan Carlos.

Certains ont éprouvé le besoin de bien mettre les points sur les i, soit pour rassurer leurs partenaires du Front de la gauche, soit pour ne pas encourager les illusions ou les espoirs de personnalités du régime. C'est ainsi que le parti socialiste ouvrier espagnol, dont le principal dirigeant est le jeune avocat sévillan Felipe Gonzales, a publié jeudi un communiqué pour affirmer qu'il n'était pas question de « *conclure des pactes* » avec les hommes du régime franquiste.

De son côté, le parti socialiste populaire, associé au P.C.E. dans la Junte démocratique, a rejeté toute forme de « *continuité* » institutionnelle que l'on voudrait imposer. Il exige une amnistie politique et syndicale effective, « *et le droit pour les Espagnols exilés de regagner leur patrie* ». Il demande aussi la « *restauration de toutes les libertés sans exception* », et en particulier « *la légalisation immédiate des partis politiques et la reconnaissance du droit syndical* ».

MARCEL NIEDERGANG.

La Phalange à la vallée des Morts

De notre correspondant

Madrid. — Le 20 novembre est une date sacrée pour la Phalange. Ce jour-là, à l'aube, en 1936, José Antonio Primo de Rivera, son fondateur, était fusillé à la prison d'Alicante, après sa condamnation à mort par un tribunal populaire. Les restes de José Antonio reposent actuellement dans la basilique de la Sainte-Croix de la vallée des Morts, où sera inhumé le général Franco dimanche prochain.

Chaque année, le 20 novembre, les phalangistes de Madrid portent, à pied, depuis la capitale jusqu'à la basilique (45 kilomètres), une couronne de lauriers pour la déposer sur la tombe de leur fondateur. Le général Franco, revêtu de l'uniforme phalangiste, les membres du gouvernement, les hauts dignitaires de la Phalange et des prélats (dont le nombre a progressivement diminué jusqu'à disparaître complètement au cours des dernières années), recevaient la couronne à la porte de la basilique pour l'accompagner jusqu'à la tombe, située au pied du maître-autel, et assistaient à une messe de Requiem.

Cette année, devant la porte de l'église abbatiale, lorsque la couronne mortuaire est arrivée, il n'y avait que M. Antonio Chozas Bermudez, vice-secrétaire général du Mouvement. Les membres du gouvernement étaient, à ce moment, au Pardo en train de veiller la dépouille de Franco, mis en bière, revêtu du grand uniforme de capitaine général. La messe pour l'âme de José Antonio a été célébrée devant un chœur vide. Seule, Pilar Primo de Rivera, sœur de José Antonio, portant la chemise bleue en tant que dirigeante de la section féminine de la Phalange, occupait l'un des fauteuils qui avaient été préparés pour les autorités.

Après la messe, sur l'esplanade de la basilique, les quelque deux mille phalangistes qui, cette année, avaient fait le pèlerinage, ont entonné, le bras levé, l'hymne de la Phalange. Puis M. Chozas a dit les invocations rituelles aux phalangistes morts au champ d'honneur. Lorsqu'il prononça les noms de José Antonio Primo de Rivera, puis de Francisco Franco Bahamonde, les phalangistes ont répondu d'une seule voix : « *Présent.* »

Un membre de la vieille garde phalangiste de Madrid, à la chemise bleue chargée de médailles, formulait ce commentaire : « *Cette année, ce sont les derniers honneurs funèbres rendus à José Antonio. L'année prochaine, ce sera pour Francisco Franco. Avec la mort de Franco, la Phalange se considère de nouveau indépendante et libre. Nous nous considérons libres de notre engagement avec l'Etat. Maintenant, nous pourrons lutter pour notre Etat authentique.* » — J.-A. N.

Le testament spirituel lu à la télévision par le chef du gouvernement

Madrid (*A.F.P., Reuter*). — Dans son message radio-télévisé prononcé jeudi 20 novembre, M. Carlos Arias Navarro, chef du gouvernement, a lu le testament spirituel du général Franco.

Voici le texte intégral de ce testament, dont nous avons donné un extrait dans nos premières éditions du 21 novembre :

« *Espagnols, alors qu'arrive pour moi l'heure de remettre ma vie devant le Très Haut et de comparaître devant son jugement sans appel, je demande à Dieu de me recevoir avec miséricorde auprès de lui, car j'ai voulu vivre et mourir en catholique. J'ai été honoré du nom de chrétien, et ma volonté constante a été d'être un fils fidèle de l'Eglise au sein de laquelle je vais mourir. Je demande pardon à tous, comme de tout mon cœur je pardonne à ceux qui se sont déclarés mes ennemis sans que je les aie considérés comme tels. Je crois et je désire ne pas en avoir eu d'autres que ceux qui furent les ennemis de l'Espagne, que j'ai aimée jusqu'au dernier moment, et que j'ai promis de servir jusqu'au dernier souffle, prochain, de ma vie.*

» *Je désire remercier ceux qui ont collaboré avec enthousiasme, dévotion et abnégation à la grande entreprise de création d'une Espagne unie, grande, libre.*

» *Pour l'amour que j'ai porté à notre patrie, je vous demande de persévérer dans l'unité et dans la paix, et d'entourer le futur roi d'Espagne, don Juan Carlos de Bourbon, de la même affection, de la même loyauté que vous m'avez témoignées, et de lui accorder, à tout moment, le même soutien, la même collaboration que j'ai eus de vous.*

» *N'oubliez pas que les ennemis de l'Espagne et de la civilisation chrétienne sont en éveil. Soyez sur vos gardes vous aussi et contre eux abandonnez tout intérêt personnel pour les intérêts suprêmes de la patrie et du peuple espagnol. Ne renoncez pas à obtenir pour tous les Espagnols la justice sociale et la culture, et faites-en vos objectifs principaux. Maintenez l'unité des terres de l'Espagne, en exaltant la riche multiplicité de ses régions, comme source de la richesse de l'unité de la patrie.*

» *J'aimerais, en mon dernier instant, unir les noms de Dieu et de l'Espagne et vous serrer tous contre moi pour crier ensemble, une dernière fois, à l'ombre de ma mort : « Arriba España, Viva Espana ! »*

PEU DE CHEFS D'ÉTAT ASSISTERONT AUX OBSÈQUES

Peu de chefs d'Etat ou de gouvernement, selon toute apparence, assisteront aux obsèques du général Franco le dimanche 23 novembre. Jusqu'à présent, seul le général Pinochet, président du Chili, a confirmé sa participation à la cérémonie. M. Daniel Oduber, président de Costa-Rica, a demandé au Parlement l'autorisation de se rendre à Madrid pour la circonstance.

La plupart des pays européens seront représentés par leur ambassadeur. C'est notamment le cas de la Suède, du Danemark, de la Suisse et de l'Autriche. Néanmoins, la Grande-Bretagne déléguera lord Shepard, lord du Sceau privé et président de la Chambre des lords. La France, rappelons-le, sera représentée par le ministre de la défense, M. Yvon Bourges.

Les gouvernements des Etats américains et arabes enverront au moins un ministre. C'est le cas, notamment, de l'Argentine, de l'Uruguay, de la Syrie. La Jordanie enverra une délégation « de très haut niveau ». Le Brésil déléguera le chef d'état-major des forces armées.

L'Iran sera représenté par le frère du chah, le prince Abdul Reza. Le Japon déléguera un ancien ministre des finances.

La classe politique face au futur roi : de l'esp[...] au scepticisme

De notre correspondant

Madrid. — La proclamation, qui aura lieu le samedi 22 novembre, de Juan-Carlos Ier comme roi d'Espagne, a soulevé une vague d'espérance dans les secteurs du pays qui considèrent comme inévitable, à plus ou moins long terme, la réconciliation de tous les Espagnols dans un pays démocratique.

L'une des personnalités les plus importantes du franquisme, M. Emilio Romero, directeur général de la presse du Mouvement et conseiller national, déclare : « *Nous sommes dans la ligne d'évolution pacifique et progressive du régime vers une démocratie qui doit être le régime politique du roi. Une réforme constitutionnelle me paraît inévitable au cours des prochaines années.* » M. Manuel Fraga Iribarne, ancien ministre de l'information et du tourisme, promet, de son côté : « *Nous serons dignes de ce moment à la fois sérieux et prometteur de la vie de notre pays.* »

L'Eglise, également, croit que l'heure de l'espérance est arrivée. Le cardinal Vicente Enrique y Tarancon, archevêque de Madrid et président de la conférence épiscopale, a demandé à ses diocésains « *et à tous les Espagnols de bonne volonté de surmonter tout désaccord* ».

M. Francisco Fernandez Ordonez, ancien président de l'Institut national d'industrie, représentant de l'aile la plus libérale du régime, a déclaré : « *J'espère que va s'éclairer la scène aujourd'hui ténébreuse de la politique espagnole. Je n'abandonne aucun espoir, aucune exigence légitime. Après Franco, les Espagnols.* »

L'opposition jusqu'à maintenant « tolérée » ouvre un crédit au roi. Le professeur José Maria Gil-Roblès, ancien ministre de la République et dirigeant d'un des courants de la démocratie chrétienne, déclare : « *Nous continuons de lutter pour une démocratisation du pays. Nous accordons à Juan Carlos une marge de confiance pour voir s'il veut ou s'il peut donner des signes suffisamment clairs de ce qu'il est disposé à réaliser cette politique.* »

Pour sa part, Me Jaime Cortezo, l'un des dirigeants de la démocratie chrétienne de gauche, indique : « *Le changement à la magistrature suprême de l'Etat représente la possibilité d'une démocratisation du pays sur la base du rétablissement des droits de l'homme, ce qui mènerait en même temps à une réconciliation nationale et au dépassement de la guerre civile. La gauche démocrate-chrétienne attend les premiers actes du règne de Juan-Carlos avant d'adopter une position définitive.* »

Le professeur Manuel Jimenez de Parga, du centre démocrate, signale de son côté : « *Devant ce fait historique, tous les Espagnols doivent apporter leur collaboration à la construction d'un nouvel édifice démocratique. Nous devons nous efforcer de passer de la situation de sujets à celle de citoyens.* »

M. Ignacio Camunas, dirigeant du parti démocratique populaire (membre de l'Internationale libérale), déclare : « *Juan Carlos, qui se trouve devant une très difficile opération historique, doit rassembler les deux Espagnes qui se sont tragiquement affrontées pendant la guerre civile. C'est seulement ainsi que sera possible la vie en commun dans la liberté de tous les Espagnols, ce qui constitue en réalité le désir unanime de la nouvelle génération, dont le roi fait partie.* »

Les positions se font plus dures à mesure que l'on va plus à gauche. Le professeur Enrique Tierno Galvan, dirigeant du parti socialiste populaire, estir[...] *Juan-Carlos est capa[...] mettre en marche un [...] démocratique semblable [...] d'Europe occidentale, [...] exclusion de personne, [...] de ma part aucun inco[...] à participer à la lutte lé[...] mes idées. Sinon, je co[...] d'agir comme jusqu'à [...]nant.* »

Les dirigeants syndical[...] plus sceptiques. C'est a[...] M. Victor Martinez Con[...] geant du syndicalisme [...] affirme : « *Mon attitu[...] plan syndical et politiq[...] pas changer substantielle[...] pour quoi j'ai lutté jusqu[...]tenant, c'est pour la con[...] l'exercice en fait et en [...] libertés d'association, [...] sion, etc. Seul changera l[...] de mes activités. Que cel[...] mènent de nouveau à la [...] me situent dans la posit[...] syndicaliste de n'import[...] pays démocratique norm[...] ne dépend pas de moi, m[...] situation. C'est dire que l[...]sabilité retombera sur le [...]*

De son côté, M. Julia[...] dirigeant des commi[...] ouvrières, déclare : « *Le [...]ment ne va rien signif[...] la classe ouvrière. Lors [...] tout premiers conseils [...]nistres présidé par le f[...] le gel des salaires a été a[...] pour un an. Tous veulen[...] classe ouvrière reste [...] Heureusement cela n'est [...]sible. Nous allons agir p[...] deviennent réalité [...] échéance les libertés d[...]tiques dont font partie n[...] syndicaux et politiques.* »

M. Felipe Gonzalez, secrétaire du parti s[...] ouvrier espagnol, s'exprim[...] « *Un chapitre noir de l[...] de l'Espagne s'est fermé. [...]ments actuels sont marq[...] l'angoisse et l'espérance : [...] devant les actions violente[...] provocations de ces dernie[...] contre les démocrates ; e[...]rance dans l'avenir que 9[...] Espagnols veulent démoc[...] La responsabilité du proce[...] changement politique ap[...] à toutes les forces démocr[...] qui doivent intensifie[...] efforts pour construi[...] Espagne digne et libre.* »

Paradoxalement, l'opin[...] plus dure est celle d'un [...]chiste libéral, dirige[...] l'Union espagnole. Refusa[...] monarchie qui ne soit pas [...]née par don Juan de B[...] comte de Barcelone, chef [...] dynastie d'Espagne et pè[...] nouveau roi, Me Jaime Mi[...] déclare : « *La nominatio[...] prince Juan Carlos est la m[...] marche de l'opération pr[...] par Franco pour assurer la [...]nuité de son régime en tra[...]mant sa dictature personn[...] une oligarchie après sa [...] Devant cette situation n[...] l'Union espagnole contin[...] lutter pour le dépassement [...] guerre civile, l'instauratio[...]fique de la démocratie, [...] effectif du peuple espa[...] l'exercice de la souve[...] nationale, et l'incorporat[...] l'Espagne à l'Europe. Tout [...] été proposé récemment [...] comte de Barcelone, repré[...] légitime de la monarchie [...]rique, et en tant que tel s[...]bitre possible et ayant l'a[...] morale nécessaire pour af[...] une période constituante [...] délicate.* »

JOSÉ ANTONIO NOV[...]

AU PAYS BASQUE ESPAGNOL

« Nous verrons »

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — Le train du petit matin s'arrête à la frontière d'Irun - Hendaye-Béhobie. Trempé par la pluie — le *simiriri* — qui, depuis cinq jours, tombe sans arrêt sur la côte cantabrique, un drapeau espagnol est accroché à mi-mât devant le poste de police. Les douaniers ne sont pas plus pointilleux qu'en pleine saison touristique et donnent un coup de craie nonchalant sur les valises en carton des travailleurs immigrés rejoignant leur famille.

Le Pays basque espagnol vit un jour aussi calme que les autres. Seuls, les marchands de journaux ont vu disparaître plus rapidement que d'habitude le *Diario Vasco* et les quotidiens de Madrid. A Pasajes, un port de pêche encastré dans une profonde ria, les marins n'ont pu prendre la mer en raison de la tempête. Le béret planté sur le front, ils bavardent en groupes dans les tavernes populaires, mais le silence se fait dès qu'entre un étranger.

Saint-Sébastien, la capitale du Guipuzcoa, l'une des quatre provinces basques, étale en éventail ses palaces style Belle Epoque, face à la plage de la Concha. La ville paraît déserte et il faut s'engouffrer dans le dédale des rues du vieux quartier, le Parte Vieja, entre le Monte Urgull et la rivière Urumea, pour constater que Saint-Sébastien vit, même en dehors de la saison touristique. Accoudés au comptoir, pêcheurs, marins, dockers, retardés par le mauvais temps, discutent en basque, devant des *catitos* — petits verres — de vin de Rioja. Que pensent-ils de la mort du chef de l'Etat ? « *Juan Carlos est là, non ? — Oui, mais qui va gouverner ? — Veremos !* » Décidément, le Basque n'est pas bavard en langue espagnole. « *Que pensez-vous du droit qui vous est reconnu de parler votre langue ? — Mais, nous l'avons toujours parlée... — Es una miaja* » (une miette), répond un autre.

Le dialogue reprend : « *C'est quand même le deuil national en Espagne ?* » La réplique ne tarde pas : « *Ici, c'est l'Euzkadi.* » Et, pour atténuer la brutalité de la réponse, l'interlocuteur ajoute : « *Oui, c'est le deuil, les enfants n'iront pas à l'école.* »

Mais on sait ici que de l'autre côté de la Bidassoa, enjambée par les cinq ponts internationaux depuis Hendaye jusqu'à Saint-Jean-de-Luz, Biarritz et Bayonne, les sentiments s'expriment de manière éclatante : concerts d'accordéon dans certains cafés, qui servent de cercles communs aux réfugiés espagnols et aux Basques français, champagne un peu partout. Mais, aussi dense que la pluie, le rideau du silence sépare les deux parties des provinces basques.

LÉO PALACIO.

LA PASIONARIA : un ch[...]ment démocratique est [...]sible.

Mme Dolorès Ibarruri, [...]dente du parti communiste [...]gnol, la « Pasionaria », réfu[...] Moscou depuis la fin de la [...] civile avec plusieurs millie[...] communistes espagnols, a d[...] que « *la tâche la plus impo[...] consiste actuellement à agir [...] dynamisme contre le franq[...] sans Franco* ». « *Des cond[...] existent actuellement en [...]gne pour des changements d[...]cratiques, ce sont en premie[...]* a-t-elle poursuivi, *l'existence [...] puissant mouvement ouvri[...] possibilité de constituer un [...] unique d'organisations dém[...]tiques, la présence dans l'a[...] d'officiers adversaires de Fr[...] enfin l'état d'esprit antifranq[...] parmi le clergé catholique e[...] représentants d'une partie [...] capital national.* »

LE FRAP : notre peuple [...] républicain.

La représentation à Paris [...] mouvement d'extrême gauche [...]pagnol Front révolutionn[...] antifasciste et patriotique a [...]claré : « *Notre peuple est pro[...]dément républicain. Il ne va [...] accepter l'implantation d'une [...]narchie avec à sa tête le pa[...] Juan-Carlos ou un autre Bour[...] Le peuple doit manifester [...] tous les moyens sa grande [...] et organiser toutes sortes d[...]tions (...) exigeant : la lib[...] de tous les prisonniers politiq[...] le retour des exilés, la supp[...]sion immédiate de tous les c[...] répressifs de la dictature, les [...]bertés démocratiques pour [...] les peuples d'Espagne en [...] d'instituer une République [...]pulaire et fédérative.* »

LA M...U GÉNÉRAL FRANCO

Les réactions dans le monde...

A BRUXELLES, la direction ...érale des relations extérieures ... la Commission de la C.E.E. a ... connaître le texte de la note ...ale qu'elle a adressée à la ...sion d'Espagne auprès des ...mmunautés : *« La direction ...érale des relations extérieures ...ente ses compliments à la ...sion espagnole auprès des ...mmunautés européennes et lui ... part de ses sentiments de ...pathie et d'amitié que la ...mmission européenne souhaite ...rimer au peuple espagnol au ...nent où disparaît le général ...ncisco Franco. Elle prie la ...sion d'Espagne de bien vouloir ...nsmettre à Carmen Franco ses ...doléances. La direction géné... profite de cette occasion pour ...ouveler à la mission d'Espagne ...surance de sa plus haute con...ration. »*

A MOSCOU, la *Pravda* écrit ...vendredi 21 novembre que le ...ès du général Franco *« a en... purifié la scène politique de ...rope ». « Pendant quarante* ... poursuit la *Pravda, le san...t régime franquiste a tour...té l'Espagne. » « Des milliers et des milliers de torturés et de fusillés »*, telle a été *« la conséquence de la dictature de Franco »*.

● A NEW-YORK, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a envoyé un message de condoléances au prince Juan-Carlos. Il y déclare avoir appris *« avec une profonde tristesse le décès du général Francisco Franco Bahamonde, qui servit son pays comme chef d'Etat pendant près de quatre décennies »*. Le drapeau des Nations unies a été mis en berne le jeudi 20 novembre au siège de l'organisation internationale. L'Assemblée générale a observé une minute de silence à la mémoire du général Franco.

● A PEKIN, la nouvelle du décès du général Franco a été annoncée sans commentaire par l'agence officielle chinoise d'information.

● AU VATICAN, le pape a envoyé un *télégramme* de condoléances à M. Rodriguez de Valcarcel, président du conseil de régence. Il y forme à l'intention du peuple espagnol des vœux de *« concorde et de progrès chrétien »*.

On précise, dans l'entourage de Paul VI, que le pape a appris sans surprise, mais avec émotion, le décès du général Franco. Une messe de Requiem sera célébrée prochainement à sa mémoire dans la basilique Sainte - Marie Majeure, dont le prince Juan Carlos va devenir chanoine honoraire, titre traditionnellement réservé aux chefs d'Etat espagnols.

● A WASHINGTON, le président Ford a déclaré que *« c'est avec peine »* qu'il a appris la mort du général Franco, *« qui, pendant près de quarante ans, a conduit son pays durant une période importante de l'histoire de l'Espagne ». « Nous souhaitons tout le bien possible au peuple et au gouvernement espagnols dans les moments à venir »*, a dit encore le président Ford. *« Les Etats-Unis, pour leur part, poursuivront la politique d'amitié et de coopération qui a été à la base des excellentes relations qui existent entre nos deux pays. »*

...HAYE : pas de deuil à la ...our.

(De notre correspondant.)

...a Haye. — Contrairement à ...coutume, la cour néerlandaise ...se mettra pas en deuil, et sur ... bâtiments officiels les dra...ux ne sont pas en berne.

...ar ces décisions, le gouverne...nt néerlandais a voulu marquer ...trême froideur des relations ... existent entre l'Espagne et les ...ys-Bas. Aucun signe de regret ... pu être enregistré à la nou...le de la mort du Caudillo, et ...st seulement le chef du pro...ole du ministère des affaires ...angères qui signera le livre de ...doléances ouvert à l'ambassade ...spagne.

...UXELLES : nuances officielles

(De notre correspondant.)

...ruxelles. — Les réactions offi...es belges ont été d'autant plus ...mment nuancées que la reine ...iola est espagnole d'origine et ... les souverains, au cours de ...s vacances à Motril, avaient ...ent rencontré le général ...nco. Dans son message au ...ident du conseil de régence, ...oi Baudouin déclare : *« Je ...ente à Son Excellence et au ...seil de régence mes condo...nces pour le décès du chef de ...tat. Je forme des vœux très ...cères et très chaleureux pour ...venir de la noble nation espa...ole. Je vous serais reconnais...nt de bien vouloir être mon ...terprète et celui de la reine ...près de Mme Franco et de sa ...mille. »*

...es milieux politiques ont réagi ...c moins de nuances. Le pré...ent du parti socialiste, M. André ...ols, a notamment déclaré : *...es socialistes belges se réjouis...t de la disparition du dernier ...é de Hitler, parce qu'ils se ...viennent non seulement des ...mes commis depuis 1936 par ce ...tateur sanglant, mais égale...nt de sa collaboration avec les ...cistes européens. »* — P. de V.

...CKHOLM : aucun membre ...u gouvernement n'ira aux ...bsèques.

(De notre correspondant.)

...tockholm. — Jeudi 20 no...nbre, dans un communiqué, le ...mier ministre, M. Olof Palme ... déclaré : *« Espérons qu'une ...lution va s'amorcer, qui ...ne au peuple espagnol la pos...ilité de construire dans la ...x une société caractérisée par ... liberté, la démocratie et la ...tice sociale. »*

...e roi de Suède Charles XVI-...stav a adressé un très court ...égramme de condoléances au ...seil de la couronne espagnol. ... ministère des affaires étran...es à Stockholm a fait savoir ... la Suède serait représentée ... obsèques par son ambassa...r à Madrid, M. Bernström. Le ... qu'aucune personnalité de ...g ministériel n'y assistera est ...éralement considéré comme ... geste de protestation contre ...égime. — A. D.

LONDRES : M. Wilson n'adresse pas de message à M. Arias Navarro

De notre correspondant

Londres. — Les autorités britanniques sont apparemment décidées à limiter au minimum les manifestations de deuil.

Le Foreign Office a précisé que les drapeaux sur les immeubles officiels ne doivent être mis en berne que pour la mort d'un dignitaire appartenant au Commonwealth, au Marché commun ou à l'alliance atlantique. L'Espagne n'entre dans aucune de ces catégories.

La reine a exprimé sobrement sa sympathie au prince Juan Carlos, à l'occasion du décès d'un homme *« qui a dirigé son pays si longtemps »*. C'est l'ambassadeur britannique à Madrid qui représentera la souveraine aux obsèques du général.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, a transmis ses condoléances officielles à Madrid. Mais le premier ministre, M. Wilson, s'est abstenu de faire un geste de ce genre.

Le silence calculé de M. Wilson aurait dû, en principe, satisfaire le parti travailliste. Mais une bonne partie du groupe parlementaire s'élève contre l'envoi d'un membre du cabinet aux funérailles, lord Sheperd, lord du sceau privé et leader de la Chambre haute. M. Mellish, *« Chief whip »*, chargé de faire respecter la discipline parmi les députés du Labour, a adressé au premier ministre une lettre qui attire son attention sur les sentiments des parlementaires travaillistes. L'un de ces derniers a même proposé que les Communes votent une motion *« notant, sans regret »*, la disparition du chef d'Etat espagnol.

Le secrétaire général du Labour, M. Hayward, et M. Jack Jones, secrétaire de la fédération des transports et des travailleurs généraux, ont été encore plus loin. Selon M. Hayward, l'attitude du gouvernement choque profondément le parti, tandis que, pour M. Jones, qui combattit dans les rangs des brigades internationales, il s'agit d'un *« affront »*.

J. W.

BONN : vives protestations contre la décision de mettre les drapeaux en berne

De notre correspondant

Bonn. — Alors que, dans un télégramme de condoléances adressé à M. Arias Navarro, le chancelier Schmidt a exprimé *« sa confiance dans le fait que l'Espagne s'engage sur une voie qui la rapproche de plus en plus de la communauté des autres pays d'Europe »*, la décision de mettre pendant deux jours les drapeaux en berne sur les bâtiments officiels provoque des protestations. Les Laender de Basse-Saxe, Hambourg, Brême et Berlin-Ouest, gouvernés par les sociaux-démocrates, ou par des coalitions libérales-socialistes, ont refusé de se joindre à la décision de l'Etat fédéral. M. Loderer, président du syndicat IG-Metall, a écrit au chancelier Schmidt que *« les travailleurs de la République fédérale ne comprennent absolument pas que de cette manière soit honoré un homme qui a réprimé pendant des décennies le mouvement ouvrier et la démocratie »*. Dans les milieux officiels, on fait remarquer que cette décision est habituelle lors de la mort d'un chef d'Etat de pays avec lequel la République fédérale entretient des relations diplomatiques normales.

L'Union chrétienne-sociale de M. Strauss ne veut pas oublier, malgré toutes les critiques que l'on peut adresser à son style de gouvernement, *« les apports et les mérites de Franco. Il a jusqu'à aujourd'hui*, déclare la C.S.U., *préservé son pays du communisme totalitaire. La mort de Franco remplit beaucoup de démocrates de l'espoir d'un avenir démocratique pour l'Espagne et la crainte d'une nouvelle offensive du communisme mondial. Celui-ci n'a pas oublié la défaite de ses bataillons devant Franco en 1939 »*. — D. Vt.

ALGER : une nette réserve

Le président Boumediène a adressé, jeudi, au président du conseil de régence espagnol, un message dans lequel il exprime sa « tristesse » en apprenant la mort du général Franco, et présente ses condoléances « au moment où le peuple espagnol... se recueille devant la mémoire du grand disparu ».

De notre correspondant

Alger. — La presse parlée algérienne n'a annoncé la mort de Franco qu'après les informations sur le Sahara occidental et la crise politique portugaise. Fait significatif, car l'Algérie entretenait de bons rapports avec l'Espagne jusqu'à la récente volte-face de Madrid dans l'affaire du Sahara. La radio a retracé, d'un ton neutre, la carrière politique du Caudillo. Elle a évoqué la répression menée par le régime franquiste contre la gauche et les démocrates, et accordé une place non négligeable aux réactions de l'opposition et à ses espoirs.

En fait, ce qui intéresse les dirigeants algériens, c'est de savoir si le clan qui était tenu à la prudence avant la mort de Franco réussira à l'emporter sur les ultras du lobby pro-marocain. En attendant, la presse continue à critiquer vivement l'attitude de Madrid dans l'affaire du Sahara, et la déclaration faite il y a deux jours devant les Cortès par M. Carro, ministre de la présidence (*le Monde* du 21 novembre), est qualifiée de *« manœuvre cousue de fil blanc »* et d'écran de fumée autour du marchandage conclu ave le Maroc pour spolier le peuple sahraoui. M. Carro avait déclaré : *« Le gouvernement espagnol n'est lié, aujourd'hui, par aucun engagement formel en ce qui concerne le sort du Sahara occidental et de sa population. »*

P. B.

RABAT : une ère nouvelle

De notre correspondant

...abat. — *« La mort du général ...nco ou la fin d'un règne ». ...'Espagne sans Franco* au seuil *...e ère nouvelle »* : tels sont ...dredi matin les titres du ...rnal de l'Istiqlal *l'Opinion* et ... quotidien *le Matin*, proche du ...vernement. L'envoyé spécial de *...inion* écrit de Madrid : *...uelles sont les perspectives ...venir d'une Espagne où la ...ression est dure, engendrant ... colère et l'extrémisme, qui ...voquent des représailles en... plus sévères ? Pour l'instant, ...ure est à l'expectative. »*

...ans les deux journaux, un ...adré, en première page, ...once la *« promulgation au ...urnal officiel »* (espagnol) *de ...loi sur la décolonisation du ...ara »*. Pour le Maroc, cette ...nalité, qui met fin à plusieurs semaines d'attente liées à la longue agonie du Caudillo, revêt une importance capitale.

Quelques heures après la mort du général Franco, la radiodiffusion marocaine avait fait entendre jeudi la voix du roi Hassan II, qui avait déclaré, dans une interview accordée à la télévision espagnole, avant que les volontaires de la « marche verte » ne franchissent la frontière du Sahara occidental : *« Je n'ai pas à juger les affaires intérieures de l'Espagne. Tous les chefs d'Etat, par certains de leurs actes, peuvent être sujets à critiques. Mais je pense que lorsque l'histoire dans sa sérénité dressera le bilan de l'œuvre du général Franco, la partie crédit sera supérieure à la partie débit. »*

L. G.

...en France

LE COMITÉ DE LIAISON DES SIGNATAIRES DU PROGRAMME COMMUN SE FÉLICITE DU RAPPROCHEMENT DES FORCES DE L'OPPOSITION

Le comité de liaison des partis signataires du programme commun, qui s'est réuni jeudi matin 20 novembre, au siège du parti socialiste, a adopté la déclaration suivante :

« Au lendemain de la mort de Franco, le parti communiste, le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche, réaffirment leur solidarité avec le peuple espagnol dans la lutte qu'il mène depuis près de quarante ans pour le rétablissement de la démocratie et des libertés en Espagne. Cette lutte entre aujourd'hui dans une phase nouvelle. Les trois partis signataires du programme commun se félicitent du rapprochement qui s'est opéré entre les diverses forces de l'opposition antifranquiste. Comme celles-ci qui l'ont exprimé avec force, les trois partis estiment que l'héritier désigné par le dictateur, et qui a été son complice dans la répression, n'est pas en mesure de rétablir les libertés fondamentales ni d'organiser une libre consultation, qui seule peut décider souverainement de l'avenir de l'Espagne. »

● *Le P.S.U.* estime que le successeur de Franco *« qui, en particulier, a couvert les derniers assassinats politiques, ne changera rien à la nature du pouvoir qui opprime les peuples d'Espagne, même s'il tente de donner un visage moins répressif au franquisme ». « La véritable libération appartient aux forces ouvrières et populaires d'Espagne »*, conclut-il.

● *M. Lucien Neuwirth*, député, porte-parole de l'U.D.R., a déclaré, jeudi 20 novembre : *« Nous espérons que tous ceux qui ont des responsabilités dans ce pays, à la lumière de ce qui se passe chez leurs voisins portugais, sauront assurer à l'Espagne un épanouissement démocratique dans le respect de toutes les libertés. Alors, l'Espagne, à son tour, aura tout naturellement sa place dans la construction d'une Europe indépendante et pacifique. »*

● *Le Parti des forces nouvelles* (extrême droite) estime que *« le dernier chef d'Etat européen anticommuniste digne de ce nom vient de disparaître »*. Il exprime au peuple espagnol *« son émotion et sa sympathie »* et rappelle *« son soutien résolu à la lutte de la nation espagnole contre les terroristes et les fauteurs de guerre civile »*.

● *La Nouvelle Action française* (royaliste) juge qu'*« il est temps de réaliser la réconciliation des espagnols ». « Le prince Juan-Carlos peut et doit trouver, dans le principe d'une monarchie arbitrale et pacificatrice, la force qui lui permettra de résorber les affrontements partisans*, ajoute-t-elle. *Ses premiers actes le laissent en tout cas espérer. »*

Dans les syndicats

● *M. Georges Séguy*, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré, jeudi 20 novembre, au micro d'Europe 1 : *« Dans les circonstances actuelles, j'espère ardemment que l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques espagnoles trouveront le chemin de l'union, de la cohésion, afin de rendre à l'Espagne la vie démocratique qui lui a fait défaut pendant si longtemps et si cruellement. »*

La C.G.T. ajoute, pour sa part : *« Toute continuité du franquisme, sous quelque forme qu'elle se présente, serait contraire à la volonté des peuples d'Espagne et contribuerait à isoler l'Espagne au sein de l'Europe. C'est aux peuples d'Espagne, et à eux seuls, qu'il appartient de définir librement et démocratiquement l'avenir de leur pays. »*

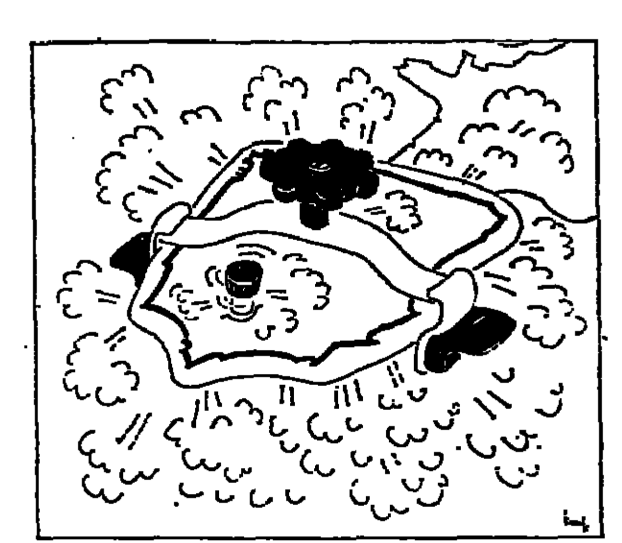
● *La C.F.D.T.* dénonce *« la nouvelle vague de répression et d'arrestations et les tractations en cours entre les tenants du régime qui montrent à l'évidence qu'à la disparition de Franco ne correspond pas automatiquement la fin du franquisme »*. La centrale syndicale ajoute : *« Il s'agit donc maintenant pour les travailleurs et le peuple d'Espagne d'imposer leur volonté de voir l'Espagne devenir un pays libre et démocratique »*.

Manifestations en province

● A LYON, des manifestants ont brûlé une effigie du général Franco, jeudi soir 20 novembre, devant le consulat d'Espagne.

● A MARSEILLE, des heurts se sont produits au cours d'une manifestation antifranquiste organisée par des mouvements d'extrême gauche, près du monument des « mobiles » en haut de la Canebière. Des inconnus, armés de matraques (et se réclamant, selon un coup de téléphone anonyme, du « groupe José Antonio ») ont fait plusieurs blessés légers.

● A TOULOUSE, une vingtaine de jeunes gens ont manifesté quelques minutes devant le centre culturel espagnol, rue des Chalets



(Dessin de KONK.)

Le pari de l'Élysée

Lorsque le 27 septembre cinq antifranquistes avaient été exécutés à Madrid à Burgos et à Barcelone, M. Giscard d'Estaing ne s'était pas empressé, c'est le moins qu'on puisse dire, de manifester son indignation, et la France n'avait pas figuré au nombre des neuf pays qui avaient aussitôt fait revenir d'Espagne leur ambassadeur.

Les réactions à la mort de Franco ont, en revanche, été quasi immédiates. On a appris dès jeudi, quelques heures après l'annonce du décès, que M. Yvon Bourges, ministre de la défense, et non un personnage de troisième ou de quatrième rang, irait s'incliner, dimanche, devant la dépouille de l'autocrate, et que le président de la République française assisterait mercredi, à Madrid, à la cérémonie d'intronisation du roi Juan-Carlos Ier.

Le contraste entre la nonchalance de septembre et le zèle de novembre a de quoi émouvoir tous les démocrates pour peu que le mot de Guernica les fasse encore souffrir. Valéry Giscard d'Estaing n'avait certes que dix ans en 1936, lorsque Franco avait été investi de tous les pouvoirs, mais il ne peut ignorer que si le despote n'est plus de ce monde, on persécute, on emprisonne, on torture de l'autre côté des Pyrénées.

Lorsqu'il avait reçu à Chambord, en février, le prince Juan-Carlos, le chef de l'Etat avait manifesté « *le désir de voir l'Espagne participer de plus en plus à la vie de cette Europe que nous nous efforçons d'organiser* » et avait conseillé à son hôte d'appeler son pays à voter dans les meilleurs délais. On ne sait rien des assurances qu'il a pu recevoir à cet égard.

S'il convient de partager l'espoir de l'Elysée que s'ouvre samedi « *une nouvelle page de l'histoire de l'Espagne* », on est en droit de se demander si le chef de l'Etat ne se précipite pas un peu trop. Plutôt que d'apporter immédiatement sa caution au nouveau roi, n'eût-il pas été mieux inspiré de ne pas aller à Madrid avant d'être sûr d'y rencontrer un nouvel artisan de la « *société libérale avancée* » ?

S'il n'est pas formellement interdit de fonder une politique ou une diplomatie sur des espérances ou des présomptions plutôt que sur des faits concrets, il demeure que M. Valéry Giscard d'Estaing a fait jeudi un pari, qui a eu pour premier effet de ressouder l'opposition. L'annonce de son déplacement à Madrid a immédiatement provoqué, ainsi qu'il était prévisible et naturel, les réactions hostiles du journal d'extrême gauche *Libération*, qui déplore que l'Elysée « parraine » Juan-Carlos, de M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., qui stigmatise cette « *injure au peuple français* », ce « *coup de poignard au peuple d'Espagne* », et du P.S. qui manifeste sa désapprobation en termes beaucoup plus mesurés, mais avec fermeté par la voix de M. Mermaz, l'un de ses secrétaires nationaux.

Puissent les censeurs se tromper, et M. Giscard d'Estaing avoir raison. Quiconque croit encore aux chances de la démocratie, que ce soit en Espagne ou ailleurs, ne peut que souhaiter au président de la République de gagner son pari.

RAYM...D BARRILLON.

M. LEROY : un coup de poignard au peuple espagnol.

M. Roland Leroy, mmebre du secrétariat du P.C.F., note dans l'éditorial de *l'Humanité* du 21 novembre :

« Or voici que le président de la République, qui garda un silence complice lors du dernier crime de Franco, a, hier matin, rendu hommage à celui « qui depuis » près de quarante ans (1) *a » dominé l'histoire » de l'Espagne. A cet instant, le président de la République faisait annoncer qu'il n'assisterait pas aux obsèques, et que la France y serait représentée par le ministre de la défense. Mais, dans la soirée, on apprend que le président de la République assistera, trois jours plus tard, à la messe du Saint-Esprit, en l'église San-Jeronimo el Real, où sera célébrée l'intronisation de Juan Carlos. Voilà qui n'est pas sans faire penser à la tartuferie de naguère quand Valéry Giscard d'Estaing n'alla pas à la réunion des chefs d'Etat de l'OTAN à Bruxelles, mais se rendit au repas offert par le roi à cette occasion. Cet acte du président de la République est une injure au peuple français, un coup de poignard au peuple d'Espagne. »*

(1) C'est-à-dire depuis le début de la guerre d'Espagne, depuis le début de la rébellion fasciste.

M. MERMAZ : une caution au franquisme.

M. Louis Mermaz, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré, vendredi 21 novembre, au micro d'Europe 1, à propos du déplacement à Madrid du président de la République :

« J'aurais préféré voir le chef de l'Etat s'abstenir de toute initiative de ce genre. La France se doit de ne rien faire qui puisse, en quelque manière que ce soit, sembler apporter sa caution au franquisme ou à la poursuite du franquisme. »

APRÈS LA MORT DU GÉNÉRA

LES CATHOLIQUES ET LE RÉGIME

Le Vatican espère obtenir de Juan Carlos une révision du Concordat

De notre correspondant

Cité du Vatican. — On aurait sans doute tort de chercher une explication politique à la « bénédiction spéciale » que Paul VI avait adressée dès le 25 octobre à un Franco agonisant. Destinée à l'homme plutôt qu'au général, elle correspondait aux habitudes du Saint-Siège en de telles circonstances. Il était difficile d'en faire moins, noteront les juristes, pour le chef d'un Etat officiellement catholique, lié depuis le 27 août 1953 au Saint-Siège par un concordat conclu « au nom de la Sainte-Trinité ». Ce message ne retirait rien, en tout cas, à la condamnation par le pape des cinq exécutions de septembre.

Paul VI avait peu apprécié en fait le refus qui lui avait été opposé par trois fois quand il réclama la grâce des condamnés. Sa réaction fut vive ; c'était un cri du cœur, décidé presque seul et sur le coup de l'émotion. Mais il correspondait bien à l'état d'esprit des autorités vaticanes, comme en témoigne un article de la *Civilta Cattolica*, la revue des jésuites, qui passe pour exprimer le point de vue du Saint-Siège. « *La chaîne ininterrompue de haine et de vengeance, renforcée par la loi antiterroriste, n'a pas été rompue*, écrit le Père Giovanni Rulli, *malgré les appels à la justice nombreux, insistants, pressants.* » Et de prévoir de sombres jour pour l'Espagne, si de profonds changements n'interviennent pas.

Les relations entre Paul VI et Franco n'ont jamais été excellentes. Déjà, en 1963, alors qu'il était encore archevêque de Milan, le cardinal Montini irrita le Caudillo par une intervention publique — et sans succès — en faveur d'un condamné à mort. Son pontificat devait ensuite coïncider avec la détérioration des rapports entre l'Eglise et le régime espagnol — détérioration qui avait de quoi étonner profondément le généralissime : il n'a sans doute jamais compris comment les croisés de 1937 avaient pu, en trois décennies, devenir des contestataires permanents, voire des opposants.

Le catholicisme espagnol, en fait, a suivi une évolution assez classique qui se constate plus nettement dans des régimes dictatoriaux et prétendument chrétiens : accordant à l'Eglise un régime d'exception, l'autorisant à garder ses locaux, ses journaux et ses permanents, ils finissent par faire des évêques les porte-voix des victimes de la répression.

Même sur le plan interne, l'Eglise espagnole a évolué dans le même sens que les autres Eglises européennes. En Espagne, aussi, on a assisté à une réforme liturgique, à une baisse de la pratique religieuse et à des interrogations sur le contenu même de la foi.

Le catholiscisme espagnol n'en a pas moins ses particularités : les revendications autonomistes, notamment (on a toujours compté des prêtres au premier rang des contestataires basques ou catalans), et l'existence de l'Opus Dei, véritable Etat dans l'Eglise, dont trois caractéristiques souvent contradictoires (les liens avec le régime, les habitudes technocratiques et la fidélité affirmée au Saint-Siège) accentuent le caractère mystérieux.

Remplacer le concordat ?

La tendance ouverte de l'épiscopat espagnol est désormais majoritaire, comme l'a confirmé sa vingt-et-unième assemblée, en novembre 1974.

Elle réaffirmait son refus de toute violence — aussi bien celle du terrorisme que celle de la répression, — ce qui est exactement la position du Saint-Siège. Celui-ci a laissé la commission espagnole Justice et Paix s'exprimer de manière encore plus nette et n'a pas cherché à sanctionner certains membres de l'épiscopat qui se sont heurtés au gouverneur de leur province. Au contraire, l'appui apporté, en mars 1975, à Mgr Anoveros Autun, archevêque de Bilbao et auteur d'une homélie sur les droits du peuple basque (1), devait marquer de manière éclatante que Rome ne désavouait pas les prélats qu'il avait d'ailleurs tout fait pour désigner.

Cette question de la nomination des évêques est l'un des articles essentiels du concordat. Elle constitue pratiquement le seul privilège de l'Etat franquiste, qui avait surtout cherché par ce traité à s'assurer l'appui du clergé et à se donner une caution solennelle.

Rendue nécessaire au lendemain du concile Vatican-II, la révision du concordat est au point mort depuis plusieurs mois. Elle bute contre une question-clé, la nomination des évêques, pour laquelle l'Eglise réclame une entière liberté. Franco s'y opposait absolument, après avoir constaté — trop tard — l'habileté du Saint-Siège : celui-ci, exploitant une faille dans le traité, avait nommé de nombreux évêques auxiliaires auxquels devait être donné, par la suite, le droit de vote.

Pendant quelque temps, le Caudillo fit la tête : il écartait systématiquement le candidat placé en première position sur la liste de trois noms qui lui était soumise par le pape. Paul VI protesta. Franco finit par s'incliner, mais « gela » les nominations. Le Saint-Siège avait entamé ces derniers temps une politique du « goutte à goutte », bien satisfait quand il parvenait à pourvoir un siège vacant. On peut toutefois penser que Rome a cherché à faire traîner les choses, n'étant guère tenté de négocier tout de suite un nouveau concordat qui porterait la marque du général Franco. Le Saint-Siège s'était résigné à attendre la disparition du Caudillo, espérant reprendre à zéro le problème avec ses successeurs.

On est d'accord au Vatican avec la thèse récemment exprimée par le cardinal Tarancon : le concordat ne doit plus être une reconnaissance mutuelle de privilèges, mais une volonté de résoudre des problèmes d'intérêt commun. Certains prélats estiment néanmoins que ce genre de traité est dépassé. Il conviendrait, selon eux, de s'acheminer vers une séparation de l'Eglise et de l'Etat, comme en France, avec la conclusion de conventions sur des questions concrètes (l'école catholique, par exemple), conventions dépourvues de toute solennité. Encore faudrait-il que l'épiscopat local en accepte les conséquences : une Eglise subventionnée est toujours tentée de maintenir le *statu quo*, même si celui-ci entrave sa mission.

ROBERT SOLÉ.

(1) Plusieurs prêtres ont été condamnés à de fortes amendes au cours des dernières semaines pour avoir, dans leurs homélies, protesté contre les exécutions du mois de septembre. — (N.D.L.R.)

La majorité du clergé espagnol était passée dans l'opposition

De notre correspondant

Madrid. — On voyait souvent en Espagne, au cours des premières années du régime franquiste, des évêques faisant le salut fasciste au cours de cérémonies civiles, des prêtres portant le col de la chemise bleue de la Phalange par-dessus leur soutane. Le clergé exerçait une censure absolue sur les livres et les spectacles : Franco pénétrait dans les églises et les cathédrales sous le dais réservé aux rois et aux évêques.

Ces manifestations d'une Eglise triomphaliste appartiennent au passé. Ces dernières années, des prêtres ont été condamnés. Il fut interdit, en vertu du décret antiterroriste, de mentionner dans la presse des paroles du pape. Un nombre croissant d'ecclésiastiques ont dû payer des amendes pour le contenu de leurs sermons. L'Espagne, où le catholicisme est religion d'Etat, dispose d'une « prison concordataire » dans la ville de Zamora, réservée aux prêtres condamnés pour délit politique.

« *Le Caudillo*, dit-on à Madrid, *détenait un record, celui d'être le chef d'Etat du pays catholique où il y a le plus grand nombre de prêtres en prison.* » Si le régime franquiste continue d'être « de confession catholique », le « national-catholicisme » des premiers temps du franquisme n'est plus défendu que par une minorité.

La religion d'État

Que s'est-il passé au sein de l'Eglise depuis l'instauration du régime franquiste ?

Le 1er juillet 1937, une lettre collective de l'épiscopat espagnol définit la guerre civile comme une « croisade ». Cette définition est rapidement exploitée par Franco pour unifier les forces hétérogènes soulevées contre la République. L'Eglise, qui est en quelque sorte belligérante (trois évêques et dix mille prêtres sont fusillés par les républicains tandis que les franquistes fusillent une dizaine d'aumôniers des bataillons de *gudaris*, soldats basques qui combattaient dans les rangs républicains), sert de bouclier spirituel aux « nationaux ».

La guerre civile terminée, l'Eglise devient l'un des piliers du régime. L'article 6 du *Fuero* des Espagnols, promulgué en 1945, proclame le catholicisme « religion d'Etat ». En 1953, est signé avec le Saint-Siège un concordat alors présenté par Pie XII comme un modèle. Le cléricalisme et le franquisme se soutiennent mutuellement sur le plan idéologique et matériel jusqu'à ce que cette union du pouvoir et de l'autel commence à se dégrader sous l'influence de Vatican II et du changement de génération au sein du clergé espagnol.

Au cours des premières années de l'après-guerre, un évêque espagnol était aussi puissant qu'un gouverneur militaire. Ces temps sont révolus. Fin septembre 1975, Mgr Alberto Inlesta, évêque auxiliaire de Madrid, dut se réfugier à Rome, pendant quelque temps : il avait été menacé de mort par des groupes d'extrême droite en raison d'une lettre pastorale dans laquelle il demandait la clémence pour les cinq « terroristes » qui allaient être exécutés quelques jours plus tard.

Deux étapes distinctes ont marqué cette évolution accélérée.

Au cours de la première période, de 1965 à 1970, la rénovation demandée par le concile prend corps progressivement. En 1967, des incidents se produisent entre certains secteurs de l'action catholique et les représentants de la hiérarchie qui n'ont pas encore assimilé le concile, comme Mgr Casimiro Marcillo, ancien archevêque de Madrid et président de la conférence épiscopale (aujourd'hui disparu : il avait pris conscience de ses erreurs au cours des derniers mois de sa vie, et fait un effort méritoire pour les réparer), et Mgr José Guerra Campos, alors évêque auxiliaire de Madrid, responsable national de l'action catholique et secrétaire de la conférence épiscopale (aujourd'hui évêque de Cuenca et chef de file de la minorité qui reste attachée au « national-catholicisme »).

Ces incidents provoqueront ce qu'on a appelé la « *crise des mouvements spécialisés d'action catholique* », dont les militants, pour la plupart, vont grossir les rangs des organisations antifranquistes clandestines. En 1968, le général Franco se refuse à abroger le concordat de 1953 (toujours en vigueur aujourd'hui), malgré la demande que lui a faite, par écrit, le pape Paul VI. Le 17 mai de cette même année est promulguée la « *loi de réglementation du droit civil de la liberté religieuse* », que la plupart des confessions non catholiques jugent discriminatoire.

L'évolution post-conciliaire

La seconde étape commence avec la préparation de la première assemblée conjointe des évêques et des prêtres d'Espagne qui a lieu à Madrid en septembre 1971. Une de ses résolutions (non retenue parce qu'elle n'a pas recueilli les deux tiers des voix, mais approuvée par plus de la moitié des membres de l'assemblée) condamnait l'attitude de l'Eglise qui, pendant la guerre civile, n'avait pas su être un élément de réconciliation.

De toute façon, et malgré les difficultés, la rénovation post-conciliaire se poursuit. Il apparaît de plus en plus évident que la doctrine de Vatican II et le franquisme sont profondément incompatibles. En 1972, le cardinal Vicente Enrique y Tarancon, archevêque de Madrid, est élu président de la conférence épiscopale espagnole (il sera réélu en mars 1975). Sous sa présidence, l'action collégiale de la hiérarchie espagnole s'oriente vers un réformisme modéré, totalement appuyé par Rome.

Dès 1972, Mgr Guerra Campos entre en conflit ouvert avec la conférence épiscopale. La télévision espagnole met le petit écran à sa disposition pour des sermons hebdomadaires dans lesquels il critique vivement la ligne de rénovation de l'Eglise. En octobre 1972, l'amiral Carrero Blanco, alors président du gouvernement, se plaint publiquement de l' « ingratitude » de l'Eglise espagnole et estime à 300 milliards de pesetas la subvention qu'elle a reçue du régime franquiste depuis la guerre civile.

Tensions et conflits

En 1973, la tension s'accentue. Au mois de janvier, l'épiscopat publie un document collectif intitulé : *l'Eglise et la communauté politique*. Les critiques, pourtant mesurées, qu'il contient ne sont pas du goût des autorités gouvernementales, habituées à une hiérarchie ecclésiastique plus soumise. Peu après, le ministre espagnol des affaires étrangères, alors M. Gregorio Lopez-Bravo (membre de l'Opus Dei), se rend à Rome et a une entrevue assez tendue avec Paul VI au sujet de l'attitude « politique » adoptée par l'épiscopat. Au mois de mai, l'archevêque de Tarragone dénonce le danger de la constitution, en Espagne, d'une Eglise « parallèle » par les groupes intégristes en marge des directives de la conférence épiscopale. Les conflits entre l'Eglise et l'Etat augmentent au cours de et une première vague d'a et d'arrestations comm frapper des prêtres aut sermons jugés « subversifs

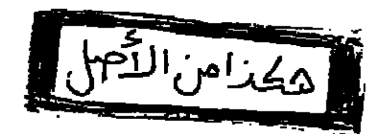
Le 12 février 1974, discours-programme de s vernement, le président Arias Navarro annonce u tique d' « ouverture » et un nouveau climat dans l tions entre l'Eglise et l'Et cette ouverture ne s'est réalisée dans le domaine siastique que sur le plan p Au cours de ce même février 1974, éclate l' Anoveros ». Mgr Antoni veros, évêque de Bilbao, dans une lettre pastorale la « *répression culturelle* souffre le peuple basc gouvernement décide d' d'Espagne le prélat et en avion pour le conduire L'évêque refuse de sortir diocèse autrement que force. Il est alors contr demeurer à son domici prétexte d'une « *mesure tection* » contre des groupe mistes qui pourraient att sa vie. On parle d'excom tion du général Franco. L tion devient grave. Mais revient provisoirement, ta Mgr Anoveros prend de « vacances » dans son anc cèse de Cadix.

La tension reprend : elle que croître jusqu'au début L'autorité civile interdit tenue d'assemblées conjoi prêtres et de laïcs conv Madrid par l'évêque au Mgr Iniesta, et dans Grande-Canarie par l'évêc césain Mgr José Antonio I Au mois d'avril, paraît l collective de l'épiscopat *Réconciliation dans l'Eg dans la société*, qui prend citement la défense, au l'Evangile, d'un certain de droits de l'homme q limités par les lois esp Enfin, en septembre, l'ép espagnol puis Paul VI lu interviennent en fave condamnés à mort, mais

Dans toute l'Espagne, en les prêtres jugent l'attit gouvernement en se réfé commandement de Dieu : *tueras point.* » Suit une n vague d'amendes et d'arrest qui n'a pas cessé depuis.

Pour la revue catholique *nueva*, considérée comme du cardinal-archevêque de drid, deux traits fondam caractérisent le chemin pa par l'Eglise au cours des de années : « *Révision de ses tures pastorales et volonté pendance ou, pour le mo distance à l'égard du c politique dans lequel ell entièrement imbriquée, c appui, encore que modé postulats généraux de la vation ecclésiale. Tout ce un climat où abondent les et les conflits.* »

JOSÉ-ANTONIO NO



...RANCO

Tribune internationale

Je ne fêterai pas cette mort

par ARRABAL (*)

LE franquisme nous avait appris la haine, la violence et la mort. Mais notre génération n'a d'autre langage que celui de la dignité ; en son nom, je proclame que la mort de Franco n'est pas une ...toire du peuple espagnol, ni de la liberté. Donc je ne fêterai pas ...tte mort. Je ne veux pas lancer le cri que nous écoutions depuis ...arante ans : VIVA LA MUERTE !

Franco, qui a décimé ma famille, les familles de mes amis et ...spagne, continua à tuer jusqu'à la veille de son agonie. Et la mort ...ésidait jusqu'à ses distractions favorites : tuer des lapins, des pigeons, ...s thons, et peindre des naufrages.

Non, qu'on ne me parle pas du génie militaire de cet homme : ... terre africaine, toutes ses batailles, l'Histoire les nomme désastres. ...ans la péninsule, il lui aura fallu trois années de guerre, l'aide des ...us modernes armées d'Europe, pour étouffer le peuple espagnol armé ... fusils de chasse, face à ses canons, et opposant des pigeons voyageurs ... ses bombardiers.

Non, qu'on ne me parle pas de la réussite économique de l'Espagne, ...ite sur le dos des ouvriers bâillonnés, sans droit de grève, ayant leurs ...aders en prison. Le seul miracle économique espagnol, c'est celui de ... famille de Franco : hier petits-bourgeois désargentés, et aujourd'hui ...ne des plus grandes fortunes du monde.

Non, qu'on ne me parle pas de son art de gouverner qui lui permit ... durer : tous les dictateurs, aidés par des polices bestiales et par la ...rruption, restent longtemps au pouvoir : depuis Salazar (quarante-...uatre ans), jusqu'à Trujillo (trente et un ans), en passant par les ...moza (trente-neuf ans).

FRANCO ne déclara pas seulement la guerre à la liberté, à la justice et à la classe ouvrière, mais il la déclara aussi à la culture et à la poésie. Son régime commence avec l'assassinat de Garcia ...orca et finit par une censure qui a fait que la culture espagnole ...raverse sa période la plus stérile. Quelle tristesse pour nous, de ne pas ...ouvoir nous exprimer en espagnol, langue à laquelle nous avons plus ...roit que l'arbre à la terre. Que, dans mon modeste cas, je ne puisse ...ontrer à mes frères et à mes amis mon dernier film l'Arbre de Guernica ...ui leur est destiné et qui, enfin, donne notre version de la guerre et ...e la barbarie franquistes.

Lorsque Guernica fut rasée par l'aviation nazie au service de ...ranco, l'arbre de Guernica, entouré de cendres, resta debout, comme ...espoir. Franco est mort. Vive l'espoir !

★ Dramaturge espagnol, vivant en exil en France, emprisonné en ...spagne en juillet-août 1967 pour « injures à la patrie » et « blas-...phème », acquitté le 30 septembre 1967 par le tribunal d'ordre ...ublic de Madrid. Ses principaux ouvrages sont : *Baal Babylone, ...e Cimetière des voitures, le Grand Cérémonial, l'Architecte et l'Em-...ereur d'Assyrie, Et ils passèrent des menottes aux fleurs, Lettre au ...énéral Franco.* Son dernier film, *l'Arbre de Guernica*, est sorti cette ...emaine à Paris. (Lire page 31.)

BIBLIOGRAPHIE

«...ancisco Franco : la Conquête du pouvoir»

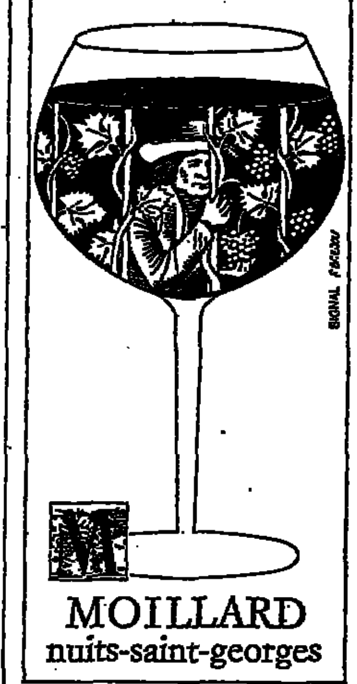
de Philippe NOURRY

...es citations peu connues, les ...ecdotes précises, les détails ...édits foisonnent dans ce livre ...r la conquête du pouvoir par ...anco, écrit avec intelligence ...clarté. Notre confrère du Figaro ... un excellent connaisseur des ...ses et des gens d'Espagne. Il ...préhende la réalité de la Pénin-...e avec sensibilité et finesse. Il ... choisi, sans complaisance ni ...rit de polémique, de décrire ...fance d'un chef qui s'appelait ...nco, sa lente et irrésistible ...ension vers un pouvoir suprê-... qu'il a conservé pendant ...nte-neuf ans.

...l y a deux périodes très dis-...ctes dans la vie de Franco. ...pération 18 brumaire, montée ...alamanque et à Burgos à la ... de septembre 1936 par les par-...ns du chef de l'armée d'Afri-..., est la frontière précise entre ...ant et l'après. Ce n'est pas une ...velle histoire de l'Espagne ...nquiste qu'a écrite Nourry. ...t le portrait d'un homme né ...s un pays de très forte émi-...tion, la Galice, et qui a grandi ...s une cité militaire battue par ... embruns de l'Atlantique, El ...rol. Le cadre familial, étonnant ...aud en couleur, que les bio-...phes officiels ou flagorneurs se sont efforcés d'ignorer, les études, l'officier baroudeur et austère de la campagne du Maroc, la lente et très prudente démarche sur le terrain politique, le ralliement calculé à la rébellion, enfin et surtout la manière dont Franco écarte tous ses rivaux : cette psychologie aiguë du Caudillo permet de comprendre pourquoi et comment il a su maintenir son règne pendant si longtemps, malgré son apparente médiocrité et la simplicité effrayante de ses convictions.

Quelques informations discutables pourtant au fil des chapitres. Millan Astray, qui hurlait « Vive la mort » à la face du philosophe Miguel de Unamuno, était-il un mutilé si « pathétique » ? Et peut-on croire que Léon Blum ait favorisé l'intervention massive de Hitler et de Mussolini en Espagne en esquissant une aide timide à la République agressée ? Ce sont des détails. L'essentiel est cette analyse vivante et précise du destin exceptionnel du Galicien qui affirmait sérieusement en août 1936 : « Je suis partisan des dictatures courtes... » — M. N.

★ *Francisco Franco : la Conquête du pouvoir*, par Philippe Nourry. Denoël, 560 p., 50 F.





MANTEAUX		
Chinchilla	~~38.750 f~~	34.775 f
Zibeline	~~75.000 f~~	67.500 f
Vison Black Diamond	~~32.500 f~~	29.250 f
Vison Blackglama	~~16.250 f~~	14.625 f
Vison Dark, pastel	~~14.250 f~~	12.825 f
Vison Pastel	~~11.250 f~~	10.125 f
Vison Tourmaline	~~11.750 f~~	10.575 f
Vison Saphir	~~9.750 f~~	8.775 f
Vison couleur	~~9.250 f~~	8.325 f
Vison Dark	~~8.350 f~~	7.515 f
Vison ranch pleines peaux	~~7.850 f~~	7.065 f
Castor du Canada	~~9.250 f~~	8.325 f
MANTEAUX		
Loup	~~7.850 f~~	7.065 f
Astrakan swakara	~~6.850 f~~	6.165 f
Astrakan pleines peaux	~~3.650 f~~	3.285 f
Pattes d'Astrakan	~~1.950 f~~	1.755 f
Marmotte	~~6.350 f~~	5.715 f
Petit gris	~~4.250 f~~	3.825 f
Renard bleu	~~5.850 f~~	5.265 f
Pattes de Guanaco	~~4.650 f~~	4.185
Queues de vison	~~4.650 f~~	4.185
Fouine	~~4.250 f~~	3.825 f
Rat d'Amérique	~~4.250 f~~	3.825 f
Poulain	~~3.850 f~~	3.465 f
Pahmi	~~3.250 f~~	2.925 f
Murmel	~~3.450 f~~	3.015 f
Mouton doré	~~1.450 f~~	1.305 f
Lapin fantaisie	~~1.750 f~~	1.575 f
Lapin diffusion	~~1.350 f~~	1.215



APRÈS LA DISPARITI[…]

Sur le style fasciste et la m[…]

par MAURICE DUVERGER

Pour personne, la mort n'est seulement qu'un problème privé. Pour tout le monde, elle est aussi un phénomène social, lié à la culture de l'époque et du pays où l'on meurt. Pour un chef d'Etat, cette liaison est naturellement plus forte que pour les citoyens de base, puisqu'il domine et symbolise le système politique. L'acharnement des médecins à prolonger l'agonie du général Franco doit être considéré dans le cadre du régime fasciste espagnol. Il correspond à sa structure et à son idéologie. Elles ont, sur le drame de ces dernières semaines, une influence plus déterminante que les facteurs individuels et familiaux.

Pour les régimes fortement personnalisés, la mort du chef suprême constitue la pierre d'achoppement. Elle pose déjà un problème grave quand il est enserré dans une structure qui le dépasse et le prolonge : monarchie héréditaire, dictature d'un parti unique, etc. Les Chinois risquent de connaître des difficultés à la mort de Mao et les Yougoslaves à la mort de Tito, bien que les institutions en place permettent d'assurer la continuité du pouvoir dans le même cadre. Le problème est plus aigu pour les régimes de type franquiste, qui reposent seulement sur la personne d'un homme. Les uns et les autres s'efforcent de prolonger par tous les moyens la vie (ou l'apparence de vie) de l'individu quasi divinisé qu'ils ont placé à leur tête.

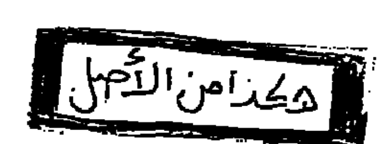
On connaît la légende de cet empereur mandchou très populaire dans le peuple et l'armée qui mourut subitement à la veille d'une grande bataille. Pour maintenir le moral de ses soldats, on revêtit son cadavre de la cuirasse impériale et on attacha solidement le tout sur un cheval, qui mena les troupes à la victoire. Plus près de nous, Salazar continua pas mal de temps à gouverner nominalement, présidant même des conseils des ministres où il ne reconnaissait plus personne. Pour de tels régimes, le rêve serait d'utiliser éternellement la voix et l'image du dictateur, gravées sur les films, les disques et les bandes, pour assurer la survie du grand frère décrit par Georges Orwell. Lénine embaumé dans son cercueil de verre, ce n'est qu'une première étape. La dernière consisterait à transformer la momie en mannequin animé, commandé par ordinateur. Un jour, peut-être...

En Espagne, quand l'éthique fasciste se mélange à la tradition du christianisme conservateur qui fait de la souffrance un moyen de rédemption, une agonie pénible, c'est une assurance supplémentaire pour entrer au paradis. Il ne faut pas sous-estimer cet aspect du problème dans un pays qui garde encore des traits médiévaux. Qu'à la fin du vingtième siècle, dans une grande ville d'Europe on ait enveloppé dans le manteau d'une statue « miraculeuse » le corps d'un chef d'Etat mourant, cela permet aussi de comprendre l'agonie du général Franco. Les Français auraient tort d'ailleurs de jouer aux esprits forts en se moquant de ces mœurs ultra-pyrénéennes. Des comportements aussi peu rationnels, parfois plus ridicules, se rencontrent à Paris et dans tout l'Occident.

L'agonie de Franco a rapproché sur un autre plan le fascisme espagnol de pratiques largement développées dans les démocraties libérales. L'acharnement à prolonger les mécanismes physiologiques correspond à une conception de la vie qui demeure celle de la majorité des médecins et d'une grande partie des citoyens en Europe et aux Etats-Unis. La même conception a été défendue par la droite dans les débats parlementaires relatifs à l'interruption de grossesse. La vie qui commence dans l'union d'un ovule et d'un spermatozoïde, qui finit seulement quand on enregistre un électro-encéphalogramme plat, n'est pas la vie proprement humaine dans ce commencement et cette fin.

Considérer comme un homme celui qui ne reconnaît plus personne, celui qui n'est plus capable de comprendre et de penser, celui dont l'intellect et l'affectivité se situent bien au-dessous de ceux d'un chat ou d'un chien, c'est nier l'existence même de l'homme. Prolonger cette déchéance de vie au nom du respect de la vie, c'est confondre la vie physiologique et celle d'une personne humaine.

Non seulement l'idéologi[…] mais toutes les idéologie[…] vatrices font cette […] Qu'elle ait inspiré les […] de Franco, rien de plu[…] Mais, dans ce domaine, […] et conservatisme demo[…] cœur des démocraties.



...U GÉNÉRAL FRANCO

DANS LA PRESSE PARISIENNE...

...CROIX : rien ne peut plus ...re comme avant.

Monarque absolu, Franco l'a ... Juan Carlos ne saurait l'être. ...co mort, rien ne peut plus ... comme avant. Qui ne souhai...t que l'Espagne, qui en a long...s été privée, connaisse enfin ...berté ? Qui ne souhaiterait ... le peuple espagnol puisse ... s'exprimer démocratique... sur son avenir ? (...) Ou ... allons-nous voir l'Espagne se ...rer à nouveau ? Soit à l'ini...e de ceux qui refusent toute ...tion, soit du fait de ceux ... voudraient brûler les étapes. ...s doute au bénéfice de ceux ... détiennent la force, les mili... L'Espagne n'a guère connu ...mocratie. D'aucuns vont même ...à penser que le peuple espa... est inapte à la démocratie. ... voulons croire qu'il saura ... la preuve contraire dans les ... et les mois qui viennent. »

(ANDRE GÉRAUD.)

...RORE : un espoir à la fois ...agile et fort.

...uan Carlos va bénéficier aussi ... appui peut-être décisif à ...nger. En décidant d'assister ...credi prochain, à Madrid, au ...eum d'intronisation du nou... roi, Valéry Giscard d'Estaing ...gne l'importance et le pré... favorable qu'il attache à ...iative de libéralisation que ...rête à engager Juan Carlos. ... communiqué de l'Elysée souli...que c'est bien à « l'ouverture ...e nouvelle page de l'histoire ...'Espagne » que le président ...a République ira assister et ... — c'est sous-entendu — à un ...eau chapitre du franquisme ...issant.

...L'espoir d'une évolution har...ieuse et sereine vers la démo...ie est à la fois fragile et fort. ...uffit, en effet, d'une relance ... terrorisme, soit par les auto...istes, soit par des provoca...s, pour que la répression, ...itablement alors exigée par ... nostalgiques du franquisme, ...enche l'infernal engrenage ...iné à discréditer Juan Carlos. ...s, par ailleurs, la soif de paix, ...prospérité et de liberté de ce ...le fier et exigeant est si ...de que toute entreprise de ...cation nationale paraît vouée ...chec. »

(ROLAND FAURE.)

...QUOTIDIEN DE PARIS : il ... aura un changement.

...ion, la mort de Franco ne ...re pas l'Espagne du fran...ne. Avant même qu'il n'eût ...ru, tout avait été mis en ...re pour que son règne se per...ât à travers un autre. (...) ...s aucun homme d'Etat, tyran ... libéral, ne peut prendre d'op... sur le destin. Le jeune mo...que qui succède au Caudillo ...pose, certes, des instruments ... franquisme, mais il n'a pas ...ne de Franco. (...) Endoctriné, ...prégné de valeurs désuètes et ...ives, imposé par une légitimité ...rpée, Juan Carlos se découvre ...riant la vocation d'infléchir ... rigueurs franquistes. Parce ...l n'a pas fait la guerre civile, ...ce qu'il n'a jamais eu à choisir entre la mort et le pouvoir, parce que, en somme, il est de son temps ; et que l'Espagne contemporaine, en dépit de ses contemplations passéistes, est contrainte au renouveau. Il y aura donc un changement. Il viendra à la fois du palais et du peuple, heurt brutal du conservatisme et du flot révolutionnaire. »

(RICHARD LISCIA.)

LE FIGARO : est-ce l'aurore de la liberté ?

« Que ceux qui ont lutté de l'autre côté des Pyrénées pour la démocratie et pour la liberté, que ceux qui ont connu les prisons espagnoles sur le chemin du combat aux côtés de la France libre ressentent de l'amertume et de l'indignation, comment ne pas le comprendre ? Nous ne sommes pas, nous ne serons jamais du même bord que ceux qui exécutent sans jugement des communistes, des grévistes et des syndicalistes. Nous laissons aux fascistes — et aux communistes — le soin de liquider leurs adversaires politiques.

» Mais l'homme qui n'a su ni réunir les Espagnols — et il faut avouer que réunir les Espagnols n'est pas une tâche facile — ni amorcer un passage pacifique à la libéralisation a été, en même temps, celui qui a fait passer l'Espagne des bords du Moyen Age aux rivages modernes du développement économique. (...) C'est toute l'Europe qui s'interroge : est-ce l'aurore de la liberté après la dictature ? Ou, le dictateur mort, le terrorisme vivant, seront-ce d'autres violences après la violence, d'autres horreurs après l'horreur ? »

LIBERATION : le parrain.

« Juan Carlos Ier succède à Alphonse XIII. Juan Carlos Ier sera intronisé en grande pompe mercredi devant un parterre d'hommes d'Etat, de chefs de simplement diplomatiques, sa véri- représentants de la quasi-totalité des pays. Un parrainage des « grands de ce monde » pour l'homme de la continuité, celui que le Caudillo avait lui-même choisi, celui en qui les peuples d'Espagne portent si peu d'espoir. Un parrainage auquel va se prêter Valéry Giscard d'Estaing, certainement au nom de « l'amitié » dont il s'est toujours targué pour ce prince d'Espagne. Un « libéralisme avancé » qui trouve peut-être ici, dans ces gestes plus que simplement diplomatiques sa véritable nature. Car on est le parrain de ce qu'on veut bien être. »

EUROPE 1 : l'épouvantail portugais.

« Le Portugal se trouve à nouveau au bord de la guerre civile. Si le président Costa Gomes ne se décide pas à trancher, l'opposition entre le Nord conservateur et le Sud révolutionnaire finira dans le sang. Et la seule chose sûre, c'est que l'imbroglio de Lisbonne fournit un épouvantail idéal à l'extrême droite espagnole. »

(ALAIN DUHAMEL.)

... ET INTERNATIONALE

THE WASHINGTON POST : l'appât de la croissance européenne.

« La véritable force de changement ne vient, bien sûr, pas par la voie diplomatique, elle est intérieure. Il n'y a pas de véritable revendication, en Espagne, pour un retour à la politique des partis ou à la démocratie parlementaire comme on la pratique dans le nord de l'Europe. Mais si le choix doit se poser entre le vieux style de la politique du palais et le nouveau style de la croissance économique européenne, l'Espagne a déjà montré — même avant la mort de Franco — quelle direction elle souhaitait prendre. »

THE GUARDIAN (Londres) : le dernier mauvais tour de Franco.

« Le dernier mauvais tour que Franco a joué à son peuple a été de lui interdire même la répétition d'une évolution démocratique. Le résultat est un vide politique dans lequel la clameur de quelques voix confuses retentit dans le noir. (...) C'est une erreur de croire que le FRAP a été vaincu. Les attaques de policiers n'ont pas cessé parce que la police avait gagné, mais parce que le FRAP a fait la trêve. Ces signes sont particulièrement inquiétants parce que les Espagnols ont été opprimés depuis si longtemps. »

IZVESTIA (Moscou) : vers un compromis.

« C'est maintenant que commence une âpre lutte politique. (...) Pour autant que l'on puisse en juger, aucun des principaux groupements politiques (les ultras, la droite et l'opposition démocratique) ne disposent d'une force suffisante pour s'emparer du monopole du pouvoir. Pour l'instant, il ne peut donc être question que de compromis. »

ESTI HIRLAP (Budapest) : Juan Carlos est une marionnette.

« Franco est mort, mais le fascisme survit au Caudillo en Espagne. Il faut craindre que l'extrême droite et le centre défendent résolument le fascisme et ne soient prêts qu'à des changements apparents. Le prince Juan Carlos s'est déjà rendu inacceptable du temps de Franco. A Madrid, beaucoup le tiennent pour une marionnette qui a, à chaque fois, agi comme Franco l'exigeait de lui. Si une réelle évolution démocratique devait avoir lieu, ni lui ni les quelques personnes qui le soutiennent ne pourraient jouer un rôle dirigeant. »

EUROPE

Chypre

Une fois de plus

L'ONU « EXIGE » LE RETRAIT DES FORCES ÉTRANGÈRES DE L'ILE

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — L'Assemblée générale des Nations unies a adopté jeudi 20 novembre, par 117 voix contre 1, celle de la Turquie, et 9 abstentions, une résolution sur Chypre qui *« exige le départ sans plus tarder des forces étrangères de Chypre »*, l'arrêt de toute ingérence extérieure et la reprise de négociations entre les deux communautés chypriotes, sous l'égide du secrétaire général de l'O.N.U.

Chypre et la Turquie, qui avaient présenté leurs propres résolutions, les ont retirées avant le vote du texte présenté par les pays non alignés. La Turquie a voté contre ce texte parce qu'elle le juge insuffisamment équilibré et parce que l'Assemblée a refusé l'audition de M. Denktash, chef des Chypriotes turcs. Les abstentionnistes sont les Etats-Unis, le Chili, la Gambie, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Maroc, le Pakistan et l'Arabie Saoudite.

Le fait que l'une des parties en cause ait voté contre la résolution compromet une fois de plus les négociations intercommunautaires, dont on avait espéré qu'elles pourraient reprendre à New-York au début décembre.

LA CONFÉRENCE DES P.C. EUROPÉENS

On ne peut pas feindre l'unité là où subsistent des divergences

déclare M. Pajetta (P.C.I.)

M. Gian Carlo Pajetta, responsable de la politique internationale au comité central du parti communiste italien, a laissé planer un doute sur la convocation prochaine de la conférence des partis communistes européens. A l'issue de la commission de rédaction qui s'est tenue à Berlin-Est, il a en effet déclaré, selon *l'Unità* :

« Nous ne sommes pas encore parvenus à trouver une conclusion définitive. Quelques positions et formulations n'ont pas notre accord, mais nous les tenons pour améliorables ; les partis sont à cet égard sur des positions divergentes et les divergences sont telles que seules des discussions ultérieures permettront de les dépasser. On ne peut limiter ces discussions à une commission de rédaction restreinte qui résolve en peu de temps les problèmes en suspens. La proximité des congrès de quelques-uns des partis peut certes retarder le travail encore nécessaire, et il n'est donc pas facile de prévoir aujourd'hui la date de la conférence.

» Il y a eu accord unanime sur un point : la réaffirmation de l'autonomie de chaque parti ; elle est apparue une réalité dans cette discussion franche. Personne ne peut donner et personne n'acceptera de directives de l'extérieur. Il est certain que cela rend l'élaboration plus complexe, mais les difficultés ne nous font certes pas penser que l'autonomie puisse être seulement limitée, ni qu'on puisse feindre l'unité, sur des points où subsisteront peut-être encore des divergences d'importance. »

Bulgarie

A propos des ventes d'armes

L'AGENCE DE PRESSE BULGARE DÉMENT LES INFORMATIONS DU « CANARD ENCHAINÉ »

(De notre correspondant.)

Vienne. — Dans une déclaration « autorisée », l'agence bulgare B.T.A. a démenti jeudi 20 novembre les informations récemment données par *le Canard enchaîné* selon lesquelles la Bulgarie aurait livré des tanks à la junte chilienne et des armes aux phalangistes libanais. A l'appui de ses affirmations, *le Canard enchaîné* avait publié le 12 novembre une photocopie de la facture d'une transaction assurée par Sofia.

Ce document, écrit l'agence B.T.A., est « *un faux maladroit et sans valeur. Cette campagne malintentionnée et tendancieuse a pour but de détourner l'attention de l'opinion publique des vrais amis des « patrons » de la junte fasciste chilienne, des fournisseurs véritables d'armes à Pinochet et aux phalangistes libanais. Cette campagne indigne a pour but de dénigrer la politique pacifique de la Bulgarie socialiste qui maintient des relations diplomatiques normales avec le Liban et n'a jamais eu quelques relations que ce soit avec les phalangistes libanais.* »

L'agence déclare que la Bulgarie s'est toujours trouvée aux côtés des peuples luttant pour leur liberté et leur indépendance, et soutient le Mouvement de libération palestinienne. — M. L.

A TRAVERS LE MONDE

Finlande

● LE PROGRAMME soumis mardi 18 novembre par M. Miettunen (parti du centre) en vue de la formation d'un gouvernement majoritaire de « front démocratique » rassemblant les sociaux-démocrates, le parti démocrate populaire de Finlande (S.K.D.L.), le parti du centre et les deux partis nationaux libéral et suédois, a été repoussé jeudi par la gauche.

R.F.A.

● L'ISLANDE ET LA REPUBLIQUE FEDERALE se sont entendues sur les grandes lignes d'un accord portant sur la pêche dans les eaux islandaises, à l'intérieur de la zone de 200 milles revendiquée par Reykjavik. — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

EN VISITE OFFICIELLE A MOSCOU

M. Leone a été l'objet d'attentions exceptionnelles

De notre correspondant

Moscou. — M. Giovanni Leone a terminé jeudi soir 20 novembre ses entretiens politiques à Moscou. Vendredi matin, le président de la République italienne a quitté la capitale pour un voyage à l'intérieur du pays.

Les dirigeants soviétiques ont fait un effort exceptionnel pour donner de l'importance à la visite de M. Leone, modifiant même le programme des activités pour permettre plus de rencontres politiques. Selon les intéressés, eux-mêmes, ces prévenances s'expliqueraient non seulement par une détérioration des relations soviéto-américaines, mais surtout par le refroidissement des relations entre Paris et Moscou, et la persistance des désaccords soviéto-ouest-allemands, évidente lors de la visite de M. Walter Scheel.

Autre indice du traitement privilégié réservé à M. Leone : depuis son arrivée en U.R.S.S., la presse s'abstient d'évoquer avec insistance les activités du parti communiste italien. MM. Giscard d'Estaing et Scheel n'avaient pas eu droit à tant d'égards. Il est vrai que le parti italien n'aurait rien à gagner à être monté en épingle et que ses relations avec Moscou ne sont pas dénuées de problèmes...

Outre une déclaration commune, l'Italie et l'U.R.S.S. ont signé un accord de coopération économique. Cet accord, qui porte sur cinq ans et qui va donc coïncider avec le dixième plan quinquennal soviétique, porte sur trois points : l'octroi de crédits italiens à l'U.R.S.S., *« aux conditions les plus favorables »*, le renforcement de la coopération pour la prospection et l'exploitation des matières premières et des sources énergétiques, la création en Italie d'entreprises mixtes soviéto-italiennes. L'Italie est le troisième partenaire commercial de l'U.R.S.S. en Europe occidentale après la Finlande et l'Allemagne, mais avant la France.

JACQUES AMALRIC.

● *Un groupe de journalistes chinois* a été reçu le 20 novembre par M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon. Représentant *le Quotidien du peuple, le Quotidien de Pékin* et l'agence Chine nouvelle, ils sont les invités du gouvernement français. Le chef de la délégation ayant évoqué *« l'action du général de Gaulle et du président Mao Tsé-toung en faveur de la paix et de l'indépendance des peuples »*, M. Chirac a souligné *« la convergence des intérêts économiques et politiques de la Chine et de la France dans la mesure où les deux pays rejettent la domination des super-puissances »*.

● *A la quatre-vingt-cinquième séance* des négociations de Vienne sur la limitation des armements en Europe (M.B.F.R.), les Occidentaux ont demandé jeudi 20 novembre que les deux camps se communiquent les effectifs des forces en présence. Les pays du pacte de Varsovie ont refusé. — *(A.P.)*

● *M. Giscard d'Estaing* sera reçu à dîner par le président de la République italienne, M. Leone, le 30 novembre, la veille de la réunion du Conseil européen à Rome.

LES DIRIGEANTS CHINOIS N'ESTIMENT PAS IMMINENT UN CONFLIT EN CORÉE déclare M. Sauvagnargues à Pékin

Pékin *(A.F.P.)*. — M. Sauvagnargues a déclaré, jeudi 20 novembre, au cours d'une conférence de presse, que la Chine ne croyait pas en l'imminence d'une guerre en Corée. Le ministre des affaires étrangères a fait cette déclaration à l'issue de cinq heures d'entretiens avec son homologue chinois, M. Chiao Kuan-hua. La Chine, a-t-il ajouté, ne prête au président Kim Il Sung *« aucune intention agressive »* à l'égard de la Corée du Sud.

M. Sauvagnargues a eu des conversations, qu'il a qualifiées d'*« extrêmement utiles »*, avec ses interlocuteurs. Il a noté une *« très large convergence de vues »* sur les grands problèmes internationaux et relevé, en particulier, l'*« appui très catégorique »* de la Chine aux initiatives françaises en faveur de la construction de l'Europe. Il y a cependant un point de désaccord entre lui et M. Chiao Kuan-hua au sujet de la détente entre l'Est et l'Ouest. La partie chinoise a exposé une fois de plus sa thèse sur le caractère *« frauduleux »* et *« trompeur »* de la détente telle qu'elle est conçue par Moscou.

Vendredi, le *Quotidien du peuple* ne commente pas les entretiens franco-chinois, qui se poursuivent dans la journée, mais publie plusieurs commentaires dénonçant les *« visées expansionnistes »* de l'U.R.S.S. sur l'Europe occidentale et le tiers-monde.

PROCHE-ORIENT

RECEVANT UNE DÉLÉGATION U.D.R.

M. Sadate prévoit pour le printemps 19
une « solution globale » au Proche-Ori

De notre envoyé spécial

Le Caire. — M. Jean de Lipkowski, ancien ministre, va rendre compte à M. Chirac de la mission qu'il a effectuée, du 12 au 20 novembre, en Egypte, où, en tant que délégué national aux relations internationales de l'U.D.R., il était l'invité de l'Union socialiste arabe. Il en informera également M. Giscard d'Estaing qui doit se rendre en Egypte du 10 au 15 décembre.

M. de Lipkowski, accompagné de M. Michel Cointat, ancien ministre, député d'Ille-et-Vilaine, et de M. Jacques Chaumont, député de la Sarthe, a été reçu, mercredi 19 novembre, durant plus d'une heure, par le président Sadate, dans sa résidence du Barrage, à 30 kilomètres au nord du Caire, sur les bords du Nil.

Un catalogue

Le président égyptien l'a chargé de dire à M. Giscard d'Estaing qu'il avait donné des instructions à son gouvernement pour qu'*« aucune limite ne soit mise au développement de la coopération avec la France »*. Cette coopération trouve pourtant une première limite avec le volume des crédits que la France peut consentir à l'Egypte. Cette dernière souhaite obtenir des prêts d'un montant de 500 millions de francs, remboursables en trente ans à 3,5 %.

Les négociations à ce sujet ont commencé au Caire avec l'arrivée de M. Haberer, chef du service des affaires internationales à la direction du Trésor, et elles seront poursuivies par M. Ségard, ministre du commerce extérieur, attendu la semaine prochaine.

Le catalogue des réalisations, auxquelles la France pourrait participer, est assez impressionnant. Il concerne vingt-deux projets représentant un investissement de 2 milliards de francs. Parmi ceux-ci figure le doublement de la centrale thermique d'Aboukir, la bonification de terres à Port-Saïd, le creusement d'un tunnel sous le canal de Suez, une fabrique de fibres synthétiques, une sucrerie, un centre de télécommunications, une usine de phosphate, une centrale à énergie solaire, et le métro du Caire, qui, dans un premier stade, couvrirait 40 kilomètres, etc., sans compter les fabrications d'armements.

Bien que M. Sadate ait insisté devant M. de Lipkowski sur sa volonté d'ouvrir davantage l'économie *« socialiste »* égyptienne au capitalisme privé étranger, et souhaité que la France l'aide par ce moyen à échapper à l'emprise exclusive des grands blocs, des obstacles subsistent dont les moindres ne sont pas le cours artificiellement surévalué de la monnaie égyptienne et sa non-convertibilité, la lourdeur de la bureaucratie, et aussi l'insuffisant dynamisme commercial des industriels français. M. Sadate a néanmoins répété qu'il comptait combiner la technologie européenne, l'argent des émirats et la main-d'œuvre égyptienne pour améliorer le sort de son peuple.

Avec M. Fahmi, mir
affaires étrangères, et :
avec M. Sadate, les con
ont essentiellement por
situation au Proche-C
président égyptien affir
politique de coopératio
monde occidental et sc
aux Etats-Unis sont
par tous les dirigeant
sans exception, sauf
Palestiniens et le pa
syrien. Il considère qu'a
nement grave ne devrai
duire dans la région
élections américaines de
1976.

Un « plan stratégi

Il expose en conséquen
suivant : l'année 1975
permis de consolider la
dans le Sinaï, il compt
l'année 1976 pour *« ex*
très grande pression » af
Palestiniens soient a
Genève, obtenir une am
sur le Golan et prépar
l'étude des cartes une
globale, c'est-à-dire alle
création d'un Etat pales

Il ne semble pas dc
cette solution globale p
réalisée au *« printemps*
Durant le déroulemen
« plan stratégique », M
assure que les América
ploieront à convaincre a
les Israéliens que les Pal
comme il le fait lui-mêm
voies discrètes. Il consi
que la publication du «
Sanders » admettant la
l'O.L.P. est une conc
des promesses que lui
M. Gerald Ford.

M. Sadate, qui ass
l'Egypte détient la « c
problème, car elle est
puissant Etat de la
affirme : *« Le jour où les*
niens planteront leur dra
une terre, la paix sera fa

C'est également ce
exprimé M. Maghoub,
secrétaire de l'Union
arabe, en disant à M.
kowski : *« Nous accepto*
tence de l'Etat d'Israël
tion qu'il accepte celle
palestinien. Etat contre E
logique. Israël ne peut
terre et la paix à la fois.
la paix qu'il laisse la te
veut la terre qu'il ne pe
à la paix. »

Un accord de coopér

M. Sadate, approuv
déclarations de M. de Lip
a rendu à plusieurs
hommage à M. Giscard d'
pour sa diplomatie qu'
conforme à celle dévelop
le général de Gaulle e
monde arabe. Au passage
sident égyptien a indiq
s'inspirerait de la « *Con*
établie par le général de
pour modifier celle de
en ce qui concerne le
président de la Républiq

Pour la première fois,
socialiste arabe a signé
cord de coopération »
mouvement occidental.
est désignée ici comme «
gaulliste français ». Le
tiens, en soulignant l'esti
portaient à la politique a
général de Gaulle, ont
qu'à leurs yeux M. Gisca
taing était son conti
Dans l'accord, l'accent a
sur la « *constitution d'u*
munauté méditerranéenn
situant à la fois dans l'e
dialogue Nord-Sud et da
du discours prononcé réc
par le chef de l'Etat fra
Tunis. Enfin, M. Maghou
muté à Paris, alors que
rac doit se rendre au Cai
née prochaine.

ANDRÉ PASSE

CORRESPONDA

Israël et l'U.R.S.

Mme Ginette Hirtz nous

En complément aux défi
du sionisme déjà mention
pourrait rappeler celle q
donnée par André Gromy
nistre des Affaires étrang
l'U.R.S.S. en 1947. Elle a é
noncée à la tribune des N
unies :

Etant donné qu'aucun
d'Europe occidentale n'a é
pable de défendre les droi
mentaires du peuple juif,
lui donner réparation po
exactions dont il a souffe
les bourreaux fascistes, le
des Juifs de créer un Et
soit le leur est légitime. Il
injuste de n'en pas tenir c
et de contester le droit du
juif à réaliser ses aspiratio

C'est avec la participati
cisive de l'Union soviétiqu
l'Etat d'Israël est deven
réalité. Il semble opport
rappeler ces faits et cette
ration en complète contrad
avec l'insultant communiq
l'agence Tass. Ajoutons qu'
Gromiko, aujourd'hui enco
partie du gouvernement d
pays. Comment interpré
revirement.

PROCHE-ORIENT

DEUX POINTS DE VUE, SUR LE VOTE DE L'ONU ASSIMILANT SIONISME ET RACISME

...ne question de sémantique ?

par
LOTFALLAH SOLIMAN (*)

...NCORE une fois, des voix ont retrouvé leurs trémolos. A la foire aux dupés, les maqui-...s ont trouvé l'occasion de ven-...pour la énième fois les six mil-... de victimes juives de l'entre-... industrielle la plus hideuse du ...me européen.

...a suffi que les victimes ances-...s du racisme blanc occidental, ...us majoritaires dans les ins-...s internationales, fassent adop-...par l'Assemblée générale de ...J, une motion assimilant le ...sme à une certaine forme de ...me, pour que tous les demeurés ...croisades et de l'anti-arabisme, ... que les publicistes en deuil ... Algérie française et des merce-... tués au Liban, pour que tous ... qui, en 1967, avaient subitement ... honte d'être français », pour ... tous les antisémites devenus ...sraéliens et surtout sionistes, ...vent enfin l'occasion de ...nner, à nouveau, à leur sport ... : l'amalgame, le faux et le ... des lecteurs qui se laissent ...re prendre à la grandiloquence.

... France, pays « raison garder », ... tout simplement une honte. ... honte, parce que, à aucun ...ent, la motion votée par ...emblée générale de l'ONU ne ...ionne les mots d'Israël ou de l'ensemble de la communauté humaine au sein de laquelle il entend agir que dans la mesure où tous les mouvements politiques, n'importe où dans le monde, ont la prétention de le faire. Le sionisme ne représente pas plus l'ensemble des communautés juives que l'U.D.R., les R.I., le P.S. et le P.C. ne représentent l'ensemble du peuple français.

...e honte parce que tout le ...de sait que le sionisme, de par ...origines, de par son développe-..., ses résultats et ses aspirations ...n mouvement politique et qu'à ...itre, il ne peut être assimilé à

Une honte parce que tout le monde sait que le sionisme ne saurait, ni historiquement ni logiquement, représenter les six millions de victimes juives du racisme nazi. Prétendre que ces victimes juives du nazisme étaient des sionistes relèverait de l'imposture. Bien plus, il existe des documents et des témoignages pour prétendre que des sionistes juifs ont été épargnés de l'holocauste.

Une honte parce que tout le monde sait que, même à l'époque du prosélytisme par le martyre, la « victimisation » n'a jamais sanctifié que les morts. C'est un axiome de la psycho-sociologie moderne que les victimes survivantes d'une injustice peuvent être injustes à leur tour et que les opprimés peuvent, eux aussi, devenir des oppresseurs.

C'est à son point de départ que la cohérence des « indignés » est aberrante. D'autant plus que 1975 est justement l'année où la France a décidé de ne plus fêter la victoire de 1945 contre les nazis et de faire du 11 novembre (anniversaire de l'armistice de 1918) la « journée du souvenir » de tous ceux qui, à un moment ou un autre de l'histoire de France, sont morts pour elle. D'autant plus aberrante que, depuis 1970, la Cour suprême de Jérusalem, par la voix du juge Agranat, a elle-même « réhabilité » la notion de « race », en écrivant : « ...*Les nazis ont discrédité à nos yeux le terme de race ; mais il ne faut pas laisser les nazis obscurcir pour nous la signification véritable de ce critère...* »

Cela dit, il reste à savoir si oui ou non « le sionisme », mouvement politique, est une forme de « racisme ».

Je n'ai pas le fétichisme des mots et je suis prêt à remplacer le terme « racisme » par n'importe quel autre qui recouvrirait, tous à la fois, les phénomènes suivants :

1) L'instauration dès le début de la colonisation de la Palestine par les sionistes de ce qui fut appelé « le travail juif » qui excluait, idéologiquement et pratiquement, tout non-juif du processus du travail social baptisé « juif » ;

2) L'admissibilité automatique à la citoyenneté israélienne à partir d'un critère de religion et non point d'origine ou de résidence (loi du retour) ;

3) La discrimination faite dans la loi sur la citoyenneté israélienne pour les Arabes nés en Palestine et qui en sont partis, chassés par la violence sioniste ou tout simplement pour fuir les horreurs de la guerre ;

4) La discrimination politique et socio-économique dont sont victimes les Arabes en Israël ;

5) L'inaliénabilité des terres bien ou mal acquises par des juifs ou par des fonds sionistes et l'interdiction faite au non-juif, même israélien, d'acquérir, de réacquérir ou même de louer une terre devenue « *inaliénablement juive* ». Un juif israélien ayant eu un jour l'audace de louer une partie de ses propriétés à un fermier arabe, ses biens ont été aussitôt « confisqués » ;

6) La non-application, sur une base strictement raciale, de la loi du retour aux juifs noirs d'origine amharique ;

7) La discrimination, sur une base strictement raciale, politique et socio-économique dont sont victimes, en Israël, les juifs orientaux.

Si, pour définir l'ensemble de ces phénomènes, messieurs les « indignés » ont un terme autre que celui de « racisme » à proposer, je suis prêt à l'adopter et à lutter de toutes mes forces pour qu'il le soit par les miens.

(*) Journaliste égyptien.

LE TEXTE DE LA RÉSOLUTION

La résolution sur le sionisme, ...doptée le 11 novembre par ...Assemblée générale de l'ONU, ...ait ainsi libellée :

« L'Assemblée générale,

» Rappelant sa résolution 1904 (...VIII) du 20 novembre 1963 qui ...ndait publique la déclaration ...s Nations unies sur l'élimi-...tion de toutes les formes de ...scrimination raciale, et en par-...ulier l'affirmation que « toute doctrine de différenciation ou de supériorité raciale est scientifiquement fausse, moralement condamnable et socialement injuste et dangereuse », et l'expression de la préoccupation des Nations unies devant « les manifestations de discrimination raciale qui sont encore évidentes dans certaines régions du monde, et dont certaines sont imposées par certains gouvernements au moyen de mesures législatives, administratives ou autres » ;

» Rappelant aussi que, dans ...a résolution 3151 (XXVIII) du ...4 décembre 1973, l'Assemblée ...énérale a condamné, entre ...utres, l'alliance entre le ...acisme sud-africain et le sio-...isme ;

» Prenant note de la déclara-...on de Mexico sur l'égalité des ...mmes et sur leur contribution ...u développement et à la paix, ...roclamées par la conférence ...ondiale de l'Année internatio-...ale de la femme qui s'est tenue ... Mexico du 19 juin au 2 juil-...t 1975, et qui a proclamé le ...rincipe que « la coopération et la paix internationales exigent la réalisation de la libération et de l'indépendance nationales, l'élimination du colonialisme et du néo-colonialisme, de l'occupation étrangère, de l'« apartheid » et de la discrimination raciale sous toutes ses formes, en même temps que la reconnaissance de la dignité des peuples et de leur droit à l'autodétermination » ;

» Prenant note aussi de la résolution 77 (XII), adoptée par l'assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa douzième session ordinaire, tenue à Kampala du 28 juillet au 1ᵉʳ août 1975, résolution qui considérait que « le régime raciste dans la Palestine occupée et les régimes racistes au Zimbabwe et en Afrique du Sud ont une origine impérialiste commune, étant donné qu'ils forment un tout, qu'ils ont la même structure raciste et qu'ils sont liés organiquement dans leur politique qui vise à la suppression de la dignité et de l'intégrité de l'être humain ».

» Prenant note également de la déclaration politique et de la stratégie visant à renforcer la paix et la sécurité internationale et à intensifier la solidarité et l'assistance mutuelle entre les pays non alignés qui ont été adoptées à la conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Lima du 25 au 30 août 1975, conférence qui a condamné dans les termes les plus sévères le sionisme en tant que menace contre la paix et la sécurité dans le monde, et qui a demandé à tous les pays de s'opposer à cette idéologie raciste et impérialiste,

» Déclare que le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale. »

LE FEU VERT

par PIERRE NORA (*)

TOUT se mêle, dans ce vote introuvable où le chantage pétrolier prête la main au communisme soviétique pour administrer au monde des leçons de morale internationale ; tout se mêle pour faire de cette résolution de l'ONU une des grandes dates funèbres du monde contemporain.

Pour la première fois, en effet, depuis la fin de la guerre, est officiellement proclamé, du haut de ce qui reste la plus haute tribune internationale, un formidable renversement de valeurs, par la cynique utilisation d'une équivoque : celle qui pèse sur le mot sionisme, et dont sont responsables les péripéties d'une histoire très particulière.

Entre la condition des communautés juives dans l'Europe moderne et l'Etat d'Israël, entre le messianisme religieux venu du fond des âges et le développement d'un mouvement national, qui tient à la fois des « nationalités » du dix-neuvième siècle et des émancipations du vingtième siècle, seule l'histoire, notre histoire, a tissé des liens dont la force et la complexité créent à la fois la légitimité d'Israël et sa difficulté à l'expliciter dans le discours de la gauche. Il est vain de prétendre que le sionisme est un mouvement national « comme les autres » ; son intérêt est dans sa différence. Mais elle n'est intelligible et, par là, tolérable ou exaltante qu'aux yeux de ceux pour qui cette histoire a un sens. Il faut être un Européen, un Américain ou un Russe pour comprendre que du vécu individuel d'un juif à la volonté — illusoire mais sincère — d'appartenir enfin à un Etat « comme les autres », il y a un lien immédiat. Qu'est-ce qu'un Indien ou un Africain, qu'est-ce qu'un Chinois peut comprendre à un juif, quand la Bible et Auschwitz ne suffisent pas à nous le faire comprendre ?

Il y eut une période, assez longue pour l'Occident, assez brève dans la chronologie juive, où, de la Révolution française aux lendemains de la guerre de six jours, la lutte contre l'antisémitisme a très exactement recouvert les grands idéaux libérateurs de toute l'humanité. C'est encore cette lutte qui justifie l'existence d'Israël et l'extraordinaire émotion que soulève chez beaucoup la moindre menace sur son existence. Mais il est vrai que la création de l'Etat a rendu plus complexe la définition du juif et que l'impossibilité d'apporter une réponse claire à cette question fondamentale favorise la manipulation des nations nouvelles nées par les héritiers rouges de l'antisémitisme chrétien.

Le drame le plus profond d'Israël encerclé est d'avoir laissé les Palestiniens usurper le langage de l'universel pour le retourner diaboliquement contre lui, comme le monde libre avait pendant la guerre froide laissé Staline parodier le langage de la paix. Israël aurait peut-être moins besoin de canons, s'il retrouvait une voix. Avoir depuis la guerre des six jours laissé le monopole apparent de la rationalité historique à ceux qui sont précisément les plus mal placés pour la revendiquer et les plus habiles à n'en utiliser le vocabulaire que pour en pervertir l'exercice est probablement ure de ces ruses de l'histoire dont les plus conscients des Israéliens savent qu'ils risquent d'être les victimes et le monde avec eux. La résolution du 10 novembre est la suite logique du discours d'Arafat à l'ONU.

L'assimilation du sionisme au racisme est d'une facilité enfantine. Le sionisme trouve mal sa place dans une constellation historique dominée par l'universalisme laïque qui fut le nerf de la guerre contre l'antisémitisme, encore plus difficilement dans un monde animé par le nationalisme anti-impérialiste. Seuls ont pu le croire ceux qui n'ont vu que dans l'holocauste la légitimité de l'Etat-refuge. Le vrai scandale qui, dans le sionisme, choque la conscience moderne n'est évidemment pas qu'il soit raciste, accusation en soi absurde ; c'est une irritante et mystérieuse remontée de l'immémorial — présente après tout en chaque renaissance nationale et plus particulièrement dans la création des nations issues de la décolonisation, — mais inexprimable dans le répertoire officiel d'une assemblée régie désormais par le langage de bois du marxisme soviétique et de l'anti-impérialisme obsessionnel. Le racisme — notion moderne — étant précisément seul responsable d'avoir fait de tant de juifs, à partir d'une aspiration religieuse seulement latente, des sionistes effectifs, d'une large partie des sionistes en puissance et de la quasi-totalité des sionistes de connivence ou de résignation, renverser l'argument contre ses victimes les plus manifestes est un de ces tours de passe-passe qui n'appellerait que le mépris ou le rire, si l'on ne voyait clairement ce qu'il signifie en pratique pour l'Union soviétique et les pays arabes, en théorie pour le monde entier : un feu vert pour le pire.

Car un seuil a été franchi. Et il est décisif. L'antisémitisme a finalement subi le même sort que le racisme anti-Noirs aux Etats-Unis, aux lendemains de la guerre de Sécession. La croisade nordiste, en partie motivée par l'anti-esclavagisme, a bel et bien libéré les Noirs du Sud, mais pour répandre le cancer au continent tout entier. Autant en emporte le vent. D'une particularité locale, elle a fait le problème national américain. Par un processus analogue, la création d'Israël, patronée par l'U.R.S.S. au lendemain du génocide et destinée à servir de soupape de sécurité en cas de retour de flamme, a fini par empester la communauté mondiale tout entière. C'est le droit le plus strict de chaque juif de n'avoir aucune envie d'aller en Israël. Mais que la mise hors la loi du sionisme, c'est-à-dire de ce qui fait l'essence même de l'Etat, soit la forme contemporaine la plus redoutable de l'antisémitisme traditionnel, c'est une évidence qu'il serait bon d'admettre une fois pour toutes, si on ne veut pas en laisser exploiter par des Machiavel de la politique internationale les criminelles équivoques, pour faire ensuite semblant de ne pas les avoir vues.

Lorsque toutes les solutions destinées à régler un problème sont celles-là mêmes qui en décuplent les dimensions, il est sans doute difficile de ne pas voir dans cette dialectique de la récurrence la marque de je ne sais quoi. Certains l'appellent élection. Je préférerais ramener le mystère de ce mot-piège, chargé de toutes les malédictions de l'histoire, aux invraisemblances rationnelles d'un long combat. Ce combat n'a jamais exigé mobilisation aussi générale. Car ce à quoi nous assistons aujourd'hui, et dont l'ONU assume le baptême difficile, n'est rien moins que l'amalgame du résidu médiéval des pogromistes pseudo-marxistes avec le fanatisme non moins médiéval de certains musulmans et le fantasme anti-impérialiste des nations nouvelles. Cette fantastique régression, c'est ce que le colonel Kadhafi appelle avec l'humour qu'on lui connaît « le début d'une ère nouvelle ».

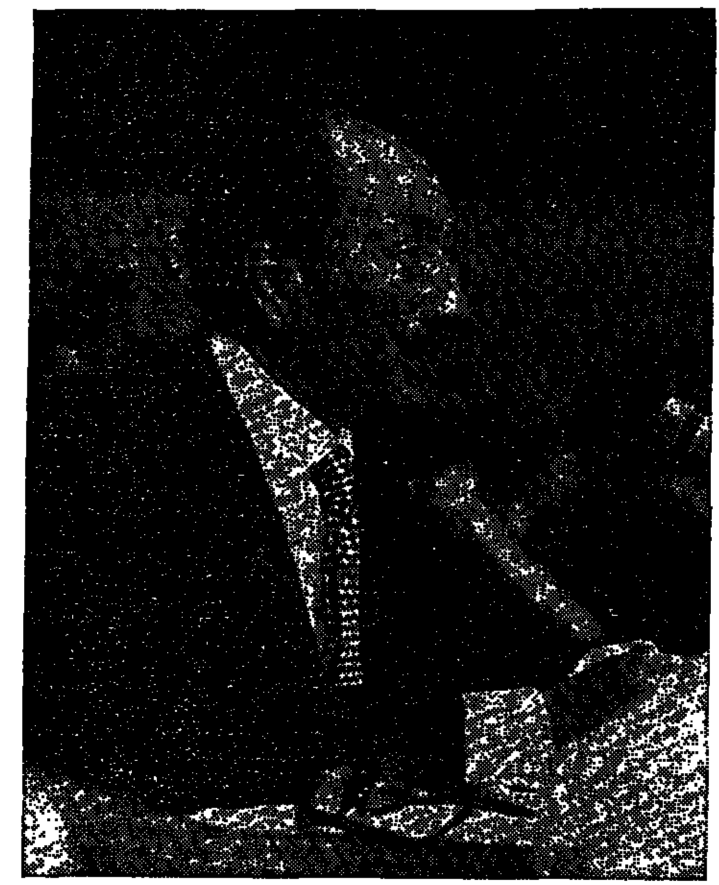
(*) Historien.

Ministère du Logement et de la Reconstruction

LA RECONSTRUCTION ET L'AMÉNAGEMEN DE LA RÉGION DU CANAL DE SUEZ

Le président égyptien Sadate s'est rendu à Londres, le 6 novembre 1975, pour une visite historique de trois jours. Il réaffirma les lie d'amitié qui unissent les 40 millions d'Egyptiens au peuple du Royaume-Uni, ainsi que les engagements de l'Egypte en faveur de la paix de la coopération.

Le président Sadate est arrivé en Grande-Bretagne à la suite d'une visite de dix jours aux Etats-Unis, où il a prononcé un discours, dev l'Assemblée générale des Nations unies, sur la position actuelle de l'Egypte au Moyen-Orient, dont il s'est également entretenu avec dirigeants britanniques.



S.E. le Président ANWAR EL-SADAT

La réouverture de cette grande route commerciale internationale et historique, vieille de cent sept ans, a déjà eu des répercussions politiques et économiques qui débordent largement des frontières de l'Egypte.

La réouverture du canal est accompagnée d'un programme de reconstruction sans précédent en Egypte.

La reconstruction est considérée comme une priorité absolue pour la réparation des ravages que près de trente années de conflit ont causés à l'économie surchauffée de l'Egypte — laquelle subit également le poids d'une population qui se gonfle actuellement de près d'un million d'âmes par an et qui vit dans un pays désertique ayant des ressources limitées, bien qu'il y ait encore des possibilités à exploiter.

Un aspect particulier du programme général de reconstruction a été l'établissement d'un programme pour la reconstruction et pour la conception d'un nouvel aménagement de toute la zone du canal de Suez — une région de 170 kilomètres de long, située le long du canal et que plus d'un million d'Egyptiens évacuèrent sous les bombes israéliennes après que la guerre de 1967 eut éclaté.

Un mois seulement après la guerre d'Octobre — en novembre 1973, — le président Sadate émit une directive spéciale à l'attention du ministère du logement et de la reconstruction, dirigé par M. Osman Ahmed Osman, ministre qui créa la plus grande entreprise de génie civil du Moyen-Orient.

En particulier, la directive du président Sadate assignait au ministère de M. Osman deux objectifs principaux :

1. — Le rétablissement d'une vie normale le long des 170 kilomètres bordant le canal de Suez, en commençant par les villes de la rive occidentale, écroulées sous les bombes, à savoir Suez, Ismaïlia et Port-Saïd, où, dans certains secteurs, jusqu'à 90 % des constructions furent détruites.

2. — L'établissement d'un plan régional global pour l'aménagement de la zone du canal de Suez, commençant par la rive occidentale du canal, puis intégrant la totalité de la péninsule du Sinaï — le désert, brûlé par le soleil et éprouvé par les combats, situé sur la rive orientale du canal.

L'Egypte s'est empressée de ramener la vie le long du canal. Pour ne citer qu'un exemple, dans les semaines qui ont suivi la restitution par Israël à l'Egypte du contrôle du canal de Suez l'année dernière, les bulldozers ont commencé à rejeter dans la mer Rouge, à Suez, les ruines des immeubles bombardés. Une douzaine d'entreprises de construction intervinrent pour réparer l'électricité et pour remettre en état les édifices écroulés.

Le ministère du logement et de la reconstruction a mobilisé une quantité extraordinaire d'ingénieurs-conseils, d'économistes, d'architectes et d'autres spécialistes, nationaux et étrangers. Ils travaillent sur une large étendue de contrats divers, mais soigneusement coordonnés.

La planification à long terme remplace les vains pèlerinages ministériels le long du Nil et les réunions interminables bien que souvent sans objet, qui étaient la marque d'un premier élan d'enthousiasme. Au lieu que des entrepreneurs étrangers battent le pavé des bureaux ministériels, sollicitant des appuis pour des projets spéculatifs caressés longtemps à l'avance, la planification égyptienne a lieu dans le pays même, pour une mise en ordre des besoins urgents.

La rapidité revêt ici une importance primordiale. Aussi le ministère s'efforce-t-il de faire se chevaucher au maximum la planification et la réalisation qu'elle prévoit.

C'est avec une rapidité incroyable, puisqu'il fallut moins d'un an, que furent construits trois mille appartements, rien qu'à Suez, ou plus exactement à Faisal-City, qui porte le nom du défunt roi d'Arabie Saoudite — ces immeubles à cinq étages ayant été pour ainsi dire construits à la main selon des méthodes traditionnelles dans le style des anciennes pyramides.

En janvier dernier, le ministère donna son accord pour une aide importante du Programme de développement des Nations unies (U.N.D.P.) afin de promouvoir la planification dans la région.

La rive occidentale du canal de Suez devra être reliée à la rive orientale du canal, large de 180 mètres, par des tunnels routiers ou routiers et ferroviaires ; trois sont en projet dans une première étape.

Tandis que l'on calcule avec précision la viabilité économique de ces tunnels, le président Sadate attend avec impatience qu'ils soient construits.

« Je dois vous demander de commencer dès demain ; c'est un devoir pour nous tous de commencer à creuser des tunnels sous le canal de Suez, avec nos mains s'il le faut, afin d'atteindre le Sinaï », a-t-il déclaré.

Si l'on a décidé de construire des tunnels sous le canal plutôt que des ponts, c'est à la fois pour des raisons économiques et pour des raisons de sécurité. Sur le plan économique, des ponts seraient d'un coût prohibitif parce que l'Egypte prévoit d'élargir et d'approfondir le canal pour l'adapter aux pétroliers géants. Du point de vue de la sécurité, les ponts, d'une conception spéciale, seraient plus vulnérables que des tunnels et risqueraient — si on les faisait sauter — de bloquer le canal et de couper la circulation entre la péninsule du Sinaï et le reste de l'Egypte.

TECHNIQUES DE CONSTRUCTION PREFABRIQUEE

Il est un autre aspect important de la reconstruction : le logement. A cet égard le ministère d'Osman a chargé sept sociétés ou groupes de construire des usines pour la fabrication d'éléments préfabriqués, afin d'accélérer la construction de logements, de manière à suivre l'augmentation de la population égyptienne, dont on prévoit qu'elle aura doublé en l'an 2000.

VILLES SATELLITES AUTOUR DU CAIRE

Industrial City.

Le besoin de créer des villes satellites autour du Caire est né de la demande croissante de zones industrielles, exprimée par les investisseurs égyptiens, arabes et internationaux. Le président Sadate a pensé que l'afflux d'activités nouvelles ne devait pas s'ajouter à la surpopulation et à la congestion du Caire, mais plutôt constituer le noyau de nouvelles cités autonomes.

La nouvelle Industrial City est située en bordure du désert compris entre Le Caire et Ismaïlia, à quelque 50 kilomètres du centre du Caire. La ville s'étendra sur une superficie totale de 3.000 à 4.000 hectares.

Sadat City.

Il est prévu que Sadat City soit une ville relativement autonome. Elle comprendra tous les services et installations nécessaires à la vie d'une économie urbaine. L'emplacement a été choisi suffisamment loin du Caire pour empêcher la création d'une ville-dortoir et pour favoriser le développement d'une ville qui se suffise à elle-même. L'emplacement se situe entre la route du désert du Caire à Alexandrie et le Delta, et sa limite sud est à environ 65 km du Caire sur la route du désert, à l'embranchement de la route de Khatatba. La ville devra être conçue pour recevoir une population totale d'un million d'habitants.

La péninsule du Sinaï.

Il faut que la péninsule du Sinaï soit aménagée de manière que soit créée une région parfaitement reliée à la zone du canal et au Delta ; c'est pourquoi la coordination avec les plans concernant les gouvernorats du canal est impérative. La première étape de l'élaboration d'un plan général pour la région du Sinaï comprendra des levés aériens et des études de terrain, afin de déterminer les conditions géologiques et hydrologiques, ainsi que la nature du sol et du sous-sol, pour former le canevas d'une étude du potentiel économique. On s'attend à trouver des possibilités d'exploitation dans les zones suivantes : recherche du pétrole le long du golfe de Suez ; exploitation de minerais au cœur du Sinaï ; expansion agricole grâce au prolongement de l'irrigation par les eaux du Nil jusqu'à la rive orientale du canal et grâce à l'irrigation avec élévation d'eau dans la vallée de la Tina.

ENCOURAGEMENT AUX INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Les initiatives diplomatiques avisées du président Sadate et le nouvel accord du Sinaï sont peut-être l'annonce d'une longue période de paix.

L'Egypte encourage les investissements étrangers et Le C est en train de rétablir rapidement sa renommée en tant place financière. Il existe de nouveaux facteurs d'encouragem à l'investissement :

— Engagements accrus de capitaux provenant d'Etats ara gros producteurs de pétrole, de pays occidentaux industrial et du Japon, permettant à l'Egypte de prévoir d'importa projets d'infrastructure et de développement agricole.

— Changements visant à faire passer l'Egypte d'une é nomie étroitement contrôlée et centralisée à une économie marché, ouvrant le champ à l'entreprise privée.

— Le gouvernement est particulièrement désireux d'att les investissements et expériences étrangers pour la product d'engrais, de ciment, de pétrole, pour l'installation de pipe-li et pour les industries du bâtiment, du cuir, du textile et l'alimentation, aussi bien que pour le tourisme.

— Il sera réservé un accueil particulièrement favora aux investissements étrangers pour les entreprises à gros ca taux, utilisant des techniques de pointe, ainsi que pour ce nécessitant des relations commerciales à l'étranger que Egyptiens n'ont pas encore nouées.

L'un des signes les plus encourageants de l'intérêt croiss que l'étranger porte à l'Egypte est le rétablissement de p d'une douzaine d'entreprises bancaires ou de sociétés de fin cement. Neuf d'entre elles, et notamment celles engageant intérêts américains, britanniques, et d'autres participati d'Europe occidentale, ainsi que des intérêts arabes, sont entreprises en participation avec des banques d'Etat ég tiennes.

L'EGYPTE, PAYS EXPORTATEUR DE PETROLE

Les spécialistes égyptiens du pétrole sont convaincus q existe d'importantes réserves de pétrole sur le territo égyptien, les plus probables se trouvant dans le désert occident Le plan de l'Egypte pour l'accroissement de sa producti pétrolière, qui devrait quintupler d'ici à 1982, et le bon accu qu'elle réserve à l'industrie pétrolière internationale déclenché, ces derniers mois, une recherche intensifiée pétrole.

L'ouverture de l'Egypte à l'exploration par l'industrie pét lière internationale fait partie de l'offre faite par le présid Sadate pour attirer des investissements étrangers massifs faveur du développement.

A brève échéance, les nouveaux champs de pétrole July et de Ramadan, dans le golfe de Suez, offriront à l'Egyp la chance de produire plus de pétrole qu'elle n'en consommera

Exxon, Mobil, Shell, Deminex, Trans-World, Amaco et B comptent parmi les sociétés qui sont en train de s'implante en Egypte. En octobre de l'année dernière, sur la base vingt-quatre contrats signés avec la State-owned Egypti General Petroleum Corporation (E.G.P.C.), des compagni pétrolières étrangères se sont engagées à dépenser au minimu 531 millions de dollars pour l'exploration du sous-sol égyptie sur une période de dix années qui prendra fin en 1982. président de la Trans-World Petroleum Campany estime, d'ap les recherches qui ont été faites, que les réserves de pétr de l'Egypte se montent à 30 milliards de barils.

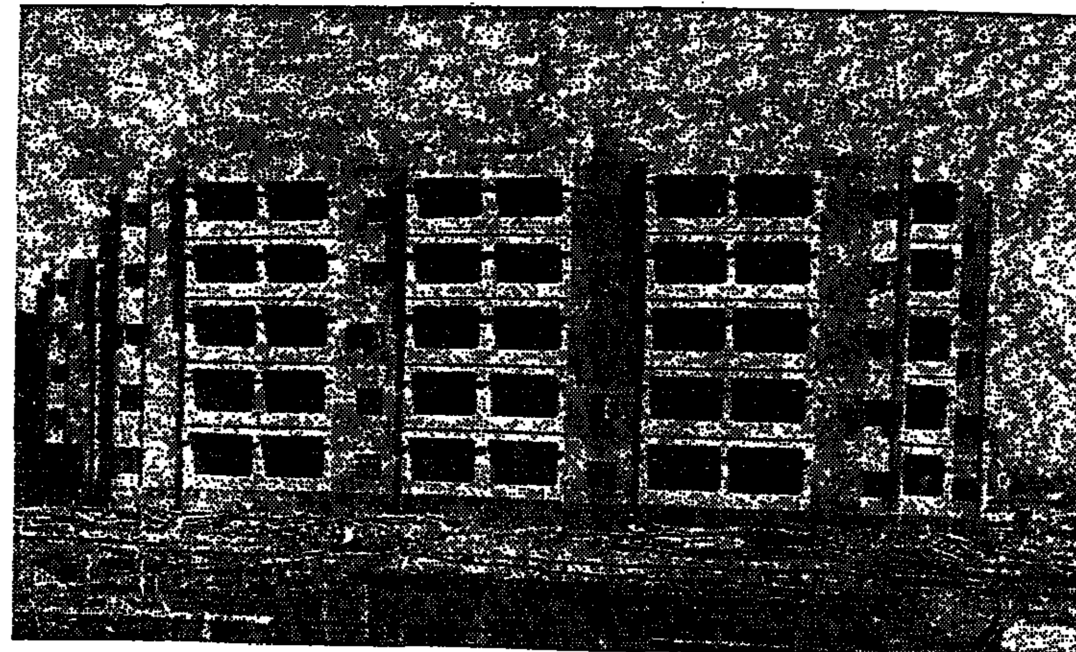
La perspective de voir l'Egypte devenir le siège d'u importante industrie de raffinage et pétrochimique est égalem un élément qui incite à l'optimisme.

INDUSTRIES DERIVEES DU PETROLE

L'un des projets les plus importants est la construct d'un réseau de pipe-lines pour le transport du pétrole dep le golfe de Suez et jusqu'en Méditerranée. Ce projet est l' des plus grands réseaux de pipelines pétroliers parmi ce actuellement en construction dans tous les pays arabes et comprend un grand nombre de contrats annexes.

L'une des catastrophes causées par les dernières guerres la destruction quasi totale des raffineries de pétrole de Su dont la conséquence fut que plusieurs milliers de person perdirent leur emploi. L'un des projets ambitieux de l'Egy est la reconstruction et l'agrandissement des raffineries pétrole de El Nasr et de Suez. Cela comprend aussi bien installations de raffinage simple que des installations pour production de produits dérivés.

Les autorités du Canal de Suez ont démarré l'installati d'une usine pétrochimique. Le coût préliminaire des proj concernant l'implantation d'industries dérivées du pétrole da la région du canal de Suez est estimé à 350 millions de liv égyptiennes.



Reconstruction dans la zone du Canal

OCÉAN INDIEN

Coup de main à Mayotte

(Suite de la première page.)

…lon le correspondant de …P. à Moroni, une opération …portée a eu lieu vendredi …in à 5 heures, sur l'îlot de …oudzi, chef-lieu de Mayotte. …ali Soilih, délégué à la justice … la défense du Conseil exé…f national comorien, a débar… à la tête d'une cinquantaine …mmes non armés. Les forces …çaises stationnées dans l'île …raient pas encore réagi, mais …semble, écrit l'A.F.P., que … Soilih et ses compagnons …nt gardés à vue.

…ujours selon l'A.F.P., un se… appareil, qui devait amener … le terrain un détachement …é, a été empêché d'atterrir, le …ian ayant été occupé par la …ilation. Le message adressé … Nations unies par le chef de …t comorien précise, pour sa …, que *« M. Soilih se trouve à …ête de quelques centaines de …tants sans armes ».*

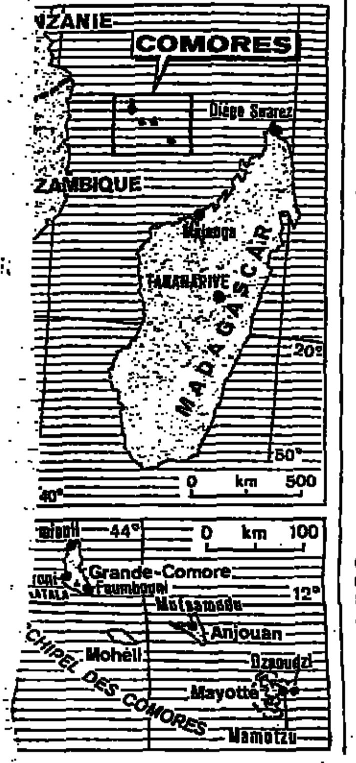
Un appel à l'ONU

… Saïd Mohamed Jaffar …lut son message par ces mots : *… lance un pressant appel à …ganisation des Nations unies … toutes les forces éprises de … pour soutenir le peuple co…ien dans sa juste lutte pour …egarder l'intégrité territoriale.*

… Considérant le caractère cri…e de la situation, qui prévaut … l'île de Mayotte, et la grave …ace qui pèse sur ses habitants, …ous prie d'user de tous les moyens à la disposition de l'ONU pour le retrait immédiat de toutes les forces militaires françaises stationnées dans l'île, et l'établissement de l'autorité légitime du conseil exécutif national à …

Dès la proclamation unilatérale de l'indépendance par M. Abdallah, le 6 juillet, les élus de Mayotte avaient dénoncé la « décision illégale » *du gouvernement de Moroni, qui entendait représenter les quatre îles de l'archipel. Le 17 juillet, M. Marcel Henry, chef du Mouvement populaire mahorais, annonçait son intention de* « couper les ponts » *avec Moroni. Le 3 août, M. Abdallah était renversé par l'équipe dirigeante actuelle, mais M. Marcel Henry faisait aussitôt savoir que cela ne changeait en rien la volonté de Mayotte de rester française.*

Le 18 septembre, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, annonça le dépôt d'un projet de loi prévoyant une double consultation des habitants de Mayotte, sur la question de l'indépendance et, en cas de refus de rattachement à l'archipel, sur la nature du statut qu'ils souhaiteront voir conférer à l'île (DOM ou TOM). Le projet doit être examiné par le Parlement en décembre. Rappelons que le 21 septembre, les autorités de Moroni avaient réussi une opération aéroportée sur l'île d'Anjouan, où s'était réfugié M. Abdallah.



Ile Maurice

L'opposition réclame des élections et menace de déclencher une grève générale

De notre envoyé spécial

Port-Louis. — Grève et élections générales, tels sont les deux thèmes qui retiennent actuellement l'attention de l'opinion mauricienne et mobilisent les différents partis de l'ancienne colonie britannique de l'océan Indien. Il est vrai que l'île Maurice, qui appartient au club francophone de l'Organisation commune africaine et malgache est le seul Etat membre de l'OCAM à posséder, selon la tradition anglo-saxonne, un *speaker* de l'opposition en la personne de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Gaëtan Duval.

Le Parlement de Port-Louis est le siège de controverses parfois très vives entre le gouvernement et l'opposition. Le spectacle, oublié depuis de nombreuses années dans la plupart des capitales au sud du Sahara, est relaté avec force détails dans les colonnes d'une presse dont la liberté de ton est à peu près totale, au grand étonnement des représentants des délégations africaines qui ont participé début novembre aux travaux de la quatrième conférence de l'Agence de coopération culturelle et technique.

Les conflits sociaux s'étendent

Les conflits sociaux s'étendent, comme en témoigne la grève des conducteurs d'autobus, les grèves sauvages qui ont éclaté sur plusieurs plantations de canne à sucre, ou celles qui ont affecté quelques installations industrielles de la zone franche de Port-Louis, où la main-d'œuvre, surtout féminine, perçoit de très bas salaires et reste dépourvue de la protection de la législation du travail applicable dans le reste du pays.

Ces arrêts de travail ont, certes, un aspect corporatif. La suspension de tout courant important d'émigration à destination de l'Europe et les répercussions de l'inflation mondiale contribuent à aggraver la situation des employés, ouvriers et journaliers agricoles. Mais il ne faut pas non plus perdre de vue que, comme les principaux leaders politiques mauriciens l'affirment publiquement chaque jour, une raison des grèves est la volonté de l'opposition d'amener le premier ministre, Sir Seewoosagur Rangoolam, à organiser rapidement des élections générales.

« Si les circonstances sont favorables… »

La dernière consultation électorale remonte à 1967, et les opposants sont fondés à affirmer que le Parlement ne représente plus exactement le *« pays réel »*. Or, aux termes de l'état d'urgence en vigueur, le gouvernement se trouve en mesure de surseoir légalement aux élections prévues pour 1976.

Convaincus qu'ils remporteront une victoire totale, M. Gaëtan Duval, chef, disent ses adversaires, de l'*« opposition de Sa Majesté »*, ou M. Paul Bérenger, chef de file du Mouvement militant mauricien, taxé de *« communiste »* par M. Duval, exigent que la population se rende aux urnes dans les plus brefs délais.

« Allons-nous faire la grève générale ? », demandait, le 11 novembre, en première page, *le Militant*, organe officiel du M.M.M. Mettant à profit la présence de nombreux journalistes étrangers, M. Gaëtan Duval donna une conférence de presse au cours de laquelle il mit en demeure le premier ministre d'organiser des élections avant la réunion à Port-Louis de la prochaine conférence « au sommet » de l'Organisation de l'unité africaine, prévue pour le mois de juin 1976.

Le prudent et habile Sir Seewoosagur Rangoolam donne l'impression de vouloir rester à l'écoute des revendications. Le quotidien *l'Express*, qui est considéré comme l'un de ses porte-parole, a rapporté le 15 novembre un de ses propos : *« Les élections générales se feront avant juin 1976 si les circonstances sont favorables… Et elles le sont. »* Néanmoins, la grève générale reste à l'ordre du jour. Le climat ne cesse de se détériorer, comme à la veille des très graves affrontements sociaux de 1971.

On prête au premier ministre l'intention de demander au Parlement d'abaisser la majorité électorale de vingt et un ans à dix-huit ans, puis, à la faveur de cette disposition nouvelle, de proposer… un nouveau report des élections, sous prétexte de permettre une révision correcte des listes électorales.

PHILIPPE DECRAENE.

AFRIQUE

Sahara occidental

…NS UN DOCUMENT ADRESSÉ A M. WALDHEIM

…Algérie déclare nul et non avenu l'accord de Madrid

…tions unies (New-York) (A.F.P.). …I. Waldheim, secrétaire général … Nations unies, déclare, dans un …ort adressé au Conseil de sécu…é et publié jeudi 20 novembre, … la question de la décolonisation … Sahara occidental est actuelle…t soumise à la commission de …lonisation à l'Assemblée géné… des Nations unies et qu'il …rtient désormais à cette dernière … prononcer sur l'accord conclu …idrid entre l'Espagne, le Maroc … Mauritanie.

… Waldheim consacre une annexe …on rapport au document qui … été remis le 19 novembre par …eprésentant de l'Algérie aux …ns unies, énonçant la position …n gouvernement sur l'accord …ladrid du 14 novembre. Les …usions de ce rapport sont les …ntes :

… Le gouvernement algérien ne …nait aux gouvernements de …gne, du Maroc et de la Mauri… aucun droit à disposer du …oire du Sahara et du destin de …pulation. C'est pourquoi il tient … nulle et non avenue la décla… de principe présentée par …gne et n'accorde aucune vali… à ces dispositions ;

… Le gouvernement algérien …ue à considérer le gouverne… espagnol, investi de ses res…bilités envers l'ONU, comme …nce administrante au Sahara ; …e gouvernement algérien estime … reste du devoir de l'Assemblée générale de poursuivre l'examen de la question du Sahara occidental inscrite à son ordre du jour et de prendre, au sujet de la décolonisation du territoire et de la garantie du droit de sa population à l'autodétermination, les décisions qui relèvent de son autorité et dont elle est seule responsable.

…*« La Somalie respectera le … du peuple de Djibouti le … de son indépendance, à …ion cependant que ce soit …ritable choix démocratique …n quelque chose d'imposé …les fantoches »*, a déclaré …Mohamed Saïd Samantar, …sadeur de Somalie en …e, au cours d'une soirée… sur « La Somalie d'au…hui », jeudi 20 novembre à …

Angola

LA « PRAVDA » ACCUSE L'AFRIQUE DU SUD D'AVOIR « PRIS LA DIRECTION DE L'INGÉRENCE MILITAIRE »

Le ton monte dans la polémique entre l'Afrique du Sud et l'U.R.S.S. à propos de l'Angola. Vendredi 21 novembre, la « Pravda » écrit que « le régime raciste sud-africain a pris ouvertement la direction de l'ingérence militaire contre la République populaire d'Angola ». Le quotidien soviétique ajoute que l'intervention des racistes dans les affaires intérieures d'un pays africain indépendant confirme le bien-fondé des nombreuses résolutions de l'O.U.A. dénonçant la menace pour la paix et la sécurité du continent que constitue le maintien des régimes racistes ».

A Pretoria, on apprend de source proche du ministère de la défense qu'un pont aérien a été mis en place pour acheminer des renforts militaires sur la frontière entre l'Angola et le Sud-Ouest africain (Namibie). Des appareils de la South African Airways ont été réquisitionnés à cet effet. Certains officiers de réserve ont reçu l'ordre de se tenir prêts.

Pour sa part, le « Financial Times » fait état de la présence de « conseillers français » dans les rangs du F.N.L.A. et de l'UNITA.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Ronald Reagan brigue l'investiture républicaine contre le président Ford

De notre correspondant

Washington. — Un incident tragi-comique à Miami, tout à fait dans le style histrionique qui convient à l'ancien acteur Ronald Reagan, a donné quelque relief à la déclaration officielle de candidature de l'ex-gouverneur de Californie à l'investiture du parti républicain. Apparemment M. Reagan ne prévoyait pas que quelques heures après s'être porté candidat, le jeudi 20 novembre, il se trouverait menacé par un jeune homme porteur d'un pistolet en plastique, rapidement ceinturé et terrassé par les agents du service secret affectés à la protection des candidats.

Ce fut le seul moment mouvementé et imprévu d'un événement politique attendu depuis plusieurs semaines, qui se déroula sans surprise et sans provoquer de remous. *« Je pense que ma candidature sera salutaire à la nation et à mon parti »*, dit l'ex-gouverneur sans donner d'autres précisions dans sa courte déclaration où, comme M. Wallace chez les démocrates, il posa au pourfendeur du pouvoir central de Washington et ce qu'il appela le « buddy system », le système des copains.

Ce fut pratiquement la seule allusion au président Ford qui, récemment, se vantait d'avoir amené « ses gars » au gouvernement. Car, en fin de compte, à l'exception de la condamnation de la politique de détente, les thèmes majeurs développés par M. Reagan, à défaut d'un programme solide, ressemblaient étrangement à ceux du président Ford. — H. P.

L'ÉTERNEL GANDIN

Une « vedette en celluloïd » *pour ses détracteurs démocrates,* « une voix superbe, un nouveau Robert Taylor » *pour l'agent de la Warner Bros, qui le découvrit en 1937 et lança cet enfant du Middle West sur les sentiers de la gloire hollywoodienne, où il n'accéda jamais aux grands rôles ? Qui est ce Ronald Reagan qui a l'audace aujourd'hui de défier le président Ford et de vouloir lui disputer l'investiture de son propre parti ? La réponse n'est pas si simple, bien qu'entre ses deux amis, les acteurs John Wayne et Bob Hope, champions chevronnés d'un américanisme en technicolor, ce sexagénaire de charme (il est né en 1911) fasse bonne figure.*

L'apothéose que l'écran lui a refusée, il la cherche maintenant dans la politique. Time *et* Newsweek *lui consacrent cette semaine leur couverture. Combien de fois cependant, depuis son élection de 1966 au poste de gouverneur de Californie, l'un et l'autre magazine n'ont-ils pas enregistré les signes de son déclin, prédit son effacement ! Lui-même, en 1973, déclarait qu'il ne briguerait pas un troisième mandat californien, renonçant ainsi à égaler la performance d'Earl Warren, seul gouverneur de Californie à avoir été élu trois fois de suite — avant de passer à la postérité comme président de la Cour suprême des Etats-Unis.*

La Californie est, de toute façon, un cas à part, séparée qu'elle est par des milliers de kilomètres de désert, de montagne et de prairie des « vieux » Etats qui firent et qui dominent encore la nation américaine. Politiquement, le sol de cet Eden est aussi mouvant que son relief est mouvementé. La meilleure preuve en est l'ironie qui inscrit la carrière de gouverneur de Ronald Reagan dans un « cadre familial » : en 1966, il bat de 1 million de voix le gouverneur démocrate sortant, George « Pat » Brown. En 1974, il ne se représente pas — et c'est le fils du précédent, M. Edmund G. Brown, qui l'emporte aisément sur son rival républicain.

Comment juger l'œuvre accomplie dans cet intervalle à Sacramento, capitale de l'Etat, par le « challenger » de M. Ford ? C'est chose délicate. Autant la Constitution des Etats-Unis est rédigée dans un style lapidaire, autant celle que chacun des cinquante Etats de la fédération s'est donnée est surchargée d'articles et de stipulations vétilleuses, qui, la plupart du temps, ne visent qu'à contrarier le pouvoir de l'exécutif. Son chef n'a les coudées franches qu'à la tribune et devant les micros. Là, M. Reagan est dans son élément. D'emblée, il épouse sans défaillance toutes les causes qui le désignent à l'adulation des nantis : maintien de l'ordre (M. Reagan, dès avril 1967, s'empresse de faire exécuter un condamné à mort), allégement de la pression fiscale, retour à la discipline sur les campus de l'université d'Etat, chasse aux « parasites sociaux » qui grèvent le budget alimenté par les « honnêtes gens »…

Plus de bruit que de fureur

Sur toute la ligne, le programme d'un Reagan se réclame de la compression des « dépenses inutiles » et de la répression. Sa rhétorique cultivera assidûment ces thèmes, mais son action trouvera devant elle, six ans sur huit, une législature contrôlée par l'opposition démocrate et, de surcroît, une tradition locale plus portée au laxisme qu'au rigorisme. Ronald Reagan quittera Sacramento en laissant au Trésor 400 millions d'excédents, et si, sous son règne, le budget de l'Etat a doublé de volume, il a réussi à freiner la prolifération des « bureaucrates », dont les effectifs seront stabilisés aux alentours de cent mille. Au total, une administration sans éclat, mais aussi sans scandale, et plus de bruit que de fureur. Le type même, en un mot, d'une gestion de transition en retrait sur la précédente mais bien éloignée, dans la réalité, de ses stridentes promesses initiales.

Pas plus qu'elle n'aura infléchi durablement l'évolution de la Californie, cette expérience politique, la seule de sa carrière, n'a changé M. Reagan. Aujourd'hui comme hier, il se présente comme l'immodéré de service, et le seul homme capable d'arrêter le glissement de son pays sur la « pente fatale » du socialisme. Dans ce registre, son concurrent n'est pas Gerald Ford, conservateur tout aussi buté et dont l'éloquence donne à M. Reagan la stature d'un Démosthène, mais le gouverneur de l'Alabama, George Wallace. Pourtant, M. Reagan a toujours eu soin de prendre ses distances par rapport à ce défenseur des « classes moyennes opprimées ». Tous les deux combattent le même dragon (les ingérences fédérales, le favoritisme supposé de Washington à l'égard des déshérités, les intellectuels, les partisans de la détente, etc.), mais ils ne s'adressent pas aux mêmes « tranches de revenus », ni aux mêmes « frustrés ».

La clientèle d'un Wallace — démagogue intégral, certes, mais d'une véritable trempe politique — doit considérer le millionnaire perpétuellement bronzé qu'est Ronald Reagan comme un play-boy fané, ignorant tout de leurs difficultés quotidiennes. En revanche, M. Reagan fait des ravages parmi les couples d'âge moyen et avancé aux ressources confortables et qui tremblent pour leurs biens : c'est « l'idole des mémés », l'avocat de l'aisance malheureuse.

Seulement, ce qui distingue un Wallace d'un Reagan, outre leur appartenance politique (aux racines peu profondes, il est vrai), n'est pas qu'affaire d'authenticité et de milieu. L'un et l'autre, incontestablement, sont « de droite ». Le problème est de savoir si sur la scène politique américaine, il y a place pour deux droites — et donc si la « rentrée » tardive et comme indécise d'un Reagan ne le conduira pas inéluctablement au « Sunset Boulevard » des fantômes de l'histoire américaine.

ALAIN CLEMENT.

● *Selon une commission du Sénat*, la C.I.A. a cherché à assassiner plusieurs chefs d'Etat étrangers. — « *Cela prouve avant tout que les Américains ne sont pas doués pour le meurtre, le mensonge et la dissimulation* » : telle fut jeudi 20 novembre la réaction du sénateur Walter Mondale (démocrate, Minnesota) après la publication par une commission du Sénat d'un rapport d'enquête sur les activités de la C.I.A. Pas doués, peut-être, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé : les membres de la commission ont recueilli la preuve que l'Agence avait comploté l'assassinat de Patrice Lumumba, de M. Fidel Castro, du général chilien René Schneider, du président Ngo Din Diem, du dictateur dominicain Rafael Trujillo. La C.I.A. aurait également conspiré contre le président Sukarno (Indonésie) et François Duvalier (Haïti).

A l'exception de ces deux hommes d'Etat et de M. Fidel Castro, tous ces personnages sont morts assassinés. Mais, affirme le volumineux « rapport Church » (trois cent quarante-sept pages), ils l'ont été par des factions locales ou au cours de conflits dépassant largement l'intervention américaine.

Selon la commission, « *des officiels du rang le plus élevé* » ont été mêlés à ces complots sous les administrations Eisenhower, Kennedy et Johnson.

POLITIQUE

M. JEAN-PAUL BENOIT DIRECTEUR DU CABINET DE M. ABELIN

M. Jean-Paul Benoit, chef de cabinet de M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, est nommé directeur du cabinet en remplacement de M. Robert Toulemon.

[Né en 1937, en Charente-Maritime, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques, M. Benoit devient, en 1959, chef de cabinet de préfet. Il occupe divers postes à Alger, auprès de la délégation générale du gouvernement. En 1963, il appartient au cabinet de M. Roger Frey, alors ministre de l'intérieur. En 1967, il est mis à la disposition des Communautés européennes et, en 1969, il revient au ministère de l'intérieur comme adjoint au directeur des écoles et techniques de la police nationale. Il était depuis juin 1974 chef de cabinet de M. Abelin, ministre de la coopération.]

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* déjeunera lundi 24 novembre, à Dijon, à l'occasion de la conférence inter-régionale sur la liaison Rhin-Rhône, avec plusieurs personnalités de l'opposition.

M. Mitterrand, président du conseil général de la Nièvre, en voyage aux Etats-Unis, a fait savoir qu'il ne pourrait assister à ce déjeuner.

Les partis de gauche proposent sept mesures contre le chôma

Le comité de liaison s'élève contre les découpages électoraux

Le comité de liaison de la gauche ne s'était pas retrouvé en séance plénière depuis le 2 juillet. Il est logique qu'en conséquence sa réunion du 20 novembre se soit prolongée trois heures et demie durant. Outre les trois points inscrits à l'ordre du jour, les représentants du P.C.F., du P.S. et des radicaux de gauche ont adopté une déclaration commune sur l'Espagne récusant le futur souverain.

Sur les autres points, l'unanimité a été plus difficile à réaliser. Les communistes, premières victimes du nouveau découpage cantonal en région parisienne, tenaient beaucoup à une protestation solennelle. Déjà, au mois d'octobre, ils avaient, sans succès, souhaité que les trois chefs de file de l'union de la gauche tiennent sur ce point une conférence de presse. Cette fois-ci, ils obtiennent une manifestation commune à laquelle participeront MM. Fabre, Marchais et Mitterrand. Cette protestation est toutefois élargie, à la demande des alliés du P.C.F., à la défense du suffrage universel dans son ensemble. Les communistes, soucieux d'apparaître comme les « champions » des libertés, veulent ainsi prouver qu'ils sont les meilleurs garants de la démocratie.

Sur le second point — des actions communes pour la défense de l'emploi, — c'était au tour des socialistes d'être demandeurs. M. Pierre Bérégovoy a proposé au nom du P.S., avec beaucoup d'insistance, que les trois partis de gauche aillent ensemble aux portes des entreprises s'adresser aux travailleurs. Les représentants du P.C.F. ont catégoriquement refusé en expliquant notamment que de telles manifestations seraient arti puisque seuls les communistes sont présent les entreprises. En dépit de longs débats c suspension de séance, chacun est resté : positions. Le compromis final laisse aux rations départementales le soin de défi « actions diversifiées » qui s'imposent. A l'ét le P.C.F. s'efforcera partout d'éviter des ventions communes sur les lieux de trav il ne veut à aucun prix favoriser par ce b efforts d'implantation du P.S. dans les prises. « Parti de la classe ouvrière », le P.(décidé à sauvegarder à tout prix une situat. jusqu'à présent, lui assurait le quasi-mono l'animation politique sur les lieux de trav

Soucieux de montrer aussi leur bonne unitaire, les communistes se sont émus, pa termédiaire de M. Paul Laurent, du ryth travail particulièrement lent des commission en place en juillet et chargées d'actualiser gramme commun. Socialistes et radicaux d che sont convenus qu'il fallait faire un mais M. Bérégovoy a noté qu'en toute hy le travail serait long si on voulait vraim mettre d'accord sur le fond des sujets abo

M. François Loncle a profité de la réun comité de liaison pour proposer, au n M. Robert Fabre, une réunion à trois des c file de l'union de la gauche. Les commun les socialistes se sont bornés à enregistre proposition, qui n'a soulevé aucun enthousi

L'heure est toujours à l'épreuve de forc le cadre de l'union. — T. P.

Le comité de liaison estime que « *le pouvoir craint de plus en plus le verdict populaire* » et qu'il « *met en œuvre un plan d'attaque systématique contre le suffrage universel* ». S'appuyant sur l'exemple du découpage cantonal dans la région parisienne, les trois partis de gauche soulignent « *le caractère antidémocratique d'un découpage qui accentue le déséquilibre entre les cantons, en réduisant la représentation des agglomérations importantes par rapport aux zones de moindre densité de population* ». Le texte adopté par le comité de liaison ajoute : « *Les dispositions prises en la circonstance par le pouvoir annoncent des mesures identiques pour chercher à s'assurer, lors des prochaines élections municipales et législatives, une majorité artificielle dans les villes comme à l'Assemblée nationale.* » Une manifestation est donc prévue, samedi 6 décembre, à 14 h. 30, à Paris, de la gare Saint-Lazare au ministère de l'intérieur, avec la participation de MM. Fabre, Marchais et Mitterrand.

En ce qui concerne le chômage, le comité de liaison note : « *On vient de dépasser un million de demandes d'emplois non satisfaites, ce qui correspond à un nombre de chômeurs beaucoup plus élevé. Dans la seule industrie, la perte d'emplois depuis un an est de trois cent mille. Avec le chômage partiel, ce sont deux millions de personnes qui sont touchées. (...)*

» *Aucune catégorie de salariés n'échappe au chômage, ni les manœuvres, ni le personnel spécialisé et qualifié, ni les cadres et les techniciens. Il y a aujourd'hui six fois plus de chômeurs qu'en 1965.*

» *Le pouvoir giscardien aggrave la situation. (...) Le moyen de sortir de la crise est de lutter pour l'application du programme commun de gouvernement de la gauche. Mais les Français doivent sans attendre exiger des mesures de sauvegarde de l'emploi.*

» *Dans ces conditions, le comité de liaison de partis signataires du Programme commun de gouvernement revendique :*

» *1) L'interdiction de tout licenciement sans reclassement équivalent préalable, le reclassement étant assuré par l'entreprise et les pouvoirs publics ; la défense des entreprises menacées de fermeture par la seule volonté du grand patronat, la garantie de maintien des ressources en cas de perte d'emploi ;*

» *2) L'interdiction des expulsions, saisies, coupures de gaz et d'électricité, qui frappent les chômeurs et les familles en difficulté, et l'octroi de dégrèvements d'impôts aux mêmes catégories ;*

» *3) La création immédiate d'emplois nouveaux dans les services publics, ce qui en améliorerait la qualité (éducation, P.T.T., affaires sociales, santé, logement, transports, collectivités locales) et dans les entreprises nationales ;*

» *4) La relance de la construction par l'aide aux offices et le remboursement de la aux communes ;*

» *5) Le droit à la ret soixante ans pour les hom cinquante-cinq ans pour l mes ;*

» *6) Le retour à la sem quarante heures sans pe salaires ;*

» *7) La garantie d'un minimum d'attente pou jeune à la recherche d'un emploi.*

» *Pour exiger des p publics la satisfaction revendications, les trois appellent leurs fédérations tementales à décider en l'organisation d'actions fiées les plus efficaces, ré manifestations, marches préfectures, dans la p quinzaine du mois de 1976.* »

Le document comm P.C.F. - P.C.I.

M. ESTIER : un acte p

M. Claude Estier, memb secrétariat du P.S., analyse l'hebdomadaire *l'Unité* la ration commune des P.C P.C.I. (*le Monde* du 19 n bre). Il note que, vu du italien, le texte « *ne co guère de novation* » et pen « *c'est donc plutôt le P.C semble avoir fait un pas même plusieurs — en di de son partenaire* ». Il après avoir souligné c notion française d'« uni peuple de France » n'e synonyme du « compromis rique » italien :

« *Nous n'en considéron moins comme un acte posi au moment où s'ouvre la sion pour son vingt-de congrès, le parti comm français ait cherché un l commun avec le parti c niste italien plutôt qu'a parti communiste portuga*

● *L'Institut Charles-de* organise, du 21 au 23 nov au Musée social, 5, rue La (75007 Paris), un colloque national sur le thème : conditions de l'indépe nationale dans le mond derne ». M. Michel Debré ouvrir les travaux, et M. Malraux prononcera le d de clôture, dimanche 23 nov à 16 heures, salle des Ho teurs, 84, rue de Grenelle Paris).

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

A l'Assemblée nationale

députés assouplissent les modalités du texte sur la limite d'âge des fonctionnaires

L'Assemblée nationale s'est uisie, jeudi 20 novembre, du ojet de loi portant sur la mite d'âge des fonctionuires.

. GERBET (R.I., rapporteur a commission des lois, rap- qu'une loi de 1936 avait déjà ifié cette limite d'âge. Il sou- que la commission des lois ose à l'Assemblée un certain bre d'amendements, tendant mment à ramener à soixante- ans l'âge de la retraite des istrats prenant actuellement retraite à soixante-dix ans, soixante-cinq ans la limite de magistrats qui quittaient l'à présent leurs fonctions à inte-sept ans. Une exception t prévue en faveur de pro- urs au Collège de France. La nission souhaite aussi que le ernement prévoie une longue de transitoire pour l'appli- n d... dispositions nouvelles.

LAGORCE (P.S., Gironde) que que son groupe est par- de supprimer toutes les gations à la limite d'âge de inte-cinq ans prévue pour les tionnaires. Il estime que les gations constituent des « pri- es », rappelle que son parti *'âge de la retraite à soixante a retraite à l'âge de soixante pour tous les travailleurs* » léclare que le projet « *per- ra un rajeunissement des s administratifs intéressés* et *uppression des « chasses gar- »*. Pour le député, « *ce texte pourra guère réduire le chô- e, mais il est psychologique- t opportun* » même s'il « *ne uit pas une vision globale du lème car il est bâclé* ». L'ora- conclut en déclarant que son pe approuvera le principe de baissement de l'âge de la aite sous réserve de diffé- es mesures de transition.

. FOYER (U.D.R.), président a commission des lois, estime le gouvernement « *ne propose de mieux que la décapita- les grands corps de l'Etat* ». Il e : « *Comment peut-on sou- qu'aujourd'hui une personne ixante-cinq ans est incapa- de juger, d'enseigner ou de r l'Etat ?* »

ne CONSTANS (P.C., Haute- ne) estime que le texte du ernement « *a une portée limi- d'autant que ce projet s'op- par ailleurs à l'abaissement l'âge de la retraite pour les ailleurs* ». Elle indique à l'As- blée que le groupe communiste prendra pas part au vote.

FREDERIC-DUPONT (R.I., ris) demande ensuite : « *Pour- oi veut-on chasser de l'adminis- tion des hommes en pleine ueur ? Est-on si sûr qu'on sse trouver autant de hauts ctionnaires qu'il en faut? Au de rajeunir les cadres, on va démanteler. Il s'agit d'une ture de contrat.* » L'orateur clut qu'il ne votera pas le jet.

GABRIEL PERONNET, étaire d'Etat à la fonction lique, précise alors, en onse aux précédentes inter- tions, les objectifs du gou- ement : « *Réduire les iné- tés, ouvrir des emplois aux es diplômés, en finir avec cer- es disparités.* » Il ajoute : *'émotion de certains est sur- ante, s'agissant d'un texte ne concerne que 0,50 % des tionnaires de l'Etat (...). La ure favorisera les contacts agogiques. Elle alignera la nce sur la plupart des autres s d'Europe.* » Le secrétaire at accepte la proposition de ommission des lois de fixer la te d'âge à soixante-huit ans. ans la discussion du premier le du projet de loi, on entend essivement MM. DARNIS .R., Vendée), CLAUDIUS- IT (réf., Paris), FREDERIC- ONT, SOUSTELLE (réf., ne), FOYER, AUBERT .R., Alpes-Maritimes) et DE- (U.D.R., Réunion). L'amen- ent présenté par M. Gerbet opos du report de la limite à soixante-huit ans est mis voix et adopté. Un autre ndement, présenté par Frédéric-Dupont et tendant culer l'âge de la retraite de ans par enfant à charge, que ce recul puisse excéder années, est également adopté, ré l'opposition du gouverne- ".

débat se poursuit vendredi n.

PERONNET accepte que la e d'âge des professeurs titu- au Collège de France fixée exceptionnellement à nte-dix ans.

CLAUDIUS-PETIT plaide veur « *des professeurs et des heurs de l'enseignement su- ur qu'il serait manifestement uitable, en raison de leurs ur, de maintenir en acti-* . Il présente un amendement nt à leur permettre d'être tenus en activité jusqu'à nte-dix ans sur avis motivé omité consultatif des uni- és et après décision du tre compétent. L'Assemblée e l'amendement.

Claudius-Petit demande re part que les membres de ection générale de l'instruc- publique conservent la limite qui leur est applicable actuel- t, c'est-à-dire soixante-sept

M. OLIVIER GUICHARD R., Loire-Atlantique) inter- vient dans le même sens. M. Peronnet demande alors un scrutin public sur cet amendement, ce qui irrite les quelques députés présents dans l'hémicycle, et notamment M. Debré. L'amendement est voté par... 16 voix contre 1.

L'Assemblée adopte ensuite l'article 2, qui fixe à soixante-huit ans la limite d'âge des membres du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de ceux des membres des tribunaux administratifs dont la limite d'âge était de soixante-dix ans avant l'intervention de la présente loi. Elle est fixée à soixante-cinq ans pour les membres des tribunaux administratifs dont la limite d'âge était de soixante-sept ans.

L'Assemblée adopte également un amendement de M. FREDERIC-DUPONT (R.I.), combattu par le gouvernement, qui précise que cette limite d'âge est reculée de deux ans par enfant à charge : toutefois ce recul de limite d'âge ne peut excéder cinq ans.

A l'article 3, l'Assemblée adopte des amendements de la commission différant d'un an la mise en œuvre de la réforme (fixée au 1er janvier 1977) et prévoyant un étalement allant jusqu'en 1978, pour les fonctionnaires atteints par la limite d'âge à soixante-huit ans et jusqu'en 1980 pour ceux qui seraient admis à la retraite à soixante-cinq ans.

Le débat se poursuit.

Le gouvernement pourra décider des reports d'impôt

Jeudi après-midi 20 novembre, sous la présidence de M. Marcel Antonioz, l'Assemblée nationale examine le projet de loi autorisant le gouvernement à procéder en 1976, par ordonnances, à certains aménagements portant sur les acomptes d'impôts directs.

M. PAPON (U.D.R.), rapporteur général de la commission des finances, rappelle que ce texte s'inspire de l'ancien article 16 du projet de loi de finances pour 1976, « *retiré par le gouvernement pour des raisons d'ordre institutionnel* ». M. Papon, sous réserve de la prise en considération des deux amendements présentés par la commission, invite l'Assemblée à adopter le projet. Le premier de ces amendements tend à limiter au 15 mars 1976 la période durant laquelle le gouvernement est autorisé à statuer par ordonnance sur les acomptes d'impôt sur le revenu et sur les sociétés. Le second stipule que le gouvernement présentera au Parlement un projet de loi ratifiant ces ordonnances au plus tard le 2 avril prochain.

M. JEAN-PIERRE FOURCADE répond au rapporteur en soulignant que « *ce projet s'insère dans une politique qui a déjà été débattue* ». Le ministre de l'économie et des finances ajoute : « *Ce projet de loi doit donner au gouvernement les moyens nécessaires pour faire face aux incertitudes qui subsistent quant à la rapidité de la reprise (...) et il concerne uniquement le calendrier de perception de l'impôt. L'autorisation, qui est demandée au Parlement, répond bien au problème posé. D'abord dans ses modalités de mise en œuvre, car la définition définitive pourra n'être prise que lorsque les éléments d'appréciation seront disponibles ; ensuite dans ses effets économiques : le décalage fiscal étant une mesure à effet immédiat et temporaire est propre à donner plus de vigueur à un mouvement qui s'amorce, sans pour autant mettre en péril les finances publiques dans une période où les risques d'inflation sont permanents (...) Une telle délégation donnée au gouvernement ne constitue pas une innovation. En France même, au cours des dernières années, le gouvernement a déjà obtenu des autorisations du même ordre. Celle-ci n'a d'ailleurs qu'un caractère limité dans le temps et dans son objet.* »

M. BOULLOCHE (P.S., Doubs) déclare ensuite que « *le projet représente une amélioration certaine par rapport à l'article 16 du projet de loi de finances* », mais le député s'interroge sur « *l'opportunité de la procédure des ordonnances, si controversée, et qui ne semble pas justifiée par une évolution particulièrement rapide de la conjoncture* ».

M. COMBRISSON (P.C., Essonne) estime que le projet du gouvernement constitue « *un recours à l'autoritarisme et une marque de la volonté des pouvoirs publics de faire supporter à la nation le poids de la crise* ». Son groupe votera contre.

M. Fourcade signale notamment, en réponse aux deux précédents orateurs, que le texte déposé par le gouvernement ne permettra pas à celui-ci de reporter une seconde fois l'impôt sur les sociétés sans consultation du Parlement.

Les deux articles de la loi sont successivement adoptés avec les deux amendements correspondants, acceptés par le gouvernement. L'ensemble du projet est adopté.

LA RÉFORME DU STATUT DE PARIS

La commission des lois modifie profondément le projet du gouvernement

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi 20 novembre, le projet de loi portant réforme du régime administratif de la Ville de Paris, auquel elle a apporté d'importantes modifications. Ce projet sera examiné par l'Assemblée nationale à partir du 2 décembre.

Le texte adopté par la commission indique que « *le territoire de la Ville de Paris recouvre deux collectivités territoriales distinctes, la commune de Paris et le département de Paris* ». Le terme de « *commune* » a été préféré au terme de « *ville* » prévu par le projet et jugé ambigu par les députés. La commission a supprimé les dispositions qui limitaient l'activité du Conseil à deux sessions de trente et quarante-cinq jours. Elle s'est également opposée au principe de la commission permanente qui devait siéger pendant les intersessions. Elle a refusé aussi la disposition interdisant au maire de Paris d'exercer consécutivement plus de deux mandats et proposé que les commissions d'arrondissement prévues par le projet soient composées pour un tiers de conseillers d'arrondissement, pour un tiers d'officiers municipaux nommés par le maire, pour un tiers de membres élus par le Conseil de Paris et représentant des activités sociales, familiales, éducatives, culturelles, sportives. Enfin, la commission a décidé de porter à cent cinquante — contre cent dans le projet initial — l'effectif du Conseil.

Les députés ont souhaité d'autre part que le préfet de Paris soit en même temps préfet de la région parisienne, mais ils ont estimé que cette disposition ne relevait pas de la loi.

LE GROUPE COMMUNISTE PROPOSE DE RESTITUER DES « POUVOIRS RÉELS » AU PARLEMENT

M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a dénoncé jeudi 20 novembre, au cours d'une conférence de presse, le caractère « souvent insipide et surtout particulièrement vain » *du débat budgétaire.*

« *L'opposition de gauche*, a-t-il dit, *a joué son rôle avec une grande combativité et sur la base de propositions concrètes et réalistes. Ce n'est pas le cas de la majorité. Les critiques de ses rapporteurs et intervenants n'ont eu qu'un aboutissement : l'approbation pure et simple du projet gouvernemental. Critiquer pour la forme, pour approuver ensuite par son vote, c'est la définition par excellence de la démagogie, c'est la définition de la majorité giscardienne. Le budget est sorti de l'Assemblée tel qu'il y était entré. Pas une critique, pas une proposition, rien n'a été retenu qui modifie d'un iota le projet du gouvernement (...). Ce qu'il faut, c'est restituer au Parlement des pouvoirs réels, lui permettant d'assumer et d'exprimer sans entrave la souveraine volonté populaire dont il est le dépositaire.* »

M. Ballanger a ensuite donné la parole à vingt-quatre travailleurs venus « *porter témoignage, à partir de leur propre expérience, de la vie des Français sous le pouvoir de M. Giscard d'Estaing* ». Au cours de ce « *tour de France de la misère, de la colère, mais aussi de la lutte* », des ouvriers, des artisans, des ingénieurs, des femmes — dont deux veuves de mineurs tués à Liévin en décembre 1974, — des travailleurs immigrés, un agriculteur, ont décrit ce que M. Ballanger a appelé « *la réalité concrète de notre pays* ».

Au Sénat

• Réforme de la fiscalité en Nouvelle-Calédonie
• L'agrégation de droit et de « sciences-éco »

Le Sénat a adopté, le 20 novembre, sur rapport de M. Blin (Union centr.), le projet de loi tendant à modifier la fiscalité des entreprises métallurgiques et minières de la Nouvelle-Calédonie.

Ces entreprises bénéficieront d'allégements fiscaux et seront exonérés de certains impôts payés au territoire. Le texte abroge la loi de janvier 1969, dite « loi Billotte » et valide deux décisions de l'assemblée territoriale. « *Il s'agit*, a précisé M. STIRN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, *d'entreprendre une politique d'incitation aux investissements (...). Nous avons préféré la solution d'une fiscalité dynamique à celle de la subvention.* »

Les sénateurs ont ensuite voté sans modification l'article unique d'un projet de loi visant à harmoniser le code de la famille avec la nouvelle législation fixant à dix-huit ans l'âge de la majorité légale. Il s'agit des dispositions concernant l'hébergement des enfants mineurs. Après le rapporteur, M. TOUZET (Gauche dém.), M. LENOIR, secrétaire d'Etat à la santé, a indiqué que le bénéfice de la protection sociale existante était maintenue aux jeunes majeurs qui en relevaient avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans. Un prochain décret viendra régler leur cas.

Puis le Sénat a adopté un projet de loi tendant à valider l'arrêté du 4 décembre 1972 qui avait réglementé le concours de recrutement des maîtres de conférences agrégés (dans les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion). Cet arrêté avait été annulé par le Conseil d'Etat le 18 juin 1975 sur le motif que le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (C.N.E.S.E.R.) n'avait pas été consulté avant sa publication.

« *Ce texte*, a dit M. SOISSON, secrétaire d'Etat aux universités, *tend à sauvegarder la situation de quatre-vingt-sept maîtres de conférences agrégés issus des derniers concours, et de cent deux candidats en cours d'épreuves. Celles-ci, comme les précédentes, ont été en tout point régulières ; le vice est de procédure.* »

Au cours de la discussion, le secrétaire d'Etat s'est engagé à prendre des mesures qui interdiraient à l'avenir l'élimination d'un candidat avant son audition par un jury. Un article additionnel, dû à l'initiative conjuguée de la commission des affaires culturelles et du secrétaire d'Etat, fixe, d'autre part, qu'« *il sera organisé, avant le 31 décembre 1976, une session du concours de recrutement des maîtres de conférence agrégés (section sciences économiques) ouverte aux candidats qui n'ont pas été autorisés à subir les épreuves orales à l'occasion des concours visés par la présente loi* [1972, 1973, 1974]. » — A. G.

● *Après le débat*, consacré par l'Assemblée nationale, aux rapatriés, le Front national des rapatriés déclare notamment : « *Tous les partis de la majorité et l'opposition sont tombés d'accord pour reconnaître la nécessité d'une loi juste et équitable devant remplacer la loi du 15 juillet 1970 de simple contribution nationale par une véritable loi de l'indemnisation. Cette unanimité devrait conduire le gouvernement à soumettre enfin au Parlement la loi tant attendue (...) Une telle initiative serait susceptible de mettre fin au malaise et à la colère de ceux qui ont tout perdu...* »

ÉDUCATION

SEPT MILLE CINQ CENTS ÉTUDIANTS EN 1968, TRENTE MILLE AUJOURD'HUI

Vincennes dans l'entasseme[nt]

Les étudiants et les enseignants de l'université de Vincennes (Paris-VIII) continuent à protester contre les conditions difficiles dans lesquelles s'effectue leur rentrée en organisant, dans les endroits les plus inattendus, des « cours sauvages » destinés à alerter l'opinion publique. Après les étudiants en urbanisme au restaurant de la Coupole et ceux d'histoire dans le R.E.R. (« le Monde » du 8 novembre 1975), les étudiants en psychologie ont pratiqué, mardi 18 novembre, ce style de manifestation à l'Hôtel de Ville et ceux d'art plastique à la gare Saint-Lazare. La pénurie en locaux et en enseignants est en effet particulièrement sensible au département de psychologie et à l'Institut d'urbanisme.

Un nouveau pas a été franchi [...] 20 novembre, avec l'occupation [...] étudiants, les enseignants et l'admi[...]tion, de bâtiments désaffectés, pro[...] l'université et appartenant à la V[...] Paris, qui les louait auparavant à l'[...] D'une façon générale, l'afflux d'étu[...] provoque une surpopulation fina[...] préjudiciable à l'expérience pédag[...] originale qu'est Vincennes.

Les hommes, comme les pommes, pourrissent quand on les entasse. C'est sans doute cette vérité élémentaire que confirme l'actuelle situation de l'université de Vincennes (Paris-VIII). Conçue au départ pour sept mille cinq cents étudiants, elle en compte aujourd'hui plus de trente mille. Cet afflux, particulièrement voyant en période de rentrée, produit une sensation presque physique de surpopulation et d'étouffement. Partout on piétine : deux files circulant en sens inverse s'instituent spontanément dans les escaliers, particulièrement étroits. Le hall central de Vincennes n'a sans doute rien à envier aux rues de Calcutta. L'encombrement atteint sans doute son paroxysme le soir venu, entre 19 heures et 22 heures. Pour permettre aux travailleurs salariés, occupés pendant la journée, de poursuivre des études, la plupart des enseignements ont, en effet, été dédoublés et ont lieu à la fois dans la journée et dans la soirée.

« Avec une augmentation des effectifs de 36 % entre 1974 et 1975, sans dotation de moyens correspondants en locaux et en enseignants, la situation est devenue totalement insoutenable », explique M. Claude Frioux, président de l'université. *Chaque étudiant ne dispose que de 50 cm2, et, dans plus de dix départements, le rapport est d'un enseignant pour cent cinquante à deux cents étudiants.* » Une commission de sécurité du rectorat a rendu des conclusions plutôt alarmistes : les installations électriques, notamment, subissent une surcharge dangereuse.

Les causes de cet afflux sont les mêmes depuis la création de l'université en 1968 : Vincennes est, en effet, la seule à ouvrir ses portes aussi largement aux non-bacheliers, qui représenter[...] de l'ensemble (contre 34 [...] 1974. D'autre part, la soupl[...] cursus universitaire et le [...] très novateur des enseig[...] (qui parfois n'existent nu[...] ailleurs) attirent un gran[...]bre de salariés (les statisti[...] cette année ne sont pas [...] connues, mais, en 1974, [...] 68 % des étudiants étaie[...]riés, dont 41 % à temps [...] et 27 % à mi-temps), e[...] d'étrangers (40 %, contre [...] en 1974).

A cette tendance géné[...] ancienne s'ajoutent, cette [...] les mouvements provoqués [...] *numerus clausus* que pra[...] *de façon ouverte* ou car[...] d'autres universités. L'ar[...] inscriptions, avant la dat[...] à l'unité d'enseignement [...] recherche de *« sciences hu[...] cliniques »* de Paris-VII [...] exemple, déterminé un refl[...] le département de psychol[...] Vincennes, qui n'a pourt[...] exactement les mêmes fin[...]

Le cas du département de psychologie

Ce département est, avec l'Institut d'urbanisme, le plus touché. Trois mille cinq cents s'y sont inscrits cette année, contre deux mille six cent soixante-dix en 1974, ce qui en fait le plus important, par le nombre, de toute l'Université. L'effectif des enseignants, fixé à vingt-quatre, n'a, lui, pas varié. Ceux-ci ne disposent, en tout et pour tout, que de six salles, soit 300 mètres carrés. Ils ont suspendu leur enseignement, en guise de protestation, et pratiqué de nombreux *« cours sauvages »*, pour alerter l'opinion publique, dans des endroits aussi inattendus que le pub Renault, aux Champs-Elysées, le Musée d'art moderne, des halls de gare et de journaux.

Les étudiants de psychologie de première et de seconde année, qui sont à l'origine de ce mouvement, sont dans un état d'esprit bien différent de celui qu'imaginent d'ordinaire les détracteurs de l'expérience vincennoise. *« Nous ne sommes pas en grève... ce que nous voulons, c'est pouvoir travailler »*, affirment-ils. *« Nous avons peut-être le plus for[...]centage d'étudiants sala[...] Vincennes*, explique de s[...] M. Jean-François Richar[...]ponsable du département. *[...] public comporte des édu[...] des enquêteurs chargés [...] de marché, des assistante[...]les, des infirmiers psychiat[...]* Avec ses cours du soir, Vi[...] *est sans doute leur cha[...] faire ou de poursuivre des [...] de psychologie »*, ajoute-t-i[...]

L'administration des P[...] ainsi accordé des déchar[...] service à ses agents cha[...] l'orientation pour aller p[...] une licence et une maît[...] psychologie à Vincennes. De[...]tionnaires de la Sécurité [...] viennent, à titre individue[...] dier la psychologie du tra[...]

Après le premier cours, o[...] retrouvent deux cents, la [...] debout, dans une salle fai[...] contenir quarante person[...] risquent-ils pas de se d[...]ger ? Si une certaine s[...] existe à Vincennes, c'est [...] la lassitude...

« Il faut voir Marcel »

Les conséquences de cette surpopulation sont nombreuses : le nettoyage, par exemple, qui n'a jamais été efficace, devient un vrai casse-tête. *« Ce qu'il faudrait ici c'est, comme à l'aéroport d'Orly ou à la gare Saint-Lazare, un service d'entretien continu »*, affirme M. Frioux. Il ne reste pas grand-chose, en effet, à huit heures du soir du ménage effectué le matin, si tant est qu'il l'ait été. Face à ce travail gigantesque, le personnel de service est pris de panique. Cette année, ils ont été quelques-uns à prendre d'autorité un mois de vacances supplémentaire. Cinq d'entre eux ont été sanctionnés par le président, appuyé par le conseil d'université. Du coup, l'ensemble du personnel est en grève depuis le 13 novembre, et le nettoyage n'est plus assuré.

En outre, le conseil a été séquestré, lundi 17 novembre, jusqu'à 1 heure du matin, dans la meilleure tradition vincennoise, par une centaine d'étudiants trotskystes et maoïstes, favorables au personnel en grève. La volonté des organisations d'extrême gauche de « démasquer » la présidence et le conseil (de tendance communiste), en les faisant apparaître aux yeux du personnel comme des « patrons », est une des constantes de la vie politique à Vincennes.

Une autre conséquence, plus grave de la surpopulation est la tendance au verrouillage, au repli sur soi. La possession d'une clé devient le symbole même de la puissance. Certains cherchent à s'aménager un havre de tranquillité pour résister à la foule envahissante. Pour avoir la clé du local réservé à l'informatique, *« il faut voir Marcel »*. Où est Marcel ? La scène se répète à l'infini. Cinq ou six enseignants se sont, quant à eux, retranchés dans une salle relativement accueillante, où ils font eux-mêmes le ménage et dont ils sont les seuls à détenir la clé. *« Les étudiants peuvent venir nous voir »*, affirment-ils. *« Je ne savais même pas qu'ils étaient là »*, remarque en souriant un étudiant africain de leur département...

Des secrétariats-bastions se constituent. Les salles non fermées à clé se vident de leur mobilier : celui-ci étant en nombre très insuffisant, un grand mouvement de transhumance des chaise[s s'or]ganise à chaque cours.

Ce folklore de la p[...] illustre, en fait, la rem[ise en] cause, sous la pression des [effec]tifs et par le manque de m[...] de l'expérience pédagogi[que de] Vincennes. La pluridiscip[linarité] achoppe sur ces portes v[errouil]lées. D'autre part, le trav[ail en] petits groupes, qui devait [...] règle, n'est plus toujours [...] Mardi 18 octobre, l'organi[...] attribue la salle E 114, [...] pour quarante personnes a[u maxi]mum, à un cours d'anglo[-améri]cain. Ils sont quatre-ving[...] cherchent et finissent par [...] un « amphi » libre. Mais [...] s'agir du même enseigne[ment]. On n'apprend pas une [...] dans de telles conditions, [...] des cours magistraux, c[...] domaine, l'a abond[amment] prouvé.

Le secrétariat d'Etat a[ux uni]versités se retranche der[rière le] principe de l'autonomie : [...]partient aux universités [elles-]mêmes de *« régulariser leu[...]* Mais le refus, contraire a[ux pro]messes plusieurs fois répé[tées, de] créer dans d'autres uni[versités] des conditions d'accueil p[our les] non-bacheliers et d'enseig[nement] pour les salariés et les ét[rangers] semblables à celles qui ex[istent à] Vincennes, n'est-il pas l[a cause] principale de cette surpop[ulation] et, partant, des prob[lèmes] actuels ?

Le folklore a bon dos. [Pour] des étudiants venus travail[ler] le soir dans des condition[s diffi]ciles, les bruits du champ [de foire] voisin ou le spectacle de[s pros]tituées du bois de Vi[ncennes] paraissent finalement pl[us fol]kloriques...

DOMINIQUE DHOMB[RES]

ÉDUCATION

Au « rendez-vous des luttes »

Des garçons aux cheveux longs, mais bien taillés ; des filles souriantes qui racontent tour à tour leur vie quotidienne, tandis que sont projetées derrière eux, sur un écran, des images très « léchées » qu'on croirait tirées d'un film de Claude Lelouch, et qui viennent illustrer leurs propos. Un présentateur énergique et efficace. Serait-ce quelque nouveau jeu télévisé ? Quelque émission réservée aux jeunes ? Non, nous sommes au « rendez-vous des luttes », *organisé mercredi 19 novembre, à Paris, dans la grande salle de la Mutualité, devant environ mille cinq cents participants, par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau). Le* « style télévision » *atteindrait-il les meetings étudiants, qui avaient jusqu'à présent leur ton à eux, leurs traditions et leur ésotérisme ?*

Le présentateur annonce, en vedette américaine, « Eliane », *qui, en pouffant un peu, décrit les* « chambres envahies par les cafards » *de la résidence universitaire d'Antony, où elle habite. Marc, après un faux départ très calculé —* « Je vais essayer de ne pas bafouiller ». *— lance, très sûr de lui :* « Chez nous, à Jussieu, la plus grande fac de France, on respire de l'amiante toute l'année pour pas un rond. Chez nous règnent le pas-fini, la saleté. » *Les propos sont sérieux, mais le ton enjoué. Comme sur les affiches qui invitent à* « rejoindre l'UNEF », à « voter pour l'UNEF », *les étudiants sont beaux, intelligents, rieurs, décidés... Ils ne marchent pas, ils courent vers l'avenir. Ce ton définit, mieux peut-être qu'une analyse politique, l'image que ces militants, dont beaucoup sont communistes, veulent donner de leur organisation.*

Le clou du spectacle, le discours de M. René Maurice, président de l'UNEF (ex-Renouveau), relève d'un genre plus traditionnel. Il évoque, lui aussi, les difficultés de la condition étudiante. « Jamais le nombre d'étudiants salariés n'a été aussi élevé qu'en cette rentrée », *affirme-t-il, en avançant la proportion de 60 %.* Un quart d'entre eux travaillent la nuit : la moitié sont obligés par le patronat, de le faire au noir... Jamais l'abandon forcé en cours d'études n'a été aussi important. » *Evoquant de façon très critique l'action de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, il ajoute :* « A l'actif de M. Chirac, qui se félicite d'avoir les chômeurs les mieux payés d'Europe, M. Soisson apporte sa contribution : avoir les chômeurs les plus qualifiés de France. » *Face à cette situation, il rappelle les* « grandes revendications nationales de l'UNEF » *telles que l'allocation d'études. Les lumières s'éteignent : la* « sono » *s'amplifie. La* « partie gala » *de ce* « rendez-vous des luttes » *est, en effet, animée par un* « groupe de rock »...

D. Dh.

DES ENSEIGNANTS ET DES PARENTS MANIFESTENT APRÈS LA FERMETURE DU LYCÉE DE CORBEIL

Le lycée de Corbeil (Essonne) et le collège d'enseignement technique (C.E.T.), qui lui est annexé, ont été fermés, jeudi 20 novembre, à 13 heures, par le recteur de l'académie de Versailles, qui a invoqué « les perturbations que cause *dans* l'établissement l'action sur les effectifs », menée par les enseignants. Ceux-ci, avec l'appui de leurs syndicats (GEN, SGEN-C.F.D.T. et C.G.T.) et des parents d'élèves de la Fédération Cornec, avaient en effet entrepris, jeudi matin, une « opération de limitation des effectifs à vingt-cinq élèves par classe ». Une « Journée portes ouvertes » était, d'autre part, prévue pour samedi 22 novembre.

La section académique de Versailles du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES affilié à la FEN), qualifie cette fermeture de « nouvelle provocation ». Cette mesure confirme, estime-t-elle, « la volonté du recteur de Versailles d'utiliser la répression pour tenter de détourner l'attention des vrais problèmes ». Elle appelle les enseignants et les parents d'élèves à une manifestation, ce vendredi 21 novembre, « devant les grilles du lycée ». La « commission permanente » du lycée doit se réunir ce même jour, à 11 heures, pour examiner la décision de fermeture.

La tension actuelle au lycée de Corbeil fait suite, d'autre part, à l'interdiction par le chef de l'établissement, le 6 novembre dernier, d'un meeting organisé par les Jeunesses communistes.

● *Plusieurs centaines d'élèves-professeurs* de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud ont manifesté, jeudi 20 novembre, à Paris, à l'appel du Syndicat national des enseignements de second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) de la rue du Bac aux Tuileries, pour protester contre le « *démantèlement* » de leur école et son transfert à Lyon. De leur côté, cent cinquante étudiants en droit et sciences économiques de l'université de Paris-Val-de-Marne (Paris XII) ont manifesté le même jour devant le rectorat de l'académie de Créteil pour obtenir des locaux et des enseignants supplémentaires.

● *Les parents d'élèves* de l'école maternelle Henri-Prou, aux Clayes-sous-Bois (Yvelines), qui « occupaient » les locaux de l'école depuis le 15 novembre, ont dû cesser leur action après l'intervention de la police, jeudi 20 novembre. Ils manifestaient ainsi leur soutien aux enseignantes menacées de sanction pour avoir refusé d'accueillir plus de trente-cinq élèves par classe (*le Monde* du 4 octobre).

M. JEAN FARGUE AU CABINET DE M. HABY

M. Jean Fargue a éé nommé conseiller technique au cabinet du ministre de l'éducation, chargé des affaires internationales et des relations avec les départements et territoires d'outre-mer. Il remplace M. André Gadaud, nouveau conseiller culturel à Washington.

[Né en décembre 1941, M. Fargue a été élève de l'Ecole des hautes études commerciales, puis de l'Ecole nationale d'administration. En 1968, à sa sortie de l'ENA, il a travaillé au ministère des affaires étrangères, à la direction de la coopération technique, puis à la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques. De 1972 à octobre 1975, il a été second, puis premier secrétaire de l'ambassade de France à Londres.]

● *Une rencontre* sur le thème « La guerre d'Algérie fait-elle partie de notre histoire » ? est organisée, samedi 29 et dimanche 30 novembre, à partir de 14 heures, par les enseignants, étudiants, chercheurs et historiens, qui animent une commission sur le même sujet au sein du « Forum-Histoire » (*le Monde* du 29 mai 1975).

★ 68, rue de Babylone, 75007 Paris.

Pour obtenir sa réintégration

M. JACQUES PAPINSKI FAIT LA GRÈVE DE LA FAIM

M. Jacques Papinski, instituteur Homécourt (Meurthe-et-Mole), a commencé le 19 novembre soir une grève de la faim pour enir sa réintégration au cole d'enseignement secondaire de ville. Cette affaire a commencé 1966, lorsqu'une inspection favorable a entraîné le retour M. Papinski dans l'enseignent primaire, alors qu'il était fesseur de collège. N'obtenant sa réintégration, M. Papinski publié en mai 1974 un pamphlet taquant les inspecteurs, ce qui a valu une interdiction d'enigner à vie. En décembre de la ême année, le conseil supérieur e l'éducation nationale a jugé u'il fallait lever cette interdicion, conformément à la loi d'amistie de juillet 1974, estimant qu'il n'avait pas commis de faute dans son enseignement. M. Papinski avait, en effet, été inspecté en anglais par un inspecteur ne connaissant pas cette langue.

Depuis quelques mois, on a proposé à M. Papinski des postes de maître auxiliaire à l'étranger ou au centre national de télé-enseignement. Il a refusé, demandant à être réintégré comme titulaire.

M. Papinski est soutenu par un comité groupant des parents d'élèves, des membres du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) et de l'Ecole émancipée qui, en outre, demande « *des garanties pour qu'une affaire Papinski ne puisse plus se reproduire et en particulier une révision de la procédure disciplinaire* ».

MÉDECINE

Au congrès de l'Association dentaire française

Dentifrices, sucres et migraines

A quoi sert le dentifrice ? Au milieu de nombreux autres séminaires et communications leur permettant de faire le point sur leurs techniques, c'est une question que se sont posée les chirurgiens-dentistes présents, jeudi 20 novembre, à une « table ronde » réunie au Centre international de Paris qui accueille jusqu'à la fin de la semaine près de cinq mille personnes dans le cadre du congrès annuel de l'Association dentaire française.

Le dentifirice *ne* sert à rien... si on *ne* se brosse pas les dents : cet aphorisme sera peut-être dépassé un *jour*, quand on aura, par exemple, mis au point des « bains de bouche » suffisamment efficaces. Pour le moment, *cependant, il* s'avère que seul un brossage régulier, de trois à cinq *minutes* trois fois par jour, per*met d'éliminer* la plaque dentaire : s'il paraît maintenant admis que certains dentifrices ont une action préventive et thérapeutique, elle ne peut s'exercer que grâce à ce brossage.

Une chose est de rendre la dent plus résistante à l'attaque de la plaque dentaire, une autre est d'empêcher la formation de celle-ci : certains dentifrices, à base notamment de chlorhexidrine, semblent avoir ce pouvoir, comme l'a démontré le docteur de Crousaz (Lausanne). Actuellement, ils ont cependant l'inconvénient non négligeable de... colorer les dents en noir, et ne sont donc pas commercialisés. On en est, aujourd'hui, à rechercher d'autres substances, exemptes de ce défaut.

Le conseil d'éviter le « bonbon du soir » aux enfants sera-t-il bientôt caduc ? Sans préjuger l'éventuelle justification psychologique de cette habitude, et d'un point de vue strictement *dentaire, on* peut aujourd'hui l'espérer : Mme le docteur Theilade, du Collège royal dentaire du Danemark, a présenté, ce vendredi, *les* derniers travaux concernant les substituts *du* sucre, notamment la saccharine et le sorbitol : selon elle, on arrive maintenant à fabriquer du chewing-gum, du chocolat et d'autres sucreries... sans sucre, ou du moins avec des sucres n'ayant pas la propriété de se transformer en acides sous l'action des bactéries.

Ces substituts coûtent cher mais leur prix pourra être certainement abaissé, estime le docteur Theilade, le jour où on les produira en grandes quantités. Une solution peut aussi être, comme on semble l'envisager au Danemark et en Suède, de taxer plus lourdement les sucres « dangereux ».

Plusieurs communications sont enfin consacrées aux « dysfonctions temporo-mandibulaires », autrement dit aux déséquilibres qui peuvent apparaître au niveau de la dentition ou des muscles de la mastication. Ces déséquilibres, entraînant des spasmes musculaires, peuvent provoquer des douleurs dans la mâchoire, le cou, voire les épaules : ignorant ce phénomène, qui peut être stoppé, provisoirement, par le port entre les dents d'une plaque en matière plastique et définitivement par l'orthopédie, le meulage des dents ou la mise en place de prothèses, l'individu atteint de migraines peut fort bien aller de généraliste en rhumatologue..., avant d'aboutir chez le neuro-psychiatre. Il semble, d'ailleurs, que ce phénomène s'observe le plus souvent chez des personnes prédisposées psychiquement, nerveuses ou bruxomanes (sujettes aux grincements de dents). S'il n'est pas médecin, le chirurgien-dentiste peut ainsi agir, indirectement, au-delà de sa « sphère privilégiée ».

XAVIER WEEGER.

SCIENCES

Après la mort de deux ouvriers grièvement brûlés par un jet de vapeur

LA CENTRALE OUEST-ALLEMANDE DE GRUNDEMMINGEN A ÉTÉ REMISE EN MARCHE

La centrale nucléaire de Grundemmingen, en République fédérale, d'Allemagne, a été remise en marche le 20 novembre au soir, après que deux ouvriers eurent été mortellement brûlés par un jet de vapeur au cours des travaux d'entretien.

Les résultats de l'enquête entreprise par les spécialistes de la commission allemande de sûreté nucléaire ont confirmé que les deux hommes sont décédés des suites de leurs brûlures au troisième degré et et que la faible radioactivité de la vapeur qui les atteignit n'est en rien responsable de leur décès. Tout au plus, les deux hommes ont-ils dû recevoir une irradiation de quelques dizaines de millirems (la dose mortelle est de 500 à 800 rems selon que l'irradiation est ou non localisée sur une partie du corps).

On sait maintenant que l'accident s'est produit alors que les deux hommes travaillaient sur un circuit d'épuration de la vapeur de la centrale, le réacteur à eau bouillante ayant été arrêté pour ce travail d'entretien pendant douze heures.

M. JEAN DORST EST ÉLU CANDIDAT AU POSTE DE DIRECTEUR DU MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE

L'assemblée des vingt-cinq professeurs du Muséum national d'histoire naturelle de Paris a élu, le jeudi 20 novembre (voir nos dernières éditions datées du 21 novembre), M. Jean Dorst, professeur au Muséum, titulaire de la chaire de zoologie (mammifères et oiseaux), comme candidat au poste de directeur de cette institution pour cinq ans. Il remplacerait M. Yves Le Grand, lui aussi professeur au Muséum, titulaire de la chaire de physique appliquée, dont le mandat arrive à expiration.

[M. Jean Dorst est né le 7 août 1924 à Mulhouse-Brunstatt (Haut-Rhin). Docteur ès sciences, M. Dorst a fait, à partir de 1947, toute sa carrière au Muséum. Il a étudié, notamment, les migrations des oiseaux et l'adaptation de ces animaux à l'altitude. Il a écrit divers ouvrages consacrés à l'écologie des oiseaux et des mammifères dans les régions tropicales. Son livre sur la sauvegarde de l'environnement, « Avant que nature meure » (publié en 1965), a eu une très large diffusion et a été traduit en six langues.

M. Dorst a été élu à l'Académie des sciences en 1973 et il est membre de nombreuses associations savantes françaises, étrangères ou internationales. Il est chevalier de la Légion d'honneur.]

ARMÉE

L'AFFAIRE DE BESANÇON

L'état-major dénonce la « manipulation d'appelés par une organisation extérieure aux armées »

Dans le dernier numéro de *Terre information* destiné aux cadres, l'état-major de l'armée de terre donne sa version de l'appel lancé en faveur d'un syndicat du contingent par des recrues du 19ᵉ régiment du génie de Besançon, en liaison avec l'union locale C.F.D.T. :

« L'examen des faits permet de ramener cette affaire à ses justes proportions. Dans la soirée du 4 novembre, une réunion s'est tenue au siège de l'union locale d'un syndicat. Une dizaine d'appelés du 19ᵉ régiment du génie assistaient, en civil, à cette séance, au cours de laquelle ils ont décidé de constituer, en liaison avec leurs hôtes, une « section syndicale du 19ᵉ R.G. ». Des tracts annonçant cette création ont été distribués dans la caserne de cette formation, le 5 novembre au matin. On apprenait par la suite que la photographie publiée dans certains journaux, montrant des soldats attablés et levant le poing, avait, en réalité, été prise huit jours plus tôt au siège de la même union locale (les soldats s'étant présentés en civil et ayant revêtu l'uniforme sur place). Il s'agissait donc d'un montage.

» Pour mesurer toute la portée de l'événement, il convient de préciser que la vie du régiment n'a aucunement été affectée par ces incidents, qui n'ont pas dépassé, au corps, le stade de la distribution de tracts. En revanche, la manipulation de quelques appelés par une organisation extérieure aux armées a été clairement mise en lumière.

» En définitive, la réflexion a succédé à la surprise. Tous les partis politiques représentés au Parlement, ainsi que toutes les centrales syndicales, ont condamné cette intrusion d'un organisme syndical local dans la vie de l'armée, y compris la centrale de ce dernier.

» L'opinion publique française a nettement affirmé, à cette occasion, son attachement au principe de neutralité politique et syndicale de son armée », conclut *Terre information.*

Sanctions disciplinaires et poursuites judiciair

Les sept appelés de Besançon, soupçonnés d'être les animateurs de la section syndicale au sein du 19ᵉ régiment de génie, ne seront pas jugés par un tribunal militaire. C'est du moins ce qu'a décidé le ministre de la défense qui a choisi, pour le moment, de laisser au chef de corps, dans les unités où l'agitation du contingent a repris, toute la responsabilité de son commandement et, en particulier, le soin de punir, par des sanctions disciplinaires, les appelés.

De toute évidence, M. Yvon Bourges n'entend pas rééditer ce qui avait été une erreur politique, aux yeux de nombreux cadres militaires, de son prédécesseur. Après le défilé dans les rues de Draguignan de cent à deux cents soldats du 19ᵉ régiment d'artillerie, en septembre 1974, le ministre de la défense, alors M. Jacques Soufflet, avait organisé, à Marseille, un procès des initiateurs du mouvement, qui, avec la présence à la barre de certains témoins, s'était transformé, en fin de compte, en un réquisitoire contre les méthodes de la justice militaire.

Nombreux avaient été, à l'époque, les cadres d'active qui avaient reproché au ministre de la défense d'avoir offert gratuitement une tribune politique aux partisans de l'antimilitarisme. Ils avaient alors considéré qu'une telle maladresse aurait pu être évitée si le ministre de la défense s'était contenté d'appliquer les sanctions disciplinaires autorisées par le règlement.

C'est aujourd'hui la tactique choisie par M. Bourges, du moins à l'encontre des appelés du contingent, accusés de vouloir relancer la contestation à l'intérieur des casernes. A Besançon, mais aussi à Dijon et à Cazaux (Gironde) où des tracts favorables à l'institution d'un syndicat de soldats ont été distribués, des sanctions disciplinaires seront donc prononcées par le commandement.

Pour autant, l'attitude actuelle du ministre de la défense ne préjuge pas les poursuites judiciaires qui pourraient être décidées si les enquêtes locales de l'autorité militaire venaient à mettre en évidence la responsabilité de certains civils, à l'extérieur des casernes. M. Bourges semble, en effet, convaincu que la contestation des soldats se nourrit de l'action extérieure de militants politiques ou syndicaux, surtout dans des villes de garnison de l'armée de terre. Cette affaire, dit-on au ministère de la défense, doit être prise très au sérieux.

En finir avec les comités de soldats

L'aide que reçoivent, ici et là, des appelés n'est pas suffisante pour justifier des procès qui auraient été, non sans raison, considérés comme autant d'accusations pour délit d'opinion à l'encontre de militants, simplement soucieux de sauvegarder, là où elle leur paraît menacée, la liberté d'association ou d'expression du citoyen sous l'uniforme. Il n'en demeure pas moins que le ministère de la défense n'entend pas se priver de la possibilité d'intente procès à des civils, dès qu'ils seraient coupable complices d'un appel, qu'il vienne, pour incit de militaires à désobéiss

En particulier, on estim ministère de la défense, le soutien, par des partis tiques ou des syndicats, revendication présentée des comités d'appelés e veur de la réunion d' généraux du soldat, du ou de l'aviateur, est pr ment une incitation à la obéissance. Avant l'affai Besançon, du reste, des tants syndicaux ont fait l' de poursuites pour ce motif, dans des garniso l'est de la France.

Mais l'autorité militair rait aujourd'hui vouloir plus loin. Au-delà de nonce de la création section syndicale dans un ment du génie où, pr ment, les relations ent cadres et leurs subord peuvent ressembler — pa tains aspects — aux rap entre le patronat et le sonnel d'une entrepris travaux publics, il y volonté du commande d'en finir avec les comit soldats dans les unités ont réussi à institue « contre-pouvoir » plu moins permanent et pu

Une répression sans discernemen

Le ministère de la dé entend, de toute évid jouer — pour les neutr — de la rivalité qui opp divise les organisations lutionnaires désireuses contrôler le mouvement appelés. Les liens que ce rement a parfois tissés les commissions de so portugais heurtent cer Français. De surcroît, partis classiques de l'op tion et les grandes cent ont marqué — avec plu moins de nuances — distances vis-à-vis d'un dicalisme propre au co gent.

A tort ou à raison, le mandement semble donc jourd'hui, vouloir tirer des circonstances pour ser » les comités de solda reprendre en main la tr en évitant, toutefois, de tr former en martyrs les app sanctionnés pour l'exem La marge de manœuvre l'autorité militaire est, en l currence, plus étroite qu' ne pourrait le croire.

Une répression sans dis nement n'aurait pas l' attendu. Après une accal elle ressoudrait entre eu comités de soldats et elle tribuerait à mobiliser, de veau, les partis et les s cats, dont les princi responsables ont, du averti le ministère de la fense qu'ils seraient solid des appelés durement Des avocats ont, d'ores et été désignés pour s'enq de la situation juridiqu soldats emprisonnés et garanties qui leur sont Le temps n'est plus où le mandement pouvait spé sur le silence dans les c nes et sur le désintérêt large partie de l'opinion vers la condition maté et morale du contingent

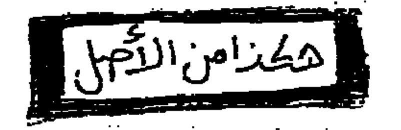
JACQUES ISNAR

● *Un message du secr national des commissions gaises « Soldats unis vainc* a été adressé aux quat assises des comités antir ristes qui se sont réuni 15 et 16 novembre à Pari comités antimilitaristes on conisé « *un syndical unita classe des soldats, autonom rapport à la hiérarchie et militariste* », et ils ont con « *toute perspective d'un sy à la hollandaise* ».

● *M. Yvon Bourges,* m de la défense, a déclaré, 18 novembre, à R.T.L. : « *sur le plan européen des m ments qui s'attaquent à l'arm tant qu'institution et qui, vers elle, s'attaquent à la s à la nation et même à la cratie.* »

RELIGION

● *L'ambassade de Roumo Paris* a confirmé, le 20 nove dans un communiqué, qu autorités françaises ont de restituer les locaux de l orthodoxe roumaine de P l'Etat roumain. Pour l'amba « *la restitution de l'église maine va lui permettre de d enfin un lieu d'exercice c du culte, à la disposition de les membres de la commu roumaine* ». L'ambassade de manie propose enfin que *synode orthodoxe russe frontières*, dont relèvent le Boldeanu et son associ *mette à leur disposition u ses locaux de culte qu'il d a Paris* ».



APRÈS CASSATION DE SA CONDAMNATION A LA RÉCLUSION A PERPÉTUITÉ

ierre Goldman sera rejugé par la cour d'assises de la Somme

La chambre criminelle de a Cour de cassation, présidée ar M. Raoul Combaldieu, a assé, jeudi 20 novembre, 'arrêt de la cour d'assises le Paris, qui, le 14 dé- embre 1974, sous la prési- lence de M. André Braun- chweig, avait condamné A. Pierre Goldman à la éclusion criminelle à per- étuité pour trois agressions main armée — qu'il avait econnues — et deux neurtres dans une phar- nacie parisienne du bou- evard Richard-Lenoir — u'il avait toujours niés. L'af- aire est renvoyée devant la our d'assises de la Somme.

a part de l'opportunité n'est nulle dans la décision de sation rendue jeudi. On ne nquera même pas, ici ou là, r s'en réjouir ou s'en scan- iser, de soutenir qu'elle est ement politique. Ce qui serait s trop dire. Mais il est vrai si que les mouvements d'opi- n qui sont nés autour de la sonnalité de Pierre Goldman pas toujours en sa faveur... — maient à cette audience un actère particulier. Même s'ils se prononcent théoriquement en droit, les magistrats de la mbre criminelle ne pouvaient orer que leur décision ne ait pas commentée que sous angle. Ils n'y ont vraisemblablement pas été insensibles — à un degré de conscience qui est l'affaire de chacun.

Certes, la défense avait, dès l'abord, sans feindre, indiqué que ce qui ressortissait aux faits ne pouvaient être totalement ignoré. Me Lyon-Caen avait rappelé que la condamnation avait été prononcée sans indices matériels, sur la foi *« de quelques témoignages, inconstants, imprécis ou contradictoires »*, que les poursuites avaient été engagées après la démarche d'un indicateur de police anonyme. *« C'est tout et c'est peu »*, avait conclu l'avocat.

Mais ces considérations d'opportunité, aussi fondées qu'on puisse les trouver, n'auraient pu suffire à emporter la décision si d'habiles argumentations juridiques n'avaient été développées par M. Jean Boucheron, avocat général, et Me Arnaud Lyon-Caen, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation.

Leurs démonstrations respectives font apparaître à peu près ceci : la Cour de cassation, en tout domaine, n'est censée se prononcer qu'en droit. C'est particulièrement vrai pour ce qui concerne les procès d'assises. Elle doit donc être en mesure de vérifier que toutes les formalités exigées ont été observées. Or, les arrêts de cour d'assises ne faisant état que de la décision finale, sans motivation, le procès-verbal est la seule pièce à laquelle peut se référer utilement la Cour de cassation.

Signé du président et du greffier, ce procès-verbal a la valeur d'un *acte authentique*. Il ne peut être réfuté que par la procédure de l'*inscription de faux*, entreprise ardue, dans laquelle la défense s'était — sans succès — engagée depuis l'arrêt de la cour d'assises de Paris.

L'acte authentique

De sorte que cet acte doit être irréprochable. Aucune des mentions qui caractérisent l'acte authentique ne doit faire défaut. Or tel n'était pas le cas. La date de rédaction ne figurait pas, interdisant d'autre part que puisse être vérifiée l'obligation — prévue à l'article 378 du code de procédure pénale — de rédiger *« dans le délai de trois jours au plus tard du prononcé de l'arrêt »*. Le procès-verbal n'était plus authentique par défaut de date. De plus, le respect du délai de trois jours, formalité *« substantielle »*, n'est pas vérifiable. D'autre part, comme l'a indiqué M. Boucheron, faisant état d'un arrêt de cassation du 9 janvier 1963, *« l'absence de tout procès-verbal rend impossible la vérification de l'accomplissement des formalités essentielles »*.

Il ne faut pas exagérer cependant la portée de cette décision. L'avenir dira si elle est *« de principe »*. Ce défaut de datation n'est pas, c'est le moins qu'on puisse dire, sans précédent. C'était le cas du procès-verbal rédigé après le procès de Clairvaux. Le pourvoi de Roger Bontems, notamment fondé sur ce défaut, n'en a pas moins été rejeté, et Roger Bontems guillotiné.

Quant aux avocats qui, dans l'avenir, voudraient se prévaloir de l'arrêt de jeudi, ils ne sauraient méconnaître la restriction qui y figure : le défaut de date entraîne censure à moins que, des éléments du procès-verbal et des autres pièces du dossier, on puisse déduire la date manquante...

PHILIPPE BOUCHER.

● MISE AU POINT. — Après la relation dans *« le Monde »* du 14 novembre d'un incident survenu à Ivry entre un jeune ouvrier tunisien Saïd Jertila — qui, pour ces faits, fut détenu plus d'un mois — et un automobiliste, ce dernier, M. Raymond Spessotto, a tenu à préciser qu'il n'avait pas failli renverser M. Jertila. *« Je le conteste*, écrit-il, *et la preuve n'en a pas été rapportée. »* D'autre part, M. Spessotto, qui dit avoir porté plainte dès le 15 octobre, lendemain des faits, affirme n'avoir proféré aucune injure raciste. *« Un rapport d'expertise*, ajoute M. Spessotto, *établit qu'il est matériellement impossible que la blessure ait été faite par le trousseau de clés de M. Jertila. »* Enfin, selon l'automobiliste, *« la police n'a nullement été prévenue par M. Jertila, mais par un tiers immédiatement après les faits »*.

Non-lieu après la plainte d'un clochard contre des policiers

La chambre d'accusation de Chambéry vient de confirmer le non-lieu rendu par un juge d'instruction d'Annecy après la plainte d'un clochard de cette ville, M. Louis Malosse, qui accusait les policiers locaux de l'avoir battu, volé, transporté et abandonné dans la montagne Semnoz, à quelques kilomètres d'Annecy (*le Monde* du 26 juillet 1973).

L'arrêt, qui rappelle que *« Louis Malosse, dit Loulou, est un de ces hommes infortunés ou déchus que l'on nomme clochards »*, estime bien fondée la décision du juge d'instruction qui se référait aux *« témoignages des policiers mis en cause »*, aux *« dénégations des commerçants qui auraient assisté à l'appréhension de Malosse »*, à *« l'état d'ivresse avéré de celui-ci »* le soir des faits, à *« la fragilité des dépositions »* de deux autres clochards et à l'impossibilité matérielle où se serait trouvé le fourgon de police de se rendre à la montagne Semnoz.

● *Mme Janine Dulac*, ancienne gérante du Fétich's Club, à Neuville-sur-Ain (Ain) — où la mort d'un malfaiteur, en décembre 1968, avait révélé une importante affaire de proxénétisme dans la région lyonnaise, — vient d'être arrêtée à Saint-Étienne et écrouée une nouvelle fois sous l'inculpation de proxénétisme hôtelier.

Avec deux complices, elle avait acheté à Clermont-Ferrand et à Saint-Étienne une dizaine d'appartements qu'elle avait loués à des prostituées. Mme Dulac avait été condamnée pour proxénétisme en décembre 1974 par la cour d'apel de Dijon à trois ans d'emprisonnement, dont vingt-neuf mois avec sursis.

« Dossier B... comme barbouzes »

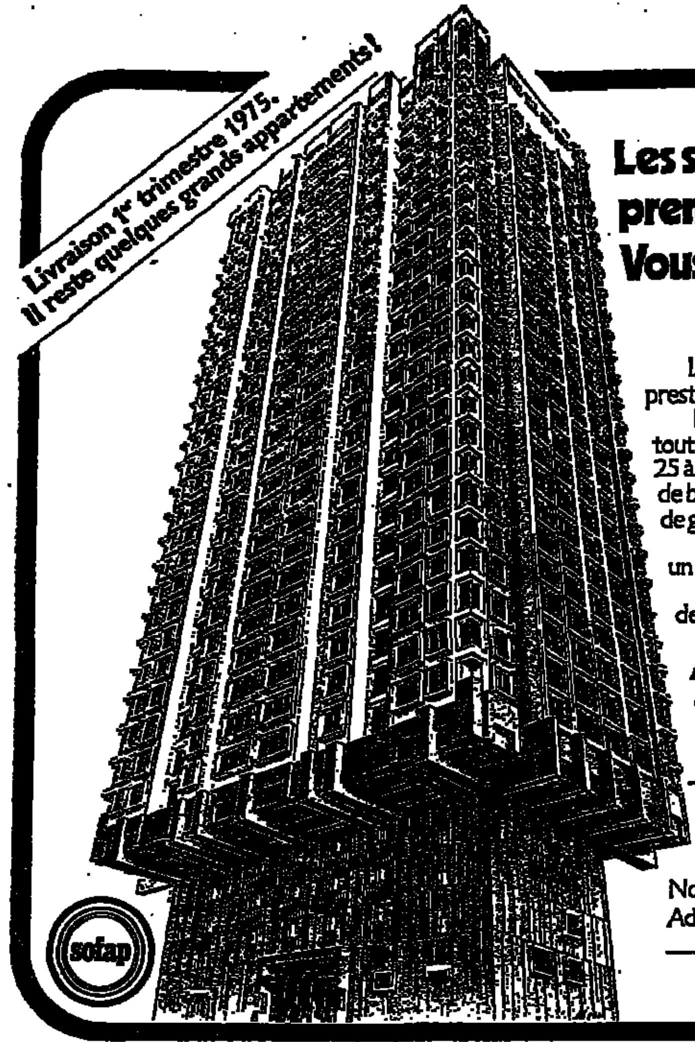
UNE TROISIÈME DEMANDE DE SAISIE EST REJETÉE

M. Jean-Michel Aubouin, premier vice-président du tribunal de Paris, n'a pas accédé à la requête de M. Jean Le Calvez, l'autonomiste breton, qui demandait la saisie du livre « Dossier B... comme barbouzes », dans lequel il est mis en cause. Le magistrat a cependant décidé la saisie — à titre conservatoire — d'un seul exemplaire du livre, afin que M. Le Calvez puisse disposer de ce document s'il désire engager une instance au fond.

Le magistrat n'a pas voulu ordonner la saisie complète : il estime, en effet, qu'une telle mesure n'est pas justifiée, car le litige soulève une contestation trop sérieuse pour qu'elle soit de la compétence du juge des référés. C'est la troisième demande de saisie de « Dossier B... comme barbouzes » qui est rejetée par le tribunal de Paris.









SPORTS

FOOTBALL

Le tirage au sort pour la Coupe du m[onde] semble favorable à la France

Le tirage au sort pour la Coupe du monde, qui a eu lieu le 20 novembre à Guatemala-City, a donné à la France les meilleures chances possibles de qualification pour le tournoi final, qui sera disputé du 1er au 25 juin 1978 en Argentine. Le hasard a ainsi voulu que, dans la phase éliminatoire, les adversaires de la France soient la Bulgarie et l'Irlande. A la suite de ce tirage au sort, les groupes éliminatoires pour l'Europe sont les suivants :

Groupe 1 : Pologne, Portugal, Danemark, Chypre.
Groupe 2 : Italie, Angleterre, Finlande, Luxembourg.
Groupe 3 : République démocratique allemande, Autriche, Turquie, Malte.
Groupe 4 : Pays-Bas, Belgique, Irlande du Nord, Islande.
Groupe 5 : Bulgarie, France, Irlande.
Groupe 6 : Suède, Suisse, Norvège.
Groupe 7 : Ecosse, Tchécoslovaquie, Pays de Galles.
Groupe 8 : Yougoslavie, Espagne, Roumanie.
Groupe 9 : Union soviétique, Hongrie, Grèce.

On remarque combien le tirage au sort semble avoir favorisé la France si l'on compare la composition de son groupe avec, ment, le groupe 2 (An[gleterre], Italie), le groupe 4 (P[ays-Bas], Belgique), ainsi que les gr[oupes] 8 et 9.

Huit équipes européen[nes] ront qualifiées pour le [tournoi] final, plus, éventuelleme[nt], neuvième, qui devra re[ncontrer] la troisième équipe su[d-améri]caine. C'est le vainqu[eur du] groupe 9 (U.R.S.S., [Hongrie,] Grèce) qui aura à su[bir] cette difficulté suppléme[ntaire].

Pour ce qui concerne [l'Améri]que du Sud, le tirage a ainsi composé les gr[oupes] :
Groupe 1 : Brésil, P[araguay,] Colombie.
Groupe 2 : Uruguay, [...] Venezuela.
Groupe 3 : Chili, Pérou[, Equa]teur.

Pour la phase finale [de la] Coupe du monde, qui [réunira] seize équipes, seront e[n outre] qualifiées trois équipes is[sues des] zones suivantes : 1) A[mérique] Centrale-Amérique du N[ord-Ca]raïbes ; 2) Asie-Océani[e ; 3)] Afrique. Enfin, deux équi[pes sont] retenues d'office. Il s'agi[t de la] République fédérale all[emande,] tenante du titre, et [de l'Ar]gentine, en sa qualité [de pays] organisateur.

TIR

A FONTAINEBLEAU

Une équipe chinoise qui prom[et]

Arrivée en France le 12 novembre (« le Monde » du 1er [...]bre), une équipe de tir de la République populaire de Chin[e vient] de rencontrer, durant trois jours, une équipe militaire fr[ançaise] au pas de tir de l'Ecole interarmée des sports de Fontai[nebleau] (EIS). Elle a légèrement dominé la compétition, dont les [perfor]mances ont atteint souvent des niveaux dignes d'un cham[pionnat] d'Europe. Il ne fait pas de doute que la Chine, qui vient d[e faire] acte de candidature à l'Union internationale de tir, fera [parler] d'elle en 1978, à Séoul, aux prochains championnats du mo[nde].

La délégation des tireurs chinois qui se produit en France depuis le 12 novembre n'est pas la première venue. Elle compte dans ses rangs quelques « vieux renards » tels les « pistoliers » Wei Hsing-hang, Lu Chung-chien, tels les « carabiniers » Ko Weilie ou Mu Lu-hui, déjà remarqués aux Jeux asiatiques ou aux championnats de tir d'Asie. Elle compte même une officieuse recordwoman du monde au pistolet « sport » à 25 mètres, Mlle Tung Hsiang-yi, « dans le civil » ingénieur cartographe. Mais ce qui a le plus frappé tout observateur présent aux concours qui ont opposé armée française et armée chinoise, ce sont les tireurs de deuxième génération, tous très jeunes et sans expéreince internationale. Chahuteurs dans les coulisses, le badge frappé de l'étoile rouge et surchargé 1er août *, au vent, mais d'une remarquable concentration au poste de tir, ils ont talonné les meilleurs sans émotion. Il est vrai qu'il s'agissait, à Fontainebleau, d'une rencontre amicale, mais il n'en est pas moins surprenant de voir des tireurs entre deux concours « faire quelques balles de ping-pong » dans une salle annexe et se présenter ensuite de marbre devant les cibles.

Sur le plan technique — et dans ce genre de discipline plus que dans tout autre sport la technique commande les résultats, — les Chinois se sont révélés très bons dans les tirs à la carabine en position debout et en position à genou, très bons au pistolet gros calibre et à la vitesse olympique. Ils accusent du retard au tir au pistolet « libre » et au fusil ou à la carabine en [position] couchée. Néanmoins, da[ns ces] dernières disciplines, deux [tireurs] de Chine ont été battus [(cara]bine libre soixante balles, 595 points, et carabine 3 × 40, 1 153 points), et l[a délé]gation a demandé leurs [...]gations.

Autant qu'on le sache, la [majo]rité des tireurs chinois appartiennent à l'armée, [et à ce] titre disposent de stands d'[entraî]nement nombreux. Toutefoi[s, l'in]térêt porté par les chefs d[e délé]gations et les entraîneur[s aux] installations de tir laissent [sup]poser que les « pas » do[nt ils] disposent en Chine n'atte[ignent] pas encore la qualité de ce[ux que] la France possède, et don[t sont] loin de la perfection des « [...] que l'on peut connaître d[ans un] championnat du monde [(...] teurs électroniques, comma[nde de] tir à distance, affichage a[utoma]tique des résultats).

Pour ce qui concerne le[s] armes à canon lisse, qui [on le] sait, fait partie égaleme[nt des] concours aux Jeux olympi[ques, il] ne semble pas qu'à l'heure [actuelle] il existe d'équipe constit[uée en] Chine. Mais là aussi il fau[t un] jour s'attendre à des su[rprises.] Il faut se souvenir des Sov[iétiques] ou des Polonais, qui sont [passés] aux armes lisses bien apr[ès avoir] prouvé leur compétence au[x armes] rayées.

L'équipe chinoise, qui a [...] sa tournée française le 24 [novem]bre, doit rencontrer les [tireurs] d'élite de la police.

CLAUDE LAMC[...]

★ 1er août 1927, date de la [...]tion de l'armée populaire.

POLICE

SUCCÈS DU SYNDICAT AUTONOME AUX ÉLECTIONS DES COMMISSIONS PARITAIRES DU PERSONNEL EN CIVIL.

Les élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires du corps des inspecteurs de police ont été marquées par le net succès du Syndicat national autonome des policiers en civil, qui obtient 75,5 % des 9 866 suffrages exprimés. Au précédent scrutin, le S.N.A.P.C. avait enregistré 78,6 % des voix. Le syndicat n'en conserve pas moins sept des huit sièges du personnel dans les C.A.P.

Le huitième siège échoit à Force ouvrière, qui a obtenu 1 049 voix. D'autre part, la coalition C.G.T.-C.F.D.T. progresse de près de 20 %, et elle obtient 808 voix ; 527 suffrages se sont portés sur la liste de la C.F.T.C. Le collège électoral compte 12 958 inscrits.

● *La Fédération C.F.D.T. de la police nationale* s'élève, dans un communiqué, contre le projet gouvernemental de créer une école des cadets de la police nationale. Elle refuse « *l'énorme investissement financier qui se rattache à cette création* » et dénonce « *le très grand danger qu'elle représente pour l'édification d'une police réellement démocratique comme pour la protection des libertés collectives et individuelles* ».

FAITS DIVERS

AGRESSIONS CONTRE DES TRAVAIL[LEURS] NORD-AFRICAINS A [NICE]

(De notre correspond[ant])

Nice. — Plusieurs agr[essions] contre des travailleurs im[migrés] ont été commises ces d[erniers] jours dans le quartier Sai[nt-Au]gustin à Nice. Les victim[es,] ressortissants nord-africa[ins, ont] affirmé que plusieurs jeun[es gens] armés de chaînes de v[élo] avaient attaqué sans raiso[n. Les] assaillants portaient to[us des] blousons de couleur som[bre et] étaient encadrés par deux [...] ont déclaré les Nord-Africa[ins,] policiers.

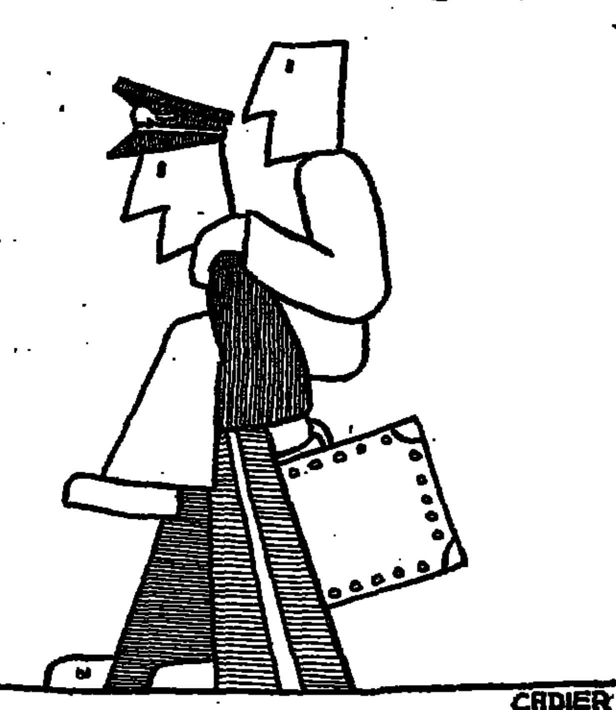
● *Au cours d'une fu[...]* deux repris de justice o[nt été] tués par des inconnus, le [...] vembre à Antibes (Alpes[-Mari]times). Il s'agit de MM. Lé[...]ratias, quarante-trois [ans, et] Louis Andrucci, trente-deu[x ans.] Un de leur compagnons, M. [...] Coppalani, a été grièvement [blessé.] Tous trois étaient bien conn[us des] services de police et sem[blaient] appartenir au « milieu » ly[onnais.] Ils ont été surpris par leurs [agres]seurs, alors qu'ils se trouva[ient à] bord d'une voiture. Une tre[ntaine] d'impacts de balles de p[istolet-] mitralleur ont été relevés [sur la] carrosserie.

[...] LA PARO[...]



Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

DANS L'AVION DES ANNÉES 80



PESSIMISME : le temps du monde fini. Le voyageur aérien qui chevauche à son gré les méridiens et les parallèles les voit loin derrière lui. Optimisme : le temps du monde infini — où tout reste à découvrir après que l'on aura tout vu — commence à peine. L'avion permet de vérifier la réflexion de Valéry... et son contraire : il fait éclater les ressemblances ou met en lumière les différences. L'Inde à quelques heures d'avion de Paris, ce peut n'être qu'un aéroport et un hôtel, ou un continent et une civilisation.

L'avion en lui-même ce n'est plus une découverte. Il y a moins de vingt ans encore, le petit nombre de ceux qui l'empruntaient pouvaient avoir le sentiment de tenter une aventure privilégiée et risquée. *« Les aéroports sont les temples du ciel »... ... l'hôtesse, quand elle vient me chercher, m'apparaît encore comme une ennemie. Pour moi, ce jeune corps en uniforme est la figure moderne de la mort. »* Un grand voyageur écrivait cela... en 1960. Il n'oserait plus le dire. C'est vrai qu'en moins de deux décennies le transport aérien qui était un luxe est devenu un droit et déjà un besoin. Les chiffres le prouvent : l'opinion l'exige. Est-ce si vrai ? Aux Etats-Unis même, le nombre de ceux qui une fois dans leur vie sont montés en avion ne dépasse guère les 5 %. Il est encore plus faible en Europe. Proportion surprenante, parce qu'on en parle peu, parce qu'on a du mal à l'accepter. La place qu'occupe l'aviation dans les préoccupations des responsables économiques ou politiques, dans les budgets de publicité, les sujets de films ou de romans ne correspond pas à celle qu'un comptable rigoureux lui attribuerait. C'est qu'il s'agit encore, d'une certaine façon, d'un moyen de transport d'avant-garde et de prestige. Pour ses utilisateurs comme pour ses responsables. Et ceux-ci ont trouvé dans l'euphorie industrielle des années 60 le climat idéal qui leur permettait de pousser sans retenue leurs courbes de croissance.

Premier signe des temps : le colloque international qu'organise ces jours-ci à Paris l'Institut de transport aérien (ITA) a volontairement limité ses ambitions. Le thème choisi : *« La clientèle du transport aérien en 1980 »*, invite à réfléchir non plus sur après-demain comme on l'aurait sans doute fait hier, mais sur demain, c'est-à-dire aujourd'hui. Plus d'embardée sur l'avenir.

La crise est passée par là, et le voyageur aérien de 1980, touriste ou homme d'affaires, en subira les effets. Le président de l'Association du transport aérien international (IATA) écrit : *« Le transport aérien se situera dans un nouveau contexte, caractérisé par un pouvoir d'achat réduit des consommateurs dans la plupart de nos principaux marchés, des carburants toujours plus chers, un alourdissement des salaires et autres dépenses d'exploitation, une augmentation du coût des installations terminales. »* Beaucoup de nuages. Un seul exemple pour montrer qu'ils sont bien réels : en un an, les dépenses de carburant d'Air France ont plus que triplé.

Ce temps de la croissance douce se traduira-t-il paradoxalement par une augmentation des tarifs ? Depuis dix ans au moins, par rapport au coût général de la vie et à ses principaux concurrents, l'avion est devenu de moins en moins cher. Il n'est pas sûr que les compagnies puissent continuer à jouer cette carte, même si elles améliorent la « prospection » de leur clientèle, créant une troisième classe plus économique, prenant en considération les besoins — et les moyens — propres des jeunes ou des vieux, des touristes à petit budget ou des voyageurs aventureux. Une préoccupation, en tout cas, paraît communément partagée par les responsables du transport aérien : il faut faire la chasse aux innovations techniques de pur prestige (en dehors de Concorde, exception de taille, pas de nouveaux appareils sur les lignes dans les cinq ans à venir), aux double emplois (la distinction entre charters et vols réguliers tend à s'estomper, les escales de pur prestige sont de plus en plus mal acceptées), aux sophistications inutiles (les services en vol ne seront pas sensiblement améliorés, « se détérioreront » même parfois).

En altitude aussi on s'achemine vers le self-service. Ce qui implique qu'on invente une autre façon de satisfaire un voyageur plus critique et plus exigeant parce que plus habitué et moins facilement « bluffé » par l'habillage des services qu'on lui propose. Le sourire de l'hôtesse toujours agréable n'est plus indispensable. Il coûte de plus en plus cher. Il ne peut en tout cas faire oublier une mauvaise organisation des « prestations » en vol, mais aussi au sol. Un responsable de la Lufthansa esquisse ainsi le portrait idéal du voyageur aérien adulte de 1980. *« Il choisira lui-même et de plus en plus le genre de service qu'il désire dans la gamme des produits qu'on lui offrira et déclenchera lui-même les procédures à sa disposition qui seront alors devenues simples et sûres. Il est très vraisemblable que vers 1980 un certain nombre de compagnies exploiteront entre les villes importantes de nombreux services « shuttle » : les avions partent à intervalles réguliers tout au long de la journée à la manière des trains de banlieue. »*

Le directeur général de l'IATA vante pour les voyages plus lointains les mérites de la carte-passeport lisible par l'homme et la machine électronique qui ouvre et ferme automatiquement la porte de tel ou tel pays permettant de supprimer les cartes d'embarquement ou de débarquement, les déclarations de devises ou les fiches d'hôtel...

Le voyageur de 1980 acceptera moins encore que celui de 1975 de passer plus de temps à récupérer ses bagages, faire la queue devant la douane, atteindre l'aéroport... qu'il n'en a mis à parcourir plusieurs centaines de kilomètres. Il désirera pouvoir réserver facilement et rapidement sa place et accessoirement comprendre le billet qu'on lui vend. Il ne voudra plus risquer de coucher à la belle étoile à son arrivée dans un pays étranger.

C'est sans doute cela la vraie mutation dont les participants du congrès de l'ITA n'ont eu aucun mal à dessiner les grandes lignes puisqu'elle est déjà inscrite dans les fiches de réclamation de leurs clients. L'aviation commerciale ne peut plus vivre de son seul prestige et miser sur la seule vitesse. Si elle veut attirer un peu plus que quelques pour cents de ceux qui ont envie de voyager, elle doit s'intégrer à l'ensemble du système des transports et des loisirs, devenir en somme un transport commun. Les liaisons entre les différents réseaux aériens (court, moyen, long-courriers) sont trop souvent hasardeuses ou difficiles. Entre le centre de la ville et le centre de l'aéroport — une seule grande plate-forme est-elle préférable à plusieurs petites spécialisées dans tel ou tel trafic, telle ou telle destination ? — tous souhaitent aujourd'hui que soient établies des relations sans rupture de charge : le voyageur idéal des années 80 va directement par le métro de son domicile à la passerelle. Même si les compagnies ont sans doute intérêt à ne faire que le métier qu'elles savent faire, elles ne peuvent ignorer que leurs passagers attendent d'elles qu'elles leur garantissent une voiture, un guide, une secrétaire et, surtout, un lit au bout de la piste.

Les transporteurs aériens seront de plus en plus conduits à prendre en compte ces exigences. Leur propre intérêt le leur commande mais aussi la pression directe des usagers qui, fait nouveau, commencent à s'organiser en associations de consommateurs. Le directeur de l'ITA cite le cas d'une association américaine et d'une association anglaise. Leurs résultats sont encore mineurs. Elles illustrent bien les préoccupations du voyageur de 1980 qui souhaite que l'avion devienne un véhicule plus accessible. L'aventure, la découverte, si on le désire, le transporteur aérien ne peut plus la garantir à lui seul, il ne peut que la faciliter. C'est déjà beaucoup.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

LES VALISES DE RAMBOUILLET

LES six pays les plus riches du monde n'étaient pas à Rambouillet pour parler de tourisme. Leurs préoccupations et les conclusions qu'ils ont tirées de leurs entretiens ne peuvent pas ne pas intéresser tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir du tourisme international.

C'est de ces six pays-là que partent les touristes les plus nombreux et les plus argentés : 7 milliards de dollars dépensés en tourisme par les Allemands, en 1974 ; 6 milliards par les habitants des Etats-Unis ; 2,3 milliards par les Français : 1,6 milliard par les Britanniques ; 1,3 milliard par les Japonais ; 1,2 milliard par les Italiens.

De vrais seigneurs comparés, par exemple, aux Grecs (80 millions), aux Turcs (150 millions), ou aux Espagnols (325 millions). Il y a décidément dans le monde deux classes de pays : ceux qui voyagent et dépensent, et ceux attendent chez eux la manne touristique. Il y a, dans ce domaine aussi, quelque chose à tenter pour modifier le partage de la richesse dans le monde. A. nom de la justice, sans doute, mais aussi dans un souci d'aménager l'avenir économique de la planète.

Seul résultat tangible de Rambouillet : la volonté affirmée de mettre un peu plus d'ordre dans le système monétaire international. Là encore, cette réponse ne peut pas ne pas avoir d'écho dans le monde du voyage.

Les variations de parité du dollar — l'unité de compte touristique — et l'accélération de l'inflation ont, en effet, profondément bouleversé, au cours des dernières années, les marchés touristiques. En Allemagne, par exemple, les dépenses à l'étranger évaluées en dollars ont augmenté, entre 1971 et 1973, de 85 % alors qu'exprimées en marks elles ne se sont accrues que de 41 %. L'inflation a, d'autre part, accentué l'écart entre le volume réel des services acquis à l'étranger par les touristes et leur contre-valeur monétaire. Ce qui signifie que la consommation touristique des Occidentaux à l'étranger a diminué de façon importante.

Les touristes sont aussi des agents économiques.

Usagers

LE DROIT A LA PAROLE

LES usagers du tourisme ont la parole. Ceux qu'a choisis M. Henri de Gastines, député U.D.R. de la Mayenne, pour former son comité, ont donné leur avis, et ce avec une liberté, une fermeté et un sens pratique qui peuvent surprendre. Le rapport vient d'être présenté au ministère de la qualité de la vie. Vingt-huit recommandations portant sur la préservation des sites et l'aide aux catégories sociales les plus désavantagées, forment l'essentiel de cette « consultation » d'usagers.

« Parmi les défavorisés, il y a ceux qui partent en congé avec un faible pouvoir d'achat et les millions qui ne partent jamais », constatent les usagers. Pour ces « défavorisés », ils imaginent un système d'épargne-vacances plus efficace que les initiatives en cours, qui n'empêchent pas certaines injustices. Le comité propose aussi de mieux faire connaître aux personnes âgées et aux handicapés les possibilités qui s'offrent à eux. Quant à ceux pour qui les vacances représentent un gros effort financier, le rapport démontre qu'il conviendrait d'améliorer l'information et la coordination des activités de vacances et de loisirs organisées par les comités d'entreprises ; un contrôle plus strict des prix résultant d'accord, entre les administrations et les organisations professionnelles est également souhaité.

Les vingt-huit recommandations des usagers sont en même temps l'occasion d'un réquisitoire contre le gaspillage et contre quelques mauvaises habitudes de la société. Aussi, les membres du comité conseillent-ils d'élaborer une charte des meublés saisonniers afin d'éviter les excès des loueurs, d'utiliser les locaux d'internat des établissements scolaires, qu'il est *« choquant de voir désertés pendant la période des vacances alors que des organismes para-publics construisent à proximité des maisons de vacances »* ; de ramener le prix des boissons non alcoolisées à celui du vin (il n'y a aucune raison, remarque le comité, que du jus de raisin soit plus cher que du vin) ; d'utiliser les possibilités d'occupation des villages abandonnés ; de rendre obligatoire dans les cafés, les hôtels et les restaurants les prix nets et de supprimer les pourboires.

Pour protéger la nature, les membres du comité recommandent d'interdire la construction d'immeubles en bordure du littoral, d'empêcher le stationnement des voitures sur les plages, d'organiser chaque année une ou plusieurs semaines de « propreté », d'éliminer enfin systématiquement les épaves des véhicules automobiles.

Montagne

POUR UN PETIT BUDGET

LE mois prochain, une nouvelle station, Les Karellis, qui tire son nom de celui d'une plante du cru, ouvrira ses pentes entre 1 650 et 2 400 mètres d'altitude, sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne, dans le massif de la Maurienne. La première tranche ainsi mise en service intéressera quelque 900 lits, le projet définitif, qui devrait être achevé d'ici trois ans, en totalisant 2 310, dont 1 300 en villages de vacances, 750 en gîtes, 100 en hôtels et 160 en chalets.

Cette ouverture fera date. Non que l'architecture de l'ensemble soit « révolutionnaire » ni que le site soit vraiment plus remarquable qu'un autre. Mais bien parce que le maître de l'ouvrage est Renouveau, une association sans but lucratif : c'est dire le caractère particulier d'une réalisation qui est la toute première à pouvoir être considérée comme une véritable expérience pilote de tourisme social à la neige.

Pour bâtir Les Karellis, Renouveau a bénéficié de l'appui de l'ex-commissariat général au tourisme, des services départementaux de la Savoie et de la caisse d'allocations familiales de Chambéry, les financements proprement dits étant assurés par la Rénovation rurale, le Crédit agricole, la C.N.A.F., l'ancien commissariat général au tourisme et plusieurs comités d'entreprise. Pour cette première partie de l'opération, à la veille de devenir réalité, les Amis du plein air, Accueil Loisirs Picardie et Horizons nouveaux se sont joints à Renouveau.

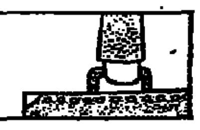
En dépit des quelques efforts entrepris ces dernières années en faveur d'une « ouverture » des vacances de neige à des budgets modestes, voire très modestes, les petits salariés comme les chefs de familles nombreuses ne pouvaient, à de très rares exceptions près (comme au V.V.T. des Ménuires, par exemple) songer à goûter aux bienfaits des sports d'hiver.

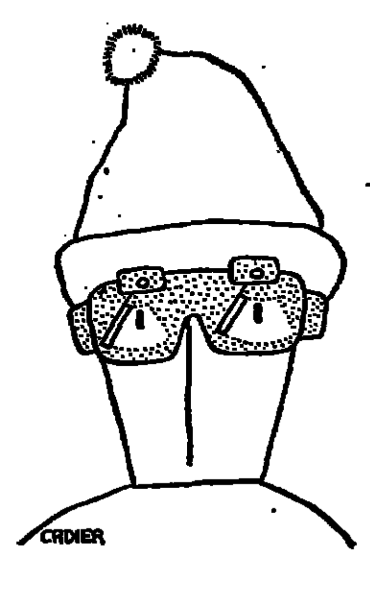
En acceptant d'endosser la triple responsabilité de concevoir, de réaliser, puis de gérer une station neuve, l'équipe que forment Renouveau et la collectivité locale ont trouvé la solution qui devrait permettre à toute une catégorie d'individus d'accéder à ce qui reste, partout ailleurs, un plaisir réservé aux nantis. Renouveau bâtit et gère, la commune exploite le domaine skiable, réservant, c'est bien normal, la priorité à ses ressortissants dans le domaine de l'emploi.

A noter enfin, le coût approximatif des investissements totaux, qui s'élèveront à 80 millions de francs (soit environ 30 000 F par lit) ; et le fait que plus de 90 % des lits seront banalisés, ce, pour permettre d'assurer aux Karellis un remplissage affleurant les 100 % durant l'hiver, la fréquentation pendant l'été devant pour sa part tourner autour d'une soixantaine de jours.

Une expérience à suivre. De très près, tout laissant supposer qu'elle suscitera l'émulation et sera suivie de démarches identiques.

Tourisme





PISTES

Interdit aux grands

Une station — deux hectares entièrement clos — au cœur de la station, d'où les adultes seront bannis, seuls les trois à quatorze ans y étant admis : le village des enfants d'Avoriaz, qui ouvrira pour Noël, n'est en rien une simple garderie. Les deux championnes qui l'ont « inventé », Annie Famose et Isabelle Mir, ont voulu, en le concevant, qu'il soit plutôt une école — de ski — où l'on apprend en s'amusant.

Donald, Mickey, les sept nains de « Blanche-Neige » et bien d'autres copains nés chez Walt Disney seront au rendez-vous des pistes, et le grand méchand loup mettra sa bosse sous la neige pour en faire un obstacle à sauter...

Tous les jours, jeux et concours, leçons sur des pistes desservies par trois remontées mécaniques réservées aux habitants de ce village diurne où aucun hébergement n'est prévu pour l'instant, mais où l'on pourra cependant déjeuner et goûter. Pour les plus grands, balades, excursions, pique-niques, etc.

★ **Avoriaz. A Paris : 105, boulevard Haussmann, tél. 265-19-64. Sur place, 74110-Morzine, tél. (50) 74-02-11.**

(Les journées commencent à 9 h. et s'achèvent à 18 h. La journée sans repas : 35 F, avec déjeuner et goûter : 50 F, etc.).

Le troisième âge aussi

En 1972 déjà, l'O.C.C.A.J. osait organiser le premier stage de ski de fond réservé aux personnes du troisième âge. On put y voir une dame de soixante-dix-sept ans découvrir les joies de la randonnée à ski, et bien des plus-très-jeunes partir, bonnet en tête, au hasard — surveillé par des moniteurs — des vallées pour en revenir, heureux et en bonne forme...

Du 7 au 18 janvier, au Pelvoux (Hautes-Alpes), à l'altitude raisonnable de 1 260 mètres, les aînés pourront, si le cœur leur en dit, tracer à leur tour deux sillons bien parallèles dans la neige vierge. Et encore du 6 au 15 avril, à Autrans (Isère) cette fois.

Au programme, séances de dérouillage-gymnastique, initiation théorique (ou perfectionnement pour les plus calés), puis randonnées à skis, bien sûr, mais aussi pédestres pour les non-convaincus. Le soir, des films, des conférences, des spectacles. Et de la bonne humeur.

★ **Occaj : 20, boulevard Poissonnière, 75009-Paris, tél. 770-23-69.**

(Au même catalogue, stages de ski de fond pour enfants, adultes et familles, raid à ski au Canada, traversée de la Laponie, etc.).

Juste le temps d'un week-end

Tout le monde n'a pas une semaine à consacrer, l'hiver venu, aux pentes neigeuses. Les chalets internationaux de haute montagne y ont pensé et ils proposent des week-ends dans le Jura, le Vercors, le massif du Mont-Blanc, le Valais, la Vanoise, etc.

Transport effectué en car-couchettes, au départ de Paris le vendredi soir vers 21 h. 30, et, avec l'aube, la neige au bout de la route... Retour dans la nuit du dimanche au lundi.

★ **Chalets internationaux de haute-montagne : 212, boulevard Saint-Germain, 75007-Paris, tél. 222-55-16.**

(Le prix moyen d'un week-end, comprenant transport, inscriptions, petit déjeuner du samedi, hébergement mais non les autres repas, est de l'ordre de 155 F. Au même catalogue, des week-ends de ski de fond.)

LE BLAN

Les Vosges à la randonné

DANS le massif vosgien, les cinq dernières saisons de sports d'hiver n'ont pas été très bonnes, en raison du faible enneigement. « *On espère que le cycle est terminé*, déclare M. Michel Bedel, directeur du syndicat d'initiative de Gérardmer, *et qu'on va repartir d'un bon pied...* »

Seuls les exploitants de remontées mécaniques installées au-dessus de 1 000 mètres — une vingtaine sur cent cinquante — ont fait de bonnes affaires. A une plus faible altitude, les résultats ont été relativement médiocres, et, s'il n'y a pas eu de faillites, le remboursement des annuités s'opère toutefois difficilement. Conséquence de cette période de vaches maigres, les investissements dans de nouvelles installations ont été très discrets cette année.

Il est vrai que le bond en avant avait été spectaculaire : de deux remonte-pentes existant en 1960, on était passé à cent quarante l'an dernier, alors que le seuil, selon les spécialistes, ne devrait pas dépasser les deux cents dans l'avenir, vu la saturation du massif à cheval sur les Vosges, le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort. « *Nous pansons nos plaies* », indique M. Jean-Marie Rémy, président des exploitants des remontées mécaniques du massif vosgien.

Prix modiques...

A ce jour, la neige n'a pas encore fait son apparition sur les cimes arrondies des Vosges, contrairement à l'hiver dernier, où la saison avait démarré début octobre... pour ne reprendre qu'à Pâques. Cependant, pour les fêtes de fin d'année, les réservations vont bon train, et l'on affiche déjà pratiquement complet partout — sauf pour les appartements de capacité réduite, — et les vacances de février s'annoncent bien. D'une manière chronique, et même s'il y a quelques progrès d'une saison sur l'autre, les Vosges accusent un nombre insuffisant de chambres durant la période de pointe des vacances scolaires.

Les prix ont subi une hausse de l'ordre de 10 % ; les remontées mécaniques ont augmenté après une pause de deux ans et le forfait journalier se situera cet hiver dans une fourchette comprise entre 18 et 25 F.

Dans les hôtels classés une étoile de La Bresse, la pension complète varie de 60 à 65 F, et de 70 à 75 F pour les deux étoiles. A Gérardmer, il faut compter de 65 à 80 F pour un établissement une ou deux étoiles, et environ 100 F ceux des catégories supérieures.

La location d'un chalet pouvant abriter huit personnes, dans le secteur géromois, revient, tout compris, pour la période de Noël, entre 1 500 et 2 000 F. Un meublé à La Bresse (trois/quatre personnes) pour la même période est loué entre 700 et 800 F. « *Les prix demeurent modiques*, commente M. Rémy, *et restent très compétitifs.* »

...et clientèle familiale

A l'instar de bien d'autres régions, les Vosges jouent à fond la carte du ski de randonnée. Un plan portant sur 600 kilomètres de pistes balisées est prévu sur trois années, grâce aux crédits alloués par le conseil communal de Lorraine.

Il comprendra une épine dorsale longue de 150 kilomètres allant de Gérardmer à Saint-Maurice-sur-Moselle en passant par La Bresse, Ventron et Cornimont, d'où partiront, comme les feuilles d'un trèfle, les pistes secondaires. Le premier tronçon de 60 kilomètres est en cours d'installation et sera très probablement ouvert aux randonneurs dès cette année.

« *Le rush sur le ski de fond est un bien*, affirme M. Jean-Marie Rémy, *car il permet un partage des skieurs entre les pistes et la randonnée, évitant ainsi* [...]*ration des téleskis.* »

Pour la cinquième anné[e] [...]cutive, Gérardmer sera [...] à partir du 19 décembre [...]qu'à la fin février par le[s] [...] neige du week-end. En [...] Paris-Est le vendredi à [...] le skieur atteindra « la p[...] Vosges » à 23 heures, [...] petit voyage en car depui[s] [...] Dié. Pour le retour, d[...] 17 h. 50 et arrivée à 23 h. [...] la capitale. Cette form[ule] [...] donne pas encore des [...] réellement satisfaisants m[...] y a progrès de fréquenta[tion] [...] Gérardmer, on se plaint [...] employés S.N.C.F. de P[...] feignent de l'ignorer.

A noter, parmi les nou[...] le rapprochement de Gér[...] ville des champs de n[...] Mauselaine, grâce à une [...] route de 1.700 kilomètre q[...] les nombreux lacets de [...] tracé.

Quant à la clientèle des [...] elle reste familiale, et comp[...] majorité de Parisiens et [...] distes. Depuis deux ans, t[...] on note un gros apport de [...] de Luxembourgeois et de [...] dais. Le nombre de skieu[rs] [...] mands augmente moins [...] ment.

Comme chaque hiver, le [...] vosgien espère maintenant [...] neige sera au rendez-vou[s] [...] elle, comme cela s'est passé [...] 1970, pas de « saison » di[gne de] ce nom...

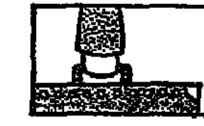
CLAUDE L[...]

Par-delà les frontières

Plusieurs pays d'Europe accueillent chaque hiver dans leurs stations des skieurs français. On trouvera auprès de leurs offices de tourisme, dont la liste figure ci-après, [la] documentation souhaitabl[e] [...] à leurs équipements [...] ainsi que les tarifs qui y [sont] pratiqués cet hiver.

Allemagne fédérale : 4, place de l'Opéra (2e), tél. 073-08-08 et
Autriche : 12, rue Auber (9e), tél. 073-93-82.
Espagne : 43 ter, avenue Pierre-1er-de-Serbie (8e), tél. 225-14-61
Finlande : 13, rue Auber (9e), tél. 073-96-27.
Norvège : 10, rue Auber (9e), tél. 073-24-30.
Suède : 17, rue Barbet-de-Jouy (7e), tél. 555-92-15.
Suisse : 11 bis, rue Scribe (9e), tél. 073-63-30.

هكذا من الأصل



LE BL... EST MIS ...andon...

Tourisme

Les Pyrénées ne forcent pas la note

C'EST dimanche prochain qu'on envisage, dans un grand nombre de stations Pyrénées centrales, de frapper les trois coups annonçant l'ouverture de la saison de ski. ...n dernier, des chutes de neige ...portantes avaient permis à certaines d'entre elles d'ouvrir dès début novembre, mais cette ...cocés et exceptionnellement ...ge ayant vite fondu, il fallu ...hanter et attendre ensuite le lendemain de Noël pour retrouver ...in une sous-couche suffisante.

...ette année, comme disent les ...ux bergers, la saison *« se fait ...malement »*. Une chute de ...ge particulièrement bienvenue, ...rtant, s'est produite au début la semaine. Elle a été à peu ...s partout d'un mètre en ...yenne et un grand branle-bas ...combat a été aussitôt sonné dans stations pour une ouverture se ...ant soit le dimanche 23 novembre, soit le dimanche suivant. Ces ...utes de neige providentielles ...; aussi favorisé la dernière ...gue des réservations en hôtels et meublés pour Noël.

...A La Mongie-Tourmalet et à ...int-Lary, le prix d'un studio ...r les quinze jours des vacances fin d'année sera de 1 600 ...ncs environ, avec un supplément de 300 à 400 francs par pièce ...pplémentaire. Les réservations ...t même déjà plus que suffi...tes dans toutes les stations ...r la période des vacances de ...rdi-gras (février) s'échelonnant ...zones. Comme en 1975, cette ...iode sera, cette année encore, ...s recherchée que celle de Noël. ... on est assuré d'y trouver ...e abondante et soleil, alors ...l peut planer certaines incerti...s sur le soleil à l'époque des ...s plus courts et plus froids ...décembre.

... La Mongie-Tourmalet-Barè..., le plus grand complexe de de toute la chaîne des Py...ées (trente-huit remontées ...caniques, 80 kilomètres ... pistes entretenues), on ...pprête à inaugurer sur les ...ux où va se développer Su...r-Barèges (trois mille lits) un ...remier restaurant de haute ...ltitude installé à 1 800 mètres.

A La Mongie, on notera la ...ise en service d'un nouveau ...timent qui abritera l'école de ... et les guichets de billetterie ...s remontées mécaniques. A ...varnie, jeune station, on enre...tre la réouverture, après une mise en sommeil de quelques saisons, de l'hôtel des Voyageurs, qui fut fréquenté jadis par bien des grands de la montagne : les Frison-Roche, les Maurice Herzog, les Dr Jean Ariand et les Gaston Rebuffat. Un foyer de ski de fond y a été créé, et deux télé-skis supplémentaires seront mis en service, avec un forfait-semaine de 88 F pour les remontées mécaniques, un forfait-journée de 22 F, une carte de demi-journée de 11 F, et dans une « hostellerie » typiquement montagnarde de capacité restreinte (vingt-cinq lits) des prix de pension journaliers ne dépassent pas les 55,60 F.

A Saint-Lary, dans la superstation du Pla-d'Ade, on annonce la mise en service d'un centre administratif situé à 1 700 mètres qui réunit l'école de ski annexe de l'office de tourisme et une salle de conférences de cent-vingt places.

Toujours le ski de fond

Au téléphérique du pic de Lumière, cinq télésièges et dix-huit téléskis s'ajoutent cette année au télécabine, plus un télésiège à la Tourette, un grand téléski conduisant à 2 425 mètres et deux téléskis dits des Gentianes, amorce de la future station du lac de l'Oule (5 000 lits prévus).

Au pied du col d'Aspin, la nouvelle station de Payolle propose d'intéressants circuits de ski de fond en forêt ; les championnats de France de fond (cadets, juniors et seniors) s'y dérouleront les 21 et 22 février. A Peyresourde, les Agudes, sur la « frontière » des Hautes-Pyrénées et de la Haute-Garonne, mise en service de l'altiport le plus long de France, qui pourra recevoir de petits charters de neige en provenance de Toulouse et de Bordeaux.

Lourdes possède sa station de sports d'hiver à 30 kilomètres du centre de la ville : Argelès-le-Hautacam, où six remontées mécaniques permettent aux skieurs de grimper, puis de descendre, à travers les belles forêts de Gazost.

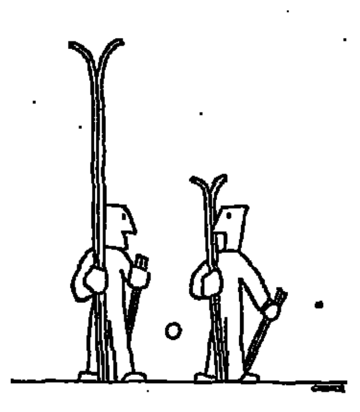
A Cauterets, on attend, de Noël à Pâques, pour la deuxième année consécutive, plus de trois mille étudiants anglais venant skier sous le patronage de l'Association school abroad, moyennant un forfait dépassant à peine 700 francs par semaine, avec utilisation illimitée des remontées mécaniques.

A Luchon, les forfaits « détente semaine » sont affichés à des prix allant de 496 à 628 francs suivant la catégorie d'hôtel choisie, avec accès à la piscine thermale chauffée, et les forfaits demi-pension qui comprennent le transport en car vers les champs de neige de Super-Bagnères et des Agudes oscillent entre 558 et 714 francs la semaine.

A Font-Romeu, mise en service du télécabine des Airelles qui peut acheminer neuf cents personnes à l'heure, du centre de la station jusqu'au départ des remontées mécaniques. Cette innovation supprime l'ancienne navette-auto. L'usage permanent des remontées mécaniques durant une semaine y sera compté 140 francs, ou 28 francs pour une journée, 75 francs pour trois jours. Dans les hôtels, la semaine vaudra de 420 à 1 042 francs, selon la catégorie. Enfin, en ce qui concerne les remontées mécaniques, précisons que pour l'ensemble des stations pyrénéennes le prix du ticket de section a été unifié à 1 franc, et que les augmentations sur les prix de cartes à la journée varieront, selon les stations, de 7 à 13 % en fonction de l'augmentation du domaine skiable.

Cependant, les prix pyrénéens demeurent encore très loin de ceux pratiqués dans les Alpes. Les hôteliers quant à eux semblent se satisfaire de l'augmentation plafonnée à 8 %, qui leur a été accordée par les pouvoirs publics, bien que l'accroissement marqué des charges teinte d'une pointe d'amertume cette pseudo-satisfaction.

GILBERT DUPONT.



PISTES

Sur des planches larges

La station des Ménuires sera achevée définitivement cette année. En attendant, on y a aménagé seize kilomètres de pistes de ski de fond et terminé les jonctions des remontées mécaniques qui permettent désormais de rejoindre les parcours des Trois-Vallées, même par mauvais temps.

A la station, on pourra suivre des cours de ski « large » réservés aux personnes de trente-cinq à cinquante-cinq ans tentées par la compétition, et aussi des stages de ski sauvage dans la poudreuse des sommets.

★ **Office de tourisme : (79) 00-60-68.**

Safaris aux Arcs

Ski de fond, ski évolutif, ski « tout court », ou encore ski-safari, c'est-à-dire randonnées encadrées par un moniteur-guide à travers les petits villages perdus de la Tarentaise : Robert Blanc a plusieurs cordes à ses Arcs...

★ **A Paris : Maison des Arcs, 94, boulevard du Montparnasse, tél. 325-24-53. Sur place : Office de tourisme, tél. 07-25-25 (73, Savoie).**

A la neige et à la ferme...

Dans les montagnes d'Auvergne (330 F par personne et par semaine en demi-pension), de la Forêt noire allemande (195 F par personne et par semaine, logement et petit déjeuner seulement), ou du Vorarlberg autrichien (200 F par personne et par semaine, logement et petit déjeuner seulement), trois formules de vacances de neige à la ferme. Outre les plaisirs du ski, la découverte d'un milieu et d'un cadre insolites à la table — solide — des fermiers.

★ **Pharos-France, département Agri-Voyages : 2, rue de l'Echelle, 75001 Paris, tél. 260-30-18.**

Toutes les Alpes dans la poche

Septième volume de la nouvelle collection des guides du « Livre de poche », *Alpes été-hiver* raconte les Alpes sous tous leurs aspects, quelle que soit la saison choisie pour les parcourir, mais ne se prive pas pour autant d'émettre ses critiques quant aux hôtels et restaurants sélectionnés.

Villes, villégiatures, parcs nationaux ou régionaux, stations — l'une après l'autre, sans exception — tout le monde alpin y figure. On notera que le domaine skiable de chaque station y est étudié, que ses équipements y sont répertoriés, ainsi que les autres activités de chacune, patinoire, piscine, etc.

Un guide très sûr pour accompagner les pas des novices, et, éventuellement, rafraîchir la mémoire aux autres...

★ **ALPES ETE-HIVER, guides du « Livre de poche », 420 pages, illustrées de cartes et de photos. Prix : 15 F.**

LEVERS DE RIDEAU

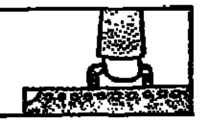
LES principales stations françaises viennent de faire connaître les dates qu'elles ont respectivement retenues pour frapper les trois coups.

Val d'Isère : 29 novembre; Alpes-d'Huez : début décembre, comme Samoens, Tignes et Bussang. Le 6 décembre, ce sera le tour de Bourg-Saint-Maurice-les-Arcs, et, le 10, Villard-de-Lans mettra ses remontées en marche.

Pour La Plagne, Saint-Gervais-le-Bettex, Font-Romeu, Avoriaz et Bonneval-sur-Arc, il faudra attendre le 13 décembre. Deux jours plus tard, Notre-Dame-de-Bellecombe, Val-Cenis, Cordon, Valberg et Saint-Maurice-sur-Moselle ouvriront leurs pistes aux skieurs, Pralognan-la-Vanoise attendant le 18 pour ce faire.

Le 19, Flaine, Autrans et Barèges seront prêtes. Le 20, enfin, Crest-Voland, Le Corbier, Saint-François-Longchamp, Châtel, Combloux, Les Gets, les Deux-Alpes, Le Sauze et Super-Sauze, Les Orres, Isola 2000, La Colmiane-Valdebore, Cauterets-Lys et Saint-Lary-Soulan.

Tourisme



LE MARCHÉ DES « TOUR OPERATORS »

UN BELGE PARMI LES DIX GRANDS

« DANS la conjoncture actuelle, tout est possible... Il suffit de savoir d'abord choisir précisément son but, puis de persévérer pour l'atteindre à coup sûr. C'est simple... » L'optimiste, le résolu qui énonce posément cette règle de conduite pourrait mériter sans peine le surnom de « monsieur voyages belge ». A cinquante et un ans, Rudolph Vanmoerkerke, président-directeur général de Sunair — la société aura réalisé à la fin de cette année un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards et demi de francs belges, — voit l'avenir du tourisme en rose. En 1974, il a transporté cent cinquante mille de ses concitoyens, soixante mille de ses voisins les Néerlandais, laissant à Sunair France le soin de faire voyager pendant sa première année d'existence quelque vingt mille Français.

Quand son holding, la Sun International (dont le capital est « familial » à 55 %, le groupe d'assurances Assubel, la Sofina et Orange - Nassau possédant respectivement 10, 15 et 20 % du reste) s'est intéressé, voici un peu plus de dix ans, au marché des voyages, « *les* tour operators *belges fonctionnaient bien, mais n'inventaient rien* ».

Il fallait donc, avant toute autre chose, « *créer un bon produit — de bons produits — à des prix parfaitement étudiés pour rester des prix abordables* ». Et surtout « *apprendre à voyager aux gens, des gens dont les budgets modestes leur interdisaient jusque-là de penser à le faire...* ».

Une politique sans « secret », sauf si l'on peut qualifier de « secret » l'art de savoir — et de vouloir — « *construire un produit exactement, parfaitement adapté à une demande nettement étudiée et définie* ». Fort de ces bonnes résolutions, Sunair a vite franchi le premier pas : « *En ébranlant le marché, en l'élargissant au plus grand nombre, on l'a démocratisé.* » On ne s'estime pas satisfait pour autant : « *Le marché belge, c'est onze millions de touristes... Il y a encore du pain sur la planche !* »

Aujourd'hui, solidement assis au tout premier rang des *tour operators* du Benelux, et installé de même dans les dix premières places que se disputent les fabricants européens de voyages, Sunair n'en poursuit pas moins l'effort entrepris dès le premier jour. Parce que « *les vacances sont une nécessité de plus en plus impérieuse à l'heure de la pollution, de la circulation urbaine malaisée, des horaires abrutissants, et à la veille de ce fameux allongement des temps de loisirs dont on parle sans y croire vraiment, mais qui est pourtant une réalité pour l'avenir immédiat* ».

La vitesse idéale

Seule ombre au tableau, les rigueurs du calendrier scolaire — « *en Belgique ou en France, c'est la même chose !* » — qui commandent le calendrier des parents, interdisant à ceux-ci d'étaler leurs vacances au-delà des deux terribles mois de juillet et d'août. Pourtant, les autres voyageurs belges et hollandais, ceux qui ont franchi le cap des exigences scolaires, voyagent toute l'année — ce que ne font pas encore les Français. C'est tout à l'avantage des fabricants du Benelux, auxquels les hôteliers des pays de soleil toute saison consentent nombre d'avantages sur l'achat de leurs lits, avantages qu'ils refusent catégoriquement jusqu'ici à leurs homologues français, clients par trop saisonniers.

Au chapitre des regrets, M. Vanmoerkerke met, sans hésitation, en tête, les rapports encore délicats qui existent e[...] les fabricants comme lui et [...] agents revendeurs : « *Dans* [...] *de 80 % des points de vente* [...] *nous diffusent en France, n*[...] *avons malheureusement affai*[...] *des gens « engagés », très en*[...]*gés même, vis-à-vis de cert*[...] tour operators *qui leur cons*[...]*tent des remises exceptionne*[...]*ment élevées ! Or un agent* [...] *voyages susceptible de* [...] *conseiller chaque client en f*[...]*tion de besoins bien précis.* »

Dans son vaste bureau d'[...]tende, à côté de la salle [...] ordinateurs, qui groupera b[...]tôt les commandes des P[...] Bas et de la France, il parti[...] à la préparation de la grande [...] qui réunira, début décembre [...] casino-kursaal de la Oost[...] belge, à l'occasion du vingti[...] anniversaire du groupe [...] International, plus de deux c[...] professionnels — direct[...] d'hôtels, agents de la firme [...] et plusieurs centaines de re[...]deurs (les Français « engag[...] seront-ils du nombre ?) des t[...] pays.

Ils y verront les nouvelles [...]chures (un million d'exempla[...] pour la Belgique, six cent [...] pour les Pays-Bas, autant [...] la France) et entendront [...] patron leur redire que « [...] *vitesse idéale de croisière c*[...]*merciale pour un* tour oper[...] *digne de ce nom est de t*[...] *cent cinquante mille clients* [...] *et qu'il faut, par conséquent* [...] *pas s'arrêter en si bon che*[...]

J.-M. DURAND-SOUFFLA[...]

Un guide pour les handicapés

Le Comité national français de liaison pour la réadaptation des handicapés vient de faire paraître le premier guide pour les personnes handicapées, sous le titre *Voyager quand même*.

Près de trois cent cinquante hôtels sont ainsi recensés en France, qui possèdent des installations spéciales pour ces voyageurs trop souvent oubliés, ou ignorés. Le texte est rédigé simultanément en français et en anglais.

★ **Comité national français de liaison pour la réadaptation des handicapés : 38, boulevard Raspail, 75007 Paris. Tél. : 548-90-13. Un volume : 32 francs.**

Les autoroutes sans se perdre

La France possède aujourd'hui des autoroutes... Pas assez encore, mais suffisamment, en tout cas, pour que l'automobiliste s'y égare ou s'y perde.

Michelin vient de faire paraître un atlas des autoroutes de France qui devrait, par la clarté de sa nouvelle présentation et la somme des renseignements qu'il contient, permettre de ne plus s'engager à l'aveuglette sur les rubans de béton.

★ **Michelin Autoroutes (n° 406). Prix : 6,85 francs.**

Sables, silence et safaris

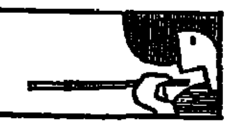
Les dunes de Mauritanie, la piste qui raye le désert, le silence : le « safari oasis ». Dix jours de voyage de Nouakchott à Ouadane, via Atar, Terjit, Chinguetti — et les tentes brunes des nomades vêtus de bleu. On couvrira plus de 600 kilomètres en Land-Rover.

Délicats s'abstenir : le [...] *ici, se réduit à sa plus* [...] *expression. Mais la beau*[...] *paysages, leur quiétude* [...]*tent bien de petits sacr*[...] *A partir de 3 950 francs p*[...]*sonne.*

★ **Africatours, 7, place** [...] **75783 Paris, cedex 16, tél.** [...] **72-70.**

● RECTIFICATIF. — [...] nos lecteurs, M. Michel [...] nous signale que, contrair[...] à ce qu'écrivait Dominique [...]gnon (« Sur un marché de [...]cédoine », « le Monde du [...]risme et des loisirs » du 2[...] 1975), les villes de Pirot, [...] Palanka et Nis, sont toutes situées en Serbie et non [...] Macédoine.

هكذا من الأجل



Mode

BELLES PIERRES AUTOUR DU COU

[…]OUR les joailliers et les bijoutiers, la mode, jusqu'à ces dernières saisons était […]ut celle de « la bague au […]t », la demande la plus impor[…]e portant sur la bague de […]ailles avec un diamant soli[…] de moins d'un quart de […]t.

[…]puis peu, la pierre précieuse […]orte, sur une monture des […] simples, au creux du cou ou […]ement en dessous, le plus […]ent sertie en or blanc comme […]aine qui la soutient. Après la […]e de couleur de *Jean Dinh* et le brillant enfermé dans […]ube en perspex de *Pascal Mo[…]to*, les jeunes à l'affût de nou[…]tés apprécient ce non-confor[…]e qui, de surcroît, met en […]r les pierres, quelle que soit […] taille.

[…] succès de cette mode s'ajoute […]-être un autre raison : le lan[…]ent du diamant-placement. […]ord coté en « bourse », par le […]lier Maurice Gérard, puis par […]aines banques au moment de […]rise pétrolière, le diamant est […]tenant proposé chez les […]bres du groupement Codhor […]titué de deux cent cinquante […]illants à travers la France. […]ues à partir de 0,95 carat […] attestations officielles, les […]res ne paient que 20 % de […]A. On peut naturellement les […]ndre, les échanger ou les […]ssir » selon l'évolution des […]ibilités. Pour porter cet « investissement » à moyen terme, la monture la plus simple s'impose, sertissage sur anneau, pendentif ou ras du cou. La façon, pour sa part, est frappée au taux de 33 %. Le dernier Diamonds International Award confirme le succès de jeunes créateurs et de leurs « éditeurs » qui exécutent les modèles primés et souvent miniaturisés pour les bijoutiers détaillants et les joailliers.

Le diamant au ras du cou est un thème actuel qui va de pair avec le retour de la féminité, marqué, notamment, par le succès des robes noires pour le crépuscule et le soir. En effet, les bijoux suivent — à quelque douze ou dix-huit mois près — les lignes de la mode. « *Ainsi*, nous disait Olivier de Percin, l'un des jeunes créateurs français récemment primés, éditeur de Jean Vendôme et de Pascal Morabito, *les demandes de broches et de clips ont-elles reculé depuis la vogue des imprimés et des garde-robes en pelure d'oignon. Les petits clips ressortent à nouveau sur les cols des chemisiers unis, tandis que la mode rétro se fait sentir davantage en bijouterie cette année qu'en 1974.* »

Autres « tours de cou » précieux, les colliers rigides à pendentifs, les mobiles de toutes sortes en or blanc ou jaune et pierres, enfin les chaînes à maillons de diamants espacés se débitent en sautoirs, colliers, bracelets, voire en tours de cheville.

Les bracelets en bandes plates allient les diamants au malachite, à l'ivoire ou à l'onyx, les formes plus classiques étant destinées aux breloques. Les bagues jouent les contrastes, comme ce modèle japonais en lapis-lazuli encerclant un pavage de petites pierres. D'une grande pureté de ligne, un bracelet, également japonais, de forme carrée en or jaune aux coins pavés de brillants, se transforme en bague.

Les grands joailliers de la place Vendôme et de la rue de la Paix font partie du prestige international de Paris. Boucheron, Chaumet, Mauboussin, Van Cleef et Arpels, et Mellerio, ont tous des boutiques de cadeaux et de petits bijoux, mais les très belles grosses pierres admirablement montées sont leur vraie raison d'être. Les quatre premiers d'entre eux, groupés dans l'association de la Haute Joaillerie de France, ont réuni cette année leurs plus beaux diamants auxquels ils consacreront une vitrine jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, Boucheron expose-t-il un solitaire de taille émeraude de près de 5 carats ; Chaumet, une navette à taille d'une élégance effilée, toujours en bague. La pièce, unique en son genre, chez Mauboussin, est un diamant en forme de poire, qui peut se transformer en pendentif. Van Cleef et Arpels a préféré un brillant rond de 4,90 carats parmi ces pierres de rêve.

NATHALIE MONT-SERVAN.

LE GRIS EST MIS

[…]e gris a dominé au Bi[…]oa, le salon du bijou sous […]es ses formes, où créa[…]s et fabricants de la haute […]llerie voisinaient avec les […]cialistes de la fantaisie. Le […] s'y montrait en effet, en […]les, en ambolithe comme […] plastiques polis ou mats. […] bracelets s'assemblent en […]upes de cinq, de tons dé[…]dés, tandis que les perles […]nt dépolies dans le style La[…]que. Les sautoirs se main[…]ennent, mais les colliers les […]us nouveaux se portent au […]s du cou, en mohair torsadé […]mme en chaînes dorées or[…]ées de gris-gris fixés en col[…]ette.

La mode n'est plus aux pen[…]tifs volumineux, mais aux […]ucles d'oreille « petit pois » […]stinées à éclairer les lobes […]rcés, de perles de culture, […] joncs, voire de fils en or […] dix-huit carats dans la li[…]e lancée par Jean Dinh […]n. De même, les fabricants […]t-ils un gros effort pour […]ttirer la clientèle des adoles[…]tes avec de minces brace[…]s de dix-huit carats et des […]ucs éclatées de minuscules […]rres précieuses. Les mon[…]es de bagues plus impor[…]tes s'allègent aussi, en dia[…]nts et en pierres de cou[…]rs, comme les nouveaux […]dèles de Jacques Le Bri[…]t pour Nina Ricci qui, […]rès Lanvin, se lance à son […]r dans la haute joaillerie.

N. M. S.



(Croquis de MARCQ.)

GILLES JONEMANN : clé anglaise en acier oxydé noir tenant dans ses griffes un brillant de 5 carats. Ce modèle parisien est déjà miniaturisé en or, et en vermeil, avec une pierre de 0,15 carat.

ERNST LOOSLI : le volume de la montre électronique à quartz liquide et lecture digitale lui donne en même temps une surface importante à habiller, surtout dans les modèles pour hommes. C'est ce qu'a réussi le créateur zurichois, en or blanc et diamants carrés, sur un bracelet de cuir massif encadré d'or blanc.

OLIVIER DE PERCIN : pendentif triangulaire au ras du cou, formé de dix diamants triangulaires à monture articulée sur or blanc avec une chaîne reprenant les mêmes formes géométriques.

Tous ces modèles primés par « Diamond International Awards » sont en vente chez Fred, 6, rue Royale, à Paris).

JEUX D'AIGUILLES...

LA mode est au tricot. Jamais les fabricants de fils n'en ont tant vendu et, ce, dès la rentrée, de sorte que certains classiques sont déjà difficiles à trouver dans les grands magasins où toutes les marques sont représentées.

Parmi les nouveautés de l'hiver, les mohairs aux tons merveilleux proviennent de chèvres australiennes ou turques. C'est la grande spécialité de Georges Picaud. Les laines du Berger et Welcomme Pernelle les proposent aussi en palettes vives et profondes. Si vous voulez des coloris et des camaïeux très subtils, la boutique de Jacques Mel ressemble à un kaléidoscope (91, rue Réaumur). Les laines chinées se colorent à foison, notamment chez Pingouin, Phildar et les 3 Suisses, en plusieurs épaisseurs de fils.

Quant aux laines de pays, elles sont toujours en vogue auprès des tricoteuses qui recherchent les dessins en relief des chandails de marins écossais et irlandais. Parmi les nouveautés à travailler sur grosses aiguilles, « Chistéra » du Chat botté est une laine mèche autour de laquelle s'entortille un léger acrylique multicolore boutonné, choisi par Marie-Catherine Brun pour le modèle familial publié par le Monde du 15 novembre.

● *Le VIIe Salon des antiquaires* se tient dans l'ancienne gare de la Bastille, à Paris, du 21 novembre au 1er décembre. Outre la participation de commerçants venus de toutes les provinces françaises, les organisateurs se sont assuré celle d'une quinzaine d'exposants représentant la Guilde royale des antiquaires flamands.

★ Tous les jours, de 13 h. à 23 h. ; les samedi et dimanche, de 10 h. à 19 h. Entrée : 10 F, gratuité pour les enfants et les étrangers.

Maison

LES RENDEZ-VOUS DE BATIMAT

***B**ATIMAT, le Salon de la construction et des industries du second œuvre, s'est ouvert hier à Paris. Un important rendez-vous biennal pour tous les professionnels — promoteurs, architectes, ingénieurs, entrepreneurs — mais aussi pour les particuliers soucieux de s'informer de l'évolution du confort de l'habitat.*

Avec deux cent cinquante mille entreprises employant plus d'un million deux cent cinquante mille salariés et un chiffre d'affaires annuel de 94 milliards de francs, le bâtiment est l'une des premières industries françaises. Le Salon, qui s'ouvre au moment où s'amorce une reprise de la construction, montre, sur 165 000 mètres carrés d'exposition, une image complète des matériaux, matériels et produits allant des éléments de base (cloisons, couvertures, menuiseries, etc.) aux aménagements intérieurs, tels que le chauffage, le sanitaire, les revêtements. La rapide évolution des techniques permet à Batimat d'afficher tous les deux ans un certain nombre de vraies nouveautés. Nous en avons sélectionné quelques-unes.

Pour réaliser une isolation thermique *par l'extérieur*, un revêtement spécial est appliqué sur la façade (« *Discotherm System 600* », Amphiboli-France). Une fenêtre de toit, en bois du Nord, comporte un double vitrage, ce qui évite les déperditions de chaleur dans des combles isolés et chauffés *(Vélux)*. Un système de capteurs solaires, pour produire de l'eau chaude sanitaire, s'installe sur un toit ou sur un balcon et permet d'importantes économies d'énergie (« *Capsun* », Diemo). Un nouveau robinet thermostatique, à capsule de cire, est doté d'une position « antigel », pratique pour une maison de campagne (Pont-à-Mousson).

Esthétique nouvelle pour des appareils sanitaires en porcelaine vitrifiée, de forme compacte, à suspendre au mur (« *Colani* », Villeroy et Boch), et un ensemble lavabo-bidet-W.-C. dont le socle en arabesque est dû au sculpteur Antoine Poncet (Fayenceries de Sarreguemines). Un sèche-linge électrique mural, repliable, peut être habillé d'un miroir ; l'appareil fermé ressemble à une armoire de toilette (« *Asec* », Adam-Halvatia).

De très nombreux exposants présentent des revêtements. Pour le sol, des carreaux de grès cérame fin vitrifié, de forme curviligne, en teintes douces : sable, beige rosé ou gris pâle (« *Biscra* », Villeroy et Boch), et une moquette à velours bouclé, en polyamide antistatique (« *Trafic A.S.* », Sarlino).

Murs

Imitant la brique de parement, un revêtement mural (pour façade ou murs intérieurs) est constitué d'un non-tissé en fibre de verre, trempé dans une composition de liants et agrégats et décoré d'une pâte en forme de briques ; ce revêtement est vendu en plaques de 75 × 50 cm (« *Décobrique* », Théodore Lefebvre).

L'animation des murs est à l'ordre du jour. Des carreaux en émail vitrifié pleine masse existent en cinq coloris unis et bicolores en diagonale, ce qui permet de multiples compositions (« *Caractère* », Briare). Des carreaux de terre cuite sont décorés, à la main, de jeux et personnages anciens ; à disposer en frise ou disséminés dans un carrelage uni (Frédéric Delecourt). Les revêtements en stratifié acquièrent de nouveaux décors chez Formica : quatre tons de « laque d'Orient » et des bois de placage, de l'orme d'Asie à l'olivier tropical.

JANY AUJAME.

★ Jusqu'au 30 novembre. Parc des expositions, porte de Versailles. Tous les jours de 9 h. 30 à 18 h. 30, le vendredi 28, nocturne jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F.

● *Pour calfeutrer portes et fenêtres* contre les courants d'air, de nouveaux bourrelets isolants adhésifs sont en mousse plastique à cellules fermées, c'est-à-dire *compacte*. De coloris gris et d'une épaisseur de 4 mm, ce bourrelet coûte environ 30 % plus cher qu'en mousse ordinaire, mais il est prévu pour durer près de deux fois plus longtemps, car sa structure résiste mieux à l'écrasement. (Tesamoll, 1,20 F environ le mètre linéaire en 9 mm de large. En droguerie.)

● « *Le chauffage au bois* », tel est le titre d'un cahier documentaire, dont le Centre technique du bois vient de sortir la sixième édition. On y trouve, outre les particularités de ce mode de chauffage, les différents appareils existant sur le marché. Innovation de cette édition : deux nouveaux chapitres, l'un consacré aux cheminées à feu ouvert et l'autre aux barbecues. (Cahier n° 16, 15 F, Centre technique du bois, 10, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.)

TRUCS

— LE CENTRE DE DOCUMENTATION DES PAPIERS PEINTS s'installe dans le Marais, à l'hôtel de Brienne-Tronchet de Clion. Dans une grande salle du rez-de-chaussée, où la pierre des murs et le pavé du sol ont été mis à nu, sont présentées les collections 1976 des seize fabricants français de papiers peints. Aucune vente n'y est faite, mais les visiteurs (particuliers, architectes, décorateurs, hôteliers, etc.) ont la possibilité de se documenter et peuvent être guidées dans leur choix. (12, rue Pavée, 75004 Paris, du mardi au samedi inclus, de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 19 h.)

— UN NOUVEAU RADIATEUR ELECTRIQUE est spécialement destiné à la salle de bains. Son tube de quartz, de 1 000 watts, procure un chauffage par infrarouge. Fixé ou mur ou au plafond, ce radiateur de 78,6 cm de long oriente le flux de chaleur. (Calor, réf. 60.81, 150 F, grands magasins et électriciens-chauffagistes.)

— UN VAPORISATEUR POUR PLANTES VERTES permet de faire la toilette (par dépoussiérage et humidification) des plantes d'appartement ; d'un coup de piston, l'eau se vaporise sur leurs feuilles. Ce flacon de verre ventru a un diamètre de 8 cm et le vaporisateur a une hauteur totale de 15 cm. (39 F chez Muscade, 21, rue du Petit-Musc, 75004 Paris).

Gourmands pressés

Pour se débarrasser des courses quotidiennes et avoir sous la main de quoi satisfaire sa gourmandise, sinon sa faim, plusieurs nouveautés à noter :

● Croissants, pains au chocolat et chaussons aux pommes, *à base de pâte réfrigérée et prête à cuire. Ni conserves ni surgelés, ces produits frais s'achètent au rayon « crèmerie » et se conservent trois semaines au réfrigérateur. Danone a imaginé le premier ces rouleaux de pâte, vendus en boîte de six unités. La pâte est prédécoupée et la cuisson se fait en un quart d'heure à four chaud (*« Danerolles », *3,60 F la boîte de six croissants). Pillsbury-Gringoire commercialise, à partir du 25 novembre, des produits similaires, aux mêmes prix. Couramment utilisées aux Etats-Unis, ces friandises sont vite confectionnées et agréables à déguster.*

● De nouveaux surgelés : *un mélange des légumes de la ratatouille traditionnelle, du maïs en grains, du persil et de la ciboulette. Ces légumes et herbes sont surgelés séparément — et non en bloc — et peuvent être utilisés au fur et à mesure des besoins (*Picard, *159, rue de Rome, 75017 Paris. Ratatouille, 19,35 F le sac de 2,5 kg ; persil, 2,67 F le sachet de 250 g).*

● Des salades composées, *vendues en bocaux, peuvent constituer une base de plat, à agrémenter soi-même, ou une entrée pour un repas improvisé. Il existe quatre variétés de salades, dont une « exotique » avec maïs, artichauts, feuilles de vigne, cœurs de palmier et ananas (*Hédiard, *21, place de la Madeleine, et 70, avenue Paul-Doumer. De 5 à 8,75 F le bocal de 42 cl).*

● Le citron en bouteille, *à base de pulpe et sans colorant, est un produit pratique pour assaisonner le poisson, les huîtres, la pâtisserie. Il évite d'entamer un citron pour n'utiliser que quelques gouttes de son jus* (Pulco, 6,60 F la bouteille de 75 cl).

J. A.

Plaisirs de la table



BON APPÉTIT MESSIEURS LES GIRONDINS...

DONC, les *Rencontres gastronomiques internationales* se sont tenues à Bordeaux. Je ne reviendrai pas sur la réussite des dîners belges, anglais et allemands répondant parfaitement à ce que les R.G.I. exigent de ces confrontations. Si tout le monde n'apprécia point la saveur et le parfum exacerbés du merveilleux fromage de Herve (peut-être pas très bien escorté par le lynch bages 62), on s'accorda à saluer la prestation de Pierre Romeyer, du *waterzooi* à la timbale de lièvre. Si tout le monde ne fut pas d'accord avec le *sherry trifle* (dessert) servi avant les étonnants fromages anglais, l'unanimité se fit sur les admirables grouses rôtis à point à la table de Philippe de Rothschild (mon reproche, ici, serait plutôt quant à la *mutton broth* qui était bien plutôt une soupe d'agneau, sans le côté corsé du vrai mouton d'Ecosse !). Et il faut signaler les admirables vins, avec, sur les fromages, un mouton Rothschild 1910 succédant à un 1929. Ce fut sans doute l'apothéose, mais on sait combien le seigneur de Mouton est un hôte de qualité. Si, enfin, tout le monde ne fut pas d'accord avec le parfait aux tomates de Rudolf Katzenberger (d'ailleurs annoncé improprement sorbet), du moins le pâté d'anguilles fumé, le potage de blé vert et la selle de chevreuil furent des réussites. Là encore, le bouscaut 73 ne convenait point à la terrine. Mais les vins offerts par MM. les propriétaires, membres de l'Union des grands crus de Bordeaux, furent en général bien choisis, remarquables, et nos confrères étrangers purent découvrir l'éventail prestigieux du vignoble.

Mais j'en ai profité pour faire quelques pas dans le Bordeaux gourmand. Je ne reparlerai point du *Dubern*, de son bar écossais, de sa carte intéressante, du sommelier qui sait servir ses vins à bonne température. C'est « la maison » de Bordeaux, coq noir couronné au *Kléber*, une étoile au *Michelin*. Mais je voudrais y opposer (amicalement, car MM. Flourens et Amat sont tous deux Compagnons d'Aquitaine et œuvrent de concert) le *Saint-James*.

Ventre de veau

Le *Saint-James* c'est, dans un appartement au premier étage, la chose d'un jeune cuisinier, Jean-Marie Amat, et de sa femme Yannick. Amat doit beaucoup au cher Guillot, du *Vieux Marly*. Il doit aussi à lui-même, à son esprit de recherche et même lorsque l'on peut contester celui-là (les escalopes de ris de veau Rossini, par exemple !). Mais sa terrine d'œufs brouillés aux légumes, sa terrine de lièvre, sa salade aux blancs de volaille sont des entrées parfaites. Les rougets cuits dans leur jus, le blanc de volaille au thé, le confit de canetons grillé sur sa salade landaise, sont enchanteurs. Le chariot des desserts est éblouissant. Comptez 120 F pour un très beau repas (y compris des plats basse-calories pour sacrifier à l'absurde snobisme du jour).

Je voudrais parler aussi d'une maison que, mes jours moroses, je ne serais pas loin de trouver la meilleure de Bordeaux. Parce que sa carte me réconcilie avec la vie, rien qu'à la lire. Il s'agit de *La Tupina*. D'abord, en entrées, voici la sanguette de poulet persillade, la salade de laitue aux citrons confits, les gésiers de canard confits, la langue de porc confite grillée, le jambon poêlé aux œufs, etc. (de 4,50 à 10 F). Puis, sur le gril aux douelles de barriques, les pièces de bœuf ou les cœurs de canard. Puis, surtout, « nos plats faits en bocaux » : un cassoulet de gésier, aile de canard et saucisse (18 F) admirable, un ventre de veau sur tranche de pain aillée (16 F) qui m'a fait médire des meilleures tripes à la mode, des confits enfin. Un très bon fromage des Pyrénées, une sélection de havanes en humidificateur (combien de grandes maisons n'ont pas cela !). Bref, chez le jeune Xiradakis, j'ai admirablement déjeuné.

Je n'ai pas assisté à un repas à Château-Canon qui fut, m'a-t-on dit, excellent. Il était l'œuvre des ces Compagnons d'Aquitaine dont le président est le sympathique J.-M. Malle. Mais comment diable des gens aussi solides en leur métier peuvent-ils rédiger un menu comportant les « charmes oubliés de notre campagne » ou le « râble de lièvre en robe d'octobre » ?

Enfin Raymond Oliver vint... Ce fut l'intime déjeuner de clôture en *la Réserve* de Pessac, dont le chef Francis Garcia est certes bon cuisinier lorsqu'il mitonne sa suçarelle de moules (14 F), sa salade de canard au foie gras (28 F), sa blanquette de daurade royale (29 F), sa fricassée de poulet aux tripoux (30 F), sa petite marmite de canard avec sa mique (32 F).

Ce jour-là, il avait aidé Oliver à réaliser un menu de créations débutant par une soupe d'abattis (sur laquelle nous fîmes chabrot, au château Pape-Clément s'il vous plaît !), se continuant par une entrée froide d'huîtres, de Saint-Jacques crues et de, foie gras dans une sauce évanescente, puis par un poulet paysanne dédié à « la maman » Cécile Oliver, et enfin les fanchonnettes bordelaises qui ont toute une histoire que je n'ai pas le temps de raconter ici.

LA REYNIÈRE.

★ Dubern, 42, allées de Tourny, tél. 48-03-44 ; le Saint-James, 2, cours de l'Intendance, tél. 52-59-79 ; la Tupina, 6, porte de la Monnaie, tél. 91-56-37 ; la Réserve, avenue Bourgailh à Pessac, tél. 45-13-28.

LA CANNE A SUCRE

CARTES DE CRÉDIT ET CARTES ACCRÉDITIVES

Après la parution de l'article de Robert-J. Courtine intitulé « La carte de crédit manque de fraîcheur » (le Monde du 1er novembre), M. Y. Gautier, P.-D. G. du Diners Club de France, nous a adressé la lettre suivante :

Il ne faut pas confondre cartes accréditives proposées à des personnes ayant du crédit et cartes de crédit offertes à des personnes ayant besoin de crédit. Le Diners Club de France, par exemple, est une société française qui émet des cartes accréditives internationales, alors que la Bank of America émet une carte américaine de crédit par excellence.

Les commissions que reconnaissent aux émetteurs de cartes les établissements qui leur sont affiliés, découlent d'accords contractuels, librement consentis entre les parties, et permettent de couvrir des frais de gestion, de la garantie de paiement aux établissements affiliés, et des frais de promotion en faveur de ces établissements. Les commissions consenties au Diners Club de France sont déterminées par des règles très strictes, suivant la catégorie de l'établissement et, pour les magasins, suivant l'importance du chiffre d'affaires.

MIETTES

● *Octogénaire, Turenne Rousseau prend sa retraite* et abandonne son restaurant « Chez Françoise » (aérogare des Invalides), où si longtemps il réalisa l'équation qualité-prix à la satisfaction des gourmands.

● *Un nouveau restaurant à* Bruxelles, le Métropolitain (rue de Namur). Tenu par un ancien du Sheltema que j'avais découvert en 1972 (et où les prix ont considérablement monté), ce wagon de métro amusant propose la même cuisine poissonnière de bonne humeur et de qualité.

DINERS SPECTACLES

CLIN D'ŒIL

LES TÉMOINS DU RAYON

LE RAYON VERT, dont nous entretenions nos lecteurs il y [...] *semaines (le* Monde *du 8 novembre), n'est pas un phén*[...] *aussi rare qu'on le croit. Nombreux sont ceux qui no*[...] *écrit pour nous faire part de leur rencontre avec le fameux* [...] *que la plupart avaient depuis longtemps rangé dans les mythe*[...] *nions. Si les héros de Jules Verne, embarqués à bord du Gle*[...] *eurent sa révélation « dans la mer des Hébrides », des lecte*[...] Monde *l'aperçurent sous toutes les latitudes et en furent unanim*[...] *impressionnés.*

Une dame médecin de Vincennes l'a rencontré sur la me[...] *Jersey et Saint-Malo.* « Bien entendu les gens me croient ra[...] *dit-elle,* sauf mes proches qui connaissent mon caractère asse[...] cis. » *Un pharmacien l'a aperçu, le 13 décembre 1956, au lar*[...] *Baléares alors qu'il naviguait vers Marseille ; une monitrice de c*[...] *de vacances l'a reconnu à Houlgate :* « J'ai gardé au fond de[...] ce rayon vert, qui un soir d'été sur une plage normande me[...] signe ! »

Un membre de l'académie des sciences, qui joint à sa le[...] *dessin explicatif du phénomène, sentit son scepticisme scie*[...] *fondre un soir de l'été 1937 sur la plage de Trébeurden (Cô*[...] *Nord), quand il aperçut sur l'horizon* « une raie d'un beau ver[...] zontale, d'une longueur égale au diamètre apparent du soleil q[...] ne voyait plus ».

Un médecin général du cadre de réserve des armées l'a c[...] *pendant soixante ans et a fini par le trouver.* « C'est après av[...] vers l'âge de dix ou douze ans, *écrit-il,* le roman de Jules Vern[...] le rayon vert m'est entré dans la tête et, je ne sais pourquoi, [...] des années n'en est plus sorti... »

En octobre 1967, c'est sur l'atoll de Rangiroa, dans l'archip[...] *Touamoutous, qu'il aperçut enfin* « une flamme, de couleur vert[...] the, qui s'allongeait en quelque sorte sur la partie encore visi[...] disque solaire ». *Ni au Spitzberg, ni sous les tropiques, ni en* [...] *Egypte, le médecin militaire, grand voyageur, n'a revu le rayon* « [...] semble pas manquer d'un certain sens de l'humour dans la f[...] de ses apparitions... ».

Un professeur de lycée de Digne l'a filmé après l'avoir vu [...] dizaines de fois » *à la Martinique ou à Madagascar.* « Avec [...] téléobjectif, on peut réussir la prise de vue à condition de fi[...] 64 images seconde », *dit notre lecteur, lequel détient des doc*[...] *établissant formellement que Jules Verne n'a pas inventé le* [...] *vert pour les besoins d'un roman où le savant Aristolobus U*[...] *affirme* « Rien de beau, en effet, comme les fureurs du chlor[...] sodium ! ».

Quant à ce marin retraité mentonnais, qui, au cours d[...] « longues navigations en zones subtropicales de la mer des Ca[...] à l'océan Indien », *observa lui aussi l'apparition de nombreuse*[...] *il nous indique* « un phénomène analogue, merveilleux et troubl[...] même temps. A l'instant rarissime où des étoiles à leur leve[...] chissent l'horizon, elles apparaissent bleues, puis rouges et oran[...]

Enfin, le conservateur des antiquités de la Sarthe a été [...] *par le rayon vert dans la baie de Douarnenez, le 30 août 1957.* « [...] dix-huit ans, *écrit cet érudit,* chaque fois que j'en ai l'occasi[...] regarde le soleil se coucher sur la mer le plus souvent du c[...] Penmarc'h : je n'ai jamais revu le rayon vert... »

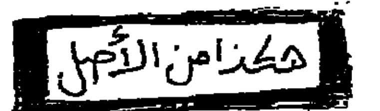
MAURICE DENUZIÈR[E]

P. S. — Celui qui n'existe pas, en revanche, c'est le quatrièm[e] [...] de Tristan Bernard (*le Monde* du 25 octobre). Il semble bien [...] monsieur, nommé Sacha Bernard et antiquaire de son métier, q[...] l'invité de Radio-France lors des journées consacrées, il y a [...] semaines, aux *« Merveilleux grands-pères »*, se soit paré d'une [...] dance à laquelle il n'a pas droit.

Le professeur Etienne Bernard, membre de l'académie de méd[...] qui est, lui, le fils du célèbre humoriste, nous écrit pour précise[r] [...] n'a eu que deux frères : Jean-Jacques Bernard, l'auteur dram[...] décédé il y a trois ans, et Raymond Bernard, le cinéaste. « [...] *si Tristan Bernard eût souri dans sa barbe,* ajoute le professeur E[...] Bernard, *d'apprendre en même temps qu'il avait un quatrièm*[...] *que celui-ci s'appelait Sacha, qu'il était un antiquaire madré, je so*[...] *que vos lecteurs possèdent ces quelques précisions sur sa descenda*[...]

Comme aurait pu dire le grand Tristan : « En matière d'anc[...] aussi, on n'est jamais mieux servi que par soi-même. »





Jardinage



ÉTERNELLE UNESSE ES ONSAÏS

ONSAI ou bonzaï (phonétiquement : bonne-saï) : ce n'est ni un mot de passe r les initiés d'un club d'arts tiaux ni le nouveau succès chanteur à la mode mais plus plement la traduction japoe de « culture en pot ». D'où pellation de ces arbres naniaux tiges tortueuses, souvent de plusieurs dizaines d'an- et dont la culture en pots s est depuis des siècles une ialité incontestée des pratis nippons. L'origine en serait ieuse, le bonsaï étant un sup- à la méditation orientale la philosophie s'enracine s l'image de la nature. Il est ible que les Chinois aient ivé les premiers des arbres s, mais ce sont les Japonais ont mis au point toutes les niques et élevé cette culture ente et délicate au rang d'un table art.

ongtemps cantonné au stade curiosité botanique, le bonsaï de plus en plus recherché par amateurs et, partant, cultivé manière commerciale. Il est lent que des exemplaires centaires demeurent des pièces de ection ou de musées, mais on ve couramment des sujets de ze à vingt-cinq ans. Actuellent, le bonsaï malgré son prix, à la mode, une mode qui nous t des Etats-Unis, où de nomses sociétés et clubs d'amas se sont créés ces dernières ées. Nous sommes encore loin nous de cette passion bien cente, et les rares présenta- de bonsaïs qui ont pourtant é et étonné les visiteurs (aux alles de Paris, en 1969, un laliste japonais était venu avec des sujets vieux de plus de deux siècles) n'ont pu provoquer de véritable engouement pour leur culture. Pourtant, la diversité des espèces se prêtant à cette technique devrait contenter les plus difficiles : chênes, bouleaux, érables, hêtres, ormes, charmes pour les arbres à feuilles caduques, mais ausi de nombreux conifères, cèdres, cyprès, genévriers, mélèzes, pins et des arbres fruitiers comme l'amandier, le grenadier ou le pêcher.

Cette liste, bien sûr limitée, montre que l'on utilise au départ des végétaux normalement appelés à un grand développement. Pour les maintenir jusqu'à l'âge adulte avec la dimension d'un tout jeune plant, il va falloir mettre en œuvre un jeu subtil de tailles du système aérien et souterrain. La nourriture sera distribuée avec parcimonie : juste assez pour survivre, mais trop peu pour se développer avec une vigueur normale. C'est une situation en certains points analogue à celle subie par des plantes soumises à de très rudes intempéries climatiques, comme les plantes alpines. A ce régime, le bonsaï va pousser lentement, très lentement même, mais demande des soins réguliers surtout dans son jeune âge lors de sa formation. Il faut en effet savoir modeler sa silhouette future en « tigeant » son tronc et ses branches principales avec un fil de cuivre. La charpente se construira alors telle que l'œil du maître en a décidé.

En revanche, il est à la portée de tout jardinier soigneux de conserver pendant de longues années et même de léguer à ses petits-enfants de somptueux bonsaïs qui, tel le bon vin, se bonifient en prenant de l'âge. Il suffit de respecter quelques conseils, et l'expérience fera le reste. Premier point, ne pas considérer le bonsaï comme une plante d'intérieur et résister au plaisir de maintenir de longs jours sur la cheminée du salon ce ravissant petit arbre qui apporte un peu de la forêt au cœur même de l'appartement.

Le rythme des saisons

Comme tout arbre, il a besoin d'air, d'une bonne luminosité, d'eau en quantité suffisante et de subir le rythme des saisons. Il ne craint pas la fraîcheur, mais doit néanmoins être protégé du gel, lequel en durcissant totalement la motte lui interdirait toute possibilité d'alimentation. Il suffit de le protéger par une couverture de paille ou de feuilles mortes. Par contre, il redoute principalement le chauffage central qui dessèche l'atmosphère et peut compromettre gravement son avenir. C'est pourquoi sa présence en appartement durant l'automne et l'hiver n'est guère recommandée et doit se limiter à de brefs séjours vite suivis d'un retour sur le balcon.

Second point, appliquer deux ou trois fois par an, au cours du printemps et de l'été, un engrais organique à décomposition lente (poudre d'os ou sang desséché). Enfin, il sera bon en cas de période chaude et sèche de compléter l'arrosage quotidien indispensable par une vaporisation d'eau sur le feuillage. Il va de soi qu'il faut aussi éviter un emplacement en plein soleil ou battu par le vent.

La taille des tiges ou pousses à développement trop rapide est donc chose relativement aisée et doit surtout viser à conserver une silhouette équilibrée. La taille des racines est déjà plus délicate. Elle intervient tous les quatre ou cinq ans et nécessite soit de s'informer en lisant au préalable quelques ouvrages spécialisés, soit de demander conseil au professionnel qui vous a vendu votre bonsaï. Au moment de cette taille, on en profite pour changer la moitié du terreau du pot.

MICHÈLE LAMONTAGNE.

● *Où se procurer des bonsaïs ?* DESPALLES : 76, bd Saint-Germain, 75005 Paris. Téléph. : 033-38-98 ; THIEBAUT : 30, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 073-29-03 ; SAMSON : 2, rue des Aulnes, 92330 Sceaux.
● *Où voir des bonsaïs ?* JARDINS KAHN, pavillon japonais, boulevard du 4-Septembre, Boulogne-sur-Seine ; PARC FLORAL DE VINCENNES : Exposition-vente chaque année chez LACHAUME, 10, rue Royale, Paris.
● *A ne pas manquer lors d'un voyage au Japon* : un village entier qui vit de la culture des bonsaïs : Omiya (Bonsaï Village) à une heure de train de Tokyo.
● *Quelques ouvrages* : *Bonsai* (Sunset book, Oak Tree Press Ltd 116 Baker St. London W1) ; *Bonsai, special techniques* (Brooklyn botanic Garden) Brooklyn NY 11225.

Hippisme



La course aux quatre-vingt-onze tiercés

UNE récente décision du ministre de l'agriculture a donné le départ, dans la coulisse, à une course au tiercé plus âpre qu'aucune de celles qui se déroulent sur la piste. Il s'agit, pour les six sociétés de courses participant à la compétition, de se partager l'ensemble des courses à tiercé — autant dire : la manne — dont le ministre autorisera l'organisation en 1976.

A l'origine de ce nouveau championnat toutes catégories, une prise de position, déjà énoncée dans le passé par les services de la Rue de Varenne, mais réaffirmée avec une détermination ne laissant plus place à des échappatoires : le nombre des tiercés est une affaire d'Etat et il ne peut être fixé que par l'administration, non par les sociétés de courses.

La société du trot a, la première, fait les frais de ce surcroît de rigueur. Elle avait prévu, discrètement, d'offrir un tiercé supplémentaire à son public le 20 novembre. Il a été annulé. Cependant — main de velours dans gant de fer — le ministère, cette fois saisi d'une demande régulière qui asseyait le principe de son autorité en la matière, a fini par accorder à Vincennes, pour les 4 et 18 décembre, deux tiercés supplémentaires qui aideront le trot à boucler son budget. Avec cette concession de dernière heure, le nombre total des tiercés aura été, en 1975, de quatre-vingt-dix.

En 1976, il sera de quatre-vingt-onze. Donc, peu de différence. Mais ce qui sera différent, ce sera le processus de répartition de ces tiercés entre les sociétés. Jusqu'à présent, c'était le ministère qui fixait la part de chacune. Ainsi, en 1975, la Société d'encouragement (Longchamp, Chantilly, Deauville) aura eu vingt-sept tiercés ; Vincennes, vingt-trois ; Auteuil, dix-huit ; la Société sportive (Saint-Cloud, Maisons-Laffitte, Enghien), seize ; le Sport de France (Evry), cinq ; Cagnes-sur-Mer, un.

A l'avenir, le ministère déterminera une enveloppe — en l'occurrence : quatre-vingt-onze tiercés — et les sociétés « s'entendront » entre elles pour la ventilation. On imagine « l'entente », quand il s'agit de se partager quelque six cents millions de francs (le rapport brut d'un tiercé, pour la société qui l'organise, est de l'ordre de sept millions de francs). On risque de voir, dans la ligne d'arrivée, des tassements, bousculades et déploiements d' « ailes de pigeons » près desquels ceux de l'Arc de triomphe sont minauderies de fillettes. Le commissaire de la course sera le ministre de l'agriculture : les sociétés qui s'estimeront lésées pourront déposer réclamation auprès de lui. Spectaculaire retournement de situation qui témoigne d'une belle habileté : voilà un an, le ministre, essayant d'imposer un décret qui renforçait le contrôle de l'Etat sur les sociétés de courses, avait, contre lui, le front uni de celles-ci : le voici aujourd'hui en posture d'arbitrer leurs inévitables dissensions.

Entre les différentes sociétés acquises au galop, les heurts s'aplaniront : on sera en famille. Mais, immédiatement ou à court terme, on va assister à une « guerre » trot contre galop. Le premier estime n'avoir pas la place au soleil que devraient lui valoir, selon lui, ses effectifs et sa popularité. De premières escarmouches se sont déroulées sur des champs de courses mixtes (trot-galop) à Vichy, Biarritz, Nantes, où les entraîneurs du trot ont manifesté pour que, déjà à l'échelon local, la répartition entre les deux disciplines soit révisée en leur faveur.

Le galop va aborder l'affrontement dans une position singulièrement diminuée. En se laissant coloniser par quelques grandes écuries étrangères, en se révélant incapable, au temps de l'opulence, de maintenir la qualité et le standing d'un élevage national, il s'est privé de la justification essentielle qu'aurait été une activité de caractère national et dynamique, atout que peut, au contraire, revendiquer le trot.

Il est vrai que sa faiblesse peut, à la limite, le servir. Elle apitoiera. Encore faudrait - il qu'au-delà de la faiblesse fussent perçus une volonté de redressement et un changement de politique permettant de l'espérer. La récente affirmation que l'exportation d'un grand cheval « ne concerne que son propriétaire » ne rend évidents ni l'un ni l'autre.

Sur les pistes, un exploit : la victoire de *Quart de Vin* dans la grande course de haies des trois ans sous une « montagne de poids » : 68 kilos. Issu d'un cru de qualité sans être illustre (*Devon* et une fille de *Tantième*), ce *Quart de Vin* est plein à ras bord de courage et de force, servis par une obéissance au jockey de tous les instants. Au total, un nectar.

Quart de Vin appartient à Hubert de Chaudenay, nouveau président de la Société d'encouragement. On peut ne pas être d'accord avec celui-ci sur la politique menée rue du Cirque, politique qu'au demeurant il n'a peut-être pas encore eu le temps d'infléchir. On ne peut qu'applaudir à ses choix de propriétaire et porter un toast enthousiaste à son *Quart de Vin*.

LOUIS DÉNIEL.

Sports



Tirés bohémiens

UN coq faisan s'élève dans un bruyant battement d'ailes, prend de la vitesse et passe à la cime des arbres au-dessus de la ligne des chasseurs postés. Un coup de trompe résonne alors : comme dans toute la Tchécoslovaquie en ce premier jour de novembre, la chasse au faisan et au lièvre est ouverte à Mestec-Kralove, en Bohême.

Les Français avaient été accueillis un peu plus tôt par le directeur de la chasse, et, avec les chasseurs locaux et les rabatteurs, rangés en carré, l'avaient écouté présenter la journée et prodiguer les conseils de prudence d'usage (on ne tirerait que le coq faisan et le lièvre). Après avoir désigné un mentor, qui servirait anssi de chargeur, à chacun il avait lancé un enthousiaste « Lovu zdar » (vive la chasse !). Puis tous s'étaient entassés avec les chiens dans les charrettes tirées par des chevaux qui les avaient amenés à pied d'œuvre.

Le temps était un peu triste, mais il ne pleuvrait pas. Terrain ondulé, vastes labours sombres et gras, limités par des haies et des canaux de drainage, ponctués de carrés de maïs encore sur pied, de petites bandes en jachère, de bois de feuillus.

Trois poules faisanes levées par les traqueurs et leurs chiens dans un bois prirent de l'aile pour se perdre au loin dans un long vol. Un coq tomba, lui, presque à la verticale. Les rabatteurs se rapprochaient. Un faisan désorienté survola les tireurs, salué en vain par une salve.

Placés derrière les chasseurs, les chargeurs ponctuaient les beaux coups, coups de longueur et doublés, de cris joyeux. Les chiens, des braques pour la plupart, et quelques griffons, figés au pied de leur maître, filaient, sur un geste, pour rapporter les pièces tombées ou poursuivre un oiseau désailé qui piétait dans les labours.

Peu après, les chasseurs purent apprécier pleinement la qualité de ces animaux lorsqu'ils avancèrent dans des friches, le long d'un cours d'eau. Ils quêtaient, prenaient le vent, quadrillaient le terrain, mettaient le nez aux remises et aux buissons. Parfois, l'un d'entre eux hésitait, rampait et se bloquait devant un taillis. Un ordre bref et il « forçait » l'arrêt, levant un oiseau ou débusquant un lièvre.

La journée s'avançait. Un grand feu réunit les chasseurs pour la pause d'un déjeuner rustique. Les langues (et la bière généreusement servie y est pour quelque chose) se délient. L'interprète court de groupe en groupe. L'animation joyeuse est interrompue par le responsable de la chasse qui explique le principe de la prochaine battue, dite « en chaudron » : les chasseurs partiront à tour de rôle d'un même point pour décrire un cercle ; les rabatteurs seront placés en alternance. La surface ainsi enserrée est immense. Au coup de trompe, la progression se fera, lentement, vers le centre.

Les lièvres tôt débusqués refluent ou tentent de passer la ligne... Oreille haute, un bouquin énorme se catapulte de son gîte, déboule, crochète, et... lève cinq faisans remisés. Le coq, le plus rapide en vol, tombe sous les plombs. Le rond se resserre. On ne tire plus maintenant que derrière soi. C'est la tête haute qu'un braque parcourt apparemment sans effort une cinquantaine de mètres, un lièvre de dix livres en travers de la gueule, pour le déposer pantelant aux pieds de son maître qui le flatte et l'encourage. D'un bois battu par la suite, s'échappe une harde de chevreuils que le froid qui avait régné les jours précédents avait probablement menés là.

La nuit vint. Devant le rendez-vous de chasse, les animaux ont été alignés sur un tapis de branches de sapin, sur le flanc droit comme le veut la coutume ; une torche éclaire la fourrure rousse des lièvres et fait chatoyer le brun, le marron pourpre, le vert bronze des plumes des faisans. La trompe sonne l'hallali. Le directeur de la chasse rend hommage aux chasseurs et surtout au gibier : « honneurs » rendus à un valeureux vaincu. Moment de plénitude..

Puis c'est le repas et la fête : le « roi de la chasse », le plus adroit et le plus courtois des chasseurs, est désigné. Accordéon, chants joyeux ou émouvants, péripéties de la journée répétées dix fois, toasts sans fin à la chasse et à l'amitie.

Mais la chasse, en Tchécoslovaquie aussi, a ses aléas. Le lendemain, sur un autre territoire pauvre en gibier, la journée fut morne, et le « tableau » maigre. N'est-ce pas cela aussi la chasse !

MICHEL FROMONT.

Pour les Français : SURTOUT LE PETIT GIBIER

D'UNE superficie totale de 127 900 km la Tchécoslovaquie se subdivise en neuf mille territoires de chasse d'une taille minimum de 500 hectares, tel celui de Mestec Kraleve, pour environ cent trente-six mille chasseurs soumis, comme dans tous les pays de l'Est et en Allemagne fédérale, au passage d'un permis très difficile.

Une organisation rigoureuse, une législation efficace et une infrastructure scientifique de qualité contribuent à faire de ce pays un exemple et un pôle d'attraction cynégétiques pour les étrangers. Si les Allemands et les Autrichiens s'y rendent pour le gros gibier (cerfs, chevreuils, daims, mouflons, sangliers, ours, lynx, loups) les Français y viennent surtout pour le petit gibier, comme le font essentiellement les Italiens en Yougoslavie.

Ils trouvent là une densité de faisans et de lièvres que ne saurait leur offrir que très rarement notre pays. La perspective de « faire des tableaux » (il est possible pour un groupe de douze fusils de faire mille à trois mille pièces et plus par jour...) mais aussi l'assurance de chasser un gibier sauvage motivent le plus souvent leur décision.

★ Renseignements : Orchape, 6, rue d'Armaillé, 75017 Paris. Tél. : 380-39-67.

Philatél



N° 1408

FRANCE : Relations diplomatiques France-U.R.S.S.

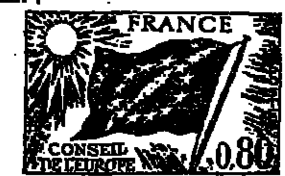
Le 24 novembre sera mis en vente générale le timbre commémoratif du cinquantième anniversaire des relations diplomatiques France-U.R.S.S. La maquette a été réalisée par René Dessirier.



1,20 F, bleu, rouge et pourpre.
Tirage : 7 000 000 d'exemplaires.
Gravure de Claude Durrens. Impression taille-douce ; Atelier du Timbre de France.
La mise en vente anticipée aura lieu :
— Les 22 et 23 novembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire ouvert au Musée postal, 34, boulevard de Vaugirard, Paris (15e). — Oblitération « premier jour ».
— Le 22 novembre, de 8 h. à 12 h., à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris (1er), et au bureau de Paris 41, 5, avenue de Saxe, Paris (7e). — Boîtes aux lettres spéciales pour l'oblitération « premier jour ».

FRANCE : Timbres de service « Conseil de l'Europe ».

Les valeurs des timbres de service à l'usage du Conseil de l'Europe seront alignées sur le tarif actuel. Les trois nouvelles valeurs représenteront le type précédent :
0,60 F, bleu, jaune orangé et vert clair ;



0,80 F, bleu, jaune orangé et pourpre ;
1,20 F, bleu, jaune orangé et bleu roi.

Emission le 24 novembre
La vente anticipée aura
— Les 22 et 23 novembre à 18 h., au bureau de po poraire installé au siège d de l'Europe à Strasbourg. — ration « premier jour ».
— Le 22 novembre, de 8 h à la recette principale des Strasbourg. — Boîte aux le ciale pour l'oblitération « jour ».

FRANCE : Les timbres Rouge 1975 ».

La série Croix-Rouge « saisons » sera complét année par deux autres également dessinées par Lambert. Vente générale 1 cembre.
0,60 F + 0,15 F, vert, brun ; « Printemps » ; g Cécile Guillame.



0,80 F + 0,20 F, brun rouge ; « Automne » ; gr Michel Monvoisin.
Impression taille-douce, du Timbre de France.
Tirage : 3 500 000 séries.
La vente anticipée se dér
— Les 29 et 30 novembre à 18 h., au bureau de post raire installé à la Maiso culture du Creusot (Saône- — Oblitération « premier j rouge.
— Le 29 novembre, de 8 h au bureau de poste du Cr Boîte aux lettres spécia l'oblitération « premier jo rouge.
— Les 29 et 30 novembre reau temporaire ouvert dans du comité d'entreprise de rité sociale, redoute de Mn Fort-de-France (Martiniqu Oblitération sans la mentio mier jour ».
— Le 29 novembre, au bu Fort-de-France.
● Le carnet « Croix-I contenant quatre timbres cune des deux valeurs, dont est de 7 F, sera également anticipée aux lieux ci-cont qués.

ADALBERT VITAL

Jeux



Échecs

N° 633

STURM UND DRANG

(Memorial Alekhine, novembre 1975.)
Blancs : R. VAGANYAN
Noirs : G. FORINTOS
Gambit de la Dame.

1. d4	Cf6	16. h5!	çXd4
2. ç4	é6	17. hXg6!! (i)	
3. Cf3	d5		FXé5 (j)
4. Cç3	Fé7	18. g5!! (k)	
5. Ff4 (a)	0-0		Fg4+ (l)
6. é3	Cb-d7 (b)	19. TXg4	Tç8 (m)
7. Dç2	ç6	20. gXh7+	Rh8
8. çXd5	CXd5(ç)	21. FXé5!! (n)	
9. CXd5	éXd5		TXé5 (o)
10. Fd3! (d)	Fb4+	22. gXf6	
11. Ré2	Cf6 (é)		TXç2 (p)
12. Cé5	Té8	23. FXç2	d3+
13. g4! (f)	g6 (g)	24. FXd3 (q)	Té8
14. Ta-g1	Fd6	25. Th-h1! (r)	ab.
15. h4! (h)	ç5		

a) Au lieu d'entrer dans la défense orthodoxe du Gambit-D par 5. Fg5, les Blancs choisissent ce simple développement du F-D, apparemment sans ambition, mais supérieur à sa réputation de nonchalance égalisatrice. On le trouve souvent, en effet, associé à la dangereuse variante du système d'échanges du Gambit-D dans laquelle les Blancs disposent de deux plans, soit l'attaque de minorité, soit l'offensive sur l'aile-R ; dans ces perspectives, le F-D contrôle ici l'importante diagonale h2-b8 et la case centrale é5, dans les deux variantes 1. d4, d5 ; 2. ç4, é6 ; 3. Cç3, Fé7 ; 4. çXd5, éXd5 ; 5. Ff4 et 1. d4, d5 ; 2. ç4, é6 ; 3. Cç3, Cf6 ; 4. çXd5, éXd5 ; 5. Cf3, Fé7 ; 6. Ff4.

b) La contre-attaque immédiate du centre par 6...ç5 permet, en principe, aux Noirs d'égaliser rapidement après 7. dXç5, FXç5 ; 8. çXd5, CXd5 mais, dans la partie T. Petrossian-R. Byrn du même tournoi, l'ancien champion du monde étrangla impitoyablement son adversaire à sa manière, c'est-à-dire sans lui laisser la plus faible respiration : 7. dXç5, FXç5 ; 8. Dç2, dXç4 ; 9. FXç4, a6 ; 10. Fd3, Cb-d7 ; 11. 0-0, b5 ; 12. Cé4! Db6 ; 13. Ta-ç1, Fé7 ; 14. Fç7!, Da7 ; 15. Fd6!, FXd6 ; 16. CXd6, Db8 ; 17. Tf-d1, Fb7 ; 18. Cg5, g6 ; 19. Dç7!, Fd5 ; 20. b3, Ta7 ; 21. DXb8, CXb8 ; 22. é4, Fç6 ; 23. é5, Cd5 ; 24. h4!, h6 ; 25. Cg-é4, Fa8 ; 26. g3, Cç8 ; 27. f4, Cd4 ; 28. Tç5!, Cf5 ; 29. Td-ç1, CXd6 ; 30. CXd6, Td7 ; 31. a4, Cb4 ; 32. Fé2, bXa4 ; 33. bXa4, f6 ; 34. Fg4, f5 ; 35. Fé2, g5 ; 36. Tç8, Td-d8 ; 37. Tç8-ç7!, gXf4 ; 38. gXf4, Tb8 ; 39. Rf2, Cd5 ; 40. Ta7, Tb2 et les Noirs abandonnèrent sans attendre 41. Tg1+, Rh8 ; 42. Cf7+. Une partie bien caractéristique du style de Petrossian.

c) Après 8..., éXd5 ; 9. Fd3 les Noirs peuvent essayer d'appliquer le plan Té8-Cf8-Fé6-Taç8-ç5, mais les Blancs peuvent, de leur côté, placer la célèbre attaque de minorité après Fd3-0-0 - Tab1 - b4.

d) Sans craindre la perte du roque, les Blancs accélèrent le développement en prenant pour cible le pion h7.

é) Les Noirs connaissent maintenant clairement les intentions de leur adversaire (l'attaque de mat) et évitent tout coup de pion (11..., g6 ou 11..., h6) qui faciliterait la prochaine rue g4-h4.

f) La bataille est engagée. La prise du pion g4 ouvrirait la colonne g et perdrait le pion h7

g) A considérer est 13..., ç5 ; 14. g5, Cé4 (ou même 14..., ç4 ; 15. gXf6, çXd3+ ; 16. CXd3, DXf6 ; 17. CXb4, DXf4) ; 15. FXé4, dXé4 ; 16. DXé4, Fé6.

h) Les fantassins précèdent l'artillerie lourde ; la concentration de troupes sur l'aile -R est un problème inquiétant pour les Noirs qui doivent regretter de ne pas avoir simplifié la position par 13..., g5. L'échange 15..., FXé5 ne change pas la gravité de la situation après 16. dXé5, CXg4 ; 17. h5! De même, si 15..., FXg4+ ; 16. CXf4 ; 17. h5! Le coup du texte paraît encore efficace.

i) Le sang-froid des Blancs est magnifique. Il est vrai qu'ils sont contraints d'aller de l'avant, puisque 17. éXd4 serait fautif : 17..., FXg4+!. Toute la question est de savoir qui ouvrira le premier les lignes, les Blancs sur le flanc Roi ou les Noirs au centre ?

j) 17... FXg6 semble plus sage, bien que la prise du C menace encore celle du Ff4.

k) Cette timide avance du pion g fait autant de bruit qu'une grosse bombe !

l) Il faut bien réfléchir dans cette tempête. D'abord, que se passe-t-il après *18..., FXf4 ? La réponse 19. gXf6!* fait surgir d'innombrables orages : par exemple, 19..., hXg6 ; 20. FXg6, DXf6 ; 21. FXf7+, RXf7 ; 22. Th7+, Rf8 ; 23. Tg8, d3+ ; 24. DXd3, DXb2+ ; 25. Rf3 ou bien 22. Dh7+, Ré6 ; 23. Tg6. Ou 19..., dXé3 ; 20. gXf7+, RXf7 ; 21. TXh7X, Rf8 ; 22. Th8+. Ou bien 19..., h6 ; 20. g7!. Ou, enfin, 19..., DXf6 ; 20. gXf7+, RXf7 ; 21. TXh7+, Rf8 ; 22. Th8+. Ou bien 22. Tg6) ; 22. Tg6, Dé5 ; 23. Dç5+. Si tout gagne après 18..., FXf4 ; 19. gXf6!, voyons *18..., hXg6 ;* 19. gXf6! suivi de 20. FXg6!. Reste la défense la plus solide : *18..., Cé4* qui amène la suite 19. gXf7+, RXf7 ; 20. FXé4, dXé4 ; 21. DXé4 ; Fg7 ; 22. g6+!, Rh8 ; 23. Dg6, Dé7 ; 24. Fh6, FXh6 ; 25. TXh6 suivi de 26. Dg8+ ou 22..., Rf8 ; 23. Df3 (23. gXh7, TXé4 ; 24. h8=D+, FXh8 ; 25. TXh8+, Rf7 ; 26. TXd8, Fg4+ ; 27. Rd3, TXd8 ; 28. RXé4, d3 conduit à la nulle !). Ff5 ; 24. gXh7, Df8 (si 24..., Fé4? ; 25. Fd6 mat) ; 25. Fh6!, FXh6 ; 26. Tg8+, Rf7 (si 26..., Ré7 ; 27. DXb7+) ; 27. Dd5+, Fé6 ; 28. Dh5+ et 29. h8=D. Une belle variante part de 25. Fh6!, Fd3+ ; 26. RXd3, DXf3 ; 27. h8=D+! avec gain.

m) Sur la prise 19..., CXg4, la réplique 20. gXf7+, RXf7 ; 21. Fb5! laisserait les Noirs sans ressources défensives ; par exemple, 21..., FXf4 ; 22. DXh7+ ou 21..., Fg7 ; 22. Df5+, Cf6 ; 23. gXf6, DXf6 ; 24. DXd5+, Dé6 ; 25. Dh5+, Dg6 ; 26. Fç4+, Rf8 ; 27. Fç5+!. D'où ce coup intermédiaire censé gagner un temps.

n) Magnifique estocade finale.

o) 21..., TXç2+ ; 22. FXç2, TXé5 n'est qu'une interversion.

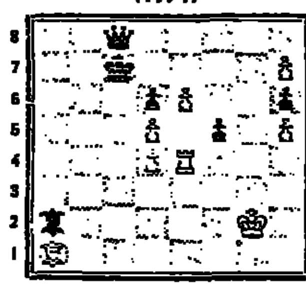
p) Forcé ! Si 22..., Dd7 ; 23. DXç8+, DXç8 ; 24. Tg8+, DXg8 ; 25. hXg8+, RXg8 et les Noirs ont un P en moins.

q) La menace 24. Tg8+ subsiste.

r) Menaçant toujours 26. Tg8+ et restant en finale avec un P de plus.

CLAUDE LEMOINE.

ETUDE
G. KASPARIAN
(1971)



BLANCS (8) : Rg2, Té4, Fa1, Pd4, d5, é6, h7 et h5.

NOIRS (6) : Rç7, Dç8, Fa2, Pd6, f5, h6.

Les Blancs jouent et font nulle.

SOLUTION DE L'ETUDE N° 632
E. IVANOV. « Chaki », 1958.
(Blancs : Rh7, Dd2, Cf4. Noirs : Rb1, Fa8, Pa2, ç2, ç5, ç6.)

1. Cd3, a1=D ; 2. Dé1+ !, Ra2 ; 3. Da5+, Rb1 ; 4. Db6+, Ra2 ; 5. Da7+, Ra2 ; 6. Db8+, Ra2 ; 7. Dg8+ !, Ra3 ; 8. DXa8+ et les blancs gagnent ou 7..., Rb1 ; 8. Dh3+ suivi du mat. Ou bien 2..., ç1=D ; 3. DXç1+, Ra2 ; 4. Dç4+, Ra3 ; 5. Da6+.

Bridge

N° 629

LE RAPT D'OMAR SHARIF

Pour réussir le contrat dans cette donne du Festival Melia Don Pepe, il fallait qu'Omar Sharif opérât un véritable « kidnapping » des atouts adverses.

	Nord	
	♠ A 10 6 3 2 ♥ 10 5 ♦ V 10 8 5 4 ♣ 8	
Ouest ♠ R 9 8 5 ♥ 3 ♦ R 3 2 ♣ V 9 7 5 4	N / O E / S	**Est** ♠ D 7 ♥ D 9 8 4 2 ♦ 9 7 6 ♣ D 10 2
	♠ V 4 ♥ A R V 7 6 ♦ A D ♣ A R 6 3	

Ann. : N. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X...	Garozzo	Y...	Sharif
—	passe	passe	1 ♣
passe	1 ♦	passe	2 ♣
passe	2 ♦	passe	2 ♥
passe	2 SA	passe	3 ♣
passe	3 ♥	passe	4 ♥...

Ouest entama le 5 de pique pour le 2 et la dame d'Est qui contre-attaqua le 7 de carreau.. Sud prit de l'as et rejoua la dame de carreau. Ouest mit le roi et continua pique pour l'as du mort (car Est pouvait avoir le roi de pique) *Comment Omar Sharif a-t-il gagné* ce contrat de QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse :

Omar tira le valet de carreau sur lequel il défaussa un trèfle, puis il prit la main avec l'as de trèfle, coupa un trèfle avec le 5 de cœur et joua le 10 de couvert par la dame et l' cœur. Il tira ensuite le cœur et le roi de trèfle. *Il joua le 6 de cœur* pou encore deux levées, car le dernières cartes étaient :

——— ♥ 9 8 4
♥ V 7 6

Sud joue le 6 de cœ prend du 8 et doit rejoue dans la fourchette...

La réussite de ce con fut cependant pas un « to le Marocain Omar atterr Stetten à « 6 SA » qu'il... sur l'entame à trèfle ! Apr donné le roi de carreau, il au mort par l'as de piq réaliser tous les carreaux les... cœurs (Est ayant eu bilité de défausser un c de ne pas couvrir ensuite l cœur) !

LA COUPURE DE JOURDA

La coupure des communications adverses exige souvent une technique perfectionnée, comme dans cette donne jouée aux dernières Olympiades par paires de Las Palmas des Canaries.

	Nord	
	♠ A 8 3 ♥ R D 7 2 ♦ 5 ♣ D 9 7 6 3	
Ouest ♠ R V 7 5 4 2 ♥ 8 6 5 ♦ 9 ♣ A 10 8	N / O E / S	**Est** ♠ D 6 ♥ A V 10 3 ♦ R D V 7 4 3 ♣ 2
	♠ 10 9 ♥ 9 4 ♦ A 10 8 6 2 ♣ R V 5 4	

Ann. : O. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Goldm.	Shenk.	Blument.	Jourd.
passe	passe	1 ♦	passe
1 ♠	contre	2 ♦	passe
2 ♠	passe	passe	3 ♣
contre	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le 9 de carreau, Sud prit le valet avec l'as et joua le 9 de cœur pour le 5, la dame et l'as d'Est qui contre-attaqua son singleton d'atout (le 2 de trèfle). Ouest prit avec l'as et rejoua trèfle. *Comment Jourdain a-t-il gagné* TROIS TREFLES contre toute défense ?

Note sur les enchères :

Après avoir passé au premier tour, Nord doit contrer pour montrer une dizaine de points et un fort soutien dans les couleurs qui n'ont pas été déclarées. Quant au contre de pénalité d'Ouest, il n'est justifié qu'en tournoi par paires.

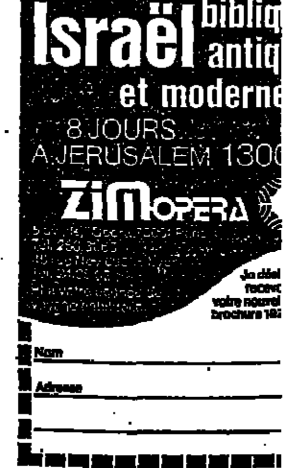
A une autre table, Oue ouvert d'un 2 faible.

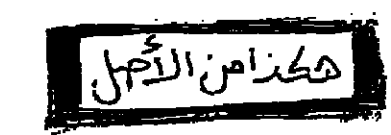
Ouest	Nord	Est
Fonséca	Burgay	Cintra
2 ♠	passe	4 ♠

Nord ayant entamé le 5 reau, le contrat chuta d'un mais, sur l'attaque du cœur, il y aurait eu deux de chute.

PHILIPPE BRUGI

● *Le champion du mo scrabble.* — Un Français, chel Charlemagne, quaran ans, professeur d'anglais ville-le-Pont (Val-de-Ma remporté, devant cinq Be championnat du monde de ble francophone, organisé ment à Estepona, en Espa





Concorde

Paris : 13 h
Rio : 16 h*

Premier vol : 21 janvier

Concorde
un avion pour votre temps



*heure locale

CARNET

Naissances

— M. Claude Setter et Mme, née Aboucaya,
ont la joie de faire part de la naissance d'
Alexandra,
le 15 novembre 1975.
3, rue George-Sand,
75016 Paris.

— Olivier et Adrienne Bouyssonie sont heureux d'annoncer la naissance d'
Aurelia,
le 6 novembre 1975.
15 bis, boulevard Carnot,
Le Vésinet.

Fiançailles

M. et Mme André Bittner,
M. et Mme Bernard Lefort,
sont heureux de faire part des fiançailles de
Catherine
et
Jean-Marie,
le 16 novembre 1975.
7, quai Ligier-Richier,
Nancy.
77, avenue Foch,
Nancy.

— M. Marc Lesur et Mme, née Malegue,
sont heureux de faire part des fiançailles de leur fille
Martine,
avec
M. Olivier Goussard.

Décès

— Mme Jacques Blancel,
M. et Mme Philippe-Gérarr et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis Cauvin et leurs enfants,
et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques BLANCEL,
ingénieur chimiste,
ancien conseiller du commerce extérieur,
ancien président de sociétés,
chevalier de la Légion d'honneur,
survenu le 19 novembre dans sa quatre-vingtième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 novembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, sa paroisse. où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière des Batignolles, dans le caveau de famille.
75008 Paris,
5, rue de la Renaissance.
66, rue d'Estienne-d'Orves.
92140 Clamart,
30, rue d'Astorg.
75008 Paris.

— Le président,
Les membres du conseil d'administration et le personnel des établissements Henri J. de Tabet, Nanterre,
ont la très vive douleur d'annoncer la mort subite de leur administrateur délégué et directeur général
Philippe CORNETTE DE SAINT-CYR.
3 à 13, rue des Suisses.
Les obsèques ont été célébrées en l'église de Méré (Yvelines), le 19 novembre.

— Nous apprenons le décès de
M. Jean DOMBRAY,
pionnier de l'Aéropostale,
survenu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans à Toulouse.
[Né à Charleville en 1890, Jean Dombray avait été pilote à l'escadrille de bombardement de nuit et fut affecté comme lieutenant le 2 octobre 1917 à l'escadrille des Cigognes, dont il prit le commandement après la disparition de Guynemer. Engagé après la guerre à l'Aéropostale, il effectua, en compagnie de Didier Daurat, le premier vol France-Maroc.]

— M. et Mme Jacques Cyrot et leur enfants,
M. et Mme Pierre Feintuch et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Stanislas FEINTUCH,
survenu à Paris le 14 novembre, dans sa quatre-vingt-deuxième année.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

— Nous apprenons le décès de
M. Philippe LELIÈVRE,
peintre-graveur,
premier grand prix de Rome
[Né en 1929 à La Rochelle, Philippe Lelièvre, qui avait suivi l'enseignement d'André Lhote à l'Ecole nationale des beaux-arts, avait obtenu le premier grand prix de Rome de gravure en taille-douce en 1960. Il a souvent exposé dans les galeries parisiennes ses paysages et ses nus, dessins et estampes réalisées le plus souvent selon la technique de la gravure au vernis mou.
Philippe Lelièvre, qui a également participé à de nombreuses expositions collectives, notamment à la Bibliothèque nationale, est l'auteur de la grande gravure murale de 12 mètres carrés, sur marbre, de la bibliothèque Sainte-Geneviève.
Il était sociétaire de l'Estampe et, depuis 1968, des Peintres-Graveurs français.]

— Gaston Marlas,
M. et Mme André Marlas,
M. Marc Guicharnaud et ses enfants,
Mme veuve Guicharnaud, ses enfants et petits-enfants,
Mme veuve Lucien Duverge, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Marlas, Arnaud, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès brutal de
Mme Henriette MARLAS,
née Guicharnaud.
Les obsèques ont eu lieu le samedi 15 novembre 1975 à Montpellier.
34000 Montpellier,
13, avenue Saint-Lazare.
Oran,
5, square Emile-Cayla.

— MM. Maurice et André Nahoum,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et parent,
M. David NAHOUM,
survenu le 20 novembre.
L'inhumation aura lieu le lundi 24 novembre, au cimetière de Pantin-Parisien (réunion entrée principale, vers 15 heures).

— Mme Paul Roger,
M. et Mme John Newby et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Bougeret,
M. et Mme Pierre Roger, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Munro Fox,
M. et Mme Jean Roger, leurs enfants et petits-enfants, et la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul ROGER,
ancien de la Compagnie de Suez,
leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle et parent,
survenu le 20 novembre à Paris.
La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 24 novembre, à 15 h. 45, en l'église Saint-François-Xavier, 36, boulevard des Invalides, Paris-7e.
Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes, les remplacer par des messes.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Ouen.
Cet avis tient lieu de faire part.
Paris-15e,
7, rue Alexandre-Cabanel.
Joannesburg (Afrique du Sud),
B.P. 555 Abidjan (Côte d'Ivoire).

— Madame René Surzur et toute la famille
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
René SURZUR,
ingénieur principal honoraire de la S.N.C.F.,
officier de la Légion d'honneur,
médaille de la résistance,
décédé subitement le 15 novembre.
Les obsèques ont eu lieu à 64 Urt, dans l'intimité familiale
Un service religieux sera célébré à sa mémoire en l'église Saint-Maurice-de-Bécon, 216, rue Armand-Sylvestre, 92400 Courbevoie, le jeudi 27 novembre, à 11 heures, train gare Saint-Lazare (descendre Asnières ou Bécon-les-Bruyères).
92600 Asnières,
8, rue d'Alsace.

L'abbé Nolard THIBEDORE,
ancien aumônier des étudiants antillais,
chevalier de l'Ordre du mérite,
croix de guerre 1939-1940,
s'est endormi dans la paix du Seigneur, le 9 novembre, à Sentheim (Haut-Rhin), à l'âge de soixante et un ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
Famille et amis sont invités à prendre part à la messe qui sera célébrée en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris-4e, métro Saint-Paul, le 29 novembre, à 9 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
75003 Paris,
1, rue Charlot.

Remerciements

— Mme Alain Benoist et son fils Stéphane,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès accidentel du
docteur Alain BENOIST,
remercient très sincèrement toutes les personnes qui par leurs présence, messages se sont associées à leur deuil.

— Mme Pierre Lanos et ses enfants,
Mme Paul Lanos,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du deuil qui les a frappés en la personne du
colonel Pierre LANOS,
et dans l'impossibilité de répondre individuellement, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Avis de messe

— Un service religieux sera célébré le lundi 24 novembre, à 11 heures, à l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, Paris (6e), à la mémoire de
Joseph LACASSE,
peintre et sculpteur,
décédé à Paris le 28 octobre 1975.

Offices religieux

— Un service religieux sera célébré dimanche 23 novembre, à 11 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, par M. l'aumônier Fougerousse, à la mémoire du
général FLIPO,
ancien président de la Fédération des sociétés d'anciens de la Légion étrangère,
des anciens présidents d'amicales affiliées et de tous les membres décédés en cours d'année.

Communications diverses

— Mme Marcelle Kraemer-Bach vient d'être nommée grand officier de l'ordre du Mérite. Avocate à la cour, Mme Kraemer-Bach est fondatrice et présidente d'honneur de la Fédération internationale des femmes de carrières juridiques, deux fois expert dans la délégation française à l'ONU, présidente nationale des parents de tués, médaill[...] résistance.

— Bridge et réveillon à [...]
Sous le haut patronage [...] Government Tourist Board [...] international de bridge, d[...]cembre au 3 janvier.
Réserv. : 874-64-85 et 2[...]

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi

EXPOSITIONS

S. 1 - Tableaux anciens. Obj. d'art d'Extr.-Orient. Bel ensemble de Mbles XVIIIe. S.C.P. Champetier de Ribes, Ribeyre, Millon.
S. 2 - Visons Mob. Me le Blanc.
S. 6 - G. Wakhevitch. Me Robert.
S. 8 - Collect. d'un Amateur. Estampes et dessins mod. Mlle Callac. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur.
S. 10 - Tablx mod. Mes Boisgirard.
S. 11 - Bijoux. Objets de vitrine. Argenterie ancienne et moderne. MM. Fromanger, Dillée, Déchaut. Mes Ader, Picard, Tajan.

VENTES

S. 19 - Estampes. S.C.P. Loudmer/Poulain.



PRESSE

[L'i]nspection du travail autorise [so]ixante-treize licenciements au « Figaro »

[S]tatuant en appel de référé, la [qu]atorzième chambre de la cour de [Paris] a confirmé, le jeudi 20 novem[bre], l'ordonnance par laquelle [M. O]livier, premier vice-président du [tribu]nal en première instance, s'est [décla]ré incompétent, le 20 octobre [derni]er, dans le litige opposant le [comi]té d'entreprise à la nouvelle [direc]tion du « Figaro », au sujet [de l]a régularité de la demande de [licen]ciement de cent quinze mem[bres] du personnel présentée à l'ins[pecti]on du travail.

[Le]s magistrats estiment que l'af[faire] relève de la compétence de [l'aut]orité administrative, c'est-à-dire [de l']inspection du travail.

[A c]e propos, on apprend que l'ins[pecti]on du travail du 8e arrondisse[ment] a signifié jeudi à M. Audinot, [prési]dent du conseil de surveillance [du «] Figaro », qu'elle autorisait le [licen]ciement de soixante-treize sala[riés] se répartissant ainsi : trente-[...] employés administratifs et [...]nte et un journalistes.

[Ra]ppelons que M. Robert Hersant, [nouv]eau propriétaire du « Figaro », souhaitait licencier cent quinze personnes, parmi lesquelles soixante-dix journalistes (dont, en fin de compte, il convenait de soustraire cinq personnes — documentaliste, archiviste ou tireurs-retoucheurs, — qui avaient été inscrits parmi les effectifs rédactionnels).

Mais si la direction du « Figaro » persiste, comme tout semble l'indiquer, à ne pas tenir compte dans ses calculs des départs volontaires (cinquante-six), qui ont eu lieu au 31 octobre, c'est finalement d'une centaine de journalistes que la rédaction du journal pourrait se trouver bientôt amputée. Soit le tiers des effectifs pour les dirigeants syndicaux — qui se réfèrent au chiffre de deux cent quatre-vingt-treize journalistes permanents qui avait été cité lors de l'arrivée de M. Hersant — alors que celui-ci retiendrait le chiffre de quatre cents en comptant les pigistes permanents.

M. Robert Hersant doit recevoir les dirigeants syndicaux des catégories concernées au début de la semaine prochaine, avant l'envol des lettres de licenciement.

[V]ers une édition du « Parisien libéré » dans la Somme ?

[Le] groupe Amaury s'apprête à [lanc]er une édition du *Parisien [libér]é* dans le département de la [Som]me. A cet effet, le groupe [vien]t d'acquérir un immeuble dans [le c]entre d'Amiens.

[Ce] projet, qui pourrait se con[crét]iser dès le 1er janvier, consti[tuer]ait une réplique à l'offensive [que] *le Courrier picard*, quotidien [édité] à Amiens, a lancée dans le [dépa]rtement de l'Oise depuis la [susp]ension de *l'Oise-Matin* que [pub]liait le groupe Amaury avant [le c]onflit avec les ouvriers du [Livr]e C.G.T.

[Ra]ppelons que *le Parisien [libé]ré* compte actuellement dix [éditi]ons « régionales ».

Incident au Conseil de Paris

[L']incident, suscité par une [man]ifestation d'adhérents [du s]yndicat du livre qui occu[paien]t les tribunes du public, a [entraî]né, jeudi 20 novembre, une [suspe]nsion de séance d'une heure [au C]onseil de Paris.

[C'e]st au moment où M. Jean [...]r, conseiller de Paris (com[mun]iste), sommait le préfet de [polic]e de répondre à des ques[tions] concernant *« la répression [cont]re les ouvriers du* Parisien [libé]ré », qu'une trentaine de re[prés]entants du Livre ont brandi [une] banderole sur laquelle on [pou]vait lire : « Parisien libéré, [nég]ociations ».

Les ouvriers du Livre ont quitté la tribune du public après la suspension de séance pour participer à un meeting sur la place de l'Hôtel-de-Ville, réunissant environ cinq cents personnes.

Au cours de ce meeting, MM. Georges Sarre (P.S.) et Jean Gajer ont pris la parole pour soutenir l'action engagée par le Syndicat du Livre.

● *Deux véhicules transportant des exemplaires du « Parisien libéré »* ont été attaqués à Saint-Maur et à Créteil (Val-de-Marne) pendant la nuit du 20 au 21 novembre. Leur chargement a été détruit. A Saint-Maur, quatre hommes ont arrêté, vers 2 h. 30, un livreur de journaux et, après lui avoir dérobé son véhicule, ont jeté quatre mille exemplaire du journal dans la Marne. Dix minutes plus tard, à la station de métro Créteil-Préfecture, un groupe d'une vingtaine de personnes a jeté cinq mille exemplaires dans les couloirs du métro après avoir crevé les pneus du véhicule qui les transportait. Dans les deux cas, les agresseurs ont réussi à prendre la fuite.

● *L'Association de la presse présidentielle*, qui a tenu son assemblée générale mardi 18 novembre, a élu président M. Alain Fernbach, rédacteur en chef adjoint à TF 1, qui sucède à notre collaborateur André Passeron.

Documentation

LES PUBLICATIONS DE L'INED

En septembre et en octobre, l'Institut national d'études démographiques a fait paraître :

● *Population*, n° 4-5, juillet-octobre 1975 (trentième année). Revue bimestrielle d'information et d'études démographiques.

Extrait du sommaire.

Articles :

— Attitudes et opinions des Français à l'égard de la fécondité et de la famille.
— Mesure de la consanguinité et liaison génétique.
— Schéma d'évolution des mariages après de grandes variations des naissances.
— La mortalité départementale en France.
— Eléments d'analyse de la transition démographique.

La conjoncture démographique. L'Europe :

— Données statistiques.
— La fécondité à l'est et à l'ouest de l'Europe.
— Chronique de l'immigration.

Notes et documents :

— Les attitudes des cadres envers la sécurité.
— La mortalité suivant l'état matrimonial aux Pays-Bas de 1850 à 1970.
— L'instruction des femmes au Pérou.

★ *Le numéro (200 pages), France, 18 F ; étranger, 22 F.*
Abonnement 6 numéros, France, 70 F, étranger, 85 F.

● *Population et sociétés*. Bulletin mensuel d'informations démographiques, économiques et sociales.

N° 83, septembre 1975 : « Le logement des Français ». Quelques chiffres concernant les démographies espagnole et italienne. Les étrangers à Paris, leur nombre selon les nationalités les plus fréquentes.

N° 84, octobre 1975 : « La population mondiale dans un siècle » (en 1075). La plus récente projection « basse » de l'ONU pour les principaux continents. Natalité et immigration en France et en Allemagne. Mariage et travail féminin.

★ *Abonnement, France, 12 F ; étranger, 18 F.*

● Collection *Travaux et documents* (INED-PUF).

— Cahier n° 73 : « Le mariage dans la société française contemporaine ». Faits de population, données d'opinion, de Louis Roussel.

Extrait du sommaire :

— Mariages et familles d'autrefois.
— Le mariage.
— Les ruptures d'union.
— La vie prénuptiale.
— La vie conjugale.
— Le divorce.
— L'institution matrimoniale « en crise ».
— Mariage et famille.
— Famille et société.

★ 1 vol., 407 pages. Prix : 35,30 F.

Tous ces ouvrages sont en vente à l'INED :
27, rue du Commandeur
75675 PARIS CEDEX 14
Tél. : 336-44-45

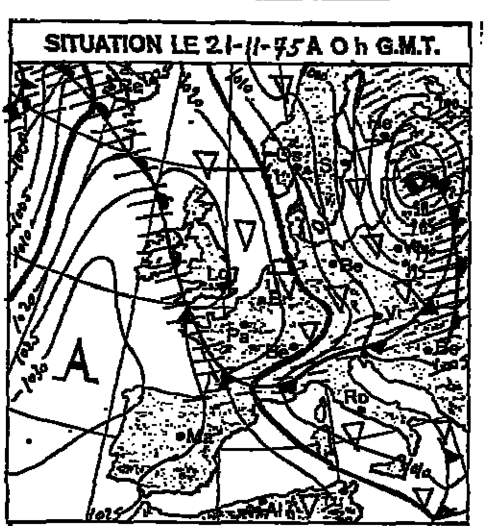
Le montant des commandes doit être adressé à :
Monsieur le régisseur des recettes de l'INED

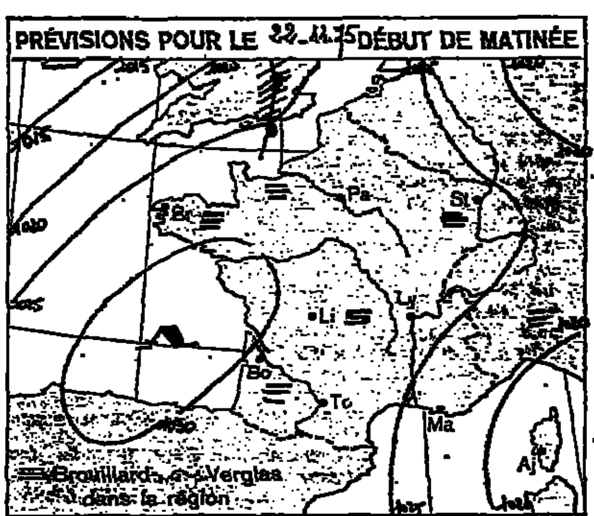
Le Cahier n° 73 est également en vente à la librairie des PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 49, boul. Saint-Michel, 75505 Paris, et à la FNAC.



AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▽ averses ⌐ orages ➡ Sens de la marche des fronts
Front chaud ▲▲ Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 21 novembre à 0 heure et le samedi 22 novembre à 24 heures :

L'air froid venu de la mer du Nord s'est étendu à presque toute la France, à l'exception des régions voisines de l'Atlantique. Samedi, il couvrira encore la majeure partie de notre pays, mais les masses d'air plus doux, venant de l'Atlantique, pénétreront lentement sur nos régions de l'Ouest et du Nord-Ouest.

Samedi 23 novembre, le temps sera doux, couvert et brumeux en Bretagne et en Vendée, où les vents, de sud-ouest, seront faibles. Sur le reste de la France, le ciel sera peu nuageux le matin, mais il y aura des brouillards dans les régions de l'intérieur, et des gelées de 0 °C à —3 °C dans l'Est, le Nord-Est, la région pairsienne et le Massif Central. Au cours de la journée, des nuages d'instabilité se développeront localement en montagne, où ils pourront donner quelques averses de neige. D'autre part, le temps deviendra très nuageux et plus doux en Normandie et dans le Nord.

Les vents, de secteur nord, assez forts près de la Méditerranée, seront faibles ailleurs.

Vendredi 22 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 026,4 millibars, soit 769,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Ajaccio, 16 et 6 degrés ; Biarritz, 14 et 12; Bordeaux, 14 et 11; Brest, 12 et 9 ; Caen, 13 et 3 ; Cherbourg, 12 et 4 ; Clermont-Ferrand, 13 et 3 ; Dijon, 12 et 2 ; Grenoble, 6 et 3 ; Lille, 11 et 2 ; Lyon, 7 et 2 ; Marseille, 15 et 9 ; Nancy, 12 et —1 ; Nantes, 14 et 8 ; Nice, 15 et 8 ; Paris-Le Bourget, 13 et 2 ; Pau, 12 et 11 ; Perpignan, 17 et 13 ; Rennes, 13 et 6 ; Strasbourg, 10 et 0 ; Tours, 13 et 4 ; Toulouse, 13 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 9 et 2 degrés ; Athènes, 20 et 13 ; Bonn, 11 et 2 ; Bruxelles, 11 et 1 ; îles Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 7 et 0 ; Genève, 7 et 4 ; Lisbonne, 17 et 10 ; Londres, 12 et 1 ; Madrid, 15 et 2 ; Moscou, 1 et 0 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 17 et 12 ; Rome, 17 et 10 ; Stockholm, 1 et —5.

Visites, conférences

SAMEDI 22 NOVEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 14 h. 30, musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, Mme Pajot : « Exposition : Autour du Bateau-Lavoir ». — 15 h., 9, place des Vosges, Mme Garnier-Ahlberg : « Hôtel de Chaulnes ». — 15 h., 121, rue de Lille, Mme Lamy-Lassalle : « Hôtel de Sales ». — 15 h., 1, place Malesherbes, Mme Pennec : « Le Château-Gaillard ». — 15 h., grille de l'esplanade des Invalides, Mme Philippe : « Victoire des villes et de l'urbanisme à travers les maquettes du Musée des plans et reliefs ».

CONFERENCES. — 17 h. 15, Collège de France, M. Pierre Clarac : « Renon et les Goncourt » (Société des études renaniennes). — 17 h., Maison Jean-Vilar, à Marly-le-Roi, M. Jacques Lay : « Louveciennes hier et aujourd'hui ». — 14 h. 45, Théâtre Bernard (ex-Rochefort), 64, rue du Rocher, M. Henri Queffelec : « Le Phare » ; M. Jean Rigaux : « Eh ben ! ça va très bien. Cinquante ans de vie parisienne » ; M. J.-R. Voeltzel : « La pénurie de l'énergie peut-elle remettre en cause notre civilisation ? » (Club du faubourg). — 20 h. 30, 26, rue Bergère, Ma Suryananda Lakshmi : « L'apocalypse » (L'homme et la connaissance). — 20 h. 30, salle des mariages de la mairie de Pierrefitte, M. le pasteur M. Viot : « Bible et occultisme » (Amicale de la culture judéo-chrétienne).

DIMANCHE 23 NOVEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., entrée, Mme Détrez : « La Sainte-Chapelle ». — 15 h., 1, place Joffre, Mme Lamy-Lassalle : « L'Ecole militaire ». — 15 h., portail de Saint-Gervais, place Saint-Gervais, Mme Legregeois : « De la maison des abbesses de Maubuisson à la maison des parlementaires de la Fronde ».

CONFERENCES. — 15 h. 30, 15, rue de la Bûcherie, comte Pierre Barozzi : « Histoire de l'école de peinture vénitienne. Les grands peintres du XIVe au XVIIIe siècle, avec projections » (Les artisans de l'esprit). — 9 bis, avenue d'Iéna, M. Roger Orange, 15 h. : « Afghanistan » ; 17 h. : « Népal ». — 18 h., 13, rue de la Tour-des-Dames : « Méditation transcendantale et conscience cosmique » (Association internationale de méditation transcendentale) (entrée gratuite). — 15 h. 30, Musée social, 5, rue Las Cases, M. René Héron de Villefosse : « Les poètes de la route » (Société des poètes français). — 16 h. 45, Notre-Dame de Paris, M. Jean-Marie Domenach : « Liberté spirituelle et praxis chrétienne » (Recherches et expériences spirituelles « Libres dans l'esprit »).

Colloque

● *Le foyer culturel de la Fédération des œuvres laïques de la Mayenne* organise, à Laval, du 22 novembre au 5 décembre, une quinzaine de réflexion et d'animation sur la vie sociale et culturelle du Portugal. La F.O.L. de la Mayenne se propose de leur permettre de renouer des liens culturels avec leur pays d'origine (33, rue du Vieux-Saint-Louis, 53018 Laval).

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 21 novembre 1975 :

UN DECRET

● Instituant un conseil supérieur des classes moyennes.

UNE LISTE

● Des élèves de l'Institut national de formation des cadres supérieurs de la vente du Conservatoire national des arts et métiers.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 310

HORIZONTALEMENT

I. Le mulet est fait pour les porter ; Descendent quand les porteurs les lâchent ensemble. — II. Lieu d'attentes ; Prendre sans délicatesse (épelé) ; Supprima. — III. Tout compte fait, il doit être acquitté ; Où bien des femmes rougissent sous l'effet de certaines caresses. — IV. Borné ; Se perd dans la nuit des temps ; Divinité. — V. Nouveau, il se pèse avec les os ; Prénom féminin ; Ce n'est qu'un jeu pour ceux qui font la foire. — VI. Enveloppe recommandée. — VII. Articulés ; Apprécié par celui qui le siffle. — VIII. Très jeune et très tendre. — IX. Possessif ; Verni ; Le long du Mississippi ; Permet de tout régler. — X. On a intérêt à le pousser quand il est bon ; Accessoires de paysagistes. — XI. Noire, chez un mauvais sujet ; Mesure étrangère ; Bien sous tous les rapports. — XII. Symbole chimique ; Préfixe ; Abréviation ; Plus facile à changer quand il est faux. — XIII. Ne se creuse pas la tête ; Retentissaient dans la tristesse ; Morceau de poulet. — XIV. Pronom ; Dans le signalement du bouc ; Cherche à boucher un trou. — XV. Entre une robe et une culotte ; Préfixe ; Mal équilibrées quand elles paraissent vides.

VERTICALEMENT

1. Il faut bien reconnaître qu'il ramène souvent sa fraise, mais ce n'est pas de sa faute ! ; Montent et descendent en un clin d'œil. — 2. Met parfois un point tragique et final à un drame de la mésentente ; Pas sereine. — 3. Abréviation ; Belle dans le Morbihan ; Désigne un prélat. — 4. Délibérement sacrifié ; Les conseils d'une mère lui ont peut-être manqué ; Identique. — 5. Pronom ; Fin de participe ; Peu appétissant ; Accompagne. — 6. Brillant sujet ; Pronom. — 7. Le chien par rapport à l'homme. — 8. Ville d'Amérique ; Cherche à éviter certains grincements ; En fin de carrière. — 9. Est cité dans la Bible ; Orientation. — 10. Comme les cheveux dans la vieillesse et parfois les amis dans le malheur ; Fédération de l'Asie. — 11. Influe sur les cours ; Recevoir. — 12. En Roumanie ; Pronom ; Précède un nom hautement respectable. — 13. Oncle d'un certain âge ; La Terre ; Occupation mouvementée ; Ne se fie ni à Dieu ni à ses saints (épelé). — 14. Conjonction ; Couleur ; Exagère l'importance de bien des choses. — 15. Assez relevée ou un peu légère ; Dun auxiliaire ; Pronom.

Solution du problème n° 1 309

Horizontalement

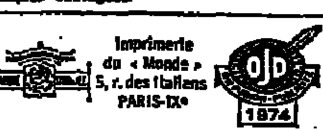
I. Détective. — II. Emise ; Mal. — III. Rossai ; Lu. — IV. Ai ; Andes. — V. Misères. — VI. Gais ; Am. — VII. Eve ; Elier. — VIII. Zèle ; Etre. — IX. Visées. — X. Ru ; Oô. — XI. Démesurés.

Verticalement

1. Dérangez ! ; RD. — 2. Emoi (cf. « décomposition ») ; Avenue. — 3. Tis ; Miel. — 4. Essais ; Evoé ! — 5. Céans ; Ios. — 6. Idéales. — 7. Im ; Ermite. — 8. Valse ; Erèbe. — 9. Elu ; Sûres.

GUY BROUTY.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

La femme de quarante ans

*Franchement, à la place de Nicole, l'héroïne d'*Un changement de saison*, je ne sais pas si je l'aurais fait : tout quitter comme cela, du soir au lendemain, son mari, ses gosses, sa maison, son coin, laisser un mot sur la table de la cuisine, prendre le train de Paris, s'épuiser huit heures par jour dans un pool de dactylos, s'installer dans une petite chambre d'hôtel, ne pas revenir passer les week-ends — elle habite Dieppe, ce n'est pas si loin... Non pour fuir ou pour rejoindre quelqu'un, au départ, pour trouver de quoi boucher un trou de 500 francs par mois dans le budget familial et, à l'arrivée, à peine de quoi couvrir ses frais.*

On a beau prôner, prêcher le travail de la femme, dans ce cas précis, un cas extrême, on ne comprend pas Marie Dubois, enfin pas bien. On comprend mieux François Dyrek, le mari, un brave type, un peu lent, un peu lourd peut-être. Il a du mal à l'admettre, mais, que voulez-vous, nous aussi. C'est joué avec une grande vérité. Ce n'est pourtant pas vraisemblable. Et cependant c'est vrai.

La fiction ici recouvre une enquête. Avant de nous raconter cette histoire, Jacques Krier et Marcel Trillat l'ont entendue paraît-il dix fois, cent fois de la bouche de femmes désireuses d'échapper, autour de la quarantaine, à la solitude inutile d'un foyer déserté par des enfant déjà grands et désespérées de ne pouvoir trouver une place, leur place, au soleil de la vie active et sociale.

Pour tirer de tant d'expériences un exemple, il fallait trier, choisir, éliminer, ne pas rester à la surface des choses, plonger dans les consciences et retenir l'essentiel : le déclic, les raisons profondes qui motivent, au-delà des simples circonstances, ces changements d'optique qui font tout basculer, qui rendent bientôt insupportable ce que l'on a longtemps supporté. Et qui incitent à faire n'importe quoi, à aller n'importe où, plutôt que de ne rien faire chez soi. Difficile évidemment, surtout en soixante-dix minutes.

Restent alors — et c'est déjà beaucoup — la gravité, la force intrinsèque du sujet et de la réalité qu'il évoque. Les petites annonces, les coups de téléphone, les lettres, l'agence pour l'emploi, les cours de recyclage et, faute de mieux, en plus de son ménage, des ménages. Les espoirs, les refus pour raison d'âge qui vous accablent, qui vous condamnent, qui vous mettent définitivement au rancart, la tension — très bien vue — du couple menacé de rupture, et la complicité de la fille aînée, bien décidée, elle, à profiter de sa chance, à apprendre, à garder, quoi qu'il arrive, un métier.

Reste surtout le mérite d'arracher des milliers de femmes — d'hommes aussi, par ricochet — au désarroi isolé d'une situation semblable en les rassemblant, en les éclairant par leur reflet, sinon plausible, du moins possible, à l'écran.

CLAUDE SARRAUTE.

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

VENDREDI 21 NOVEMBRE

Changement de programme sur Antenne 2

La grève a pris fin sur Radio-France ce vendredi 21 novembre à 0 heure. La diffusion des programmes a donc repris normalement sur France-Inter, France-Musique et France-Culture (pour la première fois en cas de grève, Radio-France avait diffusé jeudi deux programmes minimum distincts). Le personnel a cependant déposé un second préavis de grève pour le mercredi 26 novembre, en cas de blocage des négociations.

Sur TF 1 et Antenne 2, les syndicats ont rencontré la direction dans la journée de jeudi et reconduit la grève pour ce vendredi 21. Le programme minimum n'affecte pas la grille prévue sur TF 1 ; sur Antenne 2, « Apostrophes » et le Ciné-club sont remplacés par un film.

Sur FR 3, les émissions débutent seulement à 19 h. 20 ce vendredi : les actualités régionales sont suivies d'une coupure d'antenne à 19 h. 40, les émissions reprennent ensuite normalement à 20 heures.

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Au théâtre ce soir : « les Hannetons », d'Eugène Brieux, avec Guy Trejean, Pierre Doris.
22h., Emisison musicale : Arcana, de M. Le Roux (le saxophone).

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 30, Feuilleton : Ces grappes de ma vigne. (La mauvaise bête), de G. Baissette. Réal. A. Quercy ; avec J.-L. Boutté, R. Cathoud, G. Vassal.
21 h. 30, Film : « Sur la piste des Mohawks », de John Ford (1939). Avec H. Fonda, C. Colbert, E.-M. Oliver.



CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Magazine vendredi : « Les produits alimentaires : la vérité des étiquettes » ;
21 h. 30, Documentaire : Civilisation, de Sir Kenneth Clark (« les Fausses Espérances ») ;

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5 (S.), La musique et les hommes, par M. Bernard. Interprétation de la musique ancienne, avec P. Vidal, organiste ; 22 h. 35, Entretiens avec Maurice Nadeau ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Présentation du concert ; 20 h. 30, En direct de l'auditorium 104... récital d'orgue X. Darasse : « Pièce n° 1 » (J.-P Guézec) ; « Organum » (X. Darasse) ; « Archipel V » (A. Boucourechliev) ; « Pièce opus 2a » (Webern) ; « Gmeeoorh » (Xenakis) ; 22 h. 30, Dossier flash de la semaine ; 23 h., Cabaret du jazz : Colin-maillard, avec B. Lubat ; 24 h., Musiques marginales, par D. Caux.

SAMEDI 22 NOVEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Retransmission de la prestation de serment de Juan Carlos ;
20 h. 30, Variétés : Numéro un, de M. et G. Carpentier (Julien Clerc) ; 21 h. 30, Série : Peyton Place ; 22 h. 45, Portrait : A bout portant (Jane Birkin) ; 23 h. 5, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

12 h. 30, Retransmission de la prestation de serment de Juan Carlos ;
20 h. 30, Dramatique : « le Père Amable », d'après G. de Maupassant. Adapt. et réal. Cl. Santelli. Avec F. Ledoux, G. Fontanel, J.-P. Sentier.

Le père Amable, vieux fermier, s'oppose au mariage de son fils, Césaire. Il en mourra.
Une nouvelle incursion de Claude Santelli dans l'adaptation — et l'interprétation — du roman réaliste français.

22 h. 15, Variétés : Dix de der. par Ph. Bouvard ; 23 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 (R.), Dramatique : « les Papiers d'Aspern », de M. Redgrave, d'après une nouvelle de H. James. Réal. R. Rouleau. Avec L. Bogaert, A. Rimbaud, M.-C. Barrault.

Un critique littéraire exerce ses talents sur la vie d'un poète américain mort à Venise un siècle auparavant.

22 h. 20, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie ; 20 h. 5, Martigues : théâtre dans la ville, théâtre sur la ville, par D. Wahiche et P. Bodin ; 22 h. 5, La fugue du samedi, par J. Chouquet ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Soirée lyrique : « Andrea del Sarto », extraits (D. Lesur), avec G. Bacquier, A. Esposito, D. Perriers, A. Vanzo, J. Mars, H. Gui, Orchestre national, direct. M. Rosenthal, « Le journal d'un fou » (P. Ancelin), avec Ph. Huttenlocher, Orchestre lyrique de France, direct. A. Girard, « Symphonie en ut majeur » (P. Dukas), Orchestre national direction J. Martinon ; 23 h., Vieilles cires. Le flûtiste Marcel Moyse ; 24 h., Plans sur plans.

DIMANCHE 23 NOVEMBRE

CHAINE I : TF 1

12 h. 30, Retransmission de la cérémonie des obsèques du général Franco ;
17 h 25, Télé-film : « Nevada Smith » ;
20 h. 30 (R.), Film : « Pouic-Pouic », de J. Girault (1963). Avec L. de Funès, J. Maillan, M. Darc, G. Trejean.

Un homme d'affaires survolté cherche à revendre à un « pigeon » une concession pétrolifère sans valeur que sa femme — une écervelée — a achetée.

21 h. 55, Pour le cinéma, d'André Halimi ; 22 h. 55, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

11 h., Retransmission de la cérémonie des obsèques du général Franco ;
14 h. 50 (R.), Film : « Esglantine », de J.-C. Brialy (1972). Avec V. Tissier, Cl. Dauphin, O. Versois, Frédéric.

En 1895, dans une vieille maison de famille, les dernières vacances que passe un garçon de onze ans avec sa merveilleuse grand-mère, qui meurt à la fin de l'été.

19 h. 20, Variétés : Système 2 (Johnny Hallyday) ; 21 h. 40 (R.) Feuilleton : Les Illusions perdues, d'après H. de Balzac. Adapt. et réal. M. Cazeneuve. Avec A. Vernon, Y. Rénier, F. Chaumette ; 23 h. 5, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Magazine : Hiéroglyphes, de T. Garrel, J.-C. Lubtchansky et L. Neil, de l'Institut national de l'audiovisuel.

Léon Zitrone, Jean-Luc Godard et les machines à communiquer ; Luca Ronconi, de la scène à l'écran ; deux petits documentaires.

21 h. 25, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5, Les comédiens-français interprètent « Antoine et Cléopâtre », de Shakespeare ;
20 h., Poésie ; 20 h. 5, Poésie ininterrompue : Rosemarie Waldrop ; 20 h. 40, Atelier de création radiophonique, suivi de Courant-Alternatif ; 23 h., Black and blue, par L. Malson ; 23 h. 50, Poésie, avec Jacqueline Risset.

FRANCE-MUSIQUE

14 h., La tribune des critiques de disques : « Troisième concerto pour piano et orchestre en ut majeur » (Prokofiev) ;
20 h. 15, Nouveaux talents, premiers sillons : le pianiste Murray Perahia ; 21 h., Echanges internationaux... E. Mathis, soprano ; Festival de Lucerne (Mozart, Bartok, Schumann, R. Strauss, Brahms, au piano K. Engel) ; 23 h., Nouvelles auditions : H. Barraud, I. Semenoff ; 24 h., Musique non écrite, par D. Caux.

ÉMISSIONS POUR LES IMMIGRÉS SUR FR 3

● Une série d'émissions en langues étrangères destinées aux travailleurs immigrés et préparées par les organismes de télévision de leur pays d'origine sera diffusée par FR 3 chaque dimanche, à 11 heures, à partir du 23 novembre. Les premières émissions proviendront de l'Algérie, du Portugal et de la Tunisie.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 21 NOVEMBRE

— « *La vérité sur l'étiquetage des produits alimentaires* » est le sujet du magazine « Vendredi », sur FR 3, à 20 h. 30.

SAMEDI 22 NOVEMBRE

— *M. Michel Guy*, secrétaire d'État à la culture, est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach sur France-Inter, à 12 heures.

— *L'avocat international Samuel Pisar* est le rédacteur en chef du journal inattendu sur R.T.L., à 13 heures.



LETTRES

Ajar refuse le Goncou[rt]

(Suite de la première page.)

Qui plus est, dit-on toujours au Mercure, « *il semblait se résigner à être rejoint par les journalistes, tout en espérant que ce soit le plus tard possible* ».

En quoi consiste le refus du Goncourt, une fois le prix proclamé ? Il empêche seulement la bande mirobolante de figurer sur le livre. Il n'empêche pas le public, surtout aujourd'hui avec les media, de connaître le lauréat. Julien Gracq, on s'en souvient, l'avait refusé ce prix en 1951. *Le Rivage des Syrtes* a-t-il eu beaucoup à en pâtir ? On rappelle, à tort, comme autre précédent, le prix décerné à Vintilia Horia en 1960 pour *Dieu est né en exil*. C'est à la suite d'une campagne dénonçant son attitude pendant la guerre, que Vintilia Horia avait été conduit à refuser le prix que d'ailleurs les Goncourt eux-mêmes annulèrent.

Une déclaration d'Hervé Bazin

Hervé Bazin, président de l'académie Goncourt, prévenu jeudi après-midi par M[e] Halimi de la décision d'Emile Ajar, a déclaré :

« *1) M. Ajar ayant été interviewé et ne pouvant ignorer qu'il figurait sur toutes les listes de sélection des prix, sans qu'il ait manifesté la moindre opposition préalable, l'académie considérera ce refus comme réel le jour où elle recevra une lettre manuscrite de M. Ajar à signature dûment légalisée.*

» *2) L'académie vote pour un livre, non pour un candidat. Le prix Goncourt ne peut ni s'accepter ni se refuser, pas plus que la naissance ou la mort. M. Ajar reste couronné, il est tout à fait libre de ne pas utiliser la bande « Prix Goncourt ».*

» *3) Toutefois, le prix Goncourt fournissant à son auteur une audience considérable, et le refus de[...] une publicité supplémentair[e ...] démie, se rappelant, par aill[eurs ...] les deux lauréats précédent[s ...] refusé le Goncourt, ont [...] même encaissé les droits [...] conseille à M. Ajar de refu[ser ...] les bénéfices et de les c[...] par exemple, à la Société [...] de lettres pour ses bonnes [...]*

LA VOIX D'AJ[AR]

Emile Ajar avait entrou[vert la] porte, il l'avait entrouve[rte au] Monde pour dire avec s[...] avec confiance, ce qu'il [...] dire sur lui-même et sur so[...] Et il a cru ensuite qu'il [...] se protéger et retrouver ce[...] personnel sans quoi il n[e peut] travailler ni vivre, il a c[...] somme, qu'il pourrait [...] l'anonymat et rester un é[crivain] libre.

Et voilà qu'on le c[...] qu'on le traque, qu'on [...] vente ». Et voilà qu'on lui [...] son identité d'écrivain, qu[...] dénie, ici, le droit d'être [...] qu'on fait de lui, ailleurs, [...] teur « collectif ». Et voilà [...] porte s'ouvre en grand à t[...] bavardages médisants, à [...] ces querelles de salon, [...] ces brouhahas mensonger[s ...] texte, hors littérature.

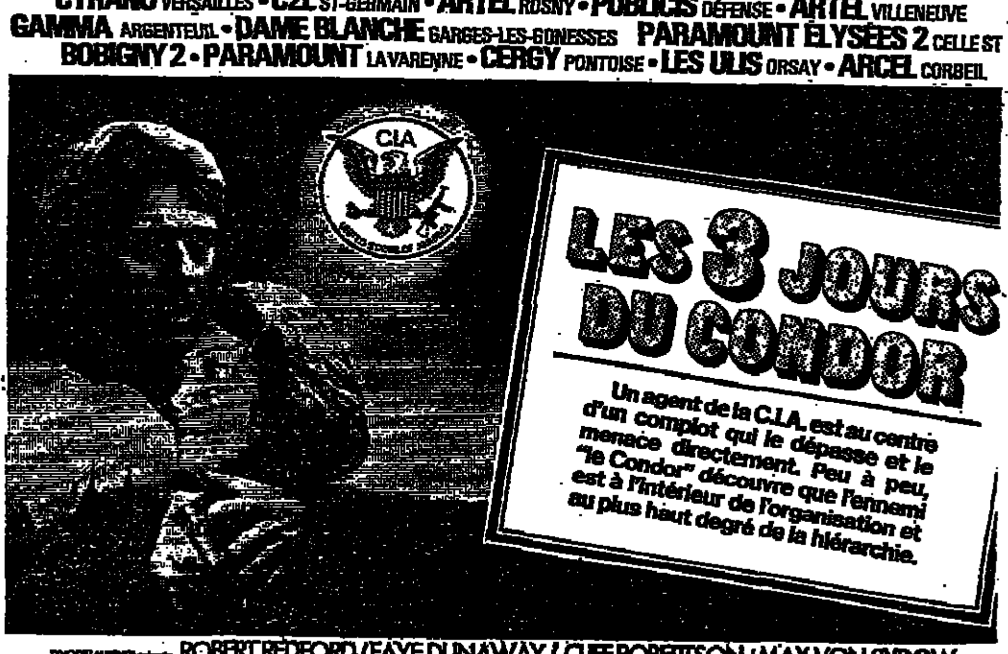
Plus question d'une œu[vre que] la critique a reconnue, [que le] jury du Goncourt a cou[ronnée,] mais uniquement d'une [...] phie qui devient fait dive[rs ...] rappelle la « rumeur [d'Or]léans », qui atteint scand[aleuse]ment l'homme privé.

Laissons donc ces t[...] aux échotiers, ouvrons [...] devant soi, entendons, [...] les voix d'Ajar, de Mo[...] Madame Rosa, les seule[s ...] chacun devrait aujourd'hui [...] ter. — Y. B.

■ La Maison des lettres organise, du 24 au 28 novembre, une série de débats sur la culture populaire à travers quatre thèmes : la presse féminine (lundi 24), la littérature prolétarienne (le 25), le feuilleton télévisé (le 26), images-action dans la rue (le 27). Le dernier débat (le 28) sera théorique : peut-on parler de culture populaire aujourd'hui ? (Centre Albert-Chatelet, 8, rue Jean-Calvin, Paris (5e), à 20 h. 30. Tél. 331-01-34.)

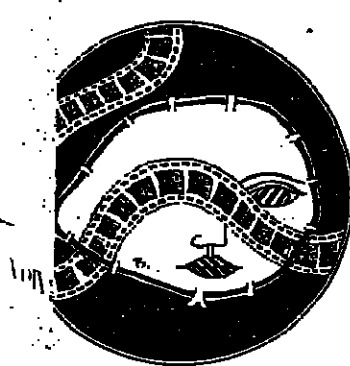
■ La section des artistes interprètes du parti socialiste organise une série de colloques consacrés aux différents secteurs des professions du spectacle. Le premier aura lieu le lundi 24 novembre, à 18 heures, au Centre international de documentation lyrique, 25, rue de la Gaîté, Paris-14e, sur le thème « Musique, art lyrique, danse », avec la participation de Georges Hirsch, Bernard Pingaud, Gérard Descotils, délégués à l'action culturelle au secrétariat national du P.S., Georges Filloud et Charles Josselin, Claude Estier et Antoine Duhamel (compositeur).





ARTS ET SPECTACLES

Cinéma



...n « film-phare » ... deux déceptions

« Le soupçon » de Fran-...o Maselli (1974), est le pre-...r « film-phare » d'un Festival ...e et incertain. En 1934, Emi-...communiste italien en exil à ...s (c'est Gian-Maria Volonte; ...a jamais été meilleur qu'ici), ...nvoyé à Turin pour repren-... contact avec les militants ...destins du parti qui luttent, ...ntérieur du régime fasciste, ...ués par l'OVRA. Emilio est, ... le savoir, doublement ma-...llé, ce qui ne se révèle qu'à ...fin. Maselli, cinéaste qu'on ... engagé à gauche, éclaire ...gressivement les mécanismes ...tiques de cette « ère du soup-... », la situation du militant ...olutionnaire, les problèmes ...logiques et tactiques qui se ...aient au P.C.I. regroupé dans ...Centre étranger de Paris.

...e découpage, l'écriture ciné-...ographique, rendent terrible-...nt concret un climat de sur-...lance occulte, d'inquiétude et ...danger perpétuels en terrain ...gé. La caméra semble dirigée ...le destin historique, les deux ...ards, les deux attitudes anta-...istes de la police secrète et ...parti clandestin, durci dans ...méfiance. Un film anti-retro, ...rable, dont il faudra parler, ...ter longuement, lors de sa ...e commerciale.

... Déception majeure avec ...aro », film de Glauber ...ha, tourné à Rome au prin-...s dernier. « Rouge naîtra ...sang nouveau »... Film de ...pture », comme l'était déjà ... Lion à sept têtes », discours ...oxystique d'un enfant de ...rx et de Maldoror, mise en ...ages (allégoriques) de tous ... articles du catéchisme révo-...lonnaire. tout cela, servi par ...tempérament de Rocha, pou-...t être intéressant. Malheu-...sement, le mépris de l'auteur ...r le langage « bourgeois » et ... goût de l'imprécation le ...duisent cette fois au-delà du ...portable. De ces métaphores ...otiques, de ce récit en ...sses, se dégage un profond ...ui. Dans un rôle de touriste-...hie, Juliet Berto fait preuve ...e louable sincérité.



... Déception mineure avec ...e Pied piper of Hamelin », ... Jacques Demy a réalisé pour ...élévision britannique en 1971. ...e d'une vieille légende alle-...nde, l'histoire est celle de ce ...nestrel dont la flûte possédait ... vertus magiques. Jacques ...y prend prétexte de cette ...e pour composer un petit ...eau de mœurs de la société ...ale. Un baron ridicule, un ...rgmestre affolé, des soldats ...ls, des prêtres fanatiques, ...juif qu'on persécute, des ...vres qu'on exploite, sont les ... ou les ennemis du joueur ...lûte. On retrouve dans cha-... image ce souci d'élégance et ...raffinement qui caractérise ...style de Demy. Pourtant, ...nsement, ce film ne nous ...he guère. Trop bavard peut-... trop dispersé dans son ...n, trop délibérément « inno-...», pour faire naître la vraie ...e.

PROTESTATIONS ...CONTRE L'INTERDICTION EN ITALIE ...DU DERNIER PASOLINI

...r protester contre l'interdic-... en Italie du dernier film de ...ini, *Salo, ou les cent vingt ...ées de Sodome*, les cinéastes ...ardo Bertolucci, Liliania Ca-... Francesco Rosi, Gillo Ponte-... et les interprètes de *Salo*, ...e Surgère, Sonia Saviange et ...io Cataldi, ainsi que Laura ... tiendront une conférence ...esse samedi, à 15 h. 30, au ... de Chaillot.

... metteurs en scène italiens, ... les films sont présentés au ...al cinématographique de ... (dédié à Pasolini), seront ...nts également.

« L'Arbre de Guernica »

L'Arbre de Guernica est celui de la liberté. Arrabal invente sa guerre d'Espagne, la guerre de sa mémoire, lui qui l'a vécue à travers les déchirements de sa famille, à travers les plaies de l'exil. Il en donne une vision subjective, affective. Il se couvre de son Espagne, manteau qui n'en finit pas de le brûler.

Rouge d'incendie, rouge des drapeaux rouges, rouge du sang des peuples martyrs, du sang du Christ blessé par les hommages fascistes au Christ-roi, le film d'Arrabal jette de grandes flaques rouges sur les murs décolorés d'une ville fortifiée, ville imaginaire où sont enfermés les souvenirs d'Arrabal, ses vœux d'innocence, ses désirs sacrilèges d'enfant passionné, ses appels haletants, ses rires de dérision. *L'Arbre de Guernica* n'est pas un film politique, dans la mesure où il n'offre pas une *réflexion sur l'histoire*. Il l'est, dans la mesure où il exprime les questions angoissantes d'un homme, d'un poète, en équilibre instable sur un fil tendu à craquer et qui montre, en même temps, la noblesse et la puérilité des attitudes, leur efficacité et leur vanité.

« Le pacifisme n'est pas la résignation », dit le maître d'école, et il meurt exécuté au garrot. Des nains exorcisent la malédiction d'être petit par des actes d'amour ; une vierge *pasionaria* mène la résistance ; un poète surréaliste, héros subversif, plane dans le ciel ; un torero, combattant un nain ligoté sur un chariot orné d'une tête de taureau ridiculise les jeux sacrés de l'arène...

Arrabal secoue la chronologie de ce qu'il a vécu, de ce qu'il a écrit, rêvé. Il fait intervenir dans sa réalité rutilante, où chante une musique graniteuse, barbare, la réalité de la guerre, des images passées dans l'actualité, images-sépia de la haine, amplifiées par les martèlements des pas de l'oie, les grondements des chars, les explosions de bombes.

Ce film fuit la leçon, le message. Il est l'exposé palpitant des doutes, des souffrances, des espoirs d'un homme qui est un créateur d'images splendides. Malgré un doublage désastreux, il est beau comme un chant venu du fond des âges, mélancolique et violent.

COLETTE GODARD.

★ Balzac, U.G.C.-Marbeuf, Omnia, U.G.C.-Odéon, la Clef, Médicis, Studio Raspail, Plaza, Clichy-Pathé, les Trois-Murat, Liberté.

Rock

Bruce Springsteen, frère de Dylan

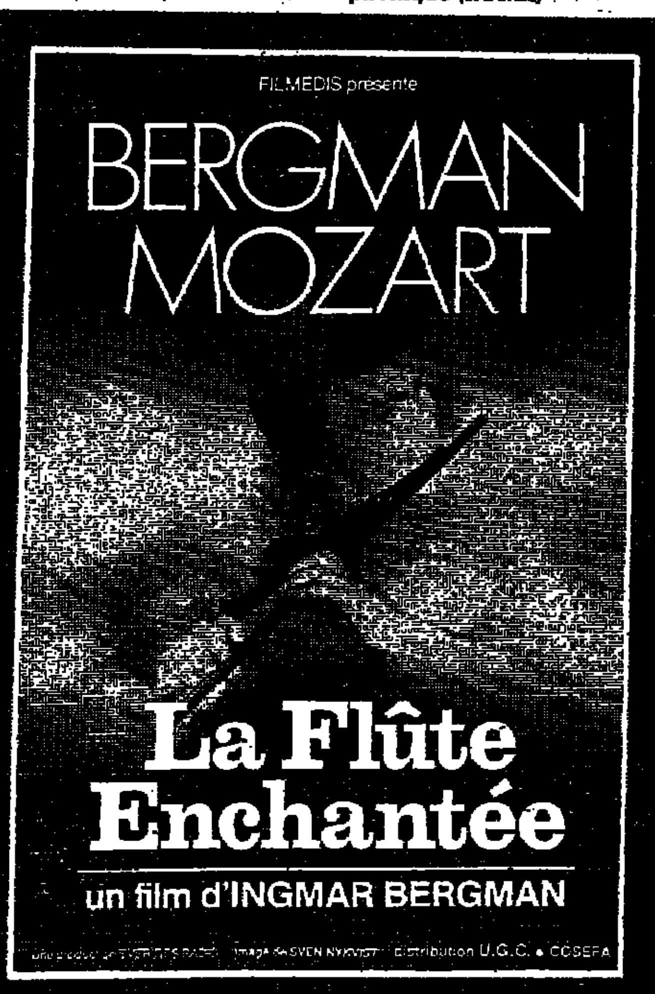
Bruce Springsteen est la nouvelle étoile du rock. La même semaine, à la fin du mois d'octobre, son visage aux traits fins et si marqués déjà, au très beau sourire, illustrait à la fois la couverture de *Time Magazine* et de *Newsweek*. Aux Etats-Unis, on dit de lui qu'il est le « *dernier innocent du rock* ». Son deuxième album, *Born to run* (1), *Né pour courir*, est un énorme succès. Il a vingt-six ans. Il a grandi parmi une famille assez pauvre du New-Jersey, mais il a été formé par la rue et aussi et surtout par les mots, par les notes de Chuck Berry et de Bobo Dylan, par les images renvoyées par d'autres héros de la jeunesse américaine des années 50 et 60. Springsteen a été découvert, il y a trois ans, par John Hammond, le même qui produisit Bob Dylan en 1962. Dylan qui est aujourd'hui de nouveau sur la route mais joue dans de petites salles et avec un spectacle « libre », puisque chaque soir ou presque un invité se joint à Dylan et au groupe : Jack Elliott, Joan Baez, Roger Mc Guinn. En 1972, Bruce Springsteen n'était pas un nouveau venu.

Springsteen donnait un concert mardi soir à Londres, au théâtre Hammersmith Odéon. Plutôt petit, le vieux pantalon noir trop large, le blouson également noir, la chemise débordant de celui-ci par derrière, le long bonnet de laine sur la tête et la démarche un peu clopinante de Dustin Hoffman, Bruce Springsteen se donne l'air de surgir de la 42ᵉ rue. Et tout de suite, sa façon de jouer l'harmonica, sa voix dylanesque sauvage et rageuse, large et profonde, saisit au ventre. Sans aucun doute, Springsteen est un petit frère de Dylan — il y a même un pur mimétisme dans une ou deux chansons au tempo lent, et surtout dans l'entrée en scène qui remet en mémoire celle de Dylan il y a dix ans, seul avec son harmonica, le projecteur braqué derrière lui. Mais Bruce Springsteen n'a rien d'un suiveur. Il y a là, jetée, gueulée, hurlée avec fureur et sensualité, un énorme élan poétique, des passions et des fantasmes, le climat de la rue à New-York, tout un univers où l'on « *arrache les os du dos* », où le rêve américain est en fuite, où l'on rencontre des « envahisseurs chromés », des machines-suicides et des pièges de mort. Et Springsteen chante, crie ses mots, soutenu par une musique de rock, de blues, de jazz, aux arrangements très élaborés, très sophistiqués, aux sonorités tantôt grasses, sauvages, tantôt fines, délicates.

Incontestablement, il y a un choc. D'autant plus fort que, derrière le chanteur et auteur-compositeur, il y a une organisation parfaite qui a décidé de lancer Springsteen sur le marché avec d'énormes moyens. Il fallait la sonorisation parfaite, claire — l'impression de voir jouer en liberté des musiciens dans un studio après trois mois de répétition, chacun répondant magnifiquement à l'autre ou se livrant à de superbes solos de piano, de saxophone hurleur en diable, à de courts dialogues crescendo entre guitares.

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) 33 t. C.B.S.



Formes

CALS L'OUBLIÉ

Près de cent ans après sa mort, Adolphe-Félix Cals (1810-1880) sort de l'ombre. Déjà Georges Pillement, qui a écrit pour cette présentation (1) une fervente préface, l'avait joint, l'an dernier, dans *les Préimpressionnistes, à d'autres oubliés*. En fait, Cals avait été invité par Degas à l'explosive exposition de 1874 chez Nadar. Parce que cet humble fils d'ouvriers miséreux, peintre des humbles, s'attachait, confusément peut-être, dans ses études de plein air à fixer l'instant dans sa lumière unique. Esprit d'émulation ? Prise de conscience de ses aspirations profondes ? Il poursuivra ses recherches puisque, au lendemain même du printemps libérateur, il note au dos d'une petite toile qu'on peut admirer ici : « *5 heures du matin, 8 juin 1874.* » Et même dans ses portraits — qui lui avaient valu sa renommée, — dans ses scènes de genre, dans ses natures mortes, jaillit parfois l'éclair nouveau. Ainsi, voyez l'arrière-plan de *la Mère Bondoux à sa fenêtre*. Les toits que la vieille dame verrait à travers la vitre si elle daignait tourner la tête, reconstitués à l'aide de touches légères juxtaposées, ont des reflets bleutés que pourrait lui envier mainte œuvre non figurative.

Revenons en arrière comme nous y convie l'ensemble patiemment réuni par François Delestre. Le Cals qu'on vient d'évoquer n'était pas un débutant. Il y avait pas mal de temps qu'il s'attaquait aux êtres et aux choses. Ce *Portrait de jeune fille au corsage bleu* (la seule aquarelle connue de Cals) remonte à 1835 ; la *Scène d'intérieur*, excellent spécimen du Cals intimiste, où une jeune femme s'applique à couper une tranche de pain, à 1857. Peu à peu sa manière évolue, se métamorphose. Sans rien perdre de sa fidélité à l'objet, sa netteté s'estompe. Elle devient diluée, limpide. Cals peint avec une exemplaire économie de moyens, à petits coups de brosse. Sans négliger le reste, car ce choix tout entier m'a paru probant, ma gourmandise m'a fait revenir vers des natures mortes : *Compotier de pommes et cafetière*, *Poires*, dorées, ainsi qu'une autre, hors catalogue, où la rutilance des fruits éclate. Vers quelques paysages aussi : *le Phare d'Honfleur*, *Marée basse au Poudreux*, couchers de soleil qui sont davantage que du préimpressionnisme.

Quant aux dessins, ceux qui éternisent des rues, des chaumières d'Orrouy, le village dont le châtelain, le comte Doria, fut le principal mécène du peintre, et également le croquis vivement enlevé d'une *Paysanne accompagnée de ses deux enfants*, ils révèlent un autre aspect du talent de Cals qui méritait bien cette réhabilitation.

C'était un petit maître, dira-t-on. Hé oui ! Je souhaite à pas mal de grands maîtres contemporains de surnager comme ces petits maîtres-là !

Et dans quelle catégorie ranger ceux, plus récents, qui ont fait, ou font encore, figure de novateurs ? Trop nombreux à se manifester en même temps, ils ne peuvent tous retenir l'attention qui, souvent, leur sera due. Je pense, par exemple, aux sculptures de Verduzzo (2), qui sont agréables à regarder (trop peut-être...), à caresser. Variations sur le cercle générateur de volumes et d'évidements où l'air circule, qui ont donné naissance à des gastéropodes et autres arachnéides. Jeux géométriques qui s'érigent, harmonieux.

Ou, dans un autre registre, aux gouaches apparemment fort sages de Bernard Mougin (3). Elles comportent des morceaux très élaborés qui décollent dans la peinture pure. Paysages du Lavandou, de Cefalu, de Bréhat, de Bonifacio, de l'Estaque.

Mais déjà d'autres artistes, et non des moindres (des moindres aussi), drainent ou ont drainé les habitués des vernissages. En attendant de rendre justice à quelques-uns, risquons un regard du côté de la photo. On me demandera pourquoi je me suis laissé séduire par les reportages de Françoise Bouillot. Pas spécialement pour leur intérêt documentaire, bien qu'elle soit allée, cette jeune femme, au fond de l'Amazonie voir des Indiens. Elle a surpris en pleine vie Bol-Terra, un des derniers villages de Seringueros. Là, cependant, je suis attiré par autre chose que du folklore. La jupe bleue d'une femme au bord du rio Tapajos, la voile rouge d'une barque, la haute façade vert jade d'une maison de Manaos, sont, on le jurerait, des œuvres de peintre. Et la Syrie, entre Alep et la Turquie, est ne mine d'images frappantes. Les antiques rues d'Alep, la ville des tombes à Palmyre, en ont fourni d'inoubliables.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie François Delestre, rue de Varenne.
(2) Le Scriptorium, 54, rue de Bourgogne.
(3) Galerie Simone Badinier, 15, rue Guénégaud.
(4) Librairie de Seine, 93, rue de Seine.



Variétés

« BEN HUR » PAR JEAN RICHARD

Pour inaugurer le nouvel hippodrome de Paris (six mille places) Jean Richard n'a pas lésiné sur les moyens et, faisant appel à la Bible, il a monté sur la piste géante (600 mètres carrés) une super-production qui commence un peu dans le même ton que celui employé autrefois à Hollywood par le merveilleux conteur que fut Cecil B. de Mille. Selon les bonnes règles du genre, *Ben Hur* fait alterner grande violence (mimée ici bien évidemment, mais avec un remarquable talent par les cascadeurs d'Yvon Chiffre) et douceur. Et comme il se doit, dans le spectacle court une force de la nature.

Jamais le show ne frôle le ridicule. C'est parfaitement réglé — avec, çà et là, peut-être, quelques longueurs. C'est présenté comme il le fallait, c'est-à-dire avec cette manière perdue depuis déjà longtemps, que l'on n'ose généralement pas ressusciter et qui mêle une certaine grandiloquence avec le baroque et des touches très douces. Les tableaux spectaculaires sont réussis : jeux du cirque, attaque d'une galère, course de chars. Et les quelques numéros qui s'intègrent dans l'ensemble sont étonnants : dressage de lions très élaboré, sauteurs marocains prodigieux de souplesse.

La troupe réunie par Jean Richard joue le jeu sans fausse note. Assurément, *Ben Hur* apparaît comme une autre façon de donner une nouvelle vie au cirque. — C. F.

★ Le nouvel hippodrome de Paris, porte de Pantin, 20 h. 45 ; matinées 15 h., les mercredis, samedis et dimanches.



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Samson et Dalila.
Opéra-Studio, 20 h. 30 : Monteverdi.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Partage de midi.
Petit-Odéon, 18 h. 30 : Surena.
Chaillot, grande salle : Festival cinématographique international de Paris (14 h. 30 : En descendant les marches d'antan ; 17 h. : la Nouvelle Babylone ; 19 h. 30 : Casanova ; 21 h. 30 : Vol au-dessus du nid de coucou ; 1 h. : Il était une fois Cinecitta).
TEP, 20 h. 30 : Coquin de coq.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Nouveau Carré, 21 h. : Lucrèce Borgia ; 20 h. 45 : Jam-Hoot.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : M. Gendron, J.-P. Wallez, B. Rigutto ; 20 h. 30 : Zoo.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Athénée, 21 h. : l'Arrestation.
Biothéâtre-Opéra, 21 h. : l'Interprétation.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : la Grosse.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 20 h. 30 : Ah-Kiou — Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Géronimo. — Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : l'Age d'or.
Centre culturel du Marais, 21 h. 15 : la Compétition-Théâtre Image III ; 21 h. 15 : les Colombaioni ; 23 h. 30 : Variétés.
Centre culturel 17, 20 h. 30 : Dormir debout.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : les Frères Jacques.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : Elle, elle et elle ; 23 h. : l'Homme sang ; 23 h. 15 : Douby.
Edouard-VII, 21 h. : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Européen, 21 h. : Jean's ou le Fou d'Assise.
Gaîté-Montparnasse, 20 h. 45 : Butley.
Gymnase, 20 h. 30 : le Black Mikado.
Hébertot, 21 h. : Dzi Croquettes.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : Pique-Soleil.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Ce soir on fait les poubelles ; 22 h. : Sade.
Madeleine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Mathurins, 21 h. : Antigone.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Michodière, 20 h. 30 : Gog et Magog.
Moderne, 20 h. 45 : Hôtel du Lac.
Montparnasse, 14 h. 30 : le Malade imaginaire ; 18 h. 30 : Marcel Dadi ; 21 h. : Félix Leclerc.

Vendredi 21 novembre

Mouffetard, 20 h. 30 : Feux de rouille ; 22 h. : Benoist Mary Story.
Nouveautés, 21 h. : les Deux Vierges.
Œuvre, 21 h. : Monsieur Klebs et Rozalie.
Palace, 21 h. : Une anémone pour Guignol.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Palais des sports, 20 h. 30 : le Cuirassé Potemkine.
Plaisance, 20 h. 30 : Moby-Dick.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : la Caverne d'Adullam.
Ranelagh, 20 h. 15 : Mea Culpa.
Récamier, 20 h. 30 : Spectacle Malakovski.
Saint-Georges, 15 h. : Croque-Monsieur.
Salle Valhubert, 20 h. 30 : le Distrait.
Studio des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Besoin d'ailleurs.
Tertre, 20 h. 30 : l'Héroïque Aventure du capitaine Lois ; 22 h. 30 : Dans la rue.
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : La pipelette n'a plus pipé ; 20 h. 30 : Catherine Lara ; 22 h. : Zouc.
Théâtre de la Cité universitaire, la Resserre, 21 h. : Mademoiselle Julie. — La Galerie, 21 h. : Prométhée. — Grand Théâtre, 21 h. : Rashomon.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. : Patrick Font.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : les Poings crispés dans l'ombre.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : Bilitis.
Théâtre de l'Etincelle (église américaine), 20 h. 30 : Richard II.
Théâtre Oblique, 21 h. : les Créanciers.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Des journées entières dans les arbres. — Petite salle, 20 h. 30 : C'est beau ; 22 h. 15 : l'Ombre de Verdi sous les ormes de ma mère.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : les Deux Orphelines.
Théâtre de la péniche, 20 h. 30 : Un Parré peut en cacher un autre ; 22 h. 30 : Julos Beaucarne.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 45 : Hamlet.
Théâtre Présent, 20 h. : le Chasseur français. — Ranch, 20 h. 30 : Trio pour deux canaris.
Théâtre Treize, 14 h. 30 et 20 h. 30 : l'Avare.
Théâtre Tristan-Bernard (ex-Charles-de-Rochefort), 20 h. 45 : le Troisième Témoin.
Variétés, 20 h. 30 : l'Autre Valse.

Les théâtres de banlieue

Antony, Théâtre Firmin-Gémier, 20 h. 45 : la Margrave.
Arcueil, salle Jean-Vilar, : Gilles Servat.
Aubervilliers, Théâtre de l[a Com]mune, 20 h. 30 : B. H. alors !
Boulogne, T. B. B., 20 h. 30
Clichy-sous-Bois, gymnase Barbusse, 21 h. : Orch[estre de] l'Ile-de-France, dir. A. (Mendelssohn, Mozart, Haydn).
Créteil, Maison des arts, 20 h
Evry - Ville nouvelle, Thé[âtre de] l'Agora, 21 h. : B. Hau clavecin.
Gennevilliers, salle des G 20 h. 45 : la Foi, l'Espé[rance et] la Charité.
Le Vésinet, Centre des arts [et loi]sirs, 21 h. : G. Zamfir.
Nanterre, Théâtre des An[diers,] 21 h. : Pia Colombo.
Saint-Denis, Théâtre Gérard 20 h. 30 : Figaro-ci... Figar
Vincennes, salle des fêtes de [la Mai]rie, 14 h. 30 et 21 h. : Daniel-Sorano, 14 h. 30 : International de la mario[nnette]
Vitry, Théâtre Jean-Vilar, 2 Moments, danse.

Festival d'automne

Cartoucherie de Vincennes, 2 Toro.
Chapelle de la Sorbonne, le Grand Prisme, spectacle visuel.
Complexe du Théâtre des Elysées, de 17 h. à 22 Forum de la danse.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : religieux de l'Islam.

Les concerts

Voir Théâtre de la Ville, d'automne et Opéra-Studio.
Hôtel Hérouet, 20 h. 15 : S. piano, et le Trio Revival (
Sorbonne, 12 h. 30 : le Tri avec M. Coste, clarinette slaen, Dvorak).
Eglise Saint-Germain-de 20 h. 30 : O. Piotti, s O. Bailleux, orgue (Schut[z, Mon]teverdi, Bach, Schubert, F
Maison de Radio-France, 20 X. Darasse, orgue (Guezec, Boucourechliev, Webern, X
Salle Gaveau, 21 h. : Z. So ténor, et L. Mogulievskaya (Verdi, Bizet, Tchaïkovski, [Rach]maninov).

Le jazz

Voir Nouveau Carré.
Centre américain, 21 h. : Gue[...] cussions.

ARTS ET SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

cinémathèque

...uillet, 15 h. : Le soleil a toujours ...uison, de P. Billon ; 18 h. 30 : ...u feu les pompiers, de M. For...an ; 20 h. 30 : Orphée, de ... Cocteau ; 22 h. 30 : la Nef des ...ous, de S. Kramer ; 0 h. 30 : The ...ack Room, de R. W. Neill.

...s exclusivités

...IRRE, LA COLERE DE DIEU (...ll., v.o.) : Studio de la Harpe, (033-34-83).
...EGORIE (Fr.) : Le Marais, 4e (...78-47-86), à 14 h. et 22 h. 30.
... BATAILLE DU CHILI (Chil., ...o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (...26-48-18), 14-Juillet, 11e (...00-51-13).
...HE-CACHE PASTORAL (Jap., ...o.) : Pagode 7e (551-12-15). Artis...c Voltaire, 11e (700-19-15).
... CHANT DU DEPART (Fr.) : Ra...ne, 6e (633-43-71).
... CHAT ET LA SOURIS (Fr.) : ...arignan, 8e (359-92-82), Cinoche ... Saint-Germain, 6e (633-10-82).
... CHEVAUCHEE SAUVAGE (A., ...o.) : Paramount-Elysées, 8e (...59-49-34). Arlequin, 6e (548-62-25); ... : Paramount-Opéra, 9e (073-...-37). Max-Linder, 9e (770-40-04), ...aramount-Orléans, 14e (580-03-75), ...aramount-Montparnasse, 14e (326-...-17). Paramount-Maillot, 17e (...58-24-24).
... BIZENESSE (Fr.) : Ambassade, 8e (...59-19-08). Berlitz (2e) (742-60-33), ...ichy-Pathé, 18e (522-37-41), ...uny-Palace, 5e (033-07-76), Mont...arnasse-Pathé, 14e (326-65-13), ...aumont-Sud, 14e (331-51-16), ...ation, 12e (343-04-67).
... COURSE A L'ECHALOTE (Fr.) : ...arignan, 8e (359-92-82), Richelieu, (233-56-70). Hautefeuille, 6e (633-...-39). Montparnasse-83, 6e (544-...-27). Wepler, 18e (387-56-07). Fau...ette, 13e (331-56-86). Gaumont-...nvention, 15e (828-42-27). Gau...ont-Gambetta, 20e (797-02-74).
... DERNIERE TOMBE A DIMBAZA (...r.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
... DROIT DU PLUS FORT (All., **, ...o.) : La Pagode, 7e (551-12-15).
...IGME DE KASPAR HAUSER (...ll., v.o.) : Studio des Ursulines, (033-39-19). U.G.C.-Marbeuf, 8e (...25-47-19).
...C STORY (Fr.) : Paramount-...aillot, 17e (758-24-24). Paramount-...ontparnasse, 15e (326-22-17), ...oul'Mich, 5e (033-48-29). Para...ount-Opéra, 9e (073-34-37). Para...ount-Gobelins, 13e (707-12-28), ...oulin-Rouge, 18e (606-34-25). Pu...icis-Champs-Elysées, 8e (720-76-...).
...ERRE ET AMOUR (A., v.o.) : ...aramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; ...t : Paramount-Opéra, 9e (073-...-37)
... MUSIC (A., v.o.) : Grands-Au...stins, 6e (633-22-13).
...TER STREET (A., v.o.) : 14-Juil...., 11e (700-51-13). Elysées-Lincoln, (359-36-14), Quintette, 5e (033-...40)
...TOIRE D'ADELE H. (...) : Murat 16e (288-99-75), ...némonde-Opéra, 9e (770-01-90) ...qu'à jeudi, Bienvenüe-Montpar...sse, 15e (544-25-02), Rex (236-83-...) jusqu'à jeudi, U.G.C.-Biarritz, (723-69-23), U.G.C.-Odéon, 6e (...5-71-08). Haussmann, 9e (770-...55).
...TOIRE DE PAUL (Fr.) : La Clef, (337-90-90) U.G.C.-Marbeuf, 8e ...25-47-19)
...-MAN (Fr., v. ang.) : Quintette, 5e ...33-35-40)
...LE SUR LE TOIT DU MONDE (...A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) (en soirée); v.f. : Ermitage, 8e (en matinée), Rex, 2e (236-83-93), Mira...mar, 14e (326-41-02) U.G.C.-Gobe...lins, 13e (331-06-19) Mistral 14e (734-20-70). U.G.C.-Odéon, 6e (325-...1-08). Terminal-Foch, 16e (704-49-53). Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) : Images, 18e (522-47-94), Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90).

L'INCORRIGIBLE (Fr.) : U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Bretagne, 6e (222-57-97), Normandie, 8e (359-41-18). Rex, 2e (236-83-93), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24). Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25). Paramount-Orléans, 14e (580-03-75). Passy, 16e (288-62-34). Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80).
L'INDE FANTOME (Fr.) Olympic, 14e (783-67-42).

Les films nouveaux

LA FLUTE ENCHANTEE, film suédois d'I. Bergman, avec Josef Köstlinger. — V.o. : U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Vendôme, 2e (073-97-52), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
COUSIN, COUSINE, film français de J.-C. Tacchela. — Concorde, 8e (359-92-82). Lumière, 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Panthéon, 5e (033-15-04)
L'ARBRE DE GUERNICA, film français d'Arrabal. — Omnia 2e (231-39-36), Balzac, 8e (359-52-70), Liberté, 12e (343-01-59), Studio Médicis, 5e (633-25-97), La Clef, 5e (337-90-90), Murat, 16e (288-99-75), Clichy-Pathé 18e (522-37-41), Studio Raspail 14e (326-38-98), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Plaza, 8e (073-74-55).
NASHVILLE, film américain de R. Altman. — V.o. : Elysées-Point-Show, 8e (225-62-29), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Luxembourg, 6e (633-97-77), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Montparnasse-Pathé, 15e (326-65-13).
HISTOIRE D'HOMMES, film américain de J Deveaux. — V.o. : Bilboquet, 6e (222-87-23), Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Studio Galande, 5e (033-72-71).
LES TROIS JOURS DU CONDOR, film américain de S. Pollack, avec Faye Dunaway et R. Redford. — V.o. : Ermitage, 8e (359-15-71), Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), Miramar, 14e (326-41-02), Napoléon, 17e (380-41-46), Mistral, 14e (734-20-70), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06,19), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Magic-Convention, 15e (828-20-64).

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 21 h. 45.
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
MILESTONES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA MORT D'UN GUIDE (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
NUMERO DEUX (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), 14-Juillet, 11e (700-51-13), à 14 h. 15, 18 h. 15 et 22 h. 15.
NE (Fr.) : Olympic, 14e (783-67-42), à 18 h. 30 en semaine.
LES 11 000 VERGES (Fr.) (**) : Balzac, 8e (359-52-70), Images, 18e (522-47-94), jusqu'à jeu., Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
PARFUM DE FEMME (It., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Quintette, 5e (033-35-40), Concorde, 8e (359-92-82). — V.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Français, 9e (770-33-88), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
PARLEZ-MOI D'AMOUR (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82), Français, 9e (770-33-88), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
PHASE IV (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
POUR ELECTRE (H., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
QUAND LA VILLE S'EVEILLE (Fr.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Murat, 16e (288-99-75); Liberté, 12e (343-01-59).
LE RETOUR DE LA PANTHERE ROSE (A., v.o.) : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36). — V.f.: Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03); Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
ROYAL FLASH (A., v.o). : Danton, 6e (326-08-18) ; Mercury, 8e (225-75-90). — V.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; A.B.C., 2e (236-55-54) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
SHAMPOO (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08). — V. f. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Helder, 9e (770-1[illegible]-24).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio-Contrescarpe, 5e (325-78-37).
LE SECRETAIRE AUX MILLE ET UN TIROIRS ou LE SUJET (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
SOUVENIRS D'EN FRANCE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LE TELEPHONE ROSE (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxeville, 9e (770-72-87) ; Caravelle, 18e (387-50-72) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
LA TOILE D'ARAIGNEE (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Dragon, 6e (548-54-74) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65). — V.f. : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Maxeville, 9e (770-72-87) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Nation, 12e (343-04-67).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) : George-V, 8e (225-41-46) ; Marivaux, 2e (742-83-90) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
VIVA PORTUGAL (All., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13), à 18 h. 15 et 20 h. 15.
LE VOYAGE DES COMEDIENS (Grec, v.o.) . Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
WW AND THE DIXIE DANCEKING (A., v.o.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Studio-Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).







	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,

offres d'emploi

SI VOTRE MÉTIER ACTUEL EST UNE VOCATION GARDEZ-LE !

MAIS SI VOTRE VOCATION C'EST DE GAGNER DE L'ARGENT BEAUCOUP D'ARGENT

à la commission en FRANCE, OUTRE-MER et à l'ETRANGER dans une société internationale de vente.

Envoyez curriculum vitae et photo à :

DAVID G. TUCKER - C/O CICA, 45, rue de Courcelles, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE DE NEGOCE EN PRODUITS METALLURGIQUES, LEADER SUR SES PRINCIPAUX MARCHES

recherche

en vue d'évoluer sous 2 à 5 ans vers des postes de responsabilité dans le cadre de sa Direction Commerciale (vente, gestion de stock et d'équipes de vente, agences régionales).

CADRES CONFIRMÉS

Age minimum 30 ans, de formation Grandes Ecoles ou similaire, ayant une expérience de 3 à 5 ans dans la vente et la gestion commerciale de produits industriels.

Il leur sera offert une première affectation de 2 à 3 ans à Paris ou en province.

Adresser C.V. photo et prétentions à n° 1353 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 Paris

---

CONSEIL EN COMMUNICATION en développement, recherche pour diriger son département

PROMOTION

HOMME, 30 ans minimum

- 5 ans d'expérience professionnelle ;
- Connaissant bien les différentes techniques de Promotion des Ventes.

Adr. lettre manuscrite + C.V. et prétentions, à : J.L.P., 1 bis, avenue de Château, 92200 NEUILLY.

offres d'emploi

Le Président de la filiale française d'un groupe international d'éditions recherche son

Directeur administratif
120 000 F +

Ce poste à niveau supérieur de responsabilité - le P.D.G. étant fréquemment absent de France - demande *une expérience de 5 à 10 ans* dans fonction similaire.

De plus, le candidat - formation supérieure souhaitée avec connaissance parlée et écrite de l'anglais - doit avoir une conception dynamique de la gestion, être habitué à travailler sur plans, pouvoir superviser service comptabilité et savoir faire appel aux conseils extérieurs - juridiques, financiers et fiscaux - si nécessaire.

Le poste comporte des possibilités de développement, convient à un candidat énergique et sachant prendre des responsabilités.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V. français à Créations Dauphine - référence 971 41, av. de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ HOLDING
Contrôlant filiales dans secteurs Chimie et Pharmacie
C.A. : 15 millions - 140 personnes

recherche pour assister son DIRECTEUR GÉNÉRAL

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER

Capable d'assumer à PARIS :
- La mise en œuvre et coordination des directives et programmes de relations industrielles.
- L'organisation des services administratifs.
- La comptabilité générale et la trésorerie.
- Le contrôle budgétaire.

Cette situation devrait évoluer à moyen terme vers un poste de Secrétaire Général.

Ce poste conviendrait à candidat ayant expérience de 3 à 5 ans dans Service Administratif et Financier.

Formation comptable et informatique souhaitée.

Disponible rapidement.

Pendant les premières semaines mission auprès des filiales implantées Côte Atlantique, par la suite travail à Paris, avec déplacements de courte durée.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétent. n° 30.801 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

emplois régionaux

Le PDG d'une entreprise moyenne de la région lyonnaise fabriquant et distribuant des biens d'équipement pour l'industrie du bois, cherche son

directeur commercial

Ses missions : élaborer la politique commerciale en accord avec la Direction Générale (développement et création de produits) ; définir la stratégie de commercialisation ; animer le réseau de distribution.

Diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESC...) à 35 ans minimum, vous êtes prêts à prendre le risque d'une direction commerciale sur un marché difficile.

Ecrire à D. BARRÉ ss réf. 320 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Recherchons **CADRE** administr. gde expér. exportat. branche bâtim. T.P. résid. Cannes. Ecr. s/réf. 280 à P. Lichau S. A., 50, allée Jean-Jaurès, 31000 TOULOUSE, qui transm.

Sté hollandaise équip. industriel électronique rech. pour ses services marketing Sud Europe implantés à Montpellier SECRETAIRE COMMERCIALE BILINGUE/ASSISTANTE DIRECTION. Parfaitem. bilingue franç., angl. Plusieurs années expér. secrét. commercial. Formation techniq. niv. B.T.S. Env. lettre candidat. manuscrite, C.V. dactylographié + photo récente + prétentions à A. S. M., 32, av. Clemenceau, 34000 MONTPELLIER.

La Fédération des Foyers ruraux de Saône-et-Loire recherche animateur diplômé pour milieu rural à compter du 1er janvier 1976. Adresser candidature avec curriculum vitae avant le 15 décembre à A. BLANC, 71470 Montpont-en-Bresse.

Sté Cartonnages spéciaux (C.A. 12 millions, façonnage et impression) ST-AMAND (Cher) recherche COMMERCIAL. Mission : accroître activité et animer réseau d'abord, ensuite direction commerciale. Salaire annuel début 65, 70.000. Connaissance impression souh. et voyages fréquents acceptés. Ecrire SELF, 31, rue St-Paul 87 LIMOGES.

GRANDE BANQUE recherche

PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

2 ou 3 ans d'expérience. Dégagé obligations militaires.

Titulaire d'un D.U.T. Informatique ou d'un diplôme équivalent. Connaissance indispensable dans le domaine de la programmation des mini-ordinateurs. Anglais technique lu.

Adresser curriculum vitae à ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS (ss/réf. N. 94), qui transmettra.

ROHM AND HAAS FRANCE S.A. recherche

DEUX INGÉNIEURS TECHNICO-CCIAUX

ayant 3 à 5 ans d'expérience.
- L'un dans le domaine du traitement des eaux (Résines, Echangeuses d'ions) ;
- L'autre dans le domaine de la transformation du P.V.C. (Bouteilles, Films, Calendrage, Tubes) ;
- Parfaitement bilingues anglais.

Adresser C.V. et photo au Chef du Personnel ROHM AND HAAS, 185, rue de Bercy, 75579 Paris Cedex 12.

Ville de Saint-Denis (93) ch. : Infirmière D.E. Assistantes Sociales D.E. Possibilité de logement à titre onéreux. Adresser candidature et C.V. en mairie. (752-28-40).

Société d'importation nationale recherche pour animer et diriger réseaux vente (existants et en cours de création) HOMME D'APLOMB, possédant réelles aptitudes au commandement, négociateur 1re force, formation assurée, accès cadre et rémunération très élevée suivant valeur. Ecrire avec C.V. détaillé à : REGIE-PRESSE, n° 145.834 M, 85 bis, rue Réaumur-2e, qui tr.

ATTACHE (E) CCIAL (E) fixe impt + gross. prim., Paris et France, frais remboursés : PRET-A-PORTER FEMININ. Téléph. à la Société Magnome au : 277-82-64, pr rendez-vous.

I R A N recherchons pour construction très importante usine : DIRECTEUR DE TRAVAUX, CONDUCTEURS DE TRAVAUX, CHEFS DE TRAVAUX, CHEFS D'EQUIPE. Très sérieuses référ. bâtiments industriel, béton précontraint, préfabrication. Début des travaux février 1976. Ecrire sous référ. 279 à P. Lichau S.A., 50, allées Jean-Jaurès, 31000 TOULOUSE, qui transm.

JEUNE ENSEIGNANT SANS POSTE
NE GASPILLEZ PAS vos connaissances
UTILISEZ votre énergie, votre sens des contacts humains et votre volonté de réussir en devenant
notre délégué culturel
- Fixe + commission.
- Formation assurée.
- Promotion possible.
- Voiture obligatoire.

Ecr. avec C.V. à OPF (no 1827) 2, rue de Sèze, Paris-9e, qui tr.

FONDATION CURIE Institut du Radium, Section Médicale Hospitalière, 26, rue d'Ulm, 75231 Paris, Cédex 05, recherche **MANIPULATRICES** en radio-diagnostic en curiethérapie. Ecrire avec C.V. ou se présenter.

Créée en 1952, pas de serv. com. Pièces injectées (devis, catal.). Puissant atelier mécanique intégré. Usine mat. plast. ch. (Paris ou province) : représentants ou agent général. Ecrire à MEPI, 72300 SABLE.

secrétaires

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.

Groupe BOSCH
- Equipements automobile ;
- Appareils ménagers ;
- Autoradio Blaupunkt ;
- Caméras et projecteurs Bauer

recherche pour SES SERVICES COMMERCIAUX

2 SECRÉTAIRES

bilingues allemand-français
Formation BTS, option secrétariat

Restaurant d'entreprise. Avantages sociaux. Horaire 5 × 8.

Adr. C.V. manuscrit, prétentions et photo au Département du Personnel, 32, avenue Michelet - 93404 SAINT-OUEN.

Secrétaires Sténos et dactylos

CEFILAC recherche pour usine 95 - PERSAN SECRETAIRES-STENODACTYLO expérimentées bilingues ou trilingues Traductrices et rédactrices en anglais - espagnol - allemand. Langues parlées appréciées. S'adresser tous les matins, de 8 h. 30 à 10 h. 30, du lundi au vendredi inclus, ou sur R.-VS. Tél. : 470-20-50, Service du Personnel, 35, rue du Docteur-Touati, 95340 PERSAN.

Société américaine, place Victor-Hugo, cherche pour son service Direction **SECRETAIRE** STENO-DACTYLO parfaitement bilingue anglais. Minimum 1 an d'expérience. Libre de suite. Horaire : 9 h-13 h et 14 h-18 h. Tél. 260-36-45 (poste 317)

Secrétaires de direction

Editeur allemand ch. pr son bureau de publicité à Paris SECRETAIRE DIR. bilingue franç./allem. langue maternelle français niv. universit., sténo. indisp. Min. 28 ans. Candidat., C.V. manuscrit à M. MANIN 18, rue de Varize, Paris-16e.

INGENIEUR CONSEIL recherche **SECRETAIRE DIRECTION** EXPERIMENTEE Appointement suivant qualification. Horaire 5 X 8. Adr. prétentions, C.V. et photo TELECALCUL, 29, r. de Rémusat, 75016 PARIS.

cours et leçons

MATH. Rattrap. par prof. exp. Px modéré. T. 278-77-71

MATH-PHYS RATTRAPAGE rapide par Prof. Terminale, PCEM, Fac. 526-82-47

formation profession.

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR IBM 3 Niveau BAC ou 1re 6 à 7 mois - 180 h de cours : Exploitation Gestion-Analyse - GAP 2

FAX Ecole privée 6, rue d'Amsterdam - 874-56-60. 94, rue Saint-Lazare - 874-95-69.

représent. demande

IMPORT - EXPORT ch. carte à EXPLOITER ou CLIENTELE à SUIVRE A L'ETRANGER. Ecr. Régie-Presse n° T 79472 M 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

capitaux ou proposit. com.

Création Société ch. 300.000, donne PARTICIP. et EMPLOI. Ecr. Havas 117.405, 65001 Tarbes.

Recherchons FINANCEMENT 5 MILLIONS francs pour Entreprise industrielle. FORTE RENTABILITE - ENORMES AVANTAGES FISCX. 522-42-94.

V. contrat location sur terrain 4 ha 1/2, avec permis constr. camping. - BELLEVUE, 83 - LE THORONET. T. (94) 73-88-41.

DISP. CAPITAUX-LOCAUX, créerait ou particip. société. Ecrire détails CENA, 36, rue Vivienne, PARIS (2e), qui transmettra.

Magazine déjà lancé cherche collaborateurs avec capitaux (30.000) en vue participation rédactionnelle et financière. Ecrire : M. PLAULT, 153, av. de Versailles 93220 GAGNY.

Maison d'édition cède mensuel (4e no). Tél. : 937-62-10.

enseignem.

CLUB ANGLAIS à Paris cours, conversation, stages linguistiques. 033-01-72.

pensions

Recom. Hôtel pens., demi-pens. Gd cft. Calme. Jardin. Quartier résidentiel. 149, bd Malesherbes.

autos-vente

Collaborateur Chrysler, vend garantie 6 mois 1301 S sortie juillet 1975, 6.000 km., gris mét., toit vinyl noir, intérieur drap rouge, radio, LAD, phares recul. Ttes opt., lunette AR. dégiv. T. 958-68-83, ap. 19 h. Prix intér.

Vd MERCEDES 280 S. 71. D.A. Tr. belle, 19.500 F. Crédit-Reprise. Tél. 627-68-11.

perdu-trouvé

Perdu passeport SYRIEN au nom de MOUNAYER Chafic. Prière contacter l'ambassade. 870-33-36.

animaux

Pers. aimant les bêtes garderait chien vacciné et assuré pendant vacances ou autre. F. 22 F p. Ir. Ecr. N° 6.102 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Setter irlandais, fem., 11 m., vaccin., tatouée, pédig. 027-59-77.

demand d'empl

Ingénieur génie ... diplômé de l'I.N.S.A. ... 25 ans, dégagé des O. ... cherche poste 1er ... indifférente. Ecrire M. ... école communale, r ... Neuville-s/Montr ... 62170 MONTREI...

J. F. + D.E., 30 ans dynam., sens des re... perm. de conduire, ... comm. Stand. Hôtel, ... place, rég. indiffér., ... log. - Ecrire HAVAS sous le n° 938...

J. F., 25 a., 7 a. ex... prés., ch. empl. secré... récept., accueil, de ... dentiste. Ecr. Gonnet. Pont-Blanc, 93300 Au...

J. Fille, 23 a., licenc... des affaires, diplômé... sect. économique et ... angl., esp., rech. pre... à Paris. Ecr. n° T 79... REGIE - PRESSE, 85 ... Réaumur, PARIS (2...

H., jeune, 5 a., direc... multinationales, 4 a. ... ministre, ch. situat. T... 15-39-78-27-06

J. H., 27 ans, maîtris... étudierait toute pr... M. YVROUX ... 80, rue Nau. 13005 ...

Journaliste, secrétaire ... tion, diplômée du C.... d'expérience, rech. ... responsabilités. - Ét... propositions. Ecrire ... BIGLIA, 2, rue Fé... 78800 HOUILL...

J. F., italienne, étu... 30 ans secrétaire, exp... parf. biling., libre ra... que m'offrez-vous ? M... Ecr. no 26.126 M, Ré... 85 bis, rue Réaumur...

AUDIOTYPIS... ch. empl. mi-tps, p... réception. Mme NOU... 606-62-83, 44, bd d'Orn...

23 a., dég. O.M., b... lauréat ECCIP, exp... souh. poste responsabl... comptabilité, Paris, ... Oise. Ecrire André ... 33, rue des Réserv... dence Carnot. - 60200 ...

TEMPS REE...

J'apporte 5 années d'... pleinem. REUSSIES d... spatiale de transport ... la surveillance, le c... bancs d'essais, ainsi ... LENTES connaissance... tement de l'informatic... MESURE SOFT) e... concepts.

QUE ME PROPOSE...

Ecr. no T 079671 M, Ré... 85 bis, rue Réaumur, ...

JOURNALIST...

5 ans expér. professi... et province, photos ... étudie toute propo... Temps complet o... Tél. : 893-35-0...

automobiles automobiles

Une Alfa Romeo se choisit à la SFAM
Une Alfa Romeo s'entretient à la SFAM

SFAM-France 23 bd de Courcelles 75008 Paris Tél. 292.02.50 / 40 ter av. de Suffren 75015 Paris Tél. 734.09.35

l'agenda du Monde

Offres de particuliers

Ech. app à Londres, 3 m. min. photographer desires immediate exchange modern penthouse studio one bedroom in charming kensington for. Le même à Paris Boys 17 Victoria grove W-8 LONDON 584 6119.

COLLECTION BRONZES Particulier vend très beaux bronzes différ. signatures. Tél. : 976-40-19.

Demandes de particuliers

P. ach. photos 19e s., préf. 1870-71. GIMON, 13, pl. d'Aligre, 12e.

Achète bon prix COLLECTION ou OBJETS provenance ASIE Peintures, poteries, sculptures. Faire offre, n° 6.066, **BLACK** Pié, 16, av. Château, 94300 VINCENNES

Agencements

RANGEMENT. La solution la plus élégante et économique avec PRINSM'ALL créateur du système T : structure d'aluminium design à rayonnages réglables, toutes adaptations, mobilier de living, chaîne stéréo, bibliothèque, magasins, etc. Remise 10 à 20 % et 6 mois de crédit gratuit. Paris-14e, 101, av. Gén. Leclerc. Tél. : 580-67-72. URY 77116. Tél. : 424-41-15.

Animaux

S A L U K I (lévrier persan) élevage de Ker-Saint-Mesmes. Tél. : 026-00-51.

Du yorkshire au boxer du papillon au shi-tzu « La Réserve », 3, rue de Tocqueville (17e). Tél. : 622-20-87.

Antiquités

RAYMOND ALBERT recherche et paie au maximum meubles anciens, tableaux, bijoux, argenterie. Tél. : 324-38-91.

Artisans

Artisan transport- sér. Conduisant lui-même son camion ch. trav. régul. mat. nf. 3 t. ch. u., v. 30 m3. J. Bardon, 343-38-82.

Enseignement

TELEXISTE Un métier bien rémunéré, excellente formation assurée par Ecole Française du Télex. 260-33-44, Poste 300.

Cours

DANSE HISTORIQUE cours gratuits réservés aux étudiants. Rens. mat. T. 270-60-56.

Radio Hi-Fi

IMPORTATION ALLEMANDE !

AMPLIS et AMPLIS-TUNERS

BRAUN Régie 520	3.872 F
BRAUN Audio 308	3.437 F
MARANTZ 2245	3.518 F
PIONEER SX 434	1.610 F
PIONEER SX 535	1.925 F
PIONEER SX 636	2.233 F
REVOX A 76	2.827 F
REVOX A 78	2.349 F
SONY STR 6046 L	1.748 F
SONY STR 7055 A	2.754 F

TOURNE-DISQUES (complets avec cellule)

LENCO L 78	791 F
LENCO L 85	1.225 F
PIONEER PL 12 D	710 F
THORENS TD 160	984 F
THORENS TD 145	1.266 F

T.V.A. et assurance comprises ! Garantie comme en France !
Règlement : totalité à la commande (mandat) ou 20 % à la commande, le solde contre remboursement + 50 F frais de port.

CATALOGUE : 2 F (en timbres).

M-A-HIFI - A. MUEHLHEUSSER, D-75 KARLSRUHE (R.F.A.), Postfach 4.227.

Décoration

Achète CADRES, décorations en bois, plâtre, tous genres. Tél. : 255-46-35 et 254-40-92.

GROUPEMENT ARTISANS hautement qualifiés pour tous travaux aménagement appartements et magasins, surveillance chantiers et délais garantis, nombreuses références. Tél. : 727-76-97.

Constructeur-Promoteur vend lot carrelages import. d'Italie, restant de ses chantiers. S'adresser : 33, avenue Kennedy Livry-Gargan (93). 937-44-25.

Homes d'enfants

LES BARTAVELLES 1.200 m., Noël, 2 à 14 ans. Ski intensif, soleil, joie, 74680 Saint-Jean-de-Sixt. T. : 02-24-06.

« LES MARMOUSETS » 10 km Touquet, 62-Merlimont-Plage, tt cft., amb. famil., petit effectif. Vac. Noël, séjour à l'année Scol. assur. 1 voyage accomp. mens. à Paris pour parents. Tél. (21) 09-73-53.

Expertise

BOUTEMY. Pierres précieuses joaillerie, orfèvrerie. 9, rue Saint-Florentin, PARIS (8e). — Téléph. 260-34-89.

l'agenda du Monde

Chaque vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre une nouvelle rubrique dans laquelle seront regroupées des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, interprètes, locations, etc). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, postes 384 et 392

Mode

UN FOURREUR HABILLE LES FE... INTELLIGENTE... Sachez payer moins ... un fourreur-fabric... manteau fabuleusem... dans des peaux sple... Garantie deux à tr... CONSTANT, 53, rue Caulainc... Paris-18e. Tél. : 60...

CLINIQUE FOURR... (Face Inno Passy). Ré... transformat. modèles. ... Jean-Bologne (16e). ...

Spécialités régionales (vins)

VOUS RECHER... UN VIN DE PA... DE LA PROPRIE... SANS COUPAGE... A UN PRIX JUS... ENTREPOT DE PARI... CAVE COOPERATI... LABASTIDE-DE-LEVIS... 2, rue Leblanc, 7501... Gare de Grenelle, p... T.L.J. 8 à 12 h. et de ... Samedi : 8 à 12 ... Tél. : 828-49-77, 24 ...

CHAMPAGNE PREMIER CR... Vends direct. de la ... Tarif sur demar... Paul Tixier, 8, rue Jol... Chigny-lès-Roses. 48-...

Teinturiers

TEINTURIER SPEC... Tenues de soirée, robe... manteaux, smoki... chaussures satin. Articles délicats. T... entièrement fait à la ... Germaine Lesèche, 11 ... de Surène, Paris. 26...

Vacances - Tourisme

L...

VOILE AUX CARA... Deux semaines de cr... MELUSINE II, Ketch ... cft. Cinq cabines dble ... ski, plongée, de déc. 75 ... Forfait tout comp. P... par personne 4.900 F ... 164, chemin Ménandiè... SANARY (94) 74-0...

Yachting

Vends voilier hollandais ... à dérive, moteur 10 ... 3 cabines, tt cft., éq... 3e catégorie. Yvain ... 3, square du Labre... 77240 Cessons. Tél. 063-47-41, le s...

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

l'immobilier

appartements vente

...is - Rive droite

ILE SAINT-LOUIS
Immeuble rénové
... cuisine, salle de bains.
: 924-96-17 ou 18, p. 26.

PRES TROCADERO
RUE DE LONGCHAMP
... + 15 m², balc./terrasse, ... + 1 chbre, bains, cuis. ... 560.000 F - Sur place, ... 22, de 14 h. à 16 h. 30.

...UTTES-CHAUMONT
PARC, 35, RUE MANIN ... confl. impec., cuis. amén., Sam., dim. 11 à 17 h.

...ARCK-CAULAINCOURT
Imm., asc., studio avec 2-3 p., tt équipé. Propr. vend., sam., 14 à 17 h., rue Caulaincourt (18e).

PICPUS
...UBLE NF DE QUALITE
... PIECES : 45 M²
... PIECES : 72 M²
GRAND CONFORT
...LCONS SUR JARDIN
...S CALME. PARKINGS.
...ens. et visites : 755-98-57.

..., RUE GUY-MOQUET
2/3 pces d'angle, tt conft. Imm. récent - 265.000 F. ...di, 14-18 h. — 536-01-50.

16e MUETTE
BEL IMM. R.-d.-C. sur ...dure - Clair et ensoleillé
...VING + CHAMBRE
...IS. S. DE BAINS, W.-C. ... cent. Imm. + cave ...CUEUSEMENT RENOVE
PRIX : 275.000 F
... : 22 et 24, de 10 à 19 h. ...e : 12, r. des Marronniers. ... plus de détails : 292-29-92.

...ACE NOTRE-DAME
...NIER, living + pet. chbre, cuis. éq., s. bains, ..., balc., pl. sud, reft neuf. ...000 F - Tél. 277-75-68.

MENILMONTANT
M² TOUT LE DERNIER ETAGE TERRASSE
PLEIN SUD - VUE
... STANDING - 797-01-88.

...LEVARD VOLTAIRE
...euble pierre de taille
...ES entièrement restauré, 7e étage avec ascens. ... environ, cuis. équipée, ... de bains, wc séparés, ... boulevard et jardin. ...ns. et visites : 755-98-57.

...TE ST-CLOUD. Dble liv., 2 chb., c. équ., tt cft, ... - 410.000 F - 742-38-73.

Dans immeuble standing, appt excellente distribu... grand 4 pièces, cuis., wc, ..., 2 sanitaires, 110 m², par... état + chbre personnel + ...ing. Prix total : 520.000 F. ... sam. de 14 h. à 16 h. 30, ...AVEN. DE VERSAILLES.

... EXELMANS. Séjour + ...res, 75 m², 1er ét. s/cour, ..., tt conft. Prix 290.000 F. ...lace samedi, 11 h. à 16 h.

...D ATELIER + chbre tt ... 80 m² + terrasse, téléph. ...0 F. Vis. samedi, 14-18 h. ...s, rue Lamarck, 306-41-05.

...AL PLACEMENT SUR SQUARE
...étaire vend bel imm. rénové, ravissants
...DIOS et 2 PIECES
tout confort.
...artir de 15.000 F — 68.000 F
727-81-60 et 553-11-52.

...rox. BOIS VINCENNES ...vd, tt cft, tél., liv. dble ...bres, cuis. équipée. Park. ... Pos. reprise prêt CF 5 %. ...000 - S/place samedi, de ...h., 325, rue de Charenton, téléphoner : 628-36-78.

...DES PETITES-ECURIES ...ble + chbre, tt confort, ..., luxueuse décoration. ... F - S/place vendredi ...edi, de 15 hres à 18 hres.

... de Turenne. Somptueux chbre, tt conft, imm. poutres, cheminée, 4 m ... de plafond - 320.000 F. ...endr. - sam. : 15 - 18 h.

...BLE BON STANDING ... - STUDIO - TT CONFT ...RARE - 535-25-24, matin.

...HALLES ... chbre, cuis., w.-c., trav. ...ir - Urgence - 87.000 F 277-75-68

SANS INTERMEDIAIRE ..., pl. Beauvau, bel appt ...tt cft. Impec. 3e ét. Asc. 531-32-66, 20 à 22 h. uniq.

..., conft. 3e étage, sur cour. Px 178.000. Sam., ... 14 à 17 h., 10, r. Nollet.

...appt us. priv. et profes. ...m2. 3e ét. ss asc. Vaste ...r + 2 ch. serv. 2X9 m2 ...ave voût., ch. cent. ind. ...sol., exp. E.-O., limite ...ent. aff., métro 50 m, ...bus, voisin gares N., E., ...e et Opéra. Exc. état, travx effect. 878-88-98.

...TTA. Récent. Et. élevé. ...c., s. de bns, terrasse. ...al 210.000 F. 344-79-20.

...L. DAUMESNIL ...ue STUD. Balcon. Tt cft ...o standing - 168.000 F. ..., samedi, 13 à 17 h. : RUE DE REUILLY.

...ma retraite, je cède, ...aumont, mon appt 3 p., ... situé, très agréable, ..., 68, téléphone, cave, ... - De 12 h. à 14 h. 206-27-12

...RANDE-ARMEE ... appt 240 m2, dernier ... ch. serv. - 225-74-14.

...LLES, DUPLEX 74 m², ... séj. dble, 2 ch., 2 bs, ...s. équip., refait neuf, 280.000 F. Sam. et ldi, 72, r. VAUVILLIERS

...directem. splend. 3 p., T., cuis., wc, bs, 3e ét. 160.000 F. Vis. ce jr, ... 19 h., 56, bd Ornano. ...ibsten. Tél. 252-03-96.

Mo NATION. Dans bel imm. 2 p., 50 m², confort. Prix 170.000 F. Tél. 343-62-14.

MUETTE. IMMEUB. GRAND STANDING
15, AVENUE MOZART
140 M² Réception 50 m² + 2 chbres, 2 bains + beau studio serv, 760.000 F. Voir vend., sam., 14 à 18 h.

Paris - Rive gauche

Montparnasse-Vavin. Pet. stud. partagé en 3 P. minuscules, 6e ét. ss asc. Tél. Dche. Sol. Im. anc. en réfect. part. 278-08-30.

CŒUR VIe - ODE. 95-10
Cour jardin romantique
170 m2 duplex - Soleil - Calme
Terrasse

1, rue Madame - Tr. bel appt 220 m2, très belle réception + 4 chambres - 2 chambres serv. Vis. samedi, 11-13 h., 14-17 h.

PASTEUR. Appartement 130 m2 Standing - Pierre de taille Chbre de serv., park., tél. Asc. 770.000 F. — Tél. : 306-84-67.

GOBELINS - 225-03-09
Beau 3 pièces, cuis. équipée, bains, sur verdure. 255.000 F. Vis. samedi, 15-17 heures, 68, bd St-Marcel, esc. C, 2e ét.

Jardin des Plantes. Part. à P. Magnif. 150 m2, très calme, clair, salon, bur., salle à mang., 2 bains, 4 chbres, cuis. équip., moq., peinture neuve, 4e ét. asc. 750.000 F. Px ferme. - Ecr. à no T 79.508 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

13e MONTSOURIS. P. vd magn. 2-3 p., 73 m2 + 2 logg. 10e ét. Soleil. Immeuble 68. 330.000 F. TEL : 589-18-25

7, bd St-Marcel. Petit appart. 3 p., tt cft, refait neuf. 165.000 F. Téléph. 336-14-84.

F.-FAURE, ds résid. gd standg, beau 2 PIECES, tt conft, étage élevé, 290.000 F. — 533-68-86.

MONTPARNASSE
Im. ancien, appt 40 m2, ent. Liv. +ch., cuis., bs, tél., cave, gar. SAINT-PIERRE - ELY. 33-40

ESPLANADE INVALIDES
40 bis, rue Fabert - Dans imm. rénové, pptaire vd STUDIOS, 2 P., DUPLEX, sur jardins. Sur place samedi, dimanche, 11 heures à 18 heures.

15e FRONT DE SEINE
Part. vd 3 P. 80 m2. Tél. 14e ét. PANORAMIQUE - 577-80-32

SENAT (près)
Imm. Directoire, rénové, asc. 4e ét. 2 PCES, 5e et 6e étage DUPLEX + balc., terrasse, poutres, cheminée, tél., cuisine équipée. Impeccable. Sur place samedi 22, de 11 h. 30 à 16 h., 22, rue de Condé.

PORTE-DE-VERSAILLES
Dans bel immeuble ancien
2 PCES, entrée, cuisine, w.-c., s. de bains, chauff. central imm., 6e ét., asc., très clair, sans vis-à-vis. 150.000 F. Visite samedi 14-18 h : 12, RUE FIRMIN-GILLOT

MONTSOURIS - 10e étage Récent - Balcons
5 P. cuisine, coin repas 2 sanitaires, 2 w.-c. TEL. PARK. SOUS-SOL Prix 620.000 F. - 577-96-85.

LUXEMBOURG
Bel imm. pierre de taille
5 P., TT CFT, 4e étage, ASC., chauff. central immeuble Sera rénové par nos soins au
PRIX DE 650.000 F
Voir samedi, lundi, 14 à 18 h : 3, RUE PAILLET ou Tél. 723-91-28

E.-ZOLA - Immeuble récent 4 p., 70 m2+terras. 30 m2 Prix 390.000 F. 15-18 h, sam. : 65, r. du THEATRE - 579-24-39.

MONTSOURIS - Récent 5 pièces dont 4 chbres, 2 sanitaires, 2 w.-c., balcon 40 m2 au pourtour, 3 expositions. Tél. Park. 568.000 F. - 577-96-85 et 88-68.

15e BEL IMMEUBLE PIERRE DE TAILLE
APPT 4 P. 120 M2 à rénover. TEL SOLEIL. Balcon. Possib. profess. libérale. Chbre service. 540.000 F - 704-88-18.

Mo PLAISANCE Immeuble récent
pierre de taille, 4e étage ascens. 3 pièces tt cft, park. 240.000 F. Jean FEUILLADE - 579-24-39

Région parisienne

PARLY 2 6 pièces, 175 m², type luxe. Prix exceptionnel, 720.000 F (valeur neuf 900.000) - 954-68-08.

BOULOGNE Dans immeuble ancien
Parfait état, salon, salle à m., 2 chbres, tout cft, 98 m², tél. garage, 390.000 F - 26, rue de Bellevue. Sam. de 14 à 17 h.

GARGES-LES-GONESSE
1 APPT F4 tout confort 3e étage
PRIX 120.000 F + C.F. CREDIT 80 %.
Tél. : 985-37-58 - 987-06-13.

BOULOGNE. Particulier vend AGREABLE
4 PIECES, 80 m², 4e étage, calme, jardin, balcon sud. Téléphone : 825-66-36.

VINCENNES PRES BOIS
Bel immeuble entièrement rén. Eau chaude et ch. cent. imm.
STUDIOS : 69.000 F
2 PIECES : 118.000 F
Tout confort - Belles finitions. ME VOIR sur place : vendredi et samedi, de 10 h. à 19 heures, 31, AVENUE DE PARIS.

FONTENAY-AUX-ROSES
Lux. 5 p., duplex, balc., sal. de jeu, gar., jardin privatif. Prix 500.000 F. — Sur place 34, rue Marx-Dormoy. Téléph. 225-15-26.

150 M. LAC D'ENGHIEN
145 m², grand séjour, 4 chambres, box. Prix 330.000 F. Téléph. 752-09-57, midi et soir.

BOULOGNE. Part. vd appt stdg 3 p., 85 m², imm. gd conft 1960. — Téléph. samedi et dimanche de 10 h. à 18 h. : 825-53-67.

Près Versailles (5 km.), sompt. 4 p., 105 m², décorat. de classe. 460-31-22 ; après 20 h. 460-25-73.

VERSAILLES, living, 3 chbres, 109 m², park., balc., 410.000 F.

SEVRES, près gare R. D., séjour, 3 chambres, 85 m², box. Prix 290.000 F. — Tél. 950-00-23.

Porte Pantin, Mo Hoche, 4 p., neuf, ens., asc., cuis. équipée, 1 s. de b., 1 s. dche, moquette, facil. crédit. Téléph. 260-38-22. Bernard Pytel, heures bureau.

COURBEVOIE
Neuf, double livg + 2 chbres, 87 m² + 10 m² balcon.
PRIX 355.000 F.
2 parkings et cave compris.
IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, avenue Friedland, 225-93-69.

NEUILLY - DERNIER ETAGE 83 m² + ravissant jardin en duplex 100 m², parfait état. Prix 800.000 F. — Téléph. 924-74-78.

BOULOGNE, Mo Marc-Sembat, imm. anc., 2 p., cuisine, w.c., sal. de bains, 6e ét. sans asc. (asc. prévu), ens. 110.000 F. — MERY, PRO. 58-63 (hres bur.).

ISSY, 56, aven. Victor-Cresson, 5e étage, ascenseur. Ravissant 3 pièces. 50 m² Sud. — Ce jour, 14 heures à 16 heures. 326-08-94.

VERSAILLES. « Grand Siècle », 2 p., 51 m², état neuf, gd conft, cuis. équipée, tél., park. sous-sol, cave, 7e étage, vue panoramique. Prix 180.000 F. 950-84-01.

NEUILLY-SAINT-JAMES
RAVISSANT 3 PIECES
avec JARDIN PRIVE, tt conft
PRIX : 475.000 F
Voir samedi, lundi, 14 - 17 h. 30, 4, RUE DE LONGPONT.

Province

DIEPPE - Bel APPARTEMENT s/plage, gd standing. 180 m2. 2e ét., asc., séj. 63 m2 av. chem. 3 chbres, balcons, parfait état. Prix justifié.

DIEPPE - APPARTEMENT s/mer, imm. neuf, 3 p. 85 m2. Garage - 300.000 F. S'adresser Cab. LORPHELIN, 20, r. Claude-Groulard, Dieppe. Tél. : 84-10-61 et 84-65-35.

QUIBERON VUE SUR MER
PLEIN SUD
Appt 2 p., libre de suite. Agence COCAR - (16) 97-52-60-99.

Etranger

CULLERA - VALENCIA
50 m plage - Imm. récent
S. séj. 4 ch. Cuis., w.-c., s. bs, cab. toil., gd balcon. 3 étage. Ascenseur. Parking. 80.000 F. Ecr. no 6.104 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens. 75427 Paris.

maisons individuelles

A vendre à 2 km. du R.E.R., 78 - St-Germain, maison prête à vivre, 6 pces, 138 m² habitables, double garage, terrain 400 m², disponible au 15-12-75. Société Bell Construction. 901 - 21 - 29.

constructions neuves

Ce n'est pas parce que le 20e arrondissement devient résidentiel que les prix doivent devenir inabordables.



Dans un quartier en pleine rénovation, Floréat propose des appartements en prestations exceptionnelles allant du studio au 5 pièces, dans un immeuble de standing à des prix fermes et définitifs encore très raisonnables. Pour investir ou pour habiter : LA CROIX MESNIL, (réalisation Michel Bernard) 15-17, rue de Ménilmontant - 75020 Paris Tél. : 797-01-88. Visite sur place tous les jours même le dimanche.

floreat 19, rue des Martyrs - 75009 Paris Tél. 285-09-64

Je désire recevoir une documentation CM
NOM ....
ADRESSE ....

92-GARCHES
29-33, rue Henri-Régnault (près du golf de Saint-Cloud)

3 petits imm. gd stdg, 2 étg., P. de T., chauff. électr. intégré, cuisines équipées. Parkg ss-sol.

Du STUDIO AU 5 PIECES
Prix moyen 4.600 F le m². FERME ET DEFINITIF.

Bur. vte s/pl., sam. et dim., de 11 à 18 h. ou GECOM, 747-59-50.

VERSAILLES
74-78, avenue de Paris.
LA SEIGNEURIE

« MONTROUGE 75 »
METRO A 200 M. EN 1976
DU STUDIO AU 4 P.
PX FERMES ET DEFINITIFS
Livraison décembre 1975.
CONSTRUCTION TR. SOIGNEE
Vis. appt type : mardi., merc., jeudi, 15-19 h., samedi 10-19 h.

199, av. P.- BROSSOLETTE Tél. : 834-16-99 et 253-51-41.

NEUILLY
65, BD DU CHATEAU
DU STUDIO AU 6 P.
TRES GRAND STANDING
Grand jardin. Tous les jours de 14 h. 30 à 17 h. 30. Livraison 1er trimestre 1976
PRIX FERME ET DEFINITIF.
P. DOUX. Tél. : 553-16-62.

20e PRES NATION
Immeubles pierre de taille massive STUDIOS 2, 3, 4 pces, balcons et jardins. Px fermes et définitifs, livraison début 76. Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 10 à 19 h., 74-76, rue des Vignoles. Se rens. TREVAL, 277-62-23.

TERNES 34. Liv. immédiate 1 appt. 5 P. 101 m² + balc. imm. standing sur place 34, avenue des Ternes-17e. Vendredi, samedi, dimanche : 10-18 h. et sur rendez-vous. SIMEF. 346-71-08.

15e. ST-CHARLES, petit imm. P. de T., stud., 2 P., 4 P., duplex, terrasse. Liv. début 76. Sur pl. 66, rue des Entrepreneurs-15e tous les jours de 14-19 h., dimanche 10-18 h. 346-71-08 - 579-15-26. SIMEF.

POURQUOI ACHETER
dans la Résidence MIRABEAU
1) LA QUALITE des APPTS. Reste quelques 2 pièces + un 3 pièces. Livraison 4e trimestre 1975.
2) DES PRIX INCHANGES DEPUIS 1 AN.
3) UNE PLUS-VALUE RAPIDE à prévoir grâce à station métro toute proche inaugurée en 1976. Sur place : 117, R. P.-V.-COUTURIER, MALAKOFF.
Samedi, dimanche 10-12 h., lundi, merc., samedi, dimanche 14 h. 30 à 18 h., ou tél. : 742-28-97.

exclusivités

Une formule exceptionnelle d'annonces immobilières pour les professionnels et les particuliers.

- Une annonce un jour au choix.
- La répétition de cette annonce le jour suivant.

30 F la ligne au total + TVA.

Renseignements au journal et par téléphone au 233-44-21.

fonds de commerce

A louer boutique pour bureaux av. sous-sol env. 80 m² près de la place Clichy. Pour visiter Tél. : 387-43-10.

BAR-TABAC-ESSENCE
Yonne, 150 km Paris, ville touristique. 340.000 F. Créd. 60 %. THYRAULT, 89-ST-FARGEAU. Tél. 183.

locaux commerciaux

PLACEM. DE CHOIX
12e. Propriétaire vend, urgent, murs de bar restaurant, immeuble rénové sur carrefour.
RAPPORT NET 33.500 F
PRIX 290.000 F Téléphone : 727-81-60.

A louer BATIMENT 800 m² sur 2 niveaux comprenant bureaux avec tél., locaux de stockage. Zone industrielle Blois. Accès direct autoroute. Libre de suite. Ecrire Agence HAVAS 41000 BLOIS, no 703.918.

13e Local commercial
Tte propriété IMM .récent 500m² sur 2 niveaux, garage 3 voit. Prix : 1.500.000 F à débattre. Jean FEUILLADE : 579-24-39.

PORTE D'ITALIE
dans immeuble récent Société vend en toute propriété
LOCAUX MIXTES
sur 5 plans
Standard 12 lignes
Bureaux 1.650 m²
Stockage 1.375 m²
Local dégagement 330 m²
30 parkings
Quai déchargement.
Téléphone : 242 - 84 - 67.

hôtels-partic.

NEUILLY Sur partie résidentielle
Petit hôtel particulier, état impeccable. - Tél. 325-73-73.

bureaux

CONCORDE. A louer divisib. 1.042 m² + parkg, sans comm. IMMO. BALZAC. BAL. 72-14. PROMO BUREAU. KLE. 90-54.

BUREAUX TOUTES SURFACES LOCATION OU VENTE AG. MAILLOT. Tél. : 293-45-55.

EXCEPTIONNEL
9e Imm. indépendant, 9 lignes tél., 550 m2 à 400 F le M2. SERDIM 522-64-31

immeubles

MAISONS-ALFORT
BEL IMMEUBLE DE RAPPORT
Bon état d'entretien, revenu annuel actuel 220.000 F à augmenter. A vendre par propriétaire.

Offr. s/no 715 Havas Strasbourg

locations meublées Offre

Paris

14e Studio, kitch., dche, 27 m², tt cft, 800 net. KLE. 04-17.

16e 3 pièces, tt cft, téléphone, 2.500 F - 742-27-74.

locations meublées Demande

Paris

MEDECIN ETRANGER cherche pour 1 AN ENVIRON 2 à 4 P. URGENT, PARIS, CALME. M. IBSEN - 555-60-56.

INTERNATIONAL HOUSE cherche 2 à 6 P. pour CADRES SUPERIEURS, MEDECINS, AMBASSADES. 551-22-66.

Part. à part. DIRECTEUR Sté rech. gd liv. + chbre. Vide ou très bien meublé. Immeuble et quartier agréables. Téléphoner heures bureau : 878-78-82.

domaines

QUERCY (46). Site splendide. château tt conf. 15 ha. 500.000 F Ecr. no 828 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SOLOGNE - 120 HA.
BOIS, PLAINE RUISSEAU. Possib. étang, bât. ferme. Recomm. Ag. LES TOURELLES ORLEANS 1, av. Dauphine. T. 66-70-90.

A vendre près La Ferté-Vidame FERME herb. 80 ha, bons bât., libre de suite. S'adr. A. Levesque, agt imm., 61400 Mortagne.

CHARENTE-MARITIME 30 km environ de la Côte, en bloc ou par lots. propriété polyculture 72 HA environ dont 59 HA groupés, siège d'exploitation avec 2 maisons d'habit., nombreuses servitudes dans un CADRE MAGNIFIQUE, région chasse et pêche - Jouissance immédiate. S'adr. : TIRANT MARC Peyrolland - 17380 TONNAY-BOUTONNE - Tél. (46) 33-83-54.

locations non meublées Offre

Paris

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
18, r. la Michodière (Mo Opéra)
84, rue d'Alésia (Mo Alésia).
Abonnem. : 380 F. - 742-78-93.

Importante Société loue
SANS COMMISSION
appartements neufs tt cft.
PARIS-19e.
15 et 17, rue Henri-Ribière.
Face Mo Place-des-Fêtes.
3 pces, 67 m², loyer 1.056 F, charges 208 F. Park. 110 F.
4 pces, 85 m², loyer 1.276 F, charges 264 F. Park. 110 F.
4 pces, 100 m², loyer 1.493 F, charges 310 F. Park. 110 F.

XIXe STUDIO neuf. Téléph. 750 F, park. compris + charges. 607-38-55, après-midi.

XIXe 2 PIECES neuf. Parking. Tél. 1.200 F ch. compr. 607-38-55, après-midi.

Région parisienne

92-ANTONY
SANS INTERMEDIAIRE
Appts. bon standg. av. loggias,
2 pces, 44 m², 612 à 688 F, charges 196 F. Park. 61 F.
2 pces, 49 m², 663 à 738 F, charges 218 F. Park. 61 F.
S'adresser de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h. (sauf dimanche), 254-278, r. Adolphe-Pajeaud. Tél. : 666-97-27.

GIF-SUR-YVETTE. Ss commis. 2 pavillons neufs. Près Métro. Tt cft., tél., gar. 2 voit., 5 pces, 1.800 F. 7 pces 2.000 F. 907-39-62, vend., sam., dim.

LA DEFENSE R.E.R.
Du STUDIO au 5 P. neufs.
774-53-93 - 11/19 h.

92-Villeneuve-la-Garenne
Sans Intermédiaire.
Appartements bon confort :
4 pces, 77 m², loy. 695 F à 733 F charges 238 F.
5 pces, 96 m², loy. 822 à 860 F. Charges 286 F.
S'adresser bur. de Gérance de 9 h. à 12 h., 11, allée Saint-Exupéry, Villeneuve-la-Garenne. Tél. 752-54-51.
Transp. S.N.C.F., 9 minutes, gare Nord, arrêt St-Denis ou Bus 137 à la porte de Clignancourt. Villeneuve-la-Garenne arrêt : Stade.

locations non meublées Demande

Paris

Part. ch. 2 pièces, tout conft, parkg, tél. 366-64-50, poste 33-60, heures bureau.

Région parisienne

Ingén. ch. sans agce pavill banlieue Ouest - 950-36-70.

appartem. achat

Part. ach. direct. propr., urgt 3 pces - Conft - Clair - Calme Semi-résident. - 250.000 F cpt. Ecr. Galliotte - P.R. Bur. 92 (9e)

IMMOBILIERE FRIEDLAND recherche appartements de 80 à 150 m², beaux quartiers 225-74-14

Recherche Paris-15e, 7e arrondt, pr bons clients, appts ttes surf. et immeubles. PAIEM. COMPT. Ecrire Jean FEUILLADE, 5, r. A.-Bartholdi, 15e. Tél. 579-39-27.

Sté rech. à acheter appt stand. 11e, 12e, 20e. T. 343-62-14, ou écr. G.I.E.R.I., 7, av. Ph.-Auguste.

URGENT achète à particulier, même ss cft. Studio ou 2 P., Paris. Paie comptant. 577-60-09.

viagers

Vendez aux meill. conditions
FONCIAL 36 ans de référence Expertise gratuite
19, boul. Malesherbes - 266-32-35

Propriétaires, renseignez-vous à
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Estimation gratuite - Discrétion

usines

VICHY. Usine à vendre, grandes possibilités. Surface 2.300 m², Ecr. No 713 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

A LOUER : 6.000 m2
Bâtis sur terr. : 12.000 m² dont 4.500 m² au sol pour : ateliers 2e cl. ou dépôts acc. ts cam. Force, tél 2 lig., bail 9 ans, loy. 300.000 F. H.T. par an, 23 km p. N. 20. Chaumény. 874-22-98, matin.

pavillons

FONTENAY
TRESIGNY (77)
R.N. 4, 35 km. de Pte de Bercy, RUE VICTOR-HUGO.
Il reste
5 PAVILLONS
Terrain toute propriété 500 m².
4 pièces 90 m² : 183.200 F.
5 pièces 105 m² : 213.900 F.
PRET 80 % PIC Crédit foncier.
Bur. de vente sur place du vendredi au lundi, de 11 h. à 18 h. ou GECOM, 747-59-50.

Parc MAISONS-LAFFITTE
Maison récente, impeccable, 8-9 Pces, 3 s. de bains, garage. EUR. 05-55.

Cse départ, Part. vd pr. gare Vert-Galant, Pavillon plain-pied avec cave, gde entrée, 3 gdes pièces, cuis., débarr., wc/s. bns Ch. centr., 2 gar. Terr 460 m². Ecr. no 6.082, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9e.

GAGNY limite CHELLES
Pavillon récent état neuf, entrée, grand séjour carrelé, cheminée + 3 pces parquet, tt cft., tél. + 3-4 pces aménageab. dans grenier avec chien-assis, sous-sol total, gar. 2 voitures, atelier, cellier, jard., près commerces, écoles, GARE. Px. 380.000. Pour vis. voir propriétaire sur place samedi et dimanche (après-midi seult), 31, av. Ronsard-Chesnay, Gagny ou tél. 957-28-20 ou 847-28-09.

LA VARENNE
Résidentiel, proche R. E. R. et Marne, belle maison bourgeoise s/cave, entrée, living, s. à manger, gde cuisine aménagée, 4 chb., 2 sal. de bs, wc, lingerie, chauffage central mazout, garage, jardin. Prix : 530.000 F - 685-56-02.

220 km PARIS. Part. à P. de préf. vd pavill. 4 P. P. Gar. Jard. Prox. mer, Ouistreham, Calvados - (16) 31-97-10-25.

ARNOUVILLE-lès-GONESSE
A VENDRE - 3 min. GARE
PAVILL. 6-7 PIECES Prix 365.000 F
LONG CREDIT POSSIBLE
Tél. : 985-37-58 - 987-06-13

BOURG-LA-REINE - Quartier résidentiel. Très calme. Pavillon moderne 1961. Excellent état. Séjour 32 m2 + 4 chbres + s. jeux et lingerie, sur charmant jardin 350 m2. Prix 580.000 F. Tél. ROB. 34-86.

SURESNES 6 p., cuis., entrée, w.-c., tt confort, chff. cl maz. et gaz, gd sous-sol, garage, terrain 500 m2 clos. Tél. 876-24-44.

CHAMPIGNY PRES - Prox. futur R.E.R.
Pav. récent s/ss-sol total (gar., buand., chauff. maz., hall, séj., 4 chb., bureau, bains + s. d'eau, 2 wc, jardin agrém. 340.000 F, av. 80.000 F. TIC, 32, av. Thorez Champigny - 706-14-52 et 58-16.

VERSAILLES (8 km) S/680 m2 terrain. Entrée, cuis. équipée, séjour dble, salon, 5 chbres, bains, w.-c. 200 m2 habitables. 495.000 F. - 950-14-60.

fermettes

PRES ORGERUS, 43 km. par autoroute Ouest et Nation. 12. maison camp. parf. aménagée. Rez-de-chauss. : 2 gdes pièces, salle d'eau. A l'étage gr. séjour, bel. chemin., cuis., chbre, s. de bains, 2 w.-c., chauff. central mazout + belle grange à aménager, garage, parc 1.750 m². Prix 460.000 F. Agence TABLE RONDE,ORGERUS, 487 - 20 - 28.

maisons de campagne

VALLEE DU LOIR
Jolie campagnarde, entièrement restaurée, entrée, cuis., b. séj., 2 ch., s. d'eau, w-c, ch. cal, s/ 1.100m² clos. Px except. 140.000, av. 35.000 F. Agce de Bonneval 28. T. (15-37) 98-25-52, m. dim.

manoirs

VALLEE DE L'EURE
entre Louviers et Pacy, manoir normand parfait état; 10 pces dépend., terrain 1.400 m2 en BORDURE DE RIVIERE. Tél. Cailly-s/Eure, 37-75-09, apr. 20 h.

48 km Sud Paris (35 min A-10)
petit MANOIR XVIIe
Salon 70m² + pet. sal. + 3 ch. +gde p., 2 s. bs, tt cft + mais. gard. 3 p., remises. Parc 1,5 ha traversé par riv., verg., potag. Px 1.200.000 F. Dourdan Imm. 22, rue d'Etampes à (91410) Dourdan. Tél. : 492-70-12, m. D.

terrains

Cherche terrain à bâtir toute viabilité, banlieue bien desservie Ecr. no 6.103 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9e.

SARTROUVILLE
Part. vd terrain 770 m², façade 19 m. Ecr. M. Trilloff, 25, rue Y.-le-Caignard, 92-La Garenne.

Malakoff 400 m2 14 U. + Poitou 10 F m², e., él. Tél. 46-34-75-87.

VDS TERRAIN A BATIR
2.146 m², TROISSY (Marne), 120 km de Paris, proximité autoroute A 4.
Tél. : (16) (26) 50-70-03.

MORSANG-SUR-ORGE Résidentiel
Terr. à bât. 403 m2. Fac. 10 m. COS 0,30. Px 108.000. 655-59-72.

villégiatures

« CLUB HOTEL »
loue de NOEL à PAQUES STUDIOS 4/5 personnes tout confort, entièrement équipés lingerie, matériel de cuisine, etc.

TIGNES, VAL-THORENS, LA CLUSAZ, MERIBEL-MOTTARET, CHAMROUSSE, LES 2 ALPES, COURCHEVEL

CANNES et SAINT-TROPEZ

Immeuble avec piscine.

Tél. : 657-12-76.

propriétés

CANNES
Super propriété 1 hectare, près centre, calme, vue mer, extra, immense séjour + 8 chambres, piscine, logt gardien. MAGNET, 33, bd Carnot, 06-LE CANNET.

HONFLEUR
dominant l'estuaire
ravissante propriété 35.000 m², grand cft, état parf. + maison de gardien + ateliers artistes. Téléph. Paris : 633-13-31 et 31/89-23-17.

Vends en Dordogne dans bourg ts commerces mais. bourgeoise 7 pièces, conft. Prix 300.000 F. Agence Albouys, 31, bd Gambetta, 46 - Cahors. Tél. 35-36-88.

45 KM. PARIS-OUEST
Région Saint-Léger-en-Yvelines
MAISON ILE-DE-FRANCE
Séjour, 5 chambres, 2 bains
PARC 12.000 m² près FORET, PISCINE ET TENNIS.
A. DUSSAUSSOY « NADEL », 073-97-27 — 073-36-92.

REGION FRAZE
Vue imprenable. Belle grange à aménager, 100 m², s/4.000 m² environ. Prix total 86.000 F. crédit 80 %. S. I. R. ROBINET, 5, rue de Chartres, ILLIERS. Téléph. 15 37-81-31 ou 22-65-24.

SEVRES. Bel. ppté calme, 400m² habit. Salon 50 m², s. à manger, cuis., office, 7 ch., 2 s. de bns, lingerie, sous-sol, cave, salle de jeux, gar. 2 voit. Terr. 800 m². Px 1.100.000 F. J.M.B., 970-48-10.

Normandie. Part. à part. vend maison caract. XVIIe, 5.000 m². Vue impr. s/Deauville. TAMU, B.P. 2, 17220 Dompierre-sur-Mer.

35 - VITRE. Chaumière 10 pces. terrasse marbre blanc 100 m², ss-sol garage 200 m² envir. Terr. 1 ha, jardin, ruisseau, planté arbres. Agence Saint-Georges, 18, r. St-Georges, 35000 Rennes. Téléph. 16 (99) 79-04-28.

GIF-SUR-YVETTE
Villa gd standg sur sous-sol, 7 pièces, dont 4 chb., cuisine équipée sur 1.500 m² terrain. Prix : 840.000 F.
URGENT Possibilité débattre très largement
TEL. : 928-43-10.

LE PLESSIS-TREVISE
Magnif. constr. s/680 m² avec entr., cuis., séj. dble, 4 ch., 2 s. de bs, wc, lingerie + studio, s. de bs, wc, grenier, gar. Px : 395.000 avec 80.000. Pr renseig. BOURASSEAU S.A., 30, avenue Ch.-de-Gaulle à CHAMPIGNY. T. 885-76-38, même dimanche.

VESINET Résidentiel Excellente situation, PROPRIETE MANSART, réception 3 P. = 60 m2, 6 chbres, bains, 2 cab. toil., tt confort. Beau jardin angle boisé 1.800 m2. AGENCE DE LA TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90

65 KM AUTOR. OUEST
LISIERE FORET
Site très reposant
Ravissante maison campagnarde
Belle récept., poutres, cheminée, 4 chb. + maison d'amis, gd cft.
4.500 m² Splendide PARC
VUE à l'infini
(9-21 h) R.-VS **CHANTACO** 478-32-83 478-33-24

LE VESINET près R.E.R. GRANDE
PROPRIETE MANSART
Réception 80 m2, 7 chambres, 3 bains, tout confort.
Beau PARC DE 2.800 M2.
AGENCE DE LA TERRASSE
Le Vésinet - 976-05-90

3 KM RAMBOUILLET
Part. à part., raison départ, vd maison exceptionnelle, construite par et pour l'entrepreneur bât.
PARC SUPERBE 2.550 m2
Surface habit. 290 m² sur 3 nivx Tél. 483-10-88

VALLEE DE CHEVREUSE
6 HA
Rare. Propriété 18e s., bd rivière PARC - Arbres splendides. Site protégé - Prix intéressant. INTER-URBIS - 522-11-41

villas

FONTENAY-aux-ROSES. Résid. villa gd cft, parf. état, 310 m² habit., jardin 700 m², 950.000 F. Tél. : 350-24-57.

CHANTILLY (résidentiel) villa séj., 5 chbres, s. de bs, cuis., gar., sur terrain 850 m² env. Px : 265.000 F. Tél. : 457-30-98.

ARGENTEUIL
P. vd villa 1965 (10' gare), ent. + gd séj. avec chem. pierre, cuis. entièrem. amén. + 4 ch. (dont 2 meub. style) + s. bns, 2 w.-c., sous-sol + gar. 2 voit., chauf. fuel, téléph., tt à l'égout. Le tt ent. clôturé, état impecc. Px : 425.000 F. Tél. : 982-58-22.

Le CHESNAY, villa 1962, 560 m² de terrain, 9 Pces, 2 bains. Prix intéressant.
CELLE-ST-CLOUD, villa 1970. 6 Pces, 2 bains, ss-sol, gar. Prix 550.000 F. Tél. 950-08-23.

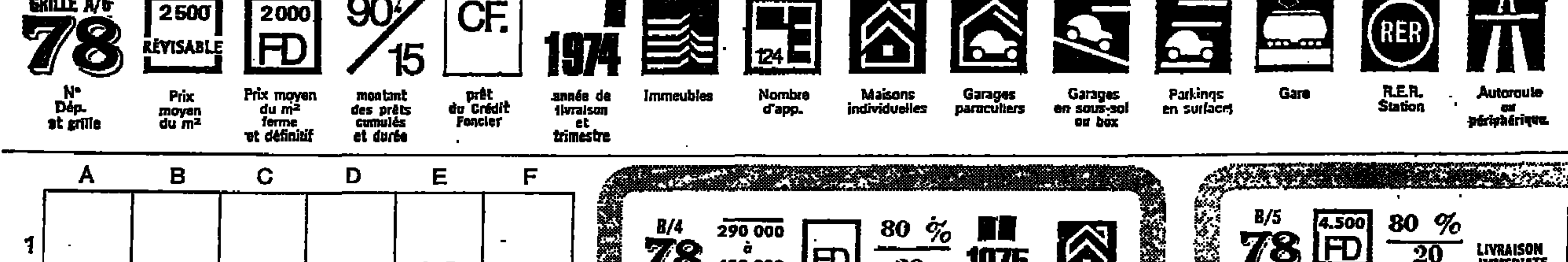
VAUCRESSON. Bel. villa, quart. résid. Calme, ent., salon + salon av. cheminée et biblioth. s. à mang. av. chemin., cuis., wc., s. de bs., 4 ch. s. eau, lingerie, ss-sol 1 p. Gar. + pavill. indépend., 1 ch., dche, wc., coin cuis. Jard. 635 m², Px. 880.000 F Tél. J.M.B. 970-48-10.

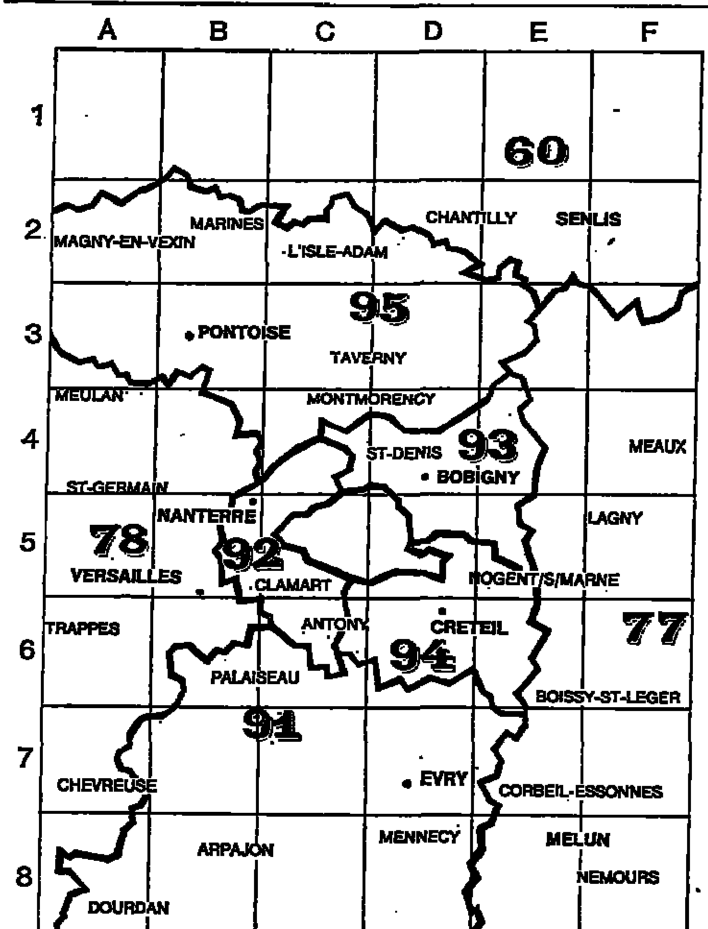
Au cœur de la Forêt de FONTAINEBLEAU
Achères-la-Forêt.
60 km Paris par autoroute Sud (sortie Ury).
Maisons de grand standing sur grands terrains
INDIVIDUELS BOISES
de 400.000 à 600.000 F.
Venez visiter une villa et CE SITE EXCEPTIONNEL.
538-68-73 et 424-30-36.

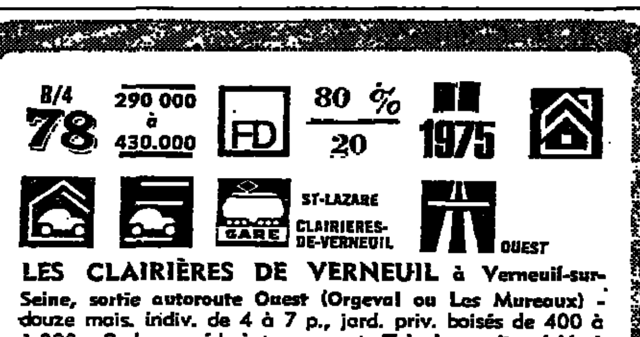
VESINET - 2' R.E.R.
Bonne maison 1900, rénovat. 1er ordre, récept. + 5 chb., 2 bs, jardin 700 m² - 950.000 F. Agence BARTHEL - 966-06-00.

DIRECT. SUR PARC SCEAUX
Maximum verdure et soleil
Très grand séjour + 3 pièces, 185 m2 habitables sur merveilleux jardin de 847 m2.
Prix 965.000 F. - Tél. ROB. 34-86

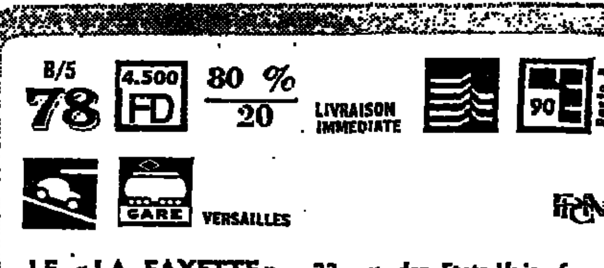
LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE



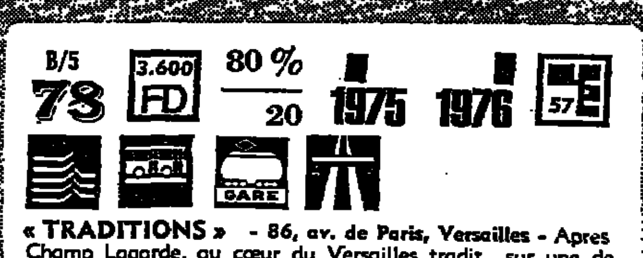




LES CLAIRIÈRES DE VERNEUIL à Verneuil-sur-Seine, sortie autoroute Ouest (Orgeval ou Les Mureaux) - douze mais. indiv. de 4 à 7 p., jard. priv. boisés de 400 à 1.000 m2, long créd. à taux avant. **Très beau site résid.** à 700 m de la gare. Paris 30'. Inf. : Ag. GRAVEY, 110, Gde-Rue, Verneuil, 965-69-59. Vis. sam., dim., 14 h 30-18 h 30, et sur rendez-vous.

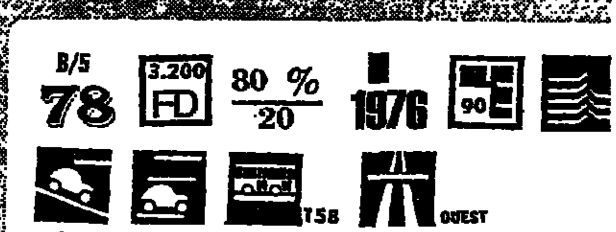


LE « LA FAYETTE » - 33, av. des Etats-Unis, 6, r de l'Ecole, Versailles - Bel immeuble pierre de taille. Appa tements entièrement terminés, cuisines équipées. Tentur murales en tissu. Renseignem. sur place vendredi, samec dimanche et lundi de 15 h. à 19 h. **INFORMATION IMMO BILIÈRE**, 23, bd des Capucines, 75002 Paris, T. 266-56-5



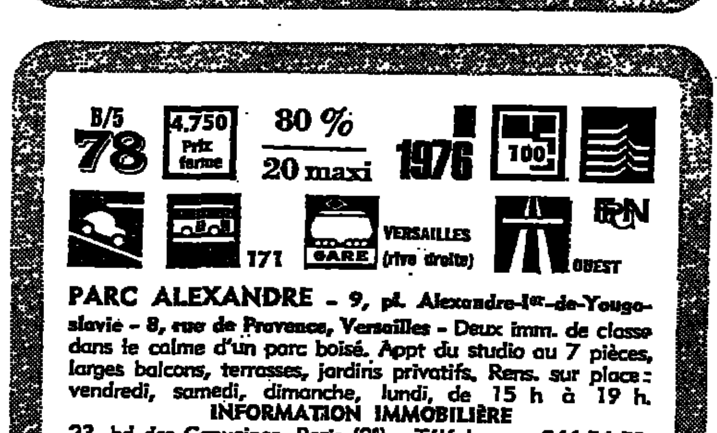
« TRADITIONS » - 86, av. de Paris, Versailles - Apres Champ Lagarde, au cœur du Versailles tradit., sur une de ses avenues prestig., TRADITIONS associe hérit. du grand siècle au confort de la techn. contemp. Ouv. lun., jeu., ven., 14 à 20 h, sam.-dim., 10 à 12 h et 14 à 20 h. 951-40-61.

Une réalisation CAPRI — **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulev. de Vaugirard, Paris (15e), tél. 567-55-66.

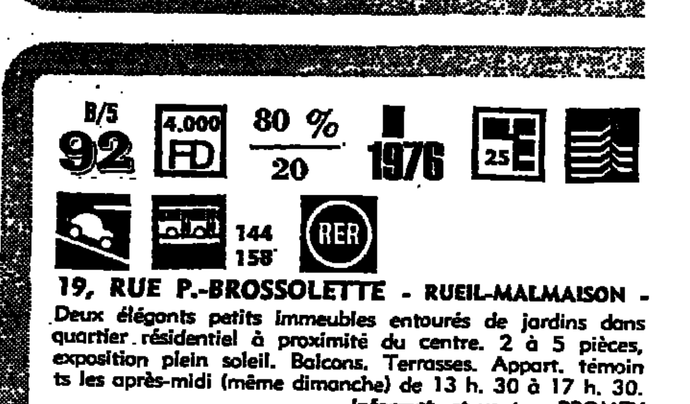


RÉSIDENCE BOUGIVAL-MALMAISON - 24, r Yvan-Tourguenieff, Bougival - Dans magnif. parc boisé ave piscine dominant la Seine en retrait de la R.N. 13, nous vou offrons, au calme, une construct. de petits imm. de 2 à 3 é En tout 90 appart. du stud. au 5 p. Vis. appart. témoin su place : vend., sam., dim et lundi de 14 h. à 18 h. **C.I.P** 21-23, av. Pierre-Ier-de-Serbie, 75116 Paris. Tél. 720-49-7



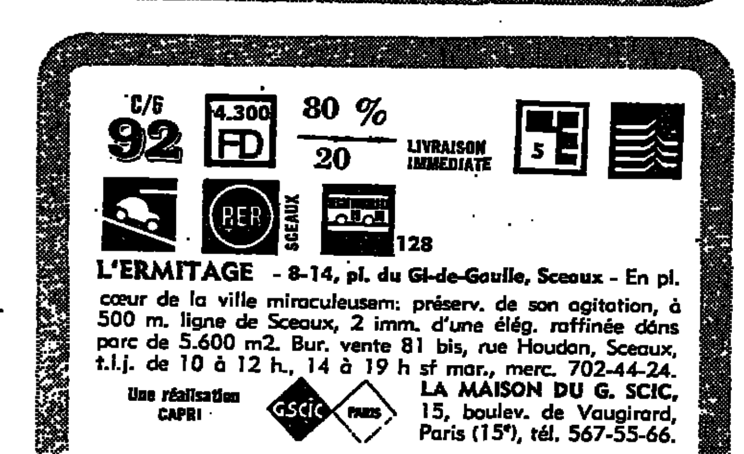


PARC ALEXANDRE - 9, pl. Alexandre-Ier-de-Yougoslavie - 8, rue de Provence, Versailles - Deux imm. de classe dans le calme d'un parc boisé. Appt du studio au 7 pièces, larges balcons, terrasses, jardins privatifs. Rens. sur place : vendredi, samedi, dimanche, lundi, de 15 h à 19 h.
INFORMATION IMMOBILIÈRE
23, bd des Capucines, Paris (2e) - Téléphone : 266-56-50.



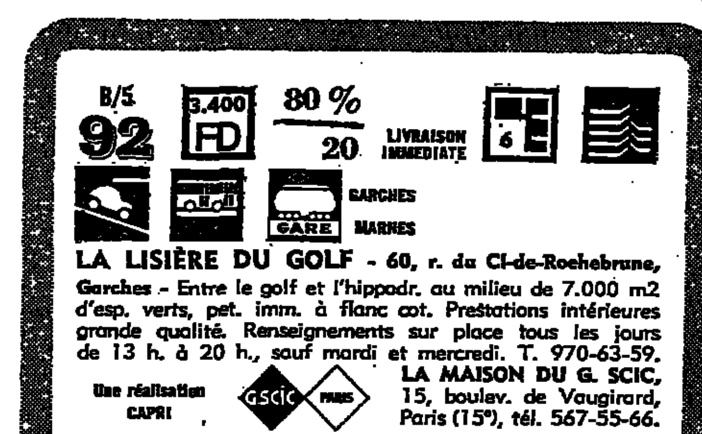
19, RUE P.-BROSSOLETTE - RUEIL-MALMAISON - Deux élégants petits immeubles entourés de jardins dans quartier résidentiel à proximité du centre. 2 à 5 pièces, exposition plein soleil. Balcons. Terrasses. Appart. témoin ts les après-midi (même dimanche) de 13 h. 30 à 17 h. 30.

PROMEX — Informat. et vente : PROMEX 65, rue Rennequin, Paris-17e Téléphone : 755-82-10.



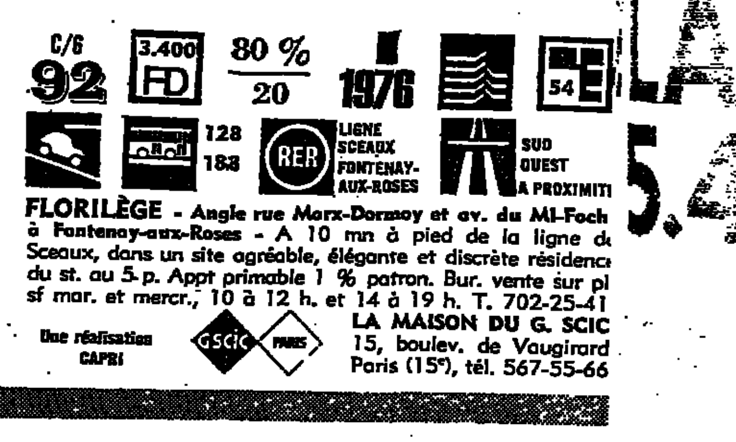
L'ERMITAGE - 8-14, pl. du Gl-de-Gaulle, Sceaux - En pl. cœur de la ville miraculeusem: préserv. de son agitation, à 500 m. ligne de Sceaux, 2 imm. d'une élég. raffinée dans parc de 5.600 m2. Bur. vente 81 bis, rue Houdan, Sceaux, t.l.j. de 10 à 12 h., 14 à 19 h sf mar., merc. 702-44-24.

Une réalisation CAPRI — **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulev. de Vaugirard, Paris (15e), tél. 567-55-66.



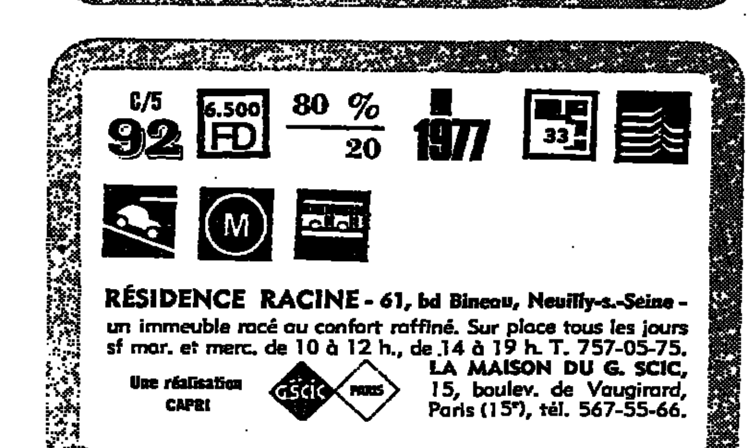
LA LISIÈRE DU GOLF - 60, r. du Cl-de-Rochebrune, Garches - Entre le golf et l'hippodr. au milieu de 7.000 m2 d'esp. verts, pet. imm. à flanc cot. Prestations intérieures grande qualité. Renseignements sur place tous les jours de 13 h. à 20 h., sauf mardi et mercredi. T. 970-63-59.

Une réalisation CAPRI — **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulev. de Vaugirard, Paris (15e), tél. 567-55-66.



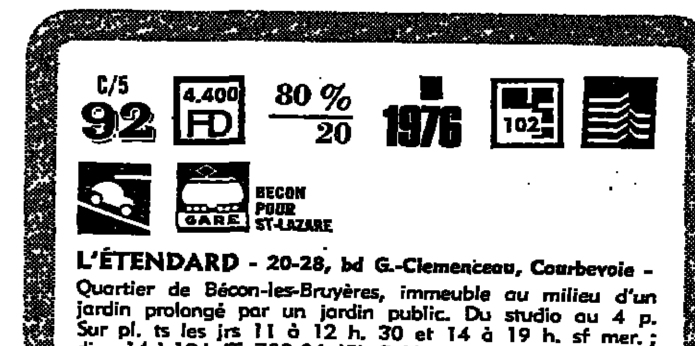
FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. du Ml-Foch à Fontenay-aux-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de Sceaux, dans un site agréable, élégante et discrète résidence du st. au 5 p. Appt primable 1 % patron. Bur. vente sur pl sf mar. et mercr., 10 à 12 h. et 14 à 19 h. T. 702-25-41

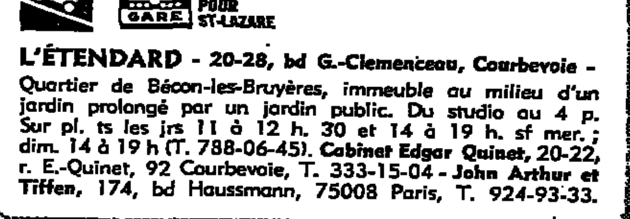
Une réalisation CAPRI — **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulev. de Vaugirard, Paris (15e), tél. 567-55-66



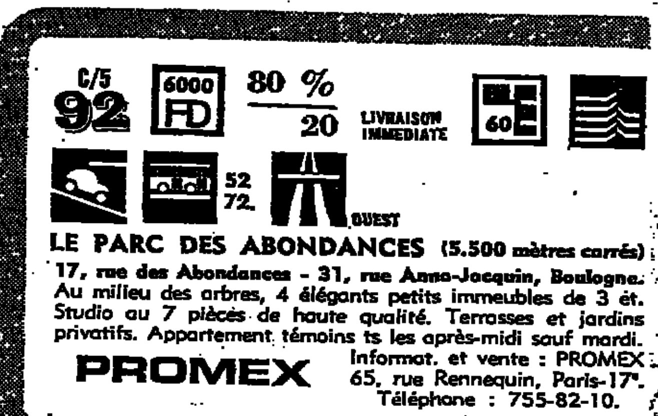
RÉSIDENCE RACINE - 61, bd Bineau, Neuilly-s.-Seine - un immeuble racé au confort raffiné. Sur place tous les jours sf mar. et merc. de 10 à 12 h., de 14 à 19 h. T. 757-05-75.

Une réalisation CAPRI — **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulev. de Vaugirard, Paris (15e), tél. 567-55-66.



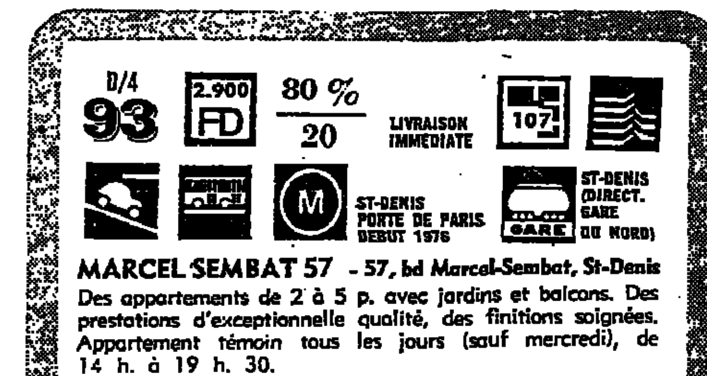


L'ÉTENDARD - 20-28, bd G.-Clemenceau, Courbevoie - Quartier de Bécon-les-Bruyères, immeuble au milieu d'un jardin prolongé par un jardin public. Du studio au 4 p. Sur pl. ts les jrs 11 à 12 h. 30 et 14 à 19 h. sf mer. ; dim. 14 à 19 h (T. 788-06-45). **Cabinet Edgar Quinet**, 20-22, r. E.-Quinet, 92 Courbevoie, T. 333-15-04 - **John Arthur et Tiffen**, 174, bd Haussmann, 75008 Paris, T. 924-93-33.



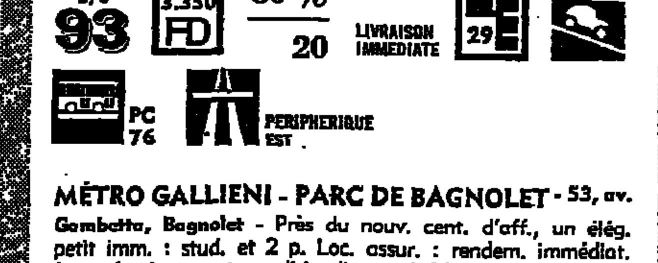
LE PARC DES ABONDANCES (5.500 mètres carrés) 17, rue des Abondances - 31, rue Anna-Jacquin, Boulogne. Au milieu des arbres, 4 élégants petits immeubles de 3 ét. Studio au 7 pièces de haute qualité. Terrasses et jardins privatifs. Appartement témoins ts les après-midi sauf mardi.

PROMEX — Informat. et vente : PROMEX 65, rue Rennequin, Paris-17e. Téléphone : 755-82-10.



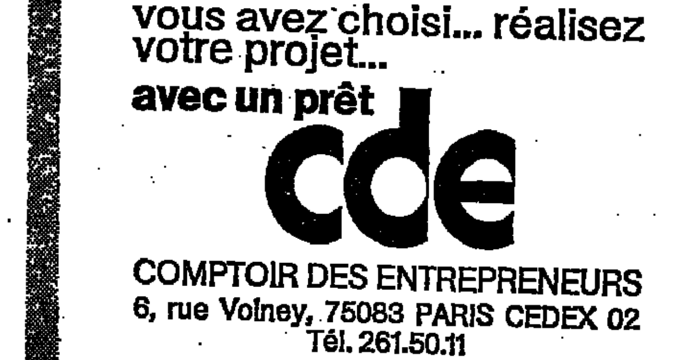
MARCEL SEMBAT 57 - 57, bd Marcel-Sembat, St-Denis Des appartements de 2 à 5 p. avec jardins et balcons. Des prestations d'exceptionnelle qualité, des finitions soignées. Appartement témoin tous les jours (sauf mercredi), de 14 h. à 19 h. 30.

SERCO — 14, rue Magellan - PARIS (8e), Tél. 723-72-00.



MÉTRO GALLIENI - PARC DE BAGNOLET - 53, av. Gambetta, Bagnolet - Près du nouv. cent. d'aff., un élég. petit imm. : stud. et 2 p. Loc. assur. : rendem. immédiat. App. témoin ouvert mardi-jeudi-samedi 13 h. 30 - 17 h. 30.

PROMEX — 65, rue Rennequin, Paris (17e) Téléphone : 755-82-10.





ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

POUR UN POUVOIR PROVINCIAL

Suite de la première page.)

n même temps, l'autorité du vernement sur les agents de at se dégrade : la pyramide archique semble entrer en omposition ; la situation est que jour plus glissante.

e centralisme fut sans doute essaire à la formation de ité nationale. Mais son aggraon devient aujourd'hui un ger pour cette unité nationale. il fournit un aliment puis- à la revendication des autoistes ou des séparatistes, qui éficient de l'irritation provo- dans le public par les détements du « pouvoir pari- », c'est-à-dire des grands s et de la bureaucratie des dnistrations centrales.

La déconcentration n'a pas qu'ici résolu les problèmes levés par la tendance cenisatrice.

tôt assurée la stabilité de t, les gouvernements de la quième République ont engagé les décrets de 1964, complétés 1970, un important effort pour ngestionner les administras centrales. Ils ont écarté la table décentralisation, c'est-à- une délégation de compées de l'Etat à des instances les élues et pleinement ressables. Ils ont prudemment isi la voie de la déconcentra-, c'est-à-dire le transfert aux ninistrations territoriales de at d'attributions exercées jus-là par les administrations rales : l'Etat se contentait de stribuer les compétences au de sa propre hiérarchie.

e ministère chargé des réfor- administratives a lancé en -1974 des études pour appré- sur le terrain les effets de réformes, analyser le foncnement du système politicoinistratif, évaluer la possibi- d'actions nouvelles. Le constat nquiétant : le processus de alisation a dépassé les limites upportable ; et les efforts aplis pour le freiner sont s à peu près vains (1).

l'administration parisienne a tivement été soulagée d'un certain nombre de tâches de routine ou de décisions mineures, son emprise sur la vie locale n'a jamais été aussi grande, ni surtout aussi ressentie. La complexité des procédures s'est accrue, les délais et les retards se sont souvent allongés. De nombreuses décisions, en principe « déconcentrées », se sont trouvées « rappelées » à Paris : soit du fait des procédés industrialisés ; soit encore par le biais politique en vertu du droit d'intervention des parlementaires et du « droit d'évocation » des ministres ; soit surtout en raison des mécanismes de contrôle, notamment financier. Le pouvoir délégué aux préfets a été largement confisqué par l'administration des finances ; ou récupéré par les ministères techniques, qui parfois ont durement fait sentir au directeur départemental qu'il devait prendre ses instructions, non pas auprès de son préfet (supposé par eux appartenir à un ministère rival), ni auprès du Conseil général (souvent considéré depuis Paris comme incompétent ou insignifiant), mais auprès d'eux, de qui dépend... sa carrière.

La loi de 1972 sur les régions n'a pas encore changé fondamentalement les termes du problème. Elle institue les régions comme un syndicat de départements. On peut la comparer à une auberge espagnole. Quand le conseil régional court le risque de lever l'impôt, la région fonctionne à l'avantage des départements ; quand il s'y refuse, les moyens de la région restent faibles. Si, demain, le département devient une collectivité réellement décentralisée, c'est-à-dire gérée par des hommes directement responsables devant les électeurs, la région deviendra une réalité vivante : le lieu de la concertation et de la décision. Si le département reste un simple échelon déconcentré des grandes administrations de l'Etat, la région risque fort de ne constituer à la longue qu'un écran administratif supplémentaire. Car c'est une loi de toutes les sociétés : *l'autorité élective est conciliante ; l'autorité déléguée est rigide ; l'autorité subdéléguée est implacable.* Tout nouvel échelon administratif entraîne une subdélégation de plus, qui éloigne encore l'échelon d'exécution de l'échelon politiquement responsable, et donc du public.

Pourtant, on constate curieusement, chez les différents partenaires élus et fonctionnaires, une satisfaction relative sur le fonctionnement d'ensemble du mécanisme. Consciemment ou inconsciemment, les « caciques » désirent restreindre le nombre de ceux qui participent à la gestion des affaires publiques. Malgré quelques protestations, qui coïncident presque toujours avec une attitude politique d'opposition, élus et hauts-fonctionnaires se satisfont d'un système qui leur assure un monopole : pour les premiers, d'intervention ; pour les seconds, de préparation et d'exécution, c'est-à-dire en pratique de décision.

Au niveau des citoyens, le tableau est bien différent. Encore le rural dispose-t-il de moyens de médiation, et notamment de la proximité personnelle du maire ; et les agriculteurs bénéficient d'une forte organisation professionnelle. Mais l'habitant de la ville, face à une administration perçue comme une machine aveugle, alors que s'accentue la désacralisation de l'Etat et de la loi, bascule dans un sentiment d'impuissance, créateur d'agressivité. Il ne retrouve le sentiment de pouvoir influer sur les affaires publiques que lorsqu'un incident provoque la constitution de groupements de circonstance (associations de défense) en opposition avec l'action de l'administration faute de prendre part au pouvoir, il se réfugie dans un contre-pouvoir.

Cet examen sommaire d'une situation complexe et depuis longtemps invétérée montre les limites de la déconcentration — même au cas où elle finirait par réussir. Il ne paraît pas possible de trouver dans cette méthode l'enracinement local de la gestion publique : ni auprès de fonctionnaires de l'Etat, qui n'ont pas de responsabilité politique ; ni auprès de leurs partenaires élus, qui sont sans responsabilité de gestion.

3) Le « pouvoir régional » ferait dépérir le département.

La transformation de la région en une collectivité territoriale, administrée par un exécutif et une assemblée élue au suffrage universel direct, tandis que le département garderait les structures actuelles, aurait inéluctablement pour effet l'abaissement des conseils généraux, qui seraient vite traités par le grand « Parlement » régional comme de petites assemblées-croupions.

Le département se mettrait à ressembler à ce que sont devenus les arrondissements, c'est-à-dire des coquilles vides : on assisterait à une « sous-préfectorisation » des préfectures et des préfets.

Pourquoi faudrait-il que la décentralisation de la gestion s'opère au niveau du périmètre le plus vaste possible ? Le meilleur modèle de démocratie locale qui existe demeure probablement la Suisse. Ses 26 cantons ont en moyenne une superficie de 1 500 km2 et une population de 240 000 habitants (soit respectivement le quart et un peu moins de la moitié d'un département français moyen). Et les cantons y détiennent beaucoup plus de pouvoirs que les régionalistes français les plus convaincus n'ont jamais envisagé d'en donner aux régions.

En Allemagne fédérale, les *Länder* qui fonctionnent de la façon la plus satisfaisante sont les plus exigus : Sarre, Brême, Hambourg, plus petits que les départements français. Ceux dont l'administration pose le plus de problèmes sont, comme par hasard, les plus vastes : Bavière, Basse-Saxe, Bade-Wurtemberg. Fribourg vitupère les technocrates de Stuttgart, Wilhelmshaven accuse Hanovre de dictature, Nuremberg a horreur de relever de Munich.

Plus le cadre de la décentralisation est vaste, plus vite on risque de retrouver les phénomènes de télécommande et d'aliénation qui ont rendu odieuse aux provinciaux la bureaucratie parisienne.

Privilégier la gestion au niveau de la vingtaine de capitales régionales, au détriment de quelque soixante-quinze chefs-lieux de départements périphériques, c'est en outre aggraver l'extension des mégalopoles et la transformation des campagnes en désert. Privilégier la gestion au niveau du département, ce serait favoriser les villes moyennes et faire bénéficier de leur essor tout leur arrière-pays.

L'idée selon laquelle de vastes régions sont le seul cadre possible de décentralisation de la gestion relève de ces superstitions qui se répandent, faute de réflexions assez approfondies, et que l'air du temps, la légèreté des couches dirigeantes, la puissance des *mass media*, transforment en dogmes en moins de temps qu'il n'en faut... pour les remettre en question.

Le risque apparaît déjà de laisser absorber par la région des attributions exercées au préalable par les départements ou les communes : la région doit être un cadre pour recevoir certaines attributions exercées au préalable par l'Etat. Elle ne doit en aucun cas gérer. Attention à la prolifération bureaucratique qui déjà menace de se développer dans les chefs-lieux de région à la vitesse d'une moisissure ! Cette évolution ne serait pas perçue comme un progrès, mais comme une régression par quatre départements sur cinq : Perpignan aime encore mieux dépendre de Paris que de Montpellier ; Nice, que de Marseille ; Pau, que de Bordeaux ; Evreux, que de Rouen, etc. Et pour les Yvelines ou la Seine-et-Marne, quel avantage y aurait-il à dépendre des bureaux de Paris, capitale de la région, plutôt que de ceux de Paris, capitale de l'Etat ?

La reconstitution d'un tissu technocratique envahissant au niveau des chefs-lieux de région est inconsciemment souhaitée par certains fonctionnaires, qui aiment mieux faire carrière dans une métropole régionale que dans un chef-lieu de département ; par des notables régionaux, dont plus d'un convoite un destin régional à défaut d'un destin national — surtout ceux du chef-lieu, qui seraient mieux placés pour s'emparer des postes. Mais les enquêtes minutieuses effectuées en 1973-74 m'ont convaincu que cette solution n'est vraiment souhaitée ni par la plupart des notables des départements périphériques ni, surtout, par une grande majorité du public. Dès que la volonté de la capitale régionale se substituerait à celle de Paris pour s'imposer, la plupart des provinciaux se plaindraient de ces empiétements, comme ils se plaignent aujourd'hui des empiétements parisiens. Ils feraient appel à l'arbitrage de Paris. La décentralisation n'en serait pas facilitée, mais paralysée.

4) Il faut en prendre son parti.

Le département existe, depuis près de deux cents ans. Création républicaine, il est entré dans les mœurs plus vite et mieux que la République. Il a parfaitement résisté à dix-sept changements de Constitution. Il est à taille humaine. Il a été dessiné pour que tout Français puisse se rendre au chef-lieu en une journée de cheval ; il faut dire aujourd'hui : en une heure de voiture. Il a créé des solidarités précieuses. Le plus endurci des jacobins prétendrait-il qu'une décentralisation au niveau des départements ferait éclater la nation ?

Certes, la région a déjà rendu de grands services et peut en rendre encore plus, en permettant aux villes et aux départements de se hausser, pour les fonctions qui l'exigent, jusqu'à un intérêt supérieur. Elle est irremplaçable pour la planification des grands équipements et pour la répartition des masses budgétaires. Que l'on joue à fond le jeu de la loi de 1972, loi évolutive qui n'a pas encore développé toutes ses virtualités. Mais qu'on n'en trahisse pas l'esprit, qui était de faire de la région un syndicat de départements restant pleinement compétents pour la gestion !

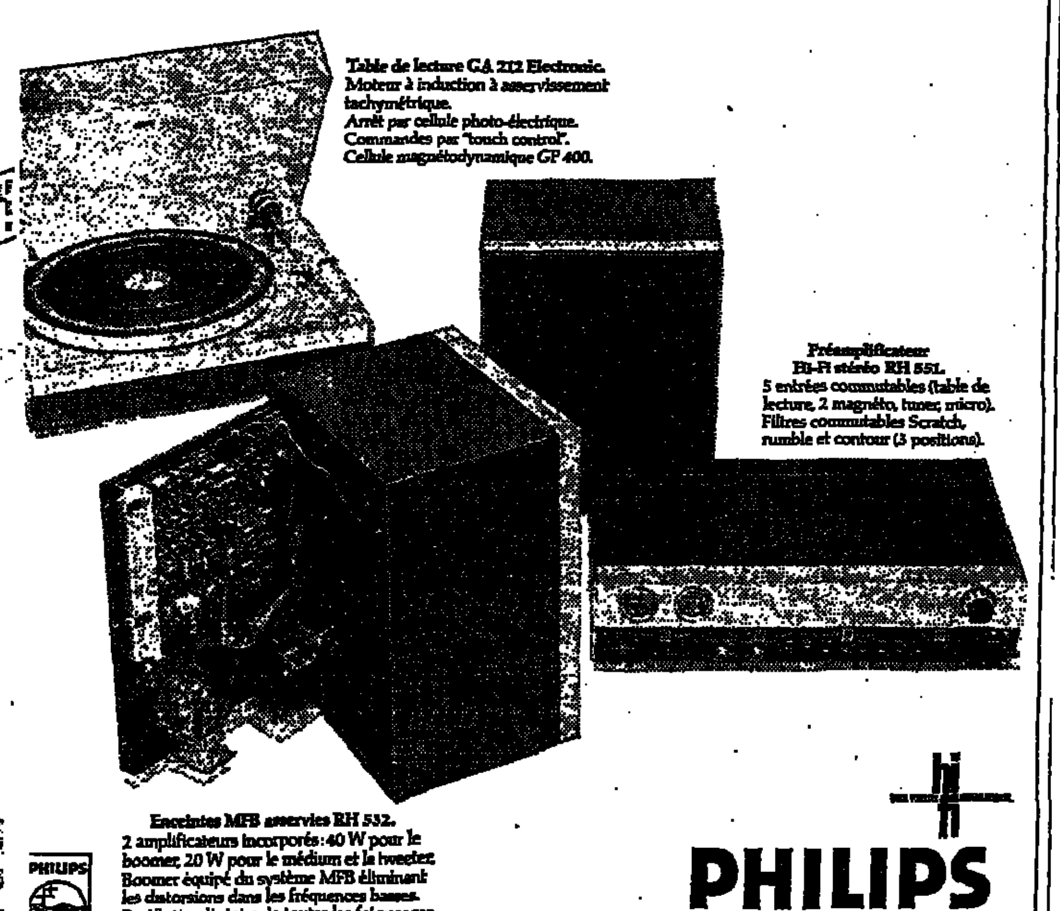
Un « pouvoir régional », qui ne procéderait pas de la légitimité départementale, mais serait élu directement par le collège des électeurs de la région, tendrait à s'arroger un monopole de gestion. Traitant les dossiers de plus loin, il inclinerait immanquablement à les politiser : plus le débat prend ses distances par rapport aux réalités concrètes, plus il tend à fuir dans les idéologies. Cette évolution risquerait fort de ne pas aller dans le sens d'une vraie décentralisation, mais dans celui d'une recentralisation. Le cancer bureaucratique parisien ferait des métastases dans les métropoles régionales.

ALAIN PEYREFITTE.

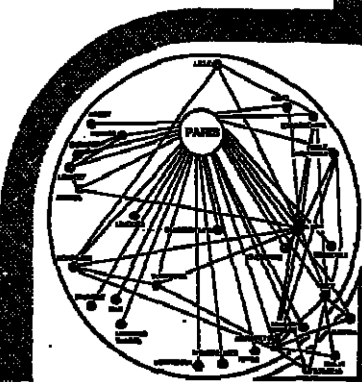
Prochain article :

DÉCENTRALISER LA GESTION A DEUX NIVEAUX

(1) Les analyses effectuées par les différents auteurs de ces études se recoupent exactement. Michel Crozier en tire toutefois des conclusions un peu différentes des miennes.







ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Dans l'Ouest, le Nord, le Midi, où le chômage est le plus grave

L'investissement public doit immédiatement se substituer à l'initiative privée défaillante

nous déclare M. Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T.

La crise de l'emploi illustre la « capacité de résistance » de certaines régions et la fragilité d'autres où l'industrialisation est récente. Du même coup, ce sont les objectifs de la politique d'aménagement du territoire et ses modalités qui sont mis en question au moment où, dans plusieurs provinces, des revendications autonomistes se manifestent parfois avec violence.

M. Michel Rolant, secrétaire national et responsable à la C.F.D.T. du secteur économique, explique, pour « le Monde », la doctrine de la Confédération sur la régionalisation et préconise « un pouvoir régional qui procède du suffrage universel direct et qui doit avoir la responsabilité de lever l'impôt ».

« Dans plusieurs régions se développent des mouvements régionalistes et autonomistes pour la plupart soutenus par la C.F.D.T. Ils mettent en relief le caractère « néo-colonial » de l'exploitation économique par l'Etat central des richesses régionales. Quelle est votre analyse sur ce point ?

— L'unification historique de notre pays s'est réalisée au détriment de l'identité culturelle des régions et de l'autonomie de leur développement économique. Elle a eu, cependant, au travers de la Révolution française, l'immense mérite de soustraire les citoyens de ce pays à l'arbitraire et à l'oppression des potentats locaux... En ce sens, le jacobinisme républicain a été, à juste titre, en son temps, synonyme de défense des libertés individuelles.

» Ces libertés individuelles acquises, les autres libertés restent à conquérir... et notamment la liberté de décider démocratiquement de la vie de l'entreprise ; du développement de la région ; de l'usage de sa langue ; de son habitat et de ses loisirs... L'établissement et l'élargissement de ces libertés supposent l'abolition du capitalisme et l'instauration d'un système socialiste démocratique et autogestionnaire fondé sur la socialisation (nationale, régionale et locale) des grands moyens de production, d'échange, d'information et de formation. Cela suppose aussi la planification démocratique du développement économique et social et la mise en œuvre de l'autogestion.

» Il y a, de ce point de vue, une convergence entre les aspirations légitimes à l'identité culturelle et à l'autonomie régionale et nos perspectives socialistes. C'est pourquoi les organisations régionales concernées de la C.F.D.T. luttent contre toute politique répressive à l'égard de ces mouvements. Elles s'efforcent de donner aux luttes régionales le caractère unitaire et anticapitaliste, de classe et de masse, qui leur fait actuellement encore trop souvent défaut. Elles reconnaissent comme étant les leurs les aspirations à la responsabilité et au respect des différences.

L'heure des bilans

— L'aménagement du territoire est à l'heure des bilans. M. Jérôme Monod vient de quitter son poste de patron de la DATAR. Le président de la République va prochainement réunir un conseil restreint sur le réexamen des objectifs de l'aménagement du territoire. Qu'est-ce qui vous semble positif après douze ans d'application de cette politique et qu'est-ce qui doit être inscrit au passif du bilan?

— Nous avons dit de la DATAR qu'elle était le dernier avatar du système français de planification de l'après-guerre. Celui-ci était certes imparfait, mais il avait ses mérites. Aujourd'hui, il n'en reste rien sinon un appendice du ministère de l'intérieur. C'est sans doute bon pour le ministre et son parti, ce n'est pas bon pour la France. Car l'idée de l'aménagement du territoire, c'est-à-dire celle de l'intervention lucide et volontaire de la puissance publique dans les mécanismes économiques qui transforment l'espace, est une idée importante. Elle l'est en tout cas pour la C.F.D.T., qui l'a précisée dans sa conception d'un nouveau type de développement de l'activité économique et de la vie sociale.

» Quant à apprécier la traduction qu'en ont donnée ces douze dernières années les hommes du pouvoir en place, nous ne pouvons le faire qu'avec sévérité. N'est-il pas curieux qu'au nom de l'aménagement on ait fait surtout du « déménagement » en laissant péricliter à peu près tout ce qui n'était pas les « axes lourds » du « développement » choisi que sont la Basse-Seine, l'axe rhôdanien et la région parisienne ? Au nom de ce prétendu développement, on a démantelé le réseau secondaire de la S.N.C.F., laissé se dégrader le service postal, compliqué l'accès de l'école dans de bonnes conditions à tous les enfants des bourgs et des campagnes, contraints au travail industriel sans fournir les services et les équipements nécessaires à la petite et moyenne enfance.

» On a entassé les gens dans des villes-dortoirs mal pourvues en services collectifs — notamment les transports publics, sacrifiés au nom de l'accès de tous à l'automobile — et les inégalités entre régions se sont accrues. On pourrait allonger la liste des doléances.

— Pour réduire les inégalités régionales et aller à contre-courant des évolutions économiques naturelles, la politique d'aménagement du territoire exige-t-elle, selon vous, une action plus contraignante du gouvernement à l'égard de tous les agents économiques ? Ou bien la voie libérale et « incitative » empruntée jusqu'à maintenant vous paraît-elle bien adaptée ?

— Avant de parler de la contrainte, il faut parler de la cohérence : disjoindre complètement, comme c'est le cas aujourd'hui, l'investissement collectif, qui est de responsabilité publique, de l'investissement productif, qui reste présentement d'initiative privée, c'est se condamner à l'incohérence. Ce n'est souvent que par coïncidence et pas du tout par convergence naturelle que ces deux logiques de l'investissement concordent de temps à autre. Il en résulte des gaspillages et des insatisfactions : ici des équipements publics dans des zones qui ne se développent pas ou régressent ; là des zones d'activité où manque le minimum de commodités pour les habitants.

» Seules les luttes sociales, notamment syndicales et les luttes politiques de la gauche ont permis, à cet égard, d'éviter le pire. Nous estimons évidemment qu'un développement équilibré de l'activité économique et des services publics impliquerait une autre attitude des pouvoirs publics vis-à-vis des investisseurs privés. Il conviendrait, par exemple, que toutes les aides publiques à l'investissement ou à la décentralisation soient subordonnées à la garantie effective que des emplois durables seront créés.

» Mais, pour en arriver là, il faut un changement radical de politique qui rompe avec l'actuel « accompagnement du laisser-faire » qui caractérise la politique du pouvoir.

Toutes « prioritaires »

— On a l'impression actuellement que toutes les régions, à un titre ou à un autre, s'estiment « prioritaires ». Quelles régions, pendant le VIIe plan, devront réellement faire l'objet d'un effort financier prioritaire ?

— La dégradation est aujourd'hui telle qu'il est presque trop tard pour faire des choix ! la crise s'étale.

» A nos yeux cependant, les régions « les plus prioritaires » restent celles qui connaissent les plus graves problèmes d'emploi. Il est vrai que cela en fait beaucoup. Dans tout le Midi, le Nord, le grand Ouest, le chômage dépasse 5,5 % des salariés. Celui des jeunes est plus important encore dans les mêmes régions. A ne regarder que la tache sombre des zones où le chômage des jeunes dépasse 7 %, on voit qu'elle couvre plus de la moitié de la carte de France. Ainsi, l'impression que toutes les régions sont à un titre quelconque prioritaire, n'est pas sans justification objective. C'est un bilan accusateur, et pour le pouvoir qui nous gouverne, et pour le régime économique que nous subissons. Réorganiser et réorienter l'ensemble des activités économiques dominantes sous responsabilité publique et décentraliser est une exigence commune pour les travailleurs de toutes les régions. Immédiatement, l'investissement public doit se substituer, dans les secteurs et régions prioritaires, à l'initiative privée défaillante et paralysée par la crise dans une perspective de plein emploi et de productions utiles. Le VIIe Plan ne le fera pas. Ce sera donc demain un objectif de lutte.

— Comment s'y prendre pour freiner la croissance de la région parisienne ? La politique des villes nouvelles, dans cette région et en province, vous semble-t-elle constituer un succès ?

— Il y avait au moins cette idée juste dans le schéma directeur de 1965 pour la région parisienne qu'on ne freinerait la croissance de celle-ci qu'en développant encore plus vite qu'elle la province. Il est évident aujourd'hui que les pouvoirs publics n'ont pas tiré toutes les conséquences de cette vue pertinente. Mais la détermination insuffisante des pouvoirs publics a été malgré tout « soutenue » par la répulsion croissante et justifiée des provinciaux à supporter les conditions de vie de la région parisienne.

» De sorte que le taux de croissance de la région parisienne est en train de se ralentir. Mais comme tout ceci se réalise à la seule initiative patronale, les conditions en sont aberrantes. Cela va de l'expulsion de Paris de l'habitat populaire jusqu'à la dégradation de l'emploi industriel.

» L'idée des villes nouvelles pour canaliser la croissance urbaine n'est pas mauvaise. Pour celles de la région parisienne, la C.F.D.T. a dit, à l'origine, qu'il valait mieux agrandir des villes moyennes à 100 kilomètres de Paris que de créer celles qui ont été décidées. Cependant, la décision ayant été prise, il faut en tirer le meilleur parti possible. L'important est d'y combattre la ségrégation sociale, d'y assurer au plus vite de bons services collectifs.

» Il ne faut pas se dissimuler que la politique d'austérité du pouvoir peut le conduire à un certain désengagement par rapport à ces villes nouvelles et ainsi aggraver encore les risques d'échec. Nous demandons qu'on ait, ici au moins, le bon sens de poursuivre sans défaillir ce qui a été entrepris.

— Les graves problèmes de l'emploi constatés aujourd'hui pourraient-ils être mieux résolus si chaque région disposait de pouvoirs réels et pouvait exercer librement ses responsabilités ?

— C'est très probable. On voit mieux de près que de loin ce qui va et ce qui ne va pas ; on a plus facilement l'intelligence globale de ce qu'est le dévelo[...] régional quand on le vit s[...] Des décisions qui, prises [...] paraissent aller de soi [...] sur le terrain se rév[...] aberrations que le moi[...] des élus locaux serait bi[...] pable de commettre. Il [...] doute vivre dans l'isole[...] pouvoir central pour in[...] peu d'années de distr[...] fermeture des lignes lo[...] la S.N.C.F., puis la néc[...] désenclaver le Massif C[...] coups d'autoroutes. [...] l'exemple type de la b[...] ne commettrait jamais [...] voir régional digne de ce [...]

» Aujourd'hui, où la [...] industrie va difficilemen[...] dans les grandes conce[...] urbaines ses nouvelles d[...] d'emploi, il serait part[...] ment nécessaire que les [...] puissent prendre en m[...] développement, promou[...] activités nécessaires à l[...] en valeur, créer les serv[...] manquent à leurs habit[...]

» Il restera toujours [...] tements nécessaires ave[...] et entre les régions pour [...] les limites de compétenc[...] la vraie réforme régional[...] nécessité.

Des pouvoirs rée[...]

— Le fonctionnem[...] institutions nées de l[...] 5 juillet 1972 donne li[...] débats passionnés et [...] dictoires. Mais vous ête[...] des comités économi[...] sociaux, comme la C.[...] vous refusez de siéger [...] de représentants de l[...] Cette politique de la [...] vide » ne vous gêne-t-e[...]

— Oui — pourquoi le [...] cela nous gêne. Mais allor[...] parce que cela nous gêne, [...] ter n'importe quoi ? S[...] pas. Nous avons dit d[...] commissions du VIIe [...] quel point nous tenons à [...] les comités économiques [...] claux régionaux soient f[...] forces représentatives. L[...] débat au Conseil économ[...] social sur les orientations [...] minaires du même plan, [...] dernier, un amendement [...] tre part sur ce sujet a re[...] cord unanime du Conseil. [...] attendons simplement q[...] pouvoir en tire, démocra[...] ment, les conséquences.

Régionaliser les services des imp[...]

— Si la gauche ve[...] pouvoir, quel type d'or[...] tion régionale suggérer[...] de mettre en place ? L[...] tralisation administrat[...] politique actuelle est-[...] vos yeux, le gage de [...] nationale ?

— La centralisation admi[...] tive et politique n'est nu[...] le gage de l'unité national[...] laisser entendre, d'une [...] simpliste, le premier [...] s'expose à quelques décon[...] les Etats-Unis d'Amériq[...] Grande-Bretagne, la Rép[...] fédérale allemande, la C[...] ration helvétique, la Yo[...] vie, l'Italie... pour ne [...] que quelques exemples, ne[...] ils pas à la fois unitaires [...] centralisés ?

» Il faut, à notre sens, u[...] voir régional qui procè[...] suffrage universel direct. [...] avoir la responsabilité de [...] l'impôt.

» Dans une vraie régio[...] tion, bien des services aujo[...] centralisés au niveau n[...] peuvent et doivent deven[...] attributions régionales. [...] vrai des impôts, des servi[...] l'I.N.S.E.E., des services du [...] des services de l'emploi, de [...] vices de l'équipement. L'[...] tion nationale et les gran[...] vices publics nationaux ([...] P.T.T., S.N.C.F.) peuvent [...] régionaliser une partie d[...] activité.

» Dans tous les cas, et [...] tous les services, une coo[...] tion nationale restera néce[...] c'est évident. Et même c[...] grands choix liés aux é[...] ments lourds et aux secte[...] pointe resteront des attrib[...] typiquement nationales. En [...] est assez clair que la défe[...] la justice ne sont guère ré[...] lisables. La garantie des l[...] n'est-ce pas le rôle d'un Et[...] se voudrait gardien d'une vé[...] unité nationale ?

» On aurait tort de croir[...] la complexité inévitable de [...] redistribution du pouvoir [...] une société développée [...] être utilisée comme repouss[...] l'idée régionale et c[...] « béquille du *statu quo* ».

» Rapprocher toujours d[...] tage le pouvoir, tous les po[...] pour le faire effectivement [...] ger par tous les citoyens, pa[...] les producteurs, c'est une [...] gence de l'heure. C'est l'act[...] du socialisme, de la planific[...] démocratique et de l'autogest[...]

Propos recueillis par
FRANCOIS GROSRICHA[...]

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Corse

Les journées d'action ont commencé dans un climat de confusion

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — La Corse prépare les journées d'action des 21, 22 i novembre. Décidées par les comités de soutien aux patriotes risonnés, elles ont pour but d'obtenir la libération de Edmond Simeoni, animateur de l'ARC dissoute, l'arrêt des rsuites et « toute la lumière » sur le scandale des vins.

ie va-t-il sortir de ces jour-? Toute l'île se le demande d'autant plus d'anxiété que lésaccords entre les élus, les nisations professionnelles et autonomistes se sont multi-. La C.F.D.T. a décidé de se ire au mouvement, Force ière laisse ses adhérents libres e faire, la C.G.T. juge la -forme revendicative trop lctive. Confusion : le ven-l 21 novembre à Bastia se iront, à 17 heures, les lycéens présence du docteur Max oni, porte-parole des co-s de soutien, et, à 18 heu-les partis de gauche.

polémique a rebondi entre élus et les autonomistes. es tendances politiques ondues, la commission pari-des deux conseils généraux . Corse a estimé le 15 novem-que les mots d'ordre des tés de soutien émanaient de roupements irresponsables » ie les assemblées élues étaient ours opposées à toutes les es de violence et de pression. uoi M. Max Simeoni a ré-lu : « *Les journées d'action ent se dérouler sans incidents. levait en éclater, il ne pour-it qu'être l'œuvre de provo-irs.* »

autre part, les réactions aux its attentats, à Ajaccio no-nent, se font de plus en plus . M. Xavier Colonna, maire étiquette de Calvi et conseil-ler régional proche des milieux autonomistes a déclaré : « *Les plastiqueurs sont en train de porter un coup mortel aux véritables intérêts de la population. (...) Je prévois la suite, qui ne peut être qu'un affrontement entre Corses, c'est-à-dire entre tous ceux qui vivent ici et qui aiment la Corse et les Corses, et qui ne les exploitent pas.* »

De son côté, M. Jean Riolacci, préfet de région, a mis en garde les parents contre une participation des lycéens aux manifestations de la fin de la semaine. Il précise : « *Je prends le pari que cela se passera bien, mais le rassemblement d'Aléria peut conduire à des bavures, car il risque de donner à une frange qui se moque des mots d'ordre l'occasion de se livrer à des excès.* »

M. Riolacci a demandé le retour en Corse de deux escadrons de gendarmerie et de deux compagnies républicaines de sécurité pour parer à toute éventualité. Les responsables du maintien de l'ordre accorderont une particulière attention à Bastia et à la côte orientale de l'île.

ALAIN FAUJAS.

● MANIFESTATION A PARIS POUR LA LIBERATION DE M. EDMOND SIMEONI. — Les comités de soutien de Paris et de la région parisienne pour la libération de M. Edmond Simeoni annoncent qu'ils organisent, le samedi 22 novembre à Paris, une manifestation « *qui s'inscrira dans le cadre des journées d'action qui auront lieu dans l'île et dans divers points du continent* ».

● LES AIDES A L'AGRICULTEUR. — Au cours d'une conférence de presse, jeudi 20 novembre, M. Jean Riolacci a indiqué que les éleveurs de l'île, répartis dans trois cent trente et une communes se sont vu attribuer des primes dont le montant atteint 5,24 millions de francs en 1975.

D'autre part, environ mille cinq cents dossiers de demandes de consolidation de dettes sont parvenus à la caisse régionale de Crédit agricole et sont en cours d'instruction. Au total, la consolidation de 35,5 millions de francs d'emprunt à court terme a été proposée au taux de 40 % pour une durée égale à vingt-cinq ans.

Un crédit de 3 600 000 F a été engagé pour subventionner les travaux entrepris par des agriculteurs dans le cadre de l'amélioration de l'habitat rural. Une somme de 6 755 000 F a également été consacrée par le FORMA au financement de la reconversion de plus de 450 hectares de verger.

FONCTIONNAIRES CORSES EN CORSE

ondant à une question écrite . Francis Palmero, sénateur lpes-Maritimes, le ministre t, ministre de l'intérieur, , dans le *Journal officiel* du ovembre, les précisions sui-s concernant la proposition postes de fonctionnaires déte-en Corse pour les natifs de

1) Corps préfectoral : le pré-de région, préfet de la Corse Sud, le chargé de mission pour affaires économiques, le sous-fet de Corte et le directeur de net du préfet de la Haute-e sont d'origine corse, soit re sur un total de dix ; 2) En-ble du secteur public : 78 % es agents sont d'origine corse, 60 % pour la catégorie A, pour la catégorie B, 80 % la catégorie C et 87 % pour tégorie D ; 3) Fonctionnaires préfectures et sous-préfectu-134 postes de fonctionnaires it sur un total de 139 sont s par des agents d'origine : ; 4) Chefs de services dépar-ntaux : 15 sur un total de 41 originaires de Corse. »

Faits et projets

...énagement territoire

MICHEL PONIATOWSKI, nistre d'Etat, ministre de itérieur, a été interrogé mer-di 19 novembre à l'Assem-e nationale par M. Claude lorme (P.S., Alpes-de-Pro-ice) sur la date de publi-ion du décret modifiant le n de la région Provence-e d'Azur en « Provence-es-Côte d'Azur ». Dans sa onse, le ministre a indiqué le gouvernement ne fait une objection à cette modi-tion mais que, après l'avis itif émis par le conseil ré-nal, il reste à consulter les seils généraux.

...truction navale

RIODE NOIRE JUSQU'EN . — « *L'activité des chan-s navals devrait remonter 1980 jusqu'à 70 % de celle 1974, pour se rétablir iite lentement* », a indiqué di 18 novembre, à Paris, Edouard Rérolle, président Chantiers navals de La at. « *Dans l'immédiat, et r un certain temps, il n'y a plus de commande de oliers. D'où la nécessité les chantiers de dévelop-d'autres types de navires. productions françaises de-ent être moins touchées celles de leurs concur-s, particulièrement japo-, car elles sont beaucoup spécialisés* », a ajouté Rérolle.

BATEAU POUR NETTOYER LA SEINE. — Pour r contre la pollution de la Seine, principale « rue » de la capitale, le préfet de Paris va proposer dans les prochains jours aux élus du Conseil de Paris d'acquérir un bateau-nettoyeur. Ce bateau, dont le coût est estimé à 900 000 francs environ, pourrait être utilisé également pour le nettoyage des canaux, et plus particulièrement du canal Saint-Martin, du bassin de l'arsenal, du bassin de La Villette et la partie navigable du canal de l'Ourcq.

Pêche

● PAS D'INTERDICTION DE CAPTURER LE HARENG. — Contrairement à ce que l'on attendait, la pêche aux harengs ne sera pas interdite en mer du Nord l'an prochain, apprend-on de source bien informée. Cette décision a été prise mercredi 19 novembre, à Londres, par les quinze pays membres de la commission des pêcheries du nord-est atlantique, malgré l'avis contraire d'experts scientifiques. Ces pays, dont la France, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, la Norvège et l'Islande, ont décidé de fixer le quota de prises autorisées pour le premier semestre de 1976 à 87 000 tonnes. — (A.F.P.)

Transports

● VOLS PLUS CHERS SUR L'ASIE ET L'AUSTRALIE. — Les tarifs des passages aériens sur le continent asiatique et en Australie subiront, à compter du 1er avril 1976, une augmentation moyenne de 5 %. Cette décision a été prise à Cannes par les participants de la conférence IATA (Association internationale des transporteurs aériens).

URBANISME

CHOMEURS OU HANDICAPÉS

Il était une fois, en Bourgogne, un haut fonctionnaire consciencieux. Scrupuleux même. Il n'accordait point de permis de construire sans avoir épluché le dossier, incitant parfois le candidat constructeur à mieux étudier ses plans, à respecter les sites. Vint sur son bureau l'un de ces projets dont un homme de cœur ne discute pas l'utilité : un centre d'accueil et de soins pour handicapés.

Mais comment discerner à travers les « bleus » si l'établissement répondrait bien aux besoins — assez particuliers — de ses futurs pensionnaires ? Pour balayer ses hésitations, le haut fonctionnaire consulta un architecte de l'Etat. L'homme de l'art fut catégorique. Les handicapés ne trouveraient pas leur compte à l'exécution de ce projet. Il fallait le redessiner, de fond en comble. Délai : six mois de travail.

Modeste retard si l'on songe aux décennies d'embarras — et peut-être de souffrances — qu'auraient entraînée pour le personnel et les pensionnaires du centre, l'exécution de bâtiments mal conçus. Hélas ! le plan de relance de l'économie imposait une accélération des mises en chantier. Le haut fonctionnaire avait des instructions draconiennes : pas question de différer de six mois l'engagement des crédits et des travaux. Il signa le permis de construire. Les chômeurs devaient passer avant les handicapés.

MARC AMBROISE-RENDU.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES

APRÈS LE « SOMMET » DE RAMBOUILLET

M. Mitterrand : l'étonnant mariage verbal du péremptoire et du dérisoire

M. François Mitterrand analyse dans l'hebdomadaire socialiste *l'Unité* le « sommet » monétaire de Rambouillet. Le premier secrétaire du P.S. note :

« *J'ai lu et relu en vain le communiqué un peu bravache publié à l'issue des travaux des Six et, si je discerne clairement ce que les négociateurs américains ont obtenu de leurs partenaires, je reste perplexe devant la satisfaction affichée par les négociateurs français. Le seul succès dont ils puissent se targuer est un succès de vocabulaire. Il n'y aura plus, dit-on, de fluctuations « erratiques » des changes. (...) On s'effraie que tant de grands prêtres se soient associés pour célébrer à Rambouillet l'étonnant mariage verbal du péremptoire et du dérisoire.*

» *Concédons-le à M. Giscard d'Estaing : M. Gerald Ford n'a pas lésiné sur les bonnes intentions. Un jour ou l'autre et selon des modalités à définir, il s'efforcera de stabiliser le dollar. En échange de ce futur qui mériterait d'être écrit au conditionnel, la France paie banco. Le « Nixon round », c'est-à-dire la négociation engagée pour que les tarifs préférentiels du Marché commun cessent de barrer la route aux exportations américaines, rouvrira. (...)*

» *Bien que je n'aie pas l'habitude de consulter M. Chirac, j'aimerais, je l'avoue, connaître son opinion. Il est vrai que pas plus que moi il n'était là, seul premier ministre des grandes démocraties industrielles à n'avoir pas été jugé digne de s'asseoir autour de la table commune. Ah ! le bonheur de M. Wilson d'avoir pour monarque une reine qu'il peut laisser à la maison ! Pendant qu'on débattait des affaires de la France, M. Chirac arpentait le plateau des Millevaches. A chacun son sommet.* »

LA CONFÉRENCE N'A ÉTUDIÉ QUE QUELQUES PROBLÈMES estime le chah d'Iran

Téhéran (*A.F.P.*). — Le chah d'Iran estime que la conférence de Rambouillet n'a pris en considération que quelques-uns des problèmes soulevés depuis longtemps par l'Iran.

Dans une déclaration à l'agence iranienne Pars, publiée jeudi, le souverain explique : « *Les décisions* [prises à Rambouillet] *ne sont rien d'autre qu'une réponse aux critiques que nous avons toujours faites. Mais notre dossier énumère des difficultés qui vont bien au-delà de celles qui ont été reconnues à Rambouillet.* »

Le souverain, qui ne précise pas quels autres éléments il aurait souhaité voir prendre en considération par les six pays réunis à Rambouillet, ajoute que, dans son esprit, cette réunion « au sommet » est « *logiquement liée* » à la prochaine conférence Nord-Sud.

« *Jusqu'où ira cette conférence, et quel sera son degré de succès ? restent sujet à question* », souligne le chah.

INDUSTRIE

LES AUTORITÉS AMÉRICAINES INTERDISENT A I.B.M. LA VENTE D'UN ORDINATEUR A L'U.R.S.S.

I.B.M. s'est vu refuser par le département américain du commerce la vente d'un système de réservation sur ordinateur à l'agence soviétique Intourist. Le contrat portait sur 11 millions de dollars. Selon un porte-parole d'I.B.M., ce refus s'expliquerait par la crainte de voir les Soviétiques utiliser ce matériel à d'autres fins que les simples réservations dans le secteur touristique. Rappelons que les ventes d'ordinateurs par des sociétés américaines à des pays communistes doivent être soumises à l'autorisation du gouvernement américain et d'une commission spéciale de l'OTAN.

[Avec le développement des échanges internationaux, l'ouverture des marchés des pays de l'Est aux entreprises étrangères, on avait oublié que les autorités américaines disposaient de ce droit de veto. Il y a dix ans, la France en avait elle-même pâti, puisque la livraison au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) d'un gros ordinateur scientifique Control Data, nécessaire pour fabriquer la bombe atomique, avait été refusée.

Ce veto amène à se poser une question : la future société C.I.I.-Honeywell-Bull sera-t-elle libre de commercialiser n'importe quel matériel, dans n'importe quel pays ? — J.-M. Q.]

CONFLITS ET REVENDICATIONS

POUR OBTENIR LE RETOUR AUX 40 HEURES

Des ouvriers occupent les Forges de Gueugnon

Une partie des deux mille six cents ouvriers des Forges de Gueugnon (Saône-et-Loire) se sont mis en grève avec occupation des locaux, jeudi 20 novembre, pour obtenir la garantie des salaires et surtout le retour aux quarante heures.

Les ouvriers, qui ont été mis en chômage partiel plusieurs jours, protestent contre le fait que la direction applique désormais la semaine de quarante-trois heures.

Les menaces sur l'emploi et les réductions d'horaires sont à l'origine de la manifestation, qui a rassemblé, mercredi à Toulon, trois mille personnes : les « gueules rouges » des mines de bauxite qui s'inquiètent des difficultés économiques que connaît le bassin minier de Brignoles.

D'autre part, deux jugements en référé viennent d'ordonner l'expulsion de grévistes qui occupent leur entreprise : ceux de Paris-Rhône à Lyon, en conflit depuis le 12 novembre pour obtenir une augmentation mensuelle de 250 F ; ceux de l'usine Samosia, à Gaillefontaine (Seine-Maritime), en grève avec occupation depuis deux mois pour s'opposer à la fermeture de l'établissement.

Les ouvriers de la C.I.P. (Confection industrielle du Pas-de-Calais), qui occupent l'usine depuis le 18 juillet, organisent, à partir du 23 novembre, un tour de France pour populariser leur action en faveur de la survie de leur entreprise.

A Nancy, les éboueurs de la Régie industrielle municipale mixte d'assainissement ont repris le travail après une grève de quatorze jours.

● M. SIMAKIS EST EXCLU DE LA C.F.T. — La commission administrative de la C.F.T. a prononcé l'exclusion de son fondateur, battu aux dernières élections. M. Simakis a, depuis sa défaite, participé à la création de l'Union française du travail (U.F.T.), avec M. Cohen, M. Geisl, et Mmes d'Angevilliers et Cousin, également exclues de la Confédération.

A propos des procès Air France et Renault contre deux organisations syndicales

NOUS NOUS PRÉSENTONS EN ACCUSATEURS déclarent les dirigeants C.G.T.

« *Nous nous présenterons aux procès en accusateurs du gouvernement et des directions* », a déclaré, le 18 novembre, M. Marcel Caille, au nom de la C.G.T., à propos des procès que les sociétés nationalisées Air France et Renault intentent contre la C.G.T. et la C.F.D.T. pour faits de grève.

Air France réclame aux deux syndicats 10 millions de francs en dommages-intérêts à la suite de la grève récente avec occupation, et Renault demande 30 millions de francs en raison des dommages provoqués par la grève du Mans au printemps dernier.

Selon la C.G.T., « *c'est le gouvernement, de connivence avec le patronat, qui a décidé de l'attaque* », en invoquant comme motifs la grève illicite, la grève politique, l'occupation des entreprises et l'absence de préavis. L'objectif, estime M. Caille, « *est de créer un précédent, une jurisprudence qu'on essaierait d'opposer à toutes les formes de la grève* ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 1/8	6 1/8	2 1/2	3 1/2	1 1/4	2 1/4
1 mois	5 5/8	6 1/8	3	4	1 3/8	1 7/8
3 mois	6 5/8	7 1/8	3 7/8	4 3/8	3 1/8	3 5/8
6 mois	7 3/8	7 7/8	4 3/8	4 7/8	3 3/4	4 1/4

LA VIE ÉCONOMIQUE

LOGEMENT

Un rapport du Conseil économique et social

L'habitat offre un cadre de vie pauvre

« En général, les Français éprouvent sur l'habitat récent le sentiment d'un échec. Par rapport à la plupart des pays d'Europe occidentale, notre habitat apparaît étriqué, rigide, monotone, ségrégatif, coûteux à l'exploitation ; il offre un cadre de vie pauvre. »

Ce constat sévère est extrait du projet de loi sur la « Qualité de l'habitat », que le Conseil économique et social discutera le 25 novembre. Son auteur, M. Robert Lion, ancien directeur de la construction et actuel délégué général de l'Union nationale des H.L.M., en a présenté les grandes lignes à la presse ce vendredi 21 novembre. Les logements exigus, inconfortables, sont générateurs de coûts sociaux élevés (délinquance, difficultés professionnelles et scolaires, affections physiologiques et mentales) et d'un « *gaspillage sans précédent* » : « *plus de deux millions de logements postérieurs à 1950 devront sans doute être détruits avant la fin du siècle, qui représent un capital de 160 milliards de francs actuels* », écrit le rapporteur.

Il ne s'agit donc plus de mettre en œuvre une « *politique du logement social* », qui jusqu'ici a constitué un « *frein à la qualité* », mais bien d'adopter une « *politique sociale pour la qualité de l'habitat* », qui le rende accessible à tous, qui prenne en compte l'avenir et les besoins des générations futures et qui offre des choix aux usagers, tout en les associant à la conception, à la décision et à la gestion de l'habitat. Pour y parvenir il faut, outre un relèvement général des ressources des ménages de condition modeste, que l'État apporte une aide massive à la qualité (l'actuelle « aide à la pierre ») doublée d'une aide sociale aux premiers occupants ainsi qu'une aide généralisée à l'habitat existant.

Pour ce patrimoine ancien, le rapport suggère l'institution d'une « *obligation de rénover* » applicable aux immeubles collectifs locatifs, assortie d'une aide de l'État et sanctionnée par le transfert de la gestion des immeubles à un organisme social en cas de défaillance des propriétaires.

Le rapport de M. Lion et le projet d'avis qu'il soumet au Conseil économique et social doivent beaucoup au Libre blanc publié il y a quelques mois par l'Union des H.L.M. Ils surviennent à point nommé, à quelques semaines de la remise du rapport de la commission Barre au président de la République.

La construction de logements pourrait se ralentir en 1976

constate le ministre de l'équipement

« A moins d'un accroissement rapide des demandes de permis de construire au cours des prochains mois, la construction pourrait être ralentie en 1976. »

Ces propos pessimistes sont extraits de la dernière note de conjoncture rédigée par la direction du bâtiment et des travaux publics au ministère de l'équipement, qui constate que les permis de construire délivrés pour des logements neufs ont, pour les huit premiers mois de 1975 — soit avant la mise en vigueur du plan de relance, — diminué d'environ 20 % par rapport à la période correspondante de 1974.

Les mises en chantiers ont, de leur côté, baissé de 4,9 % (342 800 logements, contre 360 500) au cours de la même période. La situation varie beaucoup selon les secteurs.

● H.L.M. LOCATIVES : pour les huit premiers mois, 73 500 logements de ce type ont été mis en chantier, contre 68 400 en 1974 et 88 800 en 1973.

● H.L.M. en ACCESSION A LA PROPRIETE : forte baisse (— 15,8 %), avec cependant une petite reprise au début de l'été.

● SECTEUR P.S.I. ET PIC : le nombre de logements bénéficiant des prêts spéciaux et conventionnés mis en chantier a baissé de 2,5 %. Pour ceux qui ont droit aux prêts immobiliers conventionnés (PIC), la régression est de 8,6 %.

● SECTEUR LIBRE : c'est lui qui paraît le plus touché, avec une baisse, pour les huit premiers mois, de 8 %. Il est vrai que 1974 avait été une année de forte expansion (+ 24,5 % par rapport à la période correspondante de 1973). Si bien que le nombre des logements commencés pendant les huit premiers mois reste, en 1975 (avec 171 000), supérieur au chiffre de 1973 (150 000), bien qu'en retrait sensible par rapport à 1974 (186 000).

Deux sous-secteurs ont tiré leur épingle du jeu : la construction individuelle, où la demande est toujours vive, et la construction de logements destinés à la location, où l'on enregistre un regain d'intérêt de la part des investisseurs.

● M. ROBERT GALLEY, ministre de l'équipement, devait officiellement inaugurer ce vendredi 21 novembre, le Xe Salon international de la construction et des industries du second œuvre (BATIMAT) qui se tient au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. 2 762 exposants, dont 1 171 étrangers, participent à cette manifestation, soit 26 % de plus qu'en 1973, date du précédent Salon.



A L'ÉTRANGER

La Bundesbank note une amélioration réelle de la conjoncture en Allemagne fédérale

De notre correspondant

Bonn. — Pour la première fois depuis bien des mois, la Bundesbank constate, dans son rapport mensuel publié le 19 novembre, une sensible amélioration de la conjoncture en Allemagne fédérale, qui ne semble pas due à des causes passagères ou artificielles. Cette appréciation est confirmée par l'Institut d'études économiques de Berlin-Ouest (D.I.W.), qui note une croissance du produit national brut de 1,5 % au troisième trimestre, par rapport au trimestre précédent.

La banque centrale indique qu'en septembre les commandes industrielles ont augmenté « *d'une façon remarquable* », soit de 6 % par rapport à la moyenne des deux mois précédents et de 4,5 % par rapport à septembre 1976. Elles se situent au-dessus du niveau de juin, dernier mois pour le paiement de la prime de 7,5 % sur les investissements.

Il ne s'agit pas, semble-t-il, d'un simple feu de paille. La demande étrangère a été « *très vive* ». Corrigées des variations saisonnières, les commandes extérieures ont augmenté, en valeur et en volume, de 13 % en septembre, par rapport à la moyenne des mois de juillet et d'août. Pour la première fois, elles atteignent le niveau de l'année dernière.

Selon la Bundesbank, cette augmentation est due, d'une part, à la reprise enregistrée aux États-Unis et au Japon et aux mesures de relance décidées par les voisins européens de la R.F.A. ; de l'autre, aux commandes des pays pétroliers, qui se sont portés acquéreurs d'installations industrielles complètes.

De son côté, la demande intérieure de biens industriels a également été plus élevée en septembre qu'au cours des mois précédents. Corrigée des variations saisonnières, la hausse atteint 7 %. Pour la première fois cette année, la production industrielle a enregistré une hausse : 2 % en septembre par rapport à la moyenne de juillet et d'août (sans le bâtiment). Dans la construction, l'amélioration des carnets de commandes a entraîné aussi une augmentation des activités.

Cependant, pour l'Institut d'études économiques de Berlin-Ouest, l'augmentation du P.N.B. enregistrée au troisième trimestre (+ 1,5 %) est due pour moitié au mouvement de reconstitution des stocks, pour moitié à l'accroissement de la demande étrangère et intérieure. Le D.I.W. remarque aussi que le taux d'épargne a sensiblement diminué au troisième trimestre, par rapport au deuxième, revenant de 17 % à 14 %. Ce fléchissement serait essentiellement dû à l'attitude des entreprises qui n'épargnent plus pour investir, la demande des ménages n'ayant pas augmenté avec la diminution du taux d'épargne.

La détente conjoncturelle n'a encore eu aucun effet sur le marché de l'emploi. En octobre, le nombre des chômeurs, corrigé des variations saisonnières, a légèrement diminué, mais le nombre des offres d'emploi est en léger recul, tandis que le chômage partiel est en augmentation sensible. L'institut de Berlin-Ouest s'attend à une aggravation du chômage au cours de l'hiver.

DANIEL VERNET.

● EN REPUBLIQUE FEDERALE l'indice des prix à la production industrielle n'a augmenté que de 0,1 % de septembre à octobre 1975, vient d'annoncer l'Office fédéral de statistique à Wiesbaden. Calculé sur la base 100 en 1970, l'indice s'est établi en octobre à 136,1, accusant une hausse de 2,4 % par rapport à octobre 1974.

● LE TAUX DE CROISSANCE DE L'ECONOMIE JAPONAISE sera de 6 % durant le deuxième semestre de l'année fiscale 1975 (octobre 1975-fin mars 1976), vient de déclarer M. Takeo Miki, premier ministre japonais. « *Il faudra pourtant encore à peu près un an pour que la récession prévue finisse au Japon.* »

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● L.M.T. ACCENTUE SA PERCEE AUX ETATS-UNIS. — Le matériel téléphonique (L.M.T.), filiale française d'I.T.T., vient d'obtenir deux commandes de centraux électroniques de type spatial Metaconta, pour les villes américaines de Brookings (Dakota du Sud) et Kings-Wood (Texas). L.M.T. a déjà livré deux centraux de Las Vegas.

Agriculture

● M. GONZALO BULA-HOYOS (Colombie), a été réélu pour deux ans, à la quasi-unanimité, président indépendant du conseil de la F.A.O.

Le Conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, composé de quarante-deux membres, est l'organe directeur de l'Organisation dans l'intervalle des conférences. — *(A.F.P.)*

● M. EMMANUEL MAFFRE-BAUGE, l'un des responsables viticoles du Midi, a critiqué, jeudi 20 novembre, le Marché commun viticole qui est, selon lui, « *absurde, incorrigible, immoral et dangereux* », car il est « *le paradis des négociants en vins de tout acabit* ». Le leader vigneron a indiqué que la Fédération des vins de table a demandé une audience au chef de l'Etat et au premier ministre avant le Conseil européen qui doit se tenir, les 1er et 2 décembre, à Rome. Enfin, M. Maffre-Baugé a déclaré qu'il abandonnerait, d'ici à la fin de l'année, ses responsabilités dans le monde agricole pour raison de santé.

Commerce extérieur

● UN SYNDICAT DES AGENTS ET SOCIETES DE GESTION A L'EXPORTATION VIENT D'ETRE CREE. Un de ses premiers objectifs est de constituer un répertoire détaillé des moyens et des activités des sociétés concernées, qui sera diffusé, à travers les [...] à tous les organisme[s] [...]caux professionnels e[t] établissements chargés [...]ter les petites et m[oyennes] entreprises intéressées [...] marchés étrangers.

Emploi

● CHOMAGE EN BE[LGIQUE] — Au cours de la [...] quinzaine de noven[bre] [...] nombre de chômeurs [...]nisés s'est accru de [...] Belgique. Le total d[...] meurs complets inde[...] Belgique s'élève ainsi [...] soit 8,1 % de la po[pulation] active. L'accroissement [du chô]mage touche tous les [...] mais principalement [...]truction, le commerce [...]brications métallique[s] [...]mentation et les vête[ments].

Énergie

● LE PRIX MINIMUM [DE] L'ENERGIE sera fixé [...] fin de l'année, a [...] M. Davignon, présid[ent du] comité directeur de [...] internationale de l'én[ergie] [...] *Monde* du 18 noven[bre] [...] l'issue de la réunion [...]credi et jeudi der[niers à] Paris. Mais il n'a pa[s] [...] si ce prix serait fi[xé entre] 6 et 8 dollars par [...] pétrole brut, comme [...]teur de l'A.I.E. l'avait [...] son interview au *Mon[de]*.

Sécurité sociale

● LE PRESIDENT [DE LA] C.S.M.F. REÇU PAR [M.] RAFOUR. — Le min[istre du] travail a reçu m[...] Dr Monier, présiden[t de la] Confédération des s[yndicats] médicaux français (C[...] suite aux inquiétude[s] [...]mées par cette orga[nisation] concernant les dis[...] dans lesquelles s'en[...] négociation de la [...] convention. La C.S.M[.F.] [...] rencontrer un membre [du ca]binet du premier min[istre le] 24 novembre.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

La France espère participer ı recherche pétrolière en U.R.S.S.

De notre envoyé spécial

Moscou. — La première ex-‑ition d'équipements pétro-‑s, gaziers et pétrochimi-‑s organisée par la France U.R.S.S., « Petrogazexpo », été inaugurée le 20 novem-, à Moscou, par M. Nor-‑t Ségard, ministre français commerce extérieur.

‑te manifestation, qui se tient au 29 novembre dans un ‑on du parc des expositions ‑niki, rassemble une cen-de sociétés françaises, pla-sous l'égide du Groupement ‑yndical pour l'équipement ‑dustries du pétrole, du gaz la pétrochimie.

‑a veille du démarrage du ‑ne plan quinquennal soviétique (1976-1980), les responsables français espèrent intéresser l'U.R.S.S. à un type de matériel utile pour l'exploitation de nouvelles ressources énergétiques. La France compte, on le sait, augmenter, de son côté, ses achats de pétrole, qui doivent passer de 2,5 millions en 1975 à 4 millions de tonnes en 1976 — ce qui contribuerait à diminuer de moitié le déficit commercial soviétique à l'égard de Paris, — et de gaz, qui atteindront 4 milliards de mètres cubes à partir de 1980 (*le Monde* du 14 octobre). Parallèlement, les entreprises françaises espèrent participer aux projets industriels soviétiques de prospection et d'extraction en mer Caspienne et en mer de Barents.

En mer Caspienne, il s'agit de fourniture de matériel : la société française E.T.P.M. négocie ainsi la livraison d'une ou deux plates-formes fixes de forage et d'extraction (dont le coût unitaire est d'environ 500 millions de francs) et s'intéresse également à la construction d'un chantier naval à Bakou. De son côté, la firme C.F.E.M. est concernée par la réalisation de plates-formes semi-submersibles et d'un chantier naval à Astrakan.

Cependant, en mer de Barents, l'affaire est plus complexe, fondée sur la recherche d'une association entre les Soviétiques et les sociétés pétrolières françaises. Dans cette zone stratégique, les négociations sont délicates, dans la mesure où l'installation et le fonctionnement du matériel nécessitent la présence de personnel français. Selon M. Ségard, qui a rencontré à Moscou M. Chachine, ministre soviétique du pétrole, ces discussions « *ont avancé* », l'U.R.S.S. ayant, d'après lui, accepté d'accueillir des spécialistes français, moyennant des garanties en ce qui concerne leur nombre et la durée de leur séjour. Mais il ne faut pas négliger la concurrence étrangère, notamment de la Norvège et de la Grande-Bretagne, qui s'exerce aussi dans le domaine de l'équipement pétrolier.

MICHEL BOYER.

LES PRIX ‑S MATIÈRES PREMIÈRES ‑ORTÉES PAR LA FRANCE ‑NTINUENT DE BAISSER

‑ prix des matières premières ‑tées par la France ont de ‑au baissé en octobre. Au ; de novembre, l'indice cal-par l'Institut de la statis-montrait une baisse de 0,9 % ‑n mois. Par rapport à la ‑ période de l'année dernière, ‑isse était de 2,1 %.

‑ prix des matières premières ‑ntaires ont diminué de 1,9 % ‑ mois, de 5,2 % en un an. ‑ des matières premières in-‑ielles sont restés stables ar ‑rt au mois précédent et ont ‑ement baissé (0,6 %) sur un

La production industrielle France au deuxième tri-‑e de 1975 s'est maintenue ‑ême niveau qu'au premier ‑tre de l'année. Les statis-publiées jeudi 20 novembre ministère de l'économie et ‑nances montrent en effet ‑indice trimestriel se situe, ‑euxième trimestre, à 113 ‑100 en 1970), soit au même ‑au premier trimestre.

M. d'Ornano annonce la création d'un service de la qualité des produits industriels

« *Je viens de créer au sein de la direction des mines un service de la qualité des produits industriels* », a annoncé, mercredi 19 novembre, M. d'Ornano, ministre de l'industrie et de la recherche, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire du Laboratoire national d'essais. Ce service sera chargé de mettre en œuvre une nouvelle politique de « *qualification des produits industriels* » visant à attendre trois buts : économiser l'énergie et les matières premières ; adapter davantage les produits aux besoins et à l'attente des consommateurs ; favoriser la compétition internationale ces produits.

En clair, il s'agit de mettre fin à un certain gaspillage. Actuellement les consommateurs achètent un produit en ne prenant en considération que son prix de vente et son aspect extérieur. Conséquences : les produits, durables ou réparables, qui sont souvent plus chers mais qui offrent parfois des services mieux adaptés aux besoins, sont délaissés. C'est cette tendance qu'il faut modifier.

Y parvenir supposé qu'une action efficace soit menée dans trois directions.

● UNE CONCERTATION ACCRUE ENTRE PRODUCTEURS ET CONSOMMATEURS pour définir clairement les caractéristiques d'un produit qui devant être portées à la connaissance du public et ses aptitudes à l'emploi. A cet effet, sera élargie la place des organisations des consommateurs dans l'Association française de normalisation (AFNOR) qui établit actuellement la conformité des produits avec des normes homologuées et sanctionnées par l'obtention d'une marque nationale (NF).

● L'INFORMATION DES CONSOMMATEURS DOIT ETRE AMELIOREE. — L'Association française pour l'étiquetage informatif (AFEI) va donc être renforcée. En particulier, l'étiquette figurant sur chaque produit, devra consigner les résultats de tous les textes — fiabilité, durabilité, consommation et énergie — qu'il aura supportés.

● LE CONTROLE ET LA QUALIFICATION DES PRODUITS. — Il doit, bien sûr, être effectué par un organisme indépendant. Le laboratoire national d'essais, qui verra également ses moyens reforcés sera le maître d'œuvre principal de la centrale.

Le dispositif présenté, mercredi, par M. d'Ornano sera mis en place dans les semaines à venir et un projet de loi présenté dans le même sens à la prochaine session parlementaire.

L'INVESTISSEUR ÉTRANGER DOIT SE COMPORTER COMME UN ENTREPRENEUR FRANÇAIS déclare le ministre de l'industrie et de la recherche

« *L'investisseur étranger doit se comporter comme un entrepreneur français : il doit gérer son entreprise dans le respect des lois et au bénéfice de la collectivité nationale, et assumer enfin les responsabilités qui sont celles de tous les entrepreneurs français* », a déclaré, jeudi 20 novembre, le ministre de l'industrie et de la recherche, M. d'Ornano, qui participait à un déjeuner-débat organisé par le Cercle de l'opinion et consacré aux firmes multinationales.

Auparavant M. d'Ornano avait défini les trois critères qui guident l'action des pouvoirs publics en ce qui concerne les investissements étrangers. Ceux-ci doivent en premier lieu permettre de consolider la position nationale dans la branche considérée et améliorer la balance commerciale (ce qui n'a pas toujours été le cas, a précisé le ministre). En second lieu ces investissements doivent revêtir le plus souvent possible la forme de création d'unité de production plutôt que de rachat d'entreprises existants. Enfin, ils doivent pouvoir être orientés et localisés en fonction des programmes d'action régionale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE VICTOIRE

Le groupe Victoire (assurances Abeille et Paix) et le groupe canadien de « La Laurentienne » viennent de prendre le contrôle de « la Prévoyance », importante compagnie d'assurances du Québec.

A la suite de l'offre publique d'achat lancée le 2 octobre dernier, sur la base de 30 dollars canadiens l'action, les deux partenaires sont devenus détenteurs de plus de 90 % des 500.000 actions composant le capital social de la Prévoyance. Pour leur part, les assurances Abeille et Paix ont acquis 175.600 actions, soit 35,12 % pour un montant atteignant 5.268.000 dollars canadiens.

Les deux groupes contrôlaient déjà (à raison de deux tiers pour « La Laurentienne » et un tiers pour le groupe Victoire) trois compagnies canadiennes opérant dans les branches dommages :

« La Paix compagnie d'assurances générales du Canada », à Montréal ; « la Compagnie d'assurances du club automobile du Québec », à Québec ; « la Protection universelle », à Québec.

Les actions de ces trois compagnies seront rachetées avant la fin de la présente année par la Prévoyance, qui deviendra ainsi leur société mère. Les actifs de l'ensemble constitué par la Prévoyance et ses filiales représenteront au 31 décembre 1975 un montant global d'environ 80 millions de dollars canadiens et son chiffre d'affaires pour l'exercice en cours sera de l'ordre de 55 millions de dollars canadiens, ce qui le situe dans les toutes premières compagnies du Québec. Cette opération intervient dans une conjoncture favorable pour l'assurance canadienne car la détérioration des résultats techniques constatée au cours des derniers exercices a entraîné, au début de la présente année, une importante revalorisation des tarifs. Les éléments connus à ce jour permettent de prévoir, pour le nouveau groupe, des résultats favorables dès l'exercice 1975.

Ce renforcement des intérêts du groupe Victoire au Canada s'inscrit dans le cadre d'une politique d'expansion et de diversification géographique de ses activités à l'étranger. Rappelons à ce sujet que, sur un chiffre d'affaires total de 2 milliards 600 millions de francs en 1974, 20 % ont été réalisés hors du territoire national. Si l'on y ajoute les acceptations en réassurance en provenance des sociétés étrangères, les encaissements en devises représentent environ 31 % du montant global.

GROUPE FONCIÈRE

Les assemblées générales extraordinaires de la Foncière T.I.A.R.D., la Foncière Vie, la Foncière Capitalisation et la Nation complémentaire, convoquées le 4 décembre 1975, auront à se prononcer sur le projet de restructuration du Groupe, évoqué lors des assemblées du 30 juin dernier.

Si ce projet est adopté, les actionnaires de la Foncière Capitalisation recevraient sept actions Foncière Vie pour cinq actions Foncière Capitalisation, les actions Foncière Vie étant elles-mêmes échangées sur la base de sept actions Foncière T.I.A.R.D. pour trois actions Foncière Vie.

La restructuration du Groupe vise essentiellement à transférer à la Nation complémentaire (filiale à plus de 99 % de la Foncière T.I.A.R.D.) les activités Vie et Capitalisation du Groupe et à regrouper au sein de la Foncière T.I.A.R.D. l'ensemble des actifs ainsi libérés.

Le projet se décompose en quatre étapes successives :

1) Apports partiels d'actifs de la Foncière Capitalisation à la Nation complémentaire comprenant, entre autres, la contrepartie de ses engagements techniques réglementaires et l'intégralité de son portefeuille de contrats. Ces apports, d'un montant net de 61 982 133,62 F, seront rémunérés par création de 600 000 actions nouvelles de la Nation complémentaire ;

2) Fusion de la Foncière Vie et de la Foncière Capitalisation par absorption de la seconde par la première sur la base de sept actions Foncière Vie pour cinq actions Foncière Capitalisation ;

3) Apports partiels d'actifs de la Foncière Vie à la Nation complémentaire comprenant, entre autres, la contrepartie de ses engagements techniques réglementaires et l'intégralité de son portefeuille de contrats d'assurances et de réassurances Vie.

Ces apports, d'un montant net de 309 910,67 F seront rémunérés par création de 3 000 actions nouvelles de la Nation complémentaire. Celle-ci, recevant parmi les actifs transférés par la Foncière Vie les six cent mille actions précédemment créées et trois mille actions détenues antérieurement, sera conduite à annuler les six cent trois mille actions par réduction de son capital de 15 075 000 F et imputation de 47 217 044,29 F sur la prime d'apport.

Le capital de la Nation complémentaire sera ainsi ramené à 30 000 000 de francs.

4) Absorption de la Foncière Vie par la Foncière T.I.A.R.D. sur la base de sept actions Foncière T.I.A.R.D. pour trois actions Foncière Vie. Le capital de la Foncière T.I.A.R.D. serait ainsi porté à 60 000 000 de francs par création de deux cent mille actions de 50 F nominal attribuées aux actionnaires de la Foncière Vie selon les parités citées plus haut.

Au terme de l'opération qui prendrait effet rétroactivement au 1er janvier 1975, dès la publication au *Journal officiel* des arrêtés ministériels autorisant le transfert des portefeuilles, le groupe Foncière serait constitué plus spécifiquement, en dehors de ses autres filiales d'assurances ou de réassurances :

● Par la Foncière T.I.A.R.D., Compagnie d'assurances et de réassurances transports, Incendie, Accidents et Risques divers, dont les capitaux propres et réserves comptabilisées dépasseraient 186 millions de francs, et qui réuniraient tous les actionnaires des sociétés actuelles.

● Par la Foncière, Compagnie de capitalisation et d'assurances sur la vie, nouvelle dénomination de la Nation complémentaire, dont les capitaux propres et réserves dépasseraient 124 millions de francs et dont la totalité du capital serait détenue par la Foncière T.I.A.R.D.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

Un autre scandale de la politique commune

Le stock européen de poudre de lait dépasse 1,1 million de tonnes

Une invraisemblable montagne de poudre de lait ; le Centre interprofessionnel de l'économie laitière vivement critiqué par les jeunes agriculteurs ; la chasse aux excédents ruineux organisée par les autorités européennes ; des mises en garde lancées par les éleveurs, les coopératives et les industriels... Rien ne va plus dans les milieux laitiers... Encore une fois le « fleuve blanc » déborde, après les crises dévastatrices de 1969 à 1973. La C.E.E. a déjà dépensé près de 5 milliards de francs pour l' « endiguer ». Sans résultat. Le fumet du scandale s'échappe déjà des enceintes professionnelles. Producteurs de lait, coopératives, industriels et syndicats des paysans s'égratignent à coups de communiqués, mettant en cause tour à tour la Commission de Bruxelles, le mécanisme de soutien des marchés, le comportement des transformateurs...

En clair un nouvel épisode de la guerre du lait se déroule. La topographie du champ de bataille en France est la suivante :

● LA PRODUCTION : deux agriculteurs sur trois possèdent au moins une vache laitière. L'étable moyenne est constituée de onze têtes. Depuis 1973, le cheptel laitier compte 7,5 millions de têtes et la collecte atteint bon an mal an, 210 millions d'hectolitres.

● LA TRANSFORMATION : en moyenne, sur 100 litres de lait, 55 sont utilisés pour la fabrication de poudre et de beurre, 28 pour le fromage, 10 pour le lait de consommation, 4 pour le lait de conserve, 3 pour les produits frais (yaourts, fromages blancs, desserts...).

Depuis le début de 1975, la quantité de fromages produits (860 000 tonnes) est restée stable par rapport aux années précédentes, en revanche celles de beurre (510 000 t.) et de poudre (700 000 t.) ont progressé de 2 % et 6 %, car les emplois du lait en produits frais ont diminué.

● LA CONSOMMATION : globalement, les consommateurs et les industriels n'ont pas modifié leur utilisation de produits laitiers. Toutefois une forte partie de la production est traditionnellement exportée (30 % pour le beurre et les fromages, 40 % pour la poudre et le lait concentré non sucré, 70 % pour le lait concentré sucré). Or depuis onze mois, en raison de la contraction générale du commerce international, les ventes à l'étranger ont nettement régressé : 3 500 tonnes de moins pour le beurre, 12 000 tonnes pour le fromage, près de 200 000 tonnes pour le lait en poudre sous ses différentes formes. Les stocks, qui étaient d'un niveau normal à la fin de 1974, atteignent, compte tenu de l'augmentation de certaine production, un volume inquiétant pour le beurre (110 000 tonnes) et le fromage (77 000 tonnes) ; ils sont proprement catastrophiques pour la poudre de lait (364 000 tonnes).

Les huit partenaires européens de la France connaissent *grosso modo* une évolution comparable. Au total, la C.E.E. a donc en face d'elle une énorme montagne de lait en poudre (1,1 million de tonnes) et une imposante colline de beurre (300 000 tonnes).

Trop de lait ?

Comment en est-on arrivé là ? Les producteurs et les industriels « chargent » les autorités européennes. Au moment où la poudre de lait valait 10 F le kilo, Bruxelles a lourdement taxé les exportations vers les pays tiers, « *pour éviter une pénurie et ne pas bouleverser le marché mondial* ». Lorsque les cours mondiaux ont commencé à baisser, les plus pessimistes craignaient que l'année ne se termine avec 800 000 tonnes de stocks. Leurs oracles sont largement dépassés. Prompte à bloquer les exportations, la Commission de Bruxelles n'a en effet pas bougé lorsqu'il s'est agi de les libérer : les montants des « restitutions » (c'est-à-dire des subventions) sont restés d'autant plus faibles que la Nouvelle-Zélande, principal concurrent de la C.E.E. pour les produits laitiers, a dévalué sa monnaie. Apparemment, les fonctionnaires européens sont paralysés par une crainte : provoquer le même tollé qu'en 1973, lors des « *ventes au rabais* » de 200 000 t de beurre à l'U.R.S.S.

Comment sortir de cette crise ? Les éleveurs font, en général, quatre propositions : geler une grande partie des stocks de poudre, c'est-à-dire considérer purement et simplement que le lait en poudre n'existe plus ; incorporer cette poudre dans les aliments du bétail ; augmenter les subventions à l'exportation ; ajouter de la poudre dans la pâte à pain. L'analogie est frappante avec les remèdes qui ont été utilisés ces dernières semaines pour traiter les excédents de pommes. Au bout du compte, il y a la destruction scandaleuse d'une denrée alimentaire.

Pourtant, la comparaison entre les deux produits ne tient pas. La pomme se mange essentiellement telle quelle, son stockage en l'état est difficile, et les débouchés industriels limités. En revanche, 10 % seulement du lait sont consommés directement.

En fait deux questions se posent :

1) *Y A-T-IL TROP DE LAIT ?* Au regard des stocks amoncelés, on est tenté de répondre positivement. C'est ce que fait la commission de Bruxelles en estimant que les excédents sont « structurels ». C'est dire qu'il y a trop de producteurs, dont les étables sont trop petites avec des vaches peu productives (3 300 litres par an). Cette situation conduit, selon Bruxelles, à fixer un prix du lait élevé, qui permet au producteur des régions défavorisées de subsister, mais engorge le marché. Dans les instances européennes, s'il n'est plus question ouvertement de « *liquider* » les petits exploitants, certaines propositions sont avancées qui reviennent au même.

Or il n'est pas évident qu'il y ait trop de lait. Le gonflement des stocks de beurre et de fromage est dû à un ralentissement conjoncturel des exportations. Les productions ne sont donc pas « *structurellement* » excédentaires. Il sort du pis des vaches à la fois les éléments pour faire de la poudre (38 grammes par litre) et du beurre (34 grammes par litre). Diminuer la production de lait pour dégonfler les excédents de poudre provoquerait sans doute une pénurie de beurre.

2) *COMMENT RESORBER LES SURPLUS ?* En 1971, craignant de manquer de poudre les Neuf ont plus fortement augmenté le prix de la matière azotée que celui de la matière grasse. Pour une même quantité de lait, les transformateurs ont mieux « valorisé » la première, l'écrémage a été de plus en plus poussé pour fournir de plus en plus de poudre, qui trouve un débouché assuré à l'inetrvention. Pour revenir à un meilleur équilibre, il faudrait d'abord rééquilibrer le rapport de prix entre le beurre et la poudre.

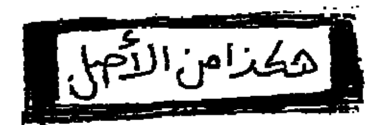
Ensuite, il n'y a pas de raison de ne pas faire profiter les consommateurs de la C.E.E. des excédents actuels : des ventes d'intervention de poudre de lait pourraient connaître un succès analogue à celles du beurre, qui ont atteint 50 000 tonnes en 1973 dans la C.E.E.

Enfin les excédents devraient être l'occasion de lancer une politique d'aide alimentaire importante (contrairement à ce qu'il est possible de faire avec les pommes).

En bref, pas de remèdes miracles. Tout juste quelques potions, qui sont bien connues. Aussi peut-on s'étonner que les responsables de la gestion des marchés tardent tant à les utiliser, comme si la leçon des crises précédentes n'avait pas été tirée.

La politique agricole commune ne paraît efficace que dans les moments de pénurie. L'évolution des marchés alimentaires mondiaux vers une situation de pénurie structurelle devrait donner l'occasion à l' « Europe verte » de s'exprimer pleinement. Peut-être a-t-elle besoin de nouveaux managers. L'idée d'associer les producteurs au financement des stocks paraît dès lors une idée heureuse... Si dans le même temps on leur offre la possibilité d'exprimer leur avis sur « *la conduite du match* », autrement dit la gestion des marchés.

ALAIN GIRAUDO.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Effritement

...fritement s'est poursuivi à la Bourse de Paris, où ...leurs françaises ont à nou... cédé du terrain avec un ...e d'affaires assez réduit.

...e séance était celle de la ...ation des opérations pour ...me de novembre : la cote ...a pas été plus active pour ...t.

...ecul de Wall Street, provo... ...ar l'annonce du report de ...cision présidentielle sur le ...pe d'une aide fédérale à la ...e New-York, a défavorable... influencé la tendance, tout ...ins le suppose-t-on.

...fait, le marché se cantonne ... la réserve, sans opinion définie, et attend, no...ent, que les pouvoirs publics ...sent leur nouvelle politique ...édit.

...nce de Locabail, U.C.B., ..., Paternelle S.A., Schneider, ...n, Imétal, L'Oréal, Skis ...mol.

...sement de Crédit du Nord, ... Hennessy, Perrier, Nou... Galeries, Printemps, Jeu... Signaux, Moteurs Leroy-... Raffinage.

... valeurs étrangères, repli ...méricaines, à l'exception de ...nt de Nemours, sur les avis ...r place d'origine et en rai...u fléchissement du dollar. ...gularité des allemandes et ...ollandaises.

... pétroles internationaux, re... Norsk Hydro et d'Exxon.

... mines d'or sont mieux dis... à la suite de la remontée ...urs de l'once sur le marché ...ndres.

... le marché du métal, légère ...e du lingot à 20 505 F, contre ... F, et du napoléon à ... F (+ 0,40 F). La rente ...% 1973 ne varie guère aux ...urs de 525 F.

...NDICES QUOTIDIENS
(...EE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	19 nov.	20 nov.
...s françaises ..	128	128,1
...s étrangères ..	126,9	125,7

...DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

...général	74,4	74,2

LONDRES

Le marché se montre plus résistant vendredi, à l'ouverture. Aux industrielles et aux pétroles, une majorité de petites baisses sont encore enregistrées. Les mines d'or reperdent un peu de terrain. Tassement des fonds d'Etat.

...OR (ouverture) (dollars) : 141 25 contre 142 40

VALEURS	CLOTURE 20/11	COURS 21/11
War Loan 3 1/2 %	23 3/4	23 11/16
Beechamps	332 ...	331 1/2
British Petroleum	585 ...	584 1/2
Shell	374 ...	374 1/2
Vickers	149 ..	148 .
Imperial Chemical ..	315 ...	316 ...
Courtaulds	140 ...	141 ...
De Beers	300 ...	298 1/2
*Western Holdings ...	25 3/4	25 1/2
Rio Tinto Zinc Corp. ..	184 .	183 ...
*West Driefontein	36 1/2	38 ...

(*) En livres.

Chiffres d'affaires des neuf premiers mois de 1975

GROUPE B.S.N. - GERVAIS-DANONE. — 7 574 millions de francs (+ 0,5 %). A taux de change constant, la progression eût été de 3 %.

BERLIET. — 2,47 milliards de francs contre 2,12 milliards.

DUNLOP S.A. — 748,53 millions de francs contre 748,03 millions de francs.

PECHELBRONN. — 44,97 millions de francs contre 34,69 millions de francs.

PRIMAGAZ. — Les ventes ont baissé de 1,8 % pour la période considérée, mais un début de reprise se manifeste au niveau des bouteilles.

PRENATAL. — 4,72 millions de francs contre 7,24 millions de francs.

ESSO S.A.F. — 6 141 millions de francs (+ 3,2 %).

COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN. — 165 millions de francs contre 127,09 millions de francs.

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalités	Derniers cours
Amrep, c. 26	1 p. 4	6 15
Assur. marit. transp., dr.	1 p. 3	0 40
Concorde, dr.	1 p. 9	12 65
Continentale Assur., dr.	1 p. 4	.. ..
Crédit comm. France, dr.	1 p. 3	19 50
France (La), dr.	1 p. 2	3 80
Préc. méc. Labinal, c. 60	1 p. 3	1 20
Providence I.A.R.D., dr..	1 p. 2	0 20
Radiologie, c. 31	1 o.p. 5 a.	6 10
SPIE Batignolles, c. 28.	2 p. 5	1 10

NEW-YORK

Nouveau recul

Le repli des cours s'est poursuivi jeudi à Wall Street, mais à un rythme toujours modéré. En clôture, l'indice des industrielles enregistrait une nouvelle perte de 4,73 points à 843,51.

L'activité a porté sur 16,46 millions de titres contre 16,82 millions.

Les craintes que continue d'inspirer le sort de New-York après le report de la décision présidentielle a continué de peser sur le marché, d'autant que la ville doit verser ce vendredi 127 millions de dollars de salaires aux employés municipaux. Or les caisses sont vides.

Autre facteur déprimant : l'accélération de la hausse des prix de détail en octobre (8,4 % contre 6 % en septembre). La révision en hausse de la croissance du P.N.B. au cours du troisième trimestre (13,2 % au lieu de 11,2 %) a toutefois exercé un effet modérateur.

Sur 1 822 valeurs traitées, 790 ont baissé, 572 ont monté et 460 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 171,13 (— 0,90) ; services publics, 82,68 (— 0,03).

VALEURS	COURS 19/11	COURS 20/11
Alcoa	36 1/4	35 5/8
A.T.T.	50 3/8	50 1/8
Boeing	23 1/2	22 3/4
Chase Manhattan Bank ..	26 7/8	25 7/8
Du Pont de Nemours	131 3/8	129 3/4
Eastman Kodak	106 1/4	105 3/8
Exxon	87 5/8	88 ...
Ford	41 5/8	42 1/4
General Electric	48 1/2	47 7/8
General Foods	28 1/8	27 7/8
General Motors	54 7/8	55 1/8
Goodyear	22 1/2	22 1/4
I.B.M.	219 1/2	221 ...
I.T.T.	21 1/2	21 1/4
Kennecott	27 3/8	27 1/4
Mobil Oil	45 1/4	44 1/2
Pfizer	27 7/8	27 7/8
Schlumberger	68 1/8	68 3/4
Texaco	23 ...	22 3/4
U.A.L. Inc.	25 1/8	25 ...
Union Carbide	57 ...	57 1/4
U.S. Steel	59 1/4	59 1/8
Westinghouse	10 7/8	11 3/4
Xerox	50 5/8	50 3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	20/11	21/11
1 dollar (en yens)	302 93	303 ..

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 6 3/4 %

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Onéuza	d 31 ..	32
Providence S.A. ..	195	195 10
Révillon	437	420
(Ny) Sade	137 ..	137 ..
Santa-Fe	.. ..	69
Sotto	70 60	70 90
Soffinex	380	381 ..
Cambodge	44 20	44
Glaise	430	438 ..
Indo-Hévéas	81 10	84 50
Madag. Agr. Ind. ..	90 20	81 ..
Mimot	36 75	38 20
Padang	.. ..	83 20
Salins du Midi ...	167 ..	166 ..
Aliment. Essent. ..	41 ..	40
Allobroge	180 ..	187 20
Banania	248 20	240 ..
Fromag. Bel	98 ..	98 ..
Berthier-Savoco.	646 ..	665 ..
Cédis	750 ..	745 ..
(M) Chambourcy.	162 50	162 ..
Compt. Moderne.	219 ..	223 ..
Docks France	212	210 ..
Economats Centr.	378 ..	380
Epargne	280 ..	280 ..
Fr. Paul-Renard ..	...	230
Générale-Aliment.	69	69
Genvrain	170 ..	170 ..
Goulet-Turpin ...	116 10	116 ..
Lesieur (Cie Hu.).	o210	o204
Gr Moul. Corbeil	162	161 ..
Gr. Moul. Paris ..	268	268 ..
Nicolas	327 ..	325 ..
Piper-Heidsieck ..	401	402
Potin	360 ..	358 ..
Rochefortaise ...	..	137
Roquefort	243	244
Saupiquet	195 ..	195 ..
Sup. Marché Doc.	106 50	105 ..
Taittinger	380 ..	374 ..
★ Unipol	130 ..	130 ..
Bénédictine	1756 ..	1750 ..
Bras. Indochine.	375 ..	375 ..
Cusenier	548 ..	546 ..
Dist. Indochine.	315 ..	315 ..
Dist. Réunies ...	342 ..	342
Pernod	438 ..	438
Ricqlès-Zan	..	70 15
Saint-Raphaël ...	150 20	150 20
Sogepal	228 ..	228 ..
Union Brasseries.	40 10	41 ..
Stamma	202 ..	203 ..
Sucrerie (Cie Fr.)	...	211 ..
Sucr. Bouchon ..	138 ..	136 ..
Sucr. Soissonnais	303 ..	309 ..
Bernet	229 ..	231 ..
Chausson (Us.) ..	43 ..	44 90
Motobécane	102 20	104 50
Saviem	70	67 ..
S.E.V. Marchal ...	72 60	70
Bois Dér. Océan.	62 ..	64 50
Borie	274 20	274 20
Camp. Bernard ..	119 ..	114 20
C.E.C.	115 70	115 ..
Cerabati	140	143 10
Chim. de la route	o177 60	177 50
Ciments Vicat ..	223 ..	223 ..
Cochery	81 ..	81 50
Drag. Trav. Pub. ..	88 20	90 ..
F.E.R.E.M.	117 ..	113
Française d'entr.	7 80	7 70
G. Trav. de l'Est.	120 ..	120 ..
Herlicq	245 ..	246 ..
Ideu Industries.	o 32 ..	32 ..
Lambert Frères ..	83 ..	83 30
Leroy (Ets G.)	113 10	117 ..
Origny-Desvroise.	138 20	139 ..
Porcher	230 50	237
Rougier	150 ..	152 ..
Routes (Constr.).	44 50	45 ..
Routière Colas ..	345 ..	351
Sablières Seine ..	158 ..	152
Savoisienne	175 ..	175 ..
Schwartz-Hautm.	73 ..	75
Spie-Batignolles.	63 50	63 50
T.P Faugér. SNCT	137 90	137 90
Trindel	149	149 50
Vayer S.A.	..	70 ..
Dunlop	20 50	20 50
Safic-Alcan	149	149 ..
Bit. Asph. Centr..	170 ..	172
Comiphos	97 80	97 80
Gaumont	502 ..	500 ..
Pathé-Cinéma ...	...	102 ..
Pathé-Marconi ...	104 ..	107 ..
Tour Eiffel	61	63 30
Air-Industrie	80 50	80 50
Applic. Mécan. ..	127 20	127 20
Artiel	153 ..	151 60
Ateliers G.S.P. ...	44	45 ..
Av. Dass-Breguet.	168	168 ..
Bernard-Moteurs	d 41 70	43 ..
B. S. L.	262 ..	264 50
Cie des Compt. ..	...	160 50
C. M. P.	292 ..	287
Cape All Europe.	195 ..	195
De Dietrich	490 ..	498 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Duc-Lamothe	309 50	305 ..
E.L.M. Leblanc ...	341	336
Ernault-Somua ...	249 70	246
Facom	549	562 ..
Forges Strasbourg	52 80	51 50
(Li) F.B.M. ch. fer	121 ..	125
Frankel	471 ..	479
Huard-U.C.F.	190 ..	191
Jaeger	51 90	51 50
Luchaire	158	158
Manurhin	114 20	116 20
Métal Déployé ...	228	226
Nadella	116	116 ..
Nozal-Gougis	107 50	107 50
Peugeot (ac. out.).	188	190 ..
Ressorts-Nord ...	55 ..	56
Rotto	o 40 30	o 39 ..
S.A.F.A.A. Ap. Aut	82	83 ..
Satam	25 60	25 60
Sicn	100 ..	96 50
Soudure Autog. ...	335 50	325 ..
S.P.E.I.C.R.I.M. ..	165 ..	164
Stokvis	...	d 83 40
Titan-Coder	.. ..	.
Trailor	451	451 ..
Virax	77 ..	78 ..
Chant. Atlantique	250	249
At. Ch. Loire	50 60	51 10
France-Dunkerque	60 10	60 10
Ent. Gares Frig. ..	152 10	152 ..
Indus. Maritime	242 ..	248 ..
Mag. gén. Paris.	129 60	127 10
Cercle de Monaco	40 ..	38 40
Eaux Vichy	363 ..	362 ..
Grand Hôtel	....	1905 ..
Sofitel	32 70	d 34 ..
Vichy (Fermière).	o 49	o 49 ..
Vittel	224 90	216 ..
Aussedat-Rey	71 ..	69 50
Darblay S.A.	39 70	39 80
Didot-Bottin	122	121
Imp. G. Lang	10 70	10 30
Navarre	132 ..	o127 ..
Néogravure	..	..
Papeter. France.	..	47
(B.) Pap. Gascogne	148 ..	148
La Risle	110 ..	111 50
Rochette Cenpa ..	92 ..	89 ..
A. Thiery-Sigrand	158 50	159 ..
Bon-Marché	38 30	36 05
Mars Madagasc. ..	45	45
Maurel et Prom. ..	107 90	104 ..
Optorg	175 ..	180 ..
Palais Nouveauté	300 ..	300 ..
Prisunic	44 80	44 80
Uniprix	61 ..	60 ..
Clause	..	61 05
Crouzet	132 80	135 ..
Europ Accumul. ..	325 ..	317 ..
Fulmen	...	739 ..
C.I.P.E.L.	87 50	85 ..
Lampes	130 ..	138 ..
Merlin-Gerin	141 10	141 40
Mors	43 50	43 10
Océanic	147 ..	153
Paris-Rhône	88 40	d 92 ..
Pile Wonder	465 ..	460 ..
Radiologie	315 ..	315 ..
SAFT. Acc. fixes.	1010	1000 ..
Schneider Radio.	119 10	120 ..
SEB S.A.	603 ..	600 ..
S.I.N.T.R.A.	499 ..	500
Carnaud	53 ..	52 10
Cefilac	42 50	41 50
Davum	240 ..	d250 ..
Escaut-Meuse ...	162	162 ..
Fonderie précis. .	d 27 30	28 ..
Gueugnon (F. de).	75 ..	75 ..
Profilés Tubes Es	41 10	41 10
Senelle-Maub. ...	70 50	78 ..
Tissmétal	70 30	73 50
Vincey-Bourget ..	o 53 ..	58 80
Huaron	122 ..	122 ..
Kinta	200 ..	200 ..
Mokta	...	121 ..
Amrep G.	350	350
Antargaz	162	162
Hydroc. St-Denis.	175	176 50
Lille-Bonnières-C.	190 90	194 50
Omn. F. Pétr.	225 ..	224 ..
Oblig. Conv.	285 ..	285 ..
Shell Française ..	58 80	58 60
Carbone-Lor.	96 50	95 50
Delalande S.A. ...	408 ..	408 ..
Finalens	..	40 10
FIPP	39 20	39 20
(Ly) Gerland	220	219 60
Gévelot	...	285 ..
Grande-Paroisse.	96 90	97 ..
Huiles G. et dér..	113	113
Labaz	350 ..	343 ..
Lorilleux-Lefranc	..	201 ..
Novacel	102 ..	101 ..
Parcor	420 ..	428 ..
Quartz et Silice ..	65 ..	63 20
Reti	201 50	201 ..
Ripolin-Georget ..	..	d 66 50

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Roussalot S.A. ...	535	537 ..
Soutre Réunies ..	171 20	172 ..
Synthelabo	275	270 ..
Thann et Mulh. ..	70 ..	72 ..
Ufiner S.M.D.	112 ..	117 ..
Agache-Willot ...	88 50	70 ..
Files Fourmies ..	29 50	30 ..
Lainière-Roubaix.	77 ..	75
Roudière	422 ..	421 ..
Saint Frères	32	32 ..
Timwear	11 60	d 12 ..
M. Chambon	128	128
Delmas-Vieljeux.	184 50	184 50
Messag. Marit. ...	...	28 20
Nat. Navigation.	80 ..	80 ..
Navale Worms ...	118 ..	c111 ..
Saga	53 50	53
Transat (Cie Gle).	94 ..	93 10
C.G.I.A.P.	47 10	42 50
S.C.A.C.	71	70
Sterm	272 50	274 90
Tr. C.I.T.R.A.M. ..	d 82	d 82 ..
Transport Indust.	116 10	120 ..
(Li) Bargnol-Farj.	..	68 10
Bis S.A.	321 ..	310
Blanzy-Ouest	171 ..	169 ..
La Brosse	..	76
Cigarettes Indo..	123 10	124 80
Degremont	187	187 ..
Dong-Trieu	d177 ..	183
Duquesne-Purina.	237 ..	281 50
Essilor	694 ..	699
Ferrailles C.F.F. ..	300	304
Havas	135	135
Locatel	292	295 ..
G. Magnant	d 51 50	53 ..
Novatel	220	220 ..
Publicis	118	117 ..
Sellier-Leblanc ..	189 50	182 ..
(Ly) Tan. Fr. Réun	5 40	5 50
Waterman S.A. ...	262	263
Brass. du Maroc	251	266
Brass. Ouest-Afr..	101 80	101 90
Elf-Gabon	347 ..	347
Min. et Métall. ...	...	457
C.E.C.A. 5 1/2 %	....	3700
Emprunt Young ..	...	160
Nat. Nederlanden	136	136
Phœnix Assuranc.	28 90	19 80
Algemeine Ban. ...	541 ..	540
Bco Pop. Español	...	254
B. N. Mexique ...	42 50	42
B. régl. intern. ...	5100	5050
Bowring C.I.	6 70	6 35
Commerzbank ...	380 80	375 ..
Bowater	14 80	14 45
Bruxelles Lambert	...	206
Gén. Belgique ...	291 ..	290
Latonia	101 ..	104
Rolinco	212 40	219 80
Robeco	309 ..	308
Cavenham	12 50	11 80
Lyons (J.)	..	12 60
Goodyear	98 90	101 80
Pirelli	5 ..	5 ..
I.B.C.	52 ..	51 50
Kubota	4 60	4 55
S.K.F.	133 ..	133
Pakhoed Holding.	238 80	234
Femmes d'Aujour	47 ..	46 ..
Marks Spencer ..	9 40	9 50
A.E.G.	150	148 10
Bell Canada	196 50	195
E.M.I.	19 90	20 30
Hitachi	2 40	c 2 40
Honeywell Inc. ...	152 ..	158
Matsushita	c 8 30	8 35
Otis Elevator	158 ..	161 ..
Sperry Rand	c194 ..	191 ..
Xerox Corp.	226 ..	227 30
Arbed	...	402 10
Cockerill-Ougrée.	100 ..	100 ..
Finsider	..	1 90
Hoogovens	89 ..	91 ..
Mannesmann ...	...	600 ..
Steel Cy of Can..	...	124 ..
Thyss c. 1000 ...	157 ..	158
Blyvoor	..	35 50
De Beers (port.)..	16 45	16 30
De Beers p cp. ...	16 40	16 80
General Mining ..	125 ..	120 30
Hartebeest	..	96 10
Johannesburgh.	120 50	120 10
Middle Witwat. ..	21 50	o 20
President Steyn.	60 10	c 60 20
Stilfontein	12 50	12 50
Vaal Reefs	114 60	117 ..
West Rand	8 ..	8 20
Alcan Alum.	97 ..	97 ..
Cominco	155 ..	150
Finoutremer	...	112 ..
Minerals Resourc.	..	18 35
Noranda	145 ..	140 ..
Vieille Montagne	423 10	423 10
Am. Petrofina ...	131 ..	130 50
British Petroleum	52 ..	52 50
Gulf Oil Canada..	...	128 50
Petrofina Canada	..	80 50
Shell Tr. (port.)..	34 ..	32 80

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Akzo	66 50	66 ..
Dart Industries ..	127	o120 ..
Foseco	15 20	15 25
Gevaert	115	116 50
Glaxo	32 ..	32 ..
Grace and Co. ...	116 70	113 ..
Pfizer Inc.	127 ..	121 ..
Procter Gamble ..	418	c408 ..
Courtaulds	12 40	12 30
Est Asiatique	103 40	102 80
Canadien Pacif. ..	59 ..	59 ..
Wagons-Lits	..	71 50
Barlow-Rand	14 ..	14 20
British Am. Tob..	23 20	28 ..
Suéd. Allumettes	..	..

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Alser	...	800 ..
Cellulose Pin	116 ..	116 10
Coparex	250	258 ..
Ecco	340	340 ..
Eurafrep	1425	1415 ..
Francarep	86 50	86 ..
Intertechnique ..	200 ..	197 50
Métall. Minière ..	..	55 ..
Prosuptia	...	292 ..
San. Mar. Cor. ...	...	150 ..
S.P.R.	...	158 ..
Ufinex	120 ..	120 ..
Oce v. Grinten ..	255 ..	260 ..

SICAV

Plac. institut.	11764 73	11366 89
1re catégorie.	10487 97	10282 32

21/11	Emission frais inclus	Rachat net
Aut. zonca	108 26	103 35
Actions Sélec. ...	149 46	142 68
Aedificandi	154 40	147 40
Agimo	158 09	150 93
A.L.T.O.	146 55	139 90
America-Valor ...	242 90	231 89
Assurances Plac.	113 35	108 21
Bourse-Investiss.	123 26	117 68
B.T.P. Valeurs ...	127 76	123 43
C.I.P.	249 76	238 44
Convertibles	108 20	103 29
Convertimmo	119 36	113 94
Drouot Invest. ...	140 39	134 02
Elysées-Valeurs ..	158 21	151 04
Epargne-Croiss. ..	490 20	487 97
Epargne-Inter. ...	231 37	220 88
Epargne-Mobil. ...	160 50	153 22
Epargne-Oblig. ...	135 88	129 72
Epargne Revenu	259 85	247 88
Epargne Valeur.	168 51	160 87
Foncier Investiss.	281 08	268 33
Fortune 1	120 60	186 80
France-Croissanc.	127 57	121 78
France-Epargne. .	116 31	111 04
France-Garantie ..	210 93	206 80
France-Invest. ...	121 17	115 68
Laffitte Rend.	118 64	113 28
Laffitte-Tokyo ...	136 49	130 30
Nouv. France-Obl.	263 22	251 29
France Placement	141 ..	134 54
Gestion Rendem. .	183 53	175 21
Gest. Sél. France.	145 31	138 72
I.M.S.I.	136 10	129 87
Indo-Valeurs	164 77	157 30
Intercroissance ..	149 56	142 47
Intersélection ...	132 60	126 58
Livret portef.	189 56	180 97
Oblig. ttes catég.	1130 44	1094 36
Paribas Gestion.	120 85	115 37
Pierre Investiss..	165 67	158 10
Rothschild-Exp.	242 07	231 09
Sélect-Croissance	508 57	485 60
Sélection Mondial	107 82	102 93
Sélection-Rend. ..	132 24	126 24
S.F.I. FR. et ETR..	149 30	142 53
Silvafrance	159 14	151 92
Silvarl	116 04	110 78
Silvarente	141 89	135 46
Silvinter	117 64	112 31
Sogepargne	258 90	247 16
Sogevar	296 20	282 77
Soleil-Investiss. .	143 24	136 74
U.A.P. Investiss. .	119 34	113 93
Unifoncier	285 44	272 50
Unijapon	154 ..	147 02
Unisic	114 40	109 16
Worms Investiss.	218 04	208 15
21/11		
Credinter	132 18	126 19
Croissance-Imm. .	134 36	128 27
Epargne-Unie ...	281 19	268 44
Euro-Croissance.	130 38	124 47
Financière privée	311 54	297 42
Fructidor	136 10	129 93
Gestion Mobilière	188 70	180 14
Mondiale Invest. ..	176 88	168 86
Oblisem	132 51	126 50
Optima	135 20	129 07
Planinter	263 75	251 79
Sicavimmo	169 66	161 97
S. I. Est	341 07	325 60
Soginco	116 42	111 14
Soginter	379 22	362 02
Univalor	153 86	146 89
Valorem	147 36	140 68

*Cours précédent

...OURSE DE PARIS — 20 NOVEMBRE — COMPTANT

...LEURS	% du nom.	% du coupon
....	38 10	0 418
....	59	4 814
...26-1960	141 50	4 814
...rt. 45-54	65 20	0 918
... 1963 ..	108 80	2 148
...3/4 % 63	89 40	0 882
...L Eq. 5465.	102 71	9 556
...Eq. 6% 65	101 30	0 836
...Eq. 6% 67	95 10	2 836
...% 1973	108 60	6 925
...6 1/2 1930	117 70	3 286
...5 % 1960	102 50	3 888

...LEURS	Cours précéd.	Dernier cours
...parts 1950	380	380
...parts 1959	d393	d393 ..
...ance 3 %	133 ..	134 ..
...-I.G.A.R.D.	383	405
... (Vie) ...	218	210
....	315 40	315 80
...de	*283	283
...e France	289	285
...T. I.A.R.D.	110 ..	112 ..
...re (Vie)	258	256 ..
... (I.A.R.D.)	178 60	170 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La)	370 20	375 ..
Préservatrice S.A.	332 40	335
Prévoyance	1095	1095
Protectrice A.I.R.	230 ..	233 ..
Alsacien. Banque	369	368
(Li) Bque Dupont.	225	225
Banque Hervet.	278	278
Banque Indochine		219 ..
Banque Nat. Paris	532 ..	532 ..
Sté B. et Particip.	...	312
Banque Worms ..	176 ..	172 ..
C.F.E.C.	...	605
C.G.I.B.	75 10	72 10
Comotel	119 90	119 90
Cofica	78 10	..
C.A.M.E.	89 80	91
Créditel (a. nouv.)	108 10	108 20
Créd. gén. indust.	145 ..	148 ..
(M) Crédit Mod.	67 10	68 ..
Financière Sofal.	190 ..	191 50
Finextel	124 ..	123
Fr. Cr. et B. (Cie)	79 ..	79 ..
France-Bail	207 50	214 ..
Hydro-Energie ..	35 ..	35 ..
Immobanque	165 ..	157
Immofice	116 50	118 ..
Interbail	139 20	140
Locafinancière.	131 60	131 ..
Lyon-Alemand ...	102	105
Soc. Mars. Crédit	273	273

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Séquanaise Banq.	220	220 ..
SLIMINCO	147	148
Ste Cent. Banque	70 10	70 ..
SOFICOMI	...	141 ..
Sovabail	154 20	155 —
UCIP-Bail	115	114 50
Unibail	142	144
Un. Ind. Crédit.	177 ..	179 ..
Cie F. Stein Ro. ..	130 60	130 40
Fonc. Chat.-d'Eau	598 ..	595
(M) S.O.F.I.P. ..	144 ..	144
Fonc. Lyonnaise.	631	631
Immob. Marseille	910 ..	915
Louvre	197 ..	198 70
Midi	483 ..	485
Rente foncière.	625 ..	625 ..
SINVIM	172 70	172 70
Voitures à Paris	241	240 10
Cogifi	109 50	109 50
Foncina	109 50	110 ..
Gr. Fin. Constr. ..	107 60	108 20
Immindo	106 90	107
Immoinvest	77	77
Cie Lyon Imm. ...	89 70	90 50
OFIMEG	85 20	84 70
U.G.I.M.O.	108 60	106 60
Union Habit.	135 10	135 10

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Un. imm. France.	106 70	106 10
Acier Investiss. ..	103 ..	102 50
Gestion Sélect. ..	201 ..	201 ..
Invest. et Gest. ..	139 80	140 ..
Parisienne Plac. ..	...	164 ..
Placem. Inter ...	84	84 10
Sofragi	180 50	185 ..
Abeille (Cie Ind.).	180 ..	180 ..
Applic. Hydrau. ..	382 ..	383 ..
Artois	93 50	o 90 ..
Centen. Blanzy ..	334	334
C. Roussel-Nobel.	230 ..	230 ..
(My) Centrest	118	117 50
(Ny) Champex ..	114 50	114
Charg. Réun. (p.).	2800 ..	2889
Ch. f. P. Orléans	78	59 50
(Li) Dév. R. Nord	119 ..	119
Electro-Financ. ...	300	304
Fin. Bretagne ...	41 10	41 10
Fin. Haussmann..	..	49 50
Gaz et Eaux	320	307
La Mure	69 90	69 ..
Lebon et Cie	135 ..	135 ..
(My) Lordex	109 ..	111 ..
Cie Marocaine ...	27 20	27
O.Y.A.I.M.	45 ..	45 ..
OPB-Paribas	84 50	91

...te tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote ...lète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer ... les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
4,50 % 1973	522 50	524 60	524 40	525 ..
C.N.E. 3 % ..	1225 50	1228	1228	1227 50
Afrique Occ.	372 30	371 80	373 50	368 80
Air Liquide.	346 70	345	346 ..	343 40
Als. Part. Ind.	66 90	69	68 50	68 50
Als. Superm.	304	294	294 ..	299
Alsthom ...	70 10	70	70 ..	70 10
Antar P. Atl.	38 90	40 20	40	40 ..
Applicat. gaz	252 ..	250 ..	250	246 ..
Aquitaine ...	350 10	350 10	350 10	350 ..
— certif. ...	63 ..	63 ..	63	62 40
Arjom.-Prioux	128 60	130 ..	130 40	130 ..
Aux. Entrepr.	303 ..	305 ..	306 80	309 ..
Auxil. Navig.	172 ..	173 ..	173 ..	171 ..
Babc.-Fives.	92 50	92 50	93 20	92
Bail-Equip.	170 50	168 20	168 20	165 40
Bail-Invest. ..	170 50	170 80	170 80	170 80
B.C.I.	186 ..	183	183 20	185 ..
Bazar H.-V. ..	101 70	101 10	101 70	100
Beghin-Say ..	107	107	106 90	108
Bic	580 ..	584 ..	584 ..	584 ..
Bouygues ...	507 ..	500 ..	506 ..	501 ..
B.S.N.-G.D. ..	566 ..	570 ..	570 ..	568 ..
Carrefour ...	1800 ..	1778	1798 ..	1778
Casino	1301 ..	1280	1286 ..	1265 ..
C.D.C.	269 ..	262	261 ..	260 ..
Cetelem	220 50	220	219	216 ..
Char. Réun.	173 20	171 20	171 30	171 20
Chât.-Comm	55 10	56 50	55 10	55 10
Chiers	182 50	181 ..	182 20	181 10
Chim. Rout. ..	154	154 ..	154	156 50
Cim. Franç. ..	91 40	91	90 50	89 20
— (obl.) ..	123 50	125 50	125 50	123
C.I.I. Alcatel	1642	1631	1631	1631 ..
Citroën	46 40	46 80	46 60	46 05
Club Méditer.	394 ..	391 30	398 ..	391 90
C.M. Industr.	312	309	315	303
Cofimeg	105 40	105 ..	105 10	103
Cofimer	105 ..	106 ..	105 50	105 ..
... Bancaire	460 ..	458 ..	457 ..	455 ..
...G.E.	292 50	288 20	291 ..	290 10
... Entrepr. ..	147 ..	146	147 ..	148 ..
...at.-Foucher.	91 60	93	93 50	94 80
...r. Com. Fr.	169 50	*180 ..	165 ..	144
— (obl.)	187 ..	187	186	190
...réd. Fonc. ..	344 50	345 50	345 50	341 20
...F Imm. ...	139 90	138 ..	133 10	133 50
...réd. Indust.	127 ..	127	127 50	126
...réd. Nat. ...	315 10	315	315	316
... Nord U.P.	94	90 20	92 20	92 50
...reusot-Loire	156 50	155 30	155 50	155 ..
...S.F.	211 80	211 50	211 80	211 40
...B.A.	132 ..	134 80	134 80	132 40
...enain-N.-E.	135 30	135 20	135 ..	133 20
...ollfus-Mieg.	53 50	53 20	53 20	53 20
...umez	826 ..	821 ..	830 ..	821 ..

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
740 ..	Cie Gle Eaux.	750 ..	745 ..	745 ..	740
87	Electro-Méc.	87 ..	88 60	88 ..	85 05
430	Eng. Matra	429 50	431	435 ..	433
230	E. J. Lefebvre	230 50	228	229 ..	226 50
51	Esso S.A.F.	51	50 30	50	[illegible]
200	Eurafrance.	201 ..	200	208	[illegible]
340	Europe N° 1	339 90	339	339	[illegible]
385	Ferodo	380 50	382 50	387	[illegible]
184	Fin. Paris PB	184	183 50	183	[illegible]
74	Fin. Un. Eur	73 10	73 80	73	[illegible]
73	Fraissinet	78 90	73 30	73	[illegible]
113 ..	Fr. Pétroles .	113 10	113 ..	113	[illegible]
27	— (Certific.)	26 70	26 10	26	[illegible]
81	Galeries Laf.	80 40	80 40	80	[illegible]
138	Gle d'entr. ..	138	138 ..	138	[illegible]
171	Gle Fonderie	171 50	170 10	170	[illegible]
170	Générale Occ	170	170	170	[illegible]
260	G. Trav. Mars	261 ..	260 10	260	[illegible]
450	Guyenne-Gas	451	450 ..	450	[illegible]
184	Hachette .	183	184 ..	183	[illegible]
168	Hutch. Mapa	168	168 ..	168	[illegible]
78	Imetal	75 70	78 ..	78	[illegible]
880	Inst. Mérieux	888	885 ..	885	[illegible]
465	J. Borel Int.	468	463	463	[illegible]
87	Jeumont Ind.	89 50	86 50	88	[illegible]
67	Kali Ste Th. ..	67 ..	68 50	68	[illegible]
70	Kléber-Col.	69	69 50	70	[illegible]
260	Lab. Bellon.	262	259	258	[illegible]
181	Lafarge .	181 10	180 50	180	[illegible]
265	— (oblig.)	268 90	268 50	268	[illegible]
356	La Hénin	356	355	354	[illegible]
1740	Legrand. .	1762 ..	1739	1739	[illegible]
215	Locabail	208	218	213	[illegible]
162	Locafrance	161 20	161 20	161	[illegible]
240	Locindus	239 50	242 ..	241	[illegible]
990	L'Oréal	971	988	995	[illegible]
3250	— obl. conv.	3245	3245	3245	[illegible]
505	Lyonn. Eaux	509	502	505	[illegible]
29	Mach. Bull	28 90	28 40	28	[illegible]
1540	Mais. Phénix	1532 ..	1540 ..	1556	[illegible]
102	Mar. Wendel	102	102 ..	102	[illegible]
56	Mar. Ch. Réu	56 10	56 ..	56	[illegible]
2570	Mat. Téléph.	2575 ..	2575	2569	[illegible]
38	M.E.C.I. ..	38 05	38 ..	38	[illegible]
103	Mét. Norm.	103 50	103 ..	103	[illegible]
1360	Michelin B	1353	1343	1365	[illegible]
585	— oblig.	580 ..	583 ..	581	[illegible]
575	Moët-Hen.	582 ..	572 ..	576	[illegible]
870	Mot. Leroy-S	890 ..	868	870	[illegible]
280	Moulinex	285	281 20	284	[illegible]
500	Mumm ...	500	500 ..	500	[illegible]
315	Nat. Invest.	320 ..	315	315	[illegible]
112	Navig. Mixte	112 ..	112 ..	113	[illegible]
106 ..	Nobel-Bozel	105 10	106 50	105	[illegible]
22 ..	Nord	22 40	22 10	22	[illegible]
94 ..	Nouvel. Gal..	98 90	94 ..	94	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
178	Olida-Caby ..	178	177 50	177 ..	176 50
89	Opfi-Paribas	89 70	89 ..	89 ..	90 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
430	T.R.T.	423 10	428 ..	428 ..	424 ..
825	Tél. Elect. ..	827	823	823 ..	823 ..
125	— (obl.)	125 10	125 ..	125 ..	125
760	Tél. Ericss. .	786	760 ..	765	750
68	Terres Roug.	68 30	68	66 90	66 50
240	Thomson-Br.	243	249 ..	243	242 ..
...	— (obl.)	...	...	...	...
165	U.I.S.	164 90	165 ..	168 ..	163 50
365	U.C.B.	357 ..	366	360	368
275	Un. Fr. Bque.	269	274	274	270
55	U.T.A.	55 ..	54 50	54 50	53 50
68	Usinor	68 90	68 35	68 35	67 10
125	— (obl.)	125 30	125 30	125 30	124 10
170	Vallourec ..	169 40	169 50	169 50	169 50
555	V.Clicquot-P	553 ..	553	553	560
610	Viniprix	617 ..	611	612	603
225	Amer. Tél. ..	223 80	224 50	224	220 10
21	Ang. Am. C.	20 95	20 80	20 80	20 50
165	Amgold	165 ..	165 ..	165 ..	165 ..
157	Astur. Mines	160 50	157 ..	157 ..	154 10
235	B. Ottoman	225 ..	235 ..	238	231 ..
255	BASF (Akt.) ..	255 ..	254	254	254
228	Bayer	216 ..	219	219 ..	215 ..
75	Buffelsfont. .	74 ..	74 50	73 80	75
15 ..	Charter	15 70	15 50	15 55	15 50
119	Chase Manh.	125 80	119 ..	118 ..	c119 ..
385	C.F.Fr.-Can. .	390 ..	388 ..	391 ..	386 50
17	De Beers (S.)	16 50	16 50	16 50	16 30
570	Deuts. Bank.	573	568 ..	568	570 ..
140	Dome Mines	140 20	139 50	139 90	140 ..
593	DuPont Nem.	580	588	586	578
470	East. Kodak	475	471	471 ..	471
31	East Rand ...	31 95	30 80	30 60	31 20
196	Ericsson	195	195 80	196 10	196 20
395	Exxon Corp. .	401 50	393	393	398
189	Ford Motor.	198	188 50	188 50	188 ..
122 ..	Free State ..	122 ..	122 40	121 40	124 60

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
216	Gen. Electric	219 ..	213 ..	215	213
245	Gen. Motors.	249 ..	244 50	240 50	246 80
19	Goldfields	18 85	18 85	18 75	18 55
25	★ Harm. Co.	25 65	25 ..	24 80	25 50
245	Hoechst Akt.	246	244 ..	244 ..	240
28	Imp. Chem. .	28 30	28 30	28 ..	27 90
102	Imperial Oil.	104 ..	101 50	101 50	99 50
980	I.B.M.	980	979 ..	979 ..	971
110	Internickel. .	112 70	109 50	112 70	109 20
95	I.T.T.	95 90	94 80	94 80	95 10
200	Mob. Oil Co.	206 40	201	201 ..	199 70
5500	Nestlé	5490	5500 ..	5490	5450 ..
220	Norsk Hydro.	220 10	216	217 ..	220 ..
6	Olivetti. ...	5 75	5 75	5 75	5 75
525	Petrofina ...	521	525 ..	524 ..	525 ..
44 ..	Philips	45 10	44 30	44 50	44 ..
107	Pres. Brand	105 ..	107 10	108 ..	108 ..
235	Quilmes. ..	242 ..	233 ..	238 10	240 ..
93	★ Randfont.	90 20	93 ..	94 ..	94 ..
43	Rand. Selec. .	43 40	43 ..	43 ..	43 ..
161 ..	Royal Dutch.	161 ..	160 80	160 20	160 ..
17 ..	Rio Tinto Zinc	16 60	16 60	16 75	16 30
119	St-Helena ..	114 50	118 50	115 60	116 50
305	Schlumberger	309 30	303 70	303 50	301 ..
33	Shell Tr (S.). .	33 80	33 20	33 20	32 90
480	Siemens A.G.	484 ..	481 50	481 50	487 ..
37	Sony.	36 10	36 50	36 10	36 50
14	Tanganyika.	13 90	14 20	14 20	14 10
192	Unilever ...	189 50	192 50	192 80	192 30
22	Union Corp. .	22 10	21 50	22 40	22 ..
128	U. Min. 1/10	127 ..	128 ..	127 50	128 ..
205	West Drief.	208 ..	206 ..	204 30	207 50
85 ..	West Deep.	85 ..	85 ..	83 50	84 95
148 ..	West Hold. .	147 10	147 50	149 ..	149 40
2 ..	Zambia Cop.	2 05	2 ..	2 05	2 ..

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20.11	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 433	4 414	4 40
Canada ($ can. 1)	4 375	4 368	4 31
Allemagne (100 DM)	170 500	170 250	169 75
Belgique (100 fr.)	11 308	11 285	10 93
Danemark (100 krd.)	73 040	73 220	72 60
Espagne (100 pes.)	7 478	7 453	7 23
Grande-Bretagne (£ 1)	9 040	9 032	9 05
Italie (1 000 lires)	6 512	6 502	5 90
Norvège (100 kr.)	80 220	79 980	79 50
Pays-Bas (100 fl.)	166 300	166 100	165 25
Portugal (100 esc.)	16 665	16 620	12 ..
Suède (100 krs.)	100 810	100 580	99 75
Suisse (100 fr.)	166 615	166 480	166 ..

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/11
Or fin (kilo en barre)	20450 ..	20515 ..
Or fin (kilo en lingot)	20450 ..	20505 ..
Pièce française (20 fr.) ..	225 70	226 10
Pièce française (10 fr.) ..	166 50	166 50
Pièce suisse (20 fr.)	199 80	200 90
Union latine (20 fr.)	192 30	193 ..
Souverain	195	198 10
Pièce de 20 dollars	983 20	982 80
Pièce de 10 dollars	489 80	487 80
Pièce de 5 dollars	280 ..	287 50
Pièce de 50 pesos	803 ..	818 50
Pièce de 10 florins	185 60	185 20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2 à 7. APRÈS LA MORT DU GÉNÉRAL FRANCO
— TRIBUNE INTERNATIONALE : « Je ne fêterai pas cette mort », par Arrabal.

7. EUROPE

8. DIPLOMATIE

8-9. PROCHE-ORIENT
— Deux points de vue sur le vote de l'ONU assimilant sionisme et racisme.

11. AMÉRIQUES
— ÉTATS-UNIS : M. Ronald Reagan brigue l'investiture contre le président Ford.

11. OCÉAN INDIEN

11. AFRIQUE
— SAHARA OCCIDENTAL : l'Algérie déclare nul et non avenu l'accord de Madrid.

12-13. POLITIQUE
— Le comité de liaison de la gauche propose sept mesures pour lutter contre le chômage.
— Les travaux parlementaires.

14-15. ÉDUCATION
— Vincennes dans l'entassement.

16. ARMÉE

17. JUSTICE
— Après cassation de sa condamnation, Pierre Goldman sera rejugé par la cour d'assises de la Somme.

18. SPORTS

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
(Pages 19 à 26.)
— Dans l'avion des années 80.
— Le blanc est mis : les Vosges à la randonnée ; les Pyrénées ne forcent pas la note.
— Plaisirs de la table : bon appétit, messieurs les Girondins.
— Mode ; maison ; jardinage ; hygiène ; sports ; jeux.

31 à 33. ARTS ET SPECTACLES
— CINÉMA : le Festival de Paris ; l'Arbre de Guernica.

37 à 39. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— Une interview de M. Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T.

39 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— AGRICULTURE : le stock européen de poudre de lait dépasse 1,1 million de tonnes.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (34 et 35) ; Aujourd'hui (29) ; Carnet (28) ; « Journal officiel » (29) ; Météorologie (29) ; Mots croisés (29) ; Finances (43).

AU CONGRÈS DE LA C.F.T.C.

M. Bornard : les travailleurs n'accepteront pas de jouer à saute-mouton entre le chômage et l'inflation

Mille trois cents délégués environ participent au trente-huitième congrès de la C.F.T.C., qui se tient à Clichy du 20 au 23 novembre, sous la présidence de M. Jacques Tessier. Présentant ce vendredi 21 le rapport d'activité, M. Jean Bornard, secrétaire général de la centrale chrétienne, a sévèrement critiqué la politique économique du gouvernement et ses initiatives trop tardives. M. Bornard a notamment déclaré : « On n'a même pas connaissance des premiers indices de redémarrage de l'économie que déjà les prix accélèrent leur ascension. » *Il n'y a pas de politique de l'emploi sans prévisions, sans concertation, en premier lieu, au niveau international.* « Les travailleurs n'accepteront pas de jouer à saute-mouton entre le chômage et l'inflation. »

Protestant contre la non-application des promesses gouvernementales en matière de politique familiale, M. Bornard a ajouté : « Nous croyons à la famille, cellule de base de la société. En la laissant se dissoudre, on prépare une société absolument ingouvernable. »

Il y a maintenant onze ans que les militants qui, avec MM. Joseph Sauty, Jacques Tessier et Jean Bornard, avaient opté pour le maintien des références chrétiennes, lors du congrès extraordinaire de 1964 de laïcisation de la C.F.T.C., poursuivent leur route originale.

Selon les statistiques officielles, la C.F.T.C. compte environ 5 % de l'ensemble des sections syndicales déclarées en France. Ce pourcentage est manifestement inférieur à la réalité, déclare M. Jean Bornard ; la C.F.T.C. « *laisse à d'autres le soin de jongler avec les chiffres et de présenter, à grand fracas publicitaire, des bilans où sont comptés comme adhérents des salariés ne payant que quatre timbres mensuels par an, au même titre que ceux qui cotisent pour dix ou douze* ». Le secrétaire général constate dans son organisation une progression globale de 4 % à 5 % en 1974 (comme en 1973) du nombre des timbres payés. La vitalité de la centrale s'affirme aussi, dit-il, dans l'affiliation récente de groupes entiers : cadres de la fonction publique, personnel du Crédit mutuel d'Alsace, électriciens de l'Opéra de Paris, ainsi que dans la signature d'un protocole d'accord avec la C.G.S.I. (Confédération générale des syndicats indépendants). Ce texte, du 25 mai, prévoit une phase transitoire de deux ans au terme desquels les deux cent cinquante sections ou syndicats C.G.S.I. s'intégreront à la C.F.T.C. (1).

Les dirigeants chrétiens se déclarent d'autant plus satisfaits qu'ils reconnaissent volontiers que les positions de leur Confédération « *ne sont pas faciles à défendre, parce que le langage de la vérité est difficile, dans ces temps d'irresponsabilité* ».

La C.F.T.C., déclare M. Bornard, n'a pu faire admettre la grande confrontation économique qu'elle préconisait pour renverser le courant de l'inflation sans casser l'expansion, mais en assurant l'emploi. Même les dispositifs existants, comme les commissions paritaires régionales pour l'emploi créées en 1969, n'ont pas été utilisés.

A côté de cet échec, les dirigeants considèrent que les accords conclus avec le gouvernement et le patronat et que certaines mesures prises par les pouvoirs publics dans le domaine social répondent à leurs objectifs. Ils énumèrent ainsi des garanties de salaires contre la hausse des prix, des augmentations de pouvoir d'achat en fonction de l'expansion et avec priorité pour les plus défavorisés, l'indemnisation des chômeurs partiels et totaux, l'accord cadre sur les conditions de travail, les mesures pour les immigrés, la formation professionnelle, les conclusions de la commission Sudreau sur la réforme de l'entreprise, etc.

Dans le climat de crise, alors que les pouvoirs publics tentent de dissimuler la réalité, la tentation est grande de politiser l'action syndicale. Mais la C.F.T.C. est plus que jamais hostile à cette orientation. « *Le syndicat dans l'entreprise, la politique dans la cité* », s'écrie M. Joanès Page, secrétaire général adjoint. M. Jacques Tessier rappelle que, au lendemain de la dernière guerre, on a compté sept millions de syndiqués. Ils se sont évanouis devant la politisation de la C.G.T. « *Introduire l'action politique dans le syndicat n'a jamais amené une adhésion nouvelle,* affirme-t-il, *mais plutôt des démissions.* »

Et M. BORNARD ajoute : « *La C.F.T.C. souhaite le renforcement des forces politiques, mais pas sur le terrain de l'entreprise. Nous n'acceptons pas le rôle de suppléance. Que les partis présentent des positions cohérentes, comme nous essayons de le faire.* »

JOANINE ROY.

(1) Les effectifs de la C.F.T.C. peuvent être évalués entre 200 000 et 250 000 adhérents, retraités compris. La confédération chrétienne a recueilli, selon les statistiques du ministère du travail, 2,6 % des suffrages aux élections dans les comités d'entreprise en 1973 et la C.G.S.I. 0,5 %. Les autres confédérations ont obtenu les pourcentages suivants : C.G.T., 40,8 ; C.F.D.T., 19,6 ; F.O., 7,7 ; C.G.C., 5,1 ; C.F.T., 1,1 ; divers et non syndiqués, 22,6.

LA F.N.S.E.A. ET LE C.N.J.A. DEMANDENT UN RELÈVEMENT DES PRIX AGRICOLES

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), dont le conseil d'administration s'est réuni le 20 novembre, demandera, « pour la prochaine campagne, un relèvement substantiel des prix agricoles » en raison de la baisse du revenu des exploitants en 1975 (« le Monde » du 15 novembre 1975).

Le Centre des jeunes agriculteurs, qui a formulé la même revendication, a appelé ses adhérents « à préparer l'action syndicale qui sera indispensable pour faire aboutir les revendications des agriculteurs ».

LA « GRÈVE » DU GOUVERNEME[...]

Le Conseil portugais de la révol[...] cherche un compromis

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Devant le palais présidentiel, à Lisbonne, des manifestants attendaient, vendredi matin 21 novembre, le résultat des négociations engagées au sein du Conseil de la révolution, réuni sous la présidence du général Costa Gomes. Le Conseil s'est séparé sans publier de communiqué.

Cependant, Radio-Clube annonçait, faisant état de sources sûres, qu'il aurait décidé trois mesures : la dissolution de l'AMI (groupement militaire d'intervention), la nomination du capitaine Vasco Lourenço — un « modéré » — au poste de commandant de la région militaire de Lisbonne, et un remaniement ministériel.

Si elles étaient confirmées, cela signifierait qu'un compromis est intervenu entre les différentes tendances.

D'autre part, on a appris, de source non officielle, que le ministre de l'industrie et de la technologie, M. Marquez do Carmo (indépendant de gauche), aurait présenté sa démission le 11 novembre parce que « les forces partisanes au sein du gouvernement ne s'intéressaient pas à la marche du processus révolutionnaire, mais à la conquête de postes ».

Les deux secrétaires d'État pour l'industrie légère et pour l'industrie lourde, MM. Amilcar Martins et Mario Cardoso dos Santos (indépendants de gauche), auraient écrit mercredi au président de la République, au premier ministre et au Conseil de la révolution pour critiquer la politique du gu[...]

Après la décision du [...] vernement provisoire d[...] ses activités aussi longt[...] président Costa Gomes [...] rantit pas les moyens d[...] autorité, le P.C. a réagi [...] le mot d'ordre : « [...] = démission », qui a ét[...] fin d'après-midi par p[...] rante mille personnes [...] devant le palais présiden[...] sant de quitter les lieu[...] obtenu de réponse préc[...]

C'est ce qu'ils ont fa[...] général Costa Gomes [...] celui-ci eut prononcé [...] quelque peu « lénifiant [...] nécessité de la concorde [...] « d'abomination d'un gu[...] et son souci « de ne pa[...] travailleurs ». Dans le [...] le P.S. a invité ses milit[...] cendre dans la rue « [...] que le sixième gouverne[...] gouverner ».

Les unités de la régi[...] de Lisbonne sont en é[...] depuis jeudi après-midi.

PIERRE G[...]

● *Une charge ex[...]* 2 kilos a été découvert[...] mières heures de la [...] vendredi 21 novembre [...] portail du palais de [...] côté où la manifestatio[...] s'est déroulée. Cette ch[...] désamorcée. — *(A.F.P.*[...]

SUR LE GOLAN

Des fedayin ont attaqué une ferme : trois[...]

De notre correspondant

Jérusalem. — La multiplication des incursions de fedayin à partir du territoire syrien constitue un signe inquiétant, disait-on vendredi 21 novembre à Jérusalem, après le raid de la nuit précédente contre le « moshav » (ferme-coopérative) de Ramat-Hamagshimim, situé dans la partie méridionale du plateau du Golan. Les milieux autorisés se demandent s'il faut rapprocher cette recrudescence d'activité des fedayin des efforts de M. K. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, en vue d'obtenir la prolongation de la mission des « casques bleus » sur le Golan.

Jeudi, à 22 heures, trois hommes, la tête recouverte de la cagoule des terroristes, ont fait irruption dans la chambre habitée dans le « moshav » par quatre étudiants religieux effectuant une période de service national — garde et activi[...] — au lieu du service mili[...]

Les premières informat[...] quent que les Palestinie[...] armés de mitraillettes et [...] ils ont ouvert le feu, tuan[...] jeunes gens. Le quatr[...] a demandé en arabe de [...] tirer, et l'un des fedayi[...] frappé à coups de hach[...] l'entraîner à l'extérieur. [...] de l'obscurité, l'étudiant [...] et donner l'alerte.

Les trois fedayin, qui o[...] appartenir au Fath, ont pri[...] Vers minuit, le ministre [...] fense, le commandant en [...] forces armées et le général [...] dant la région Nord sont s[...] les lieux, pendant que s'[...] une battue.

ANDRÉ SCEM[...]

Le numéro du « Monde » daté 21 novembre 1975 a été tiré à 573 901 exemplaires.